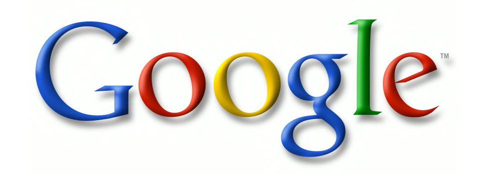
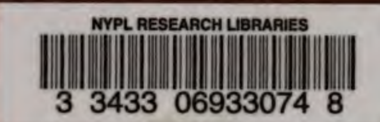



NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06933074 8

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

TOME I.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER,
RUE DE SEINE, N. 14.



Goubert d'après Isabey.

BONAPARTE.

Publié par Furne à Paris.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

PAR M. DE NORVINS.

Cinquième Édition.

TOME PREMIER.



PARIS,

FURNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 39.

M DCCC XXXIV.

1834

PRÉFACE.

Napoléon a été l'étude de ma vie depuis le 18 brumaire. Dès cette époque, j'avais conçu le dessein de représenter dans un tableau fidèle cet homme imprévu et neuf dans l'histoire. Sous le consulat et sous l'empire, je m'attachai à recueillir et à mettre en ordre de nombreux matériaux ; j'avais formé un ensemble de tant d'élémens qui composent une renommée si extraordinaire, et déjà une grande partie de l'Histoire de l'empereur était écrite et achevée : mais, par degrés, l'étendue et les difficultés de l'entreprise, comparées avec mes forces, m'inspirèrent du découragement. Dans cette disposition d'esprit, je me suscitai à moi-même des obstacles dont l'invincible résistance était plutôt un fantôme de mon imagination qu'une réalité. L'examen de la vie de Napoléon, me disais-je, laisse dominer trois grands caractères : l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'écrivain, quel qu'il puisse être, doit trembler à l'aspect de ces proportions colossales. Mais, en adoptant cette idée qui me détournait de mon premier projet comme d'un péril insurmontable, j'oubliais qu'il s'agissait bien plus pour moi de retracer la carrière de Napoléon, que de mesurer la hauteur du géant de la guerre, de la politique et du gouvernement, et que si je faiblissais

dans cette dernière tentative, le public tout entier viendrait par ses souvenirs au secours de mon insuffisance. Une autre objection de la crainte avait encore arrêté ma plume: contemporain de Napoléon, spectateur de son règne, honoré de quelque confiance sous son gouvernement, consterné du triomphe des étrangers, qui n'étaient pas moins les ennemis de la France que les siens, profondément affligé des souffrances de ce Prométhée de la gloire, je craignais d'être encore trop frappé de ce que j'avais vu s'élever, briller et disparaître, pour que mon jugement pût être désintéressé sur les merveilles de la période de vingt-cinq années, qui commence à la bataille de Montenotte et finit avec la longue et cruelle agonie de Sainte-Hélène.

Mais j'aurais dû sentir que les scrupules de la bonne foi, qui ne m'abandonnerait jamais dans le cours du travail, me serviraient de préservatifs contre les erreurs de la passion, et que d'ailleurs, dussé-je me laisser entraîner par elle à mon insu, la qualité de témoin avait, au lieu des inconvéniens que je redoutais, d'immenses avantages. En effet, l'écrivain qui a vu les faits qu'il raconte, qui a reçu d'eux une impression inévitable, qui a pu comparer comme moi cette impression avec les manifestations de la joie, de la crainte ou de l'espérance d'un peuple dont les destinées étaient entre les mains d'un homme, a dans le cœur des souvenirs profonds, devant les yeux des images fidèles, dans l'esprit des jugemens qui ont été faits par tout le monde au moment de l'évènement. Comme peintre, il porte en lui la véritable physionomie des hommes et des choses; et, comme historien, son rôle se borne souvent à celui de rapporteur exact, quand il semble n'émettre que son opinion personnelle. Ce sont là, sans doute, des élémens de vérité bien précieux, et dont aucun talent ne peut entière-

ment réparer ou compenser l'absence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j'avais consacré tant de travail, n'avaient point la force que je leur prêtais ; je cédai pourtant à leur influence, et je me bornai à donner le tableau politique et militaire de l'année 1813. Le bienveillant accueil que cette production reçut du public, frappé sans doute des révélations nouvelles qu'elle contenait sur une époque si importante, ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore cependant, quand une circonstance leva tous mes doutes.

J'avais appris de très-bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la vie de Napoléon. Comme les *Lettres de Paul*, publiées en 1822, ne renferment qu'une suite d'outrages et de calomnies contre l'armée, contre les Français et contre l'Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des contemporains, avec une histoire du grand homme qui occupe le siècle comme il occupera l'avenir. Je voulais opposer la vérité à la passion, repousser les suppositions de la haine par l'éloquence des faits; mais, je l'avoue, j'étais loin de prévoir que mon ouvrage dût être, à chaque moment, la réfutation indispensable et perpétuelle des ignorances, des fautes, des mensonges et des injustices du romancier anglais. Jamais un tel oubli des devoirs les plus sacrés, dans un écrivain qui prenait le titre d'historien à la face de l'Europe, n'aurait pu entrer dans ma pensée. Quoi qu'il en soit, le sentiment qui m'inspirait la résolution de combattre sir Walter Scott ne me permit pas plus de calculer les périls où j'allais courir, en descendant dans la lice contre un homme chargé de tant de palmes littéraires, que l'amour de

la patrie ne permettait à un soldat français de compter ses ennemis en 1814. J'avoue aussi, qu'un moment peut-être incertain de savoir s'il convenait à un Français de relever le gant d'un adversaire qui s'était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j'y fus tout à coup décidé, en relisant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* les passages suivans (tome III, pages 239, 240, 241) :
« Après tout, dit Napoléon qui venait de parcourir le recueil « calomnieux de Goldsmith, après tout, ils auront beau « retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera bien difficile « de retrancher tout-à-fait. Un historien français sera pour- « tant bien obligé d'aborder l'empire; et, s'il a du cœur, il « faudra bien qu'il me restitue quelque chose, qu'il me fasse « ma part, et sa tâche sera aisée; car les faits parlent : ils « brillent comme le soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé le « chaos. J'ai dessouillé la révolution, ennobli les peuples « et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, ré- « compensé tous les mérites, et reculé les limites de la gloire ! « Tout cela est bien quelque chose ! Et puis, sur quoi pour- « rait-on m'attaquer, qu'un historien ne puisse me défendre ? « Seraient-ce mes intentions? mais il est en fonds pour « m'absoudre. Mon despotisme? mais il démontrera que la « dictature était de toute nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné « la liberté? mais il prouvera que la licence, l'anarchie, « les grands désordres étaient encore au seuil de la porte. « M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre? mais il dé- « montrera que j'ai toujours été attaqué; d'avoir voulu la « monarchie universelle? mais il fera voir qu'elle ne fut que « l'œuvre fortuite des circonstances; que ce furent nos en- « nemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. Enfin, « sera-ce mon ambition? ah ! sans doute, il m'en trouvera,

« et beaucoup; mais de la plus grande et de la plus haute « qui fut peut être jamais! celle d'établir, de consacrer « enfin l'empire de la raison, et le plein exercice, l'entière « jouissance de toutes les facultés humaines! Et ici, l'his- « torien peut-être se trouvera réduit à devoir regretter qu'une « telle ambition n'ait pas été accomplie, satisfaite!... »

Dès ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la parcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entreprise devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'offre en ce moment au public. Voici ce que je disais dans la préface du *Portefeuille de* 1813 :

« Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'a produit cette contrainte, où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société? Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps appartient un pareil changement, il s'était emparé de ses mœurs; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'excès, sous quelque forme qu'elles se fussent présentées à lui, soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

« Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés :

« La prise de Toulon l'annonce à l'armée; le canon de vendémiaire l'annonce à la France; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe; la conquête de l'Egypte l'annonce

au monde. Il revient armé de mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se met debout sur l'autel de la patrie. Là il règne au nom de la liberté, et couvre la France des monumens de son génie. Au milieu de ces monumens s'élève le Code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance. Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner en son propre nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde. Il détrône le Consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi! il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration; il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des Etats ligués contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vaste projet de reconstruire la vieille royauté de l'Europe, que son avènement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du

faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de Wagram à cette inévitable Angleterre; et à huit cents lieues de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées! Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable; il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Polotzk, Malo-Jaroslawetz, Wiasma, Krasnoë, ont connu les braves de Moskou, et la Bérésina est immortalisée! Enfin il a revu Paris; il dit · « Me voilà seul, que la France se lève encore! » Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Chaque soldat porte un crêpe et un laurier: le crêpe est pour Moskou, le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napoléon propose la paix; après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Europe contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble; mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver; mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au-delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiège. Mais le mot d'ordre de

Prague est celui de Châtillon, et Napoléon est encore trahi !.. Il tombe, il est banni ! Il va régner sur l'île d'Elbe. Un an après il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moskou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté; de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public pouvait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais, dès sa première séance, la Chambre des représentans voulait refuser le serment à Napoléon ! Toutefois les élémens du gouvernement impérial se réveillent, après une année de sommeil ou d'oubli, et il règne. Le premier acte de son pouvoir est l'acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte que la France lui demande. Le second est le Champ-de-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790; mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. Enfin, Napoléon part et va combattre encore l'Europe; il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moskou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut croire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement peut-être les trônes se sont crus délivrés.

« Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société; car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse être comparé. Et ce n'est qu'en remontant les siècles, que l'on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles-

Quint, Henri-le-Grand, Frédéric-le-Grand, Catherine-la-Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots.

« La vie de Napoléon renferme, depuis la campagne de 1812, des choses que la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces événemens qui, aux yeux de l'historien, auraient paru sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française; celui de la capitale de l'empire, au moment de notre entrée dans ses murs; à Moskou, le rêve de la paix pendant quarante jours; dans notre retraite, la gelée prématurée; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maître; à Pirna, le mal subit de Napoléon, avant le désastre de Vandamme; en France, la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé par Gourgaud de la lance d'un cosaque; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi; la marche d'Augereau sur Genève au lieu de Lons-le-Saulnier; la coupable reddition de Soissons à Blücher, qui n'avait plus d'asile ni de retraite; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon; enfin, la contre-marche de Doulevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris!

« Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les événemens qui ont pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon ; mais l'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurdité des inductions superstitieuses, et que, par l'application des causes qui produisent les évènemens, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C'est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartiennent à lui seul, et non à la fortune, divinité fausse, idole dangereuse qu'il est temps de détrôner à jamais, par respect pour la raison et pour le bonheur de l'humanité.

« Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, toutes les espérances le portaient à la magistrature suprême. Cependant la gloire militaire, alors toute-puissante sur les Français, et qui avait jeté sous lui, en Italie et en Egypte, un autre éclat que sous les autres généraux, contribua moins à son élévation que l'habileté dont il a fait preuve, en gouvernant les vaincus avec sagesse, après sa double conquête, en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère nouveau dans le siècle, et d'un génie jusqu'alors inconnu. Fatiguée des rigueurs et des convulsions républicaines, avilie par le gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d'une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur, quand il débarqua à Fréjus. La commotion de la présence du héros fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l'époque du retour d'Egypte. Ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale ne firent le 18 brumaire ; il faut attribuer le succès de la journée à l'opinion civile seule, et sans laquelle, même

alors, le coup d'Etat eût été impossible. Un parti avait excité Bonaparte à le tenter au sortir du congrès de Radstadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Egypte, laissant cet avenir en dépôt dans les opinions.

« Napoléon s'est fait empereur, parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Egypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix de Campo-Formio, encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l'Autriche qui la demanda. Napoléon s'est fait empereur, parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et les capitalistes, qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

« Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons, trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu'elles avaient sollicités du vainqueur, l'occasion de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son régime financier, par sa prospérité industrielle, par son territoire, par sa grande civilisation, et par la gloire de ses armes.

« Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute, peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre

la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si grand souverain, ne devînt la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

« Mais en contemplant la prodigieuse destinée de Napoléon, l'historien ne peut échapper à une considération d'une haute importance; par exemple si, au lieu de s'attacher à recréer la prospérité de la France comme législateur et comme souverain, il n'eût fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvage et d'indompté dans le caractère des armées, il les eût entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique qui n'eût amnistié que les peuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peut-être d'eux-mêmes déposer à ses pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon eût été invulnérable, tandis qu'il cessa de l'être le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien, ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Napoléon se soit trompé vis-à-vis de lui-même dans ce qu'il a entrepris et exécuté. Car si la nature le portait à planer sur le monde, comme l'aigle qu'il avait pris pour drapeau, il était né aussi l'homme de la monarchie, et même de la monarchie catholique, et non l'homme de la liberté républicaine. Tout en lui le condamnait à agir, comme il l'a fait, soit pour s'élever, soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les drapeaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de *vive la République* ! n'était pour lui qu'un cri de gloire,

comme le fut depuis pour l'armée le cri de *vive l'Empereur* ! Il ne lui appartenait pas de se modifier, ni de transiger avec son caractère ; car il revint de l'île d'Elbe le même homme qu'à son départ de Fontainebleau. Aussi, en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons.

« Napoléon ne se trompait pas non plus, quand il se croyait tellement nécessaire qu'on n'oserait pas le renverser. On lui a reproché à tort cette haute opinion de lui-même, comme une grande erreur de la vanité ; on ne devait y voir que l'expression de l'état où sa puissance avait placé l'Europe. Il sentait qu'il était la clef de la voûte continentale, et il pouvait croire que si l'étranger parvenait à le faire tomber du trône, la révolution renaissante, tout en applaudissant à sa chute, en demanderait raison à l'Europe. Et en effet, l'armée russe, après le retour de Napoléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les bords du fleuve, et ce fut sur le signal donné de Paris même qu'elle s'enhardit à les franchir. Ce fut encore de Paris que cette même armée, stationnée à Troyes, reçut la pressante invitation d'arriver à toute course sous les murs de la capitale, pendant que Napoléon, trompé par des rapports infidèles, manœuvrait de Doulevent sur Vitry, contre une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon !... et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à plusieurs journées du champ de bataille !..

« Peut-être jugera-t-on que ces idées mériteraient de plus grands développemens ; mais ce n'est pas ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élévation et la chute de Napoléon ? Napoléon lui-même.

« Une histoire de la vie de Napoléon, bien que remplie

des faits de toute nature qui ont établi sa renommée, a encore besoin des conjectures et des commentaires de l'histoire sur l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués par Napoléon, ou révélés par d'autres autorités imposantes. »

Je ne puis terminer cette préface sans combattre cette assertion de Sir Walter Scott, que Napoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes qui ont connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monck. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des élémens de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Cette domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe qui ne cessa de le provoquer à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste: victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ne cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont fini par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale ! ! !

Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du *Mémorial de Sainte-Hélène* :

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse été un

« Washington : les mots ne coûtent rien ; et sûrement ceux
« qui l'ont dit avec tant de facilité le faisaient sans connais-
« sance des temps, des lieux, des hommes et des choses.
« Si j'eusse été en Amérique, volontiers j'eusse été aussi un
« Washington, et j'y eusse eu peu de mérite ; car je ne vois
« pas comment il eût été raisonnablement possible de faire
« autrement. Mais si lui s'était trouvé en France, sous la
« dissolution du dedans et sous l'invasion du dehors, je
« l'eusse défié d'être lui-même ; ou s'il eût voulu l'être, il
« n'eût été qu'un niais, et n'eût fait que continuer de grands
« malheurs. Pour moi, je ne pouvais être qu'un *Washington*
« *couronné* : ce n'était que dans un congrès de rois, au mi-
« lieu de rois vaincus ou maîtrisés, que je pouvais le de-
« venir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer avec
« fruit sa modération, son désintéressement, sa sagesse. Je
« n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers *de la*
« *dictature universelle*. Je l'ai prétendue ; m'en ferait-on un
« crime ? Penserait-on qu'il fût au-dessus des forces humai-
« nes de s'en démettre? Sylla, gorgé de crimes, a bien osé
« abdiquer, poursuivi par l'exécration publique ! Quel mo-
« tif eût pu m'arrêter, moi qui n'aurais eu que des bénédic-
« tions à recueillir ?... Il me fallait vaincre à Moskou !...
« Combien, avec le temps, regretteront mes désastres et ma
« chute !... Mais demander de moi, avant le temps, ce qui
« n'était pas de saison, eût été une bêtise vulgaire ; moi l'an-
« noncer, le prononcer, eût été pris pour du verbiage, du
« charlatanisme ; ce n'était point mon genre... Je le répète,
« il me fallait vaincre à Moskou !... »

Voilà comment Napoléon explique Napoléon ; je me suis étendu particulièrement sur son caractère, parce que j'ai cru ce préliminaire indispensable pour préparer le lecteur à l'histoire d'un homme dont la vie nous présente un être à

part, sans aucun terme de comparaison dans les fastes du monde. Quant à moi, je déclare que je n'aurais pas entrepris d'écrire cette grande histoire, si je ne m'étais senti également possédé du besoin de rendre hommage à la vérité, et du désir d'honorer la France.



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CORSE ANCIENNE ET MODERNE. — ÉTAT POLITIQUE DE LA CORSE AVANT LA CONQUÊTE DES FRANÇAIS. — LES GÉNOIS S'ADRESSENT A LA FRANCE POUR LES AIDER A CONQUÉRIR LA CORSE. — LA FRANCE Y ENVOIE DES TROUPES ET S'EN EMPARE. — LA CORSE PASSE SOUS LA DOMINATION DE LA FRANCE AU MOIS DE JUIN 1769.

LA noblesse historique de l'île de Corse remonte aux temps fabuleux, c'est-à-dire aux premiers âges de la civilisation. Cadmus, fils d'Agénor, dit Hérodote, cherchant Europe par toute la terre, s'arrêta dans cette île, et y laissa

son parent Membliarius avec des Phéniciens : ceux-ci la nommèrent Callisto. Théras, de la famille royale de Sparte, continue le père de l'histoire, chargé d'aller établir une colonie de Lacédémoniens, partit avec trois vaisseaux, et aborda dans l'île de Callisto, habitée par des Phéniciens depuis huit générations. Elle s'appela Théra, de Théras qui lui donna son nom. Sur la foi d'un oracle de Delphes, Grinnus, l'un des descendans de Théras, envoya dans l'île de Platée, en Libye, une colonie d'habitans des sept villes de Théra. Pline nous apprend que Mariana fut fondée par Marius, et Aléria par Sylla. Tite-Live donne à la ville d'Aléria une origine phocéenne. Les ruines de cette ville subsistent encore à huit lieues de Corté, sur le bord de la mer. La ville de Nicée fut, d'après le même historien, bâtie par les Étrusques. Ainsi les Phéniciens, qui négociaient dans tout le monde connu; les Grecs, qui l'instruisaient par leurs arts et leurs vertus; les Phocéens, fondateurs de notre ville de Marseille; et les Étrusques, qui civilisèrent l'Ausonie, furent les premiers habitans de la Corse. Les Grecs lui donnèrent aussi le nom de Cyrnos.

On voit que les peuples les plus illustres de la terre sont les ancêtres de ces Corses que Rome appelait barbares. Tite-Live parle ainsi de la Corse et de ses habitans : « La Corse est une terre âpre et monta-
« gneuse, et presque partout impraticable; elle
« nourrit un peuple qui lui ressemble. Les Corses,
« sans aucune civilisation, sont à peu de chose près
« plus indomptés que les bêtes sauvages. Emmenés
« en captivité, à peine s'ils s'adoucissent dans les fers.

« Au contraire, soit horreur du travail ou de l'es-
« clavage, ils s'arrachent la vie; soit opiniâtreté ou
« stupidité, ils sont insupportables à leurs maîtres! »
Tite-Live ne pouvait faire un plus bel éloge des Corses, ni une satire plus cruelle des Romains. C'est sans doute à cause de ce caractère indomptable des Corses, que les Romains disaient qu'ils n'en voulaient pas pour esclaves; ce qui signifie que les Corses ne voulaient point des Romains pour maîtres.

Il est facile d'expliquer cette horreur des Corses pour la servitude, sentiment qui n'est peut-être pas encore affaibli en eux. Séparé de toutes les nations par la mer, et sans cesse obligé de se défendre contre leurs agressions, ce peuple dut se réfugier dans cette sauvage indépendance qui faisait sa sûreté. Ce fut pour elle qu'il combattit si généreusement pendant tant de siècles, et presque depuis son origine; contre les nations les plus belliqueuses, les Carthaginois, les Romains, les Goths, les Sarrasins, les Lombards, les Génois, et enfin les Français.

L'état politique de la Corse avant la perte de son indépendance mérite quelque attention; il était déterminé par la nature elle-même. L'île n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des vallées plus ou moins profondes qui possèdent seules la terre végétale, source de toute population, et divisent la contrée par cantons nommés pièves. Chaque canton renfermait des familles influentes, toujours rivales, souvent en guerre, et donnait assez exactement l'idée des clans de l'Écosse. A la menace d'un danger public, elles suspendaient leurs querelles, et

se réunissaient pour la défense commune. C'était sur la valeur des propriétés que se mesurait l'importance des familles et de leur clientelle. Un pareil ordre de choses divisait la Corse en aristocraties patrimoniales, toutefois combinées avec l'indépendance des habitans; car dans la guerre étrangère ou dans la guerre civile, chacun d'eux s'armait à ses frais, et venait de lui-même combattre sous la bannière de l'une des familles les plus considérables de sa piève. La confédération des pièves formait la patrie corse.

Les villes maritimes devaient à leur position, comme à la nature de leur population, une destinée particulière et toute différente. En effet, constamment occupées depuis plusieurs siècles par des garnisons génoises, et habitées par des familles italiennes déportées par leurs propres gouvernemens ou chassées par des factions victorieuses, elles se trouvaient en quelque sorte hors de l'association nationale. Leurs habitans ne pouvaient y entrer et exercer de l'influence dans l'intérieur du pays que par des établissemens et des acquisitions dans les pièves.

En 1757, l'illustre Pascal Paoli avait levé l'étendard de l'indépendance contre les Génois; ceux-ci, qui, désespérant depuis le XIIe siècle d'assujétir les Corses à leur république, n'en avaient pas moins poursuivi cette vaine entreprise, implorèrent l'appui de la France contre leurs ennemis. Le duc de Choiseul saisit avec empressement l'occasion de donner une possession aussi importante au royaume, et envoya dans la Méditerranée des troupes commandées par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf qui

remportèrent différens avantages sur les troupes de Paoli. Enfin, le 9 avril 1769, arriva le comte de Vaux, chargé d'achever la soumission de l'île avec quarante-deux bataillons, deux légions de troupes légères et une bonne artillerie. Le 5 mai, il s'empara du camp de Saint-Nicolas, et, le 7, des hauteurs de Centa, où il repoussa le lendemain l'attaque des Corses. Le 21, M. de Vaux entra dans la ville de Corté; le 5 juin suivant, il força le passage du Vecchio. Deux jours après, il était maître de Bocognano. Le 15, Paoli s'embarqua sur un bâtiment anglais pour Livourne, et nous laissa maîtres de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'États comme la province du Languedoc; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français de l'île; M. de Marbeuf y resta en qualité de commandant militaire; et, ce qui arrive toujours quand les petits États appellent les grands à leur secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance: M. de Choiseul ne daigna pas même les admettre à un traité de cession. La France garda la Corse, parce qu'elle l'avait conquise. Le droit naturel jugea la question politique; et la prise de possession de ce pays par le gouvernement français sembla doublement juste, parce que les Génois et les Corses se trouvaient hors d'état de conserver, les uns leur souveraineté, les autres leur indépendance. Mais ce ne fut cependant que le 30 novembre 1789, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée constituante, la Corse devint une partie intégrante du royaume.

CHAPITRE II.

(De 1769 à 1792.)

ANCIENNETÉ DE LA FAMILLE DE BONAPARTE. — GUERRE DES FRANÇAIS EN CORSE. — NAISSANCE DE NAPOLÉON, LE 15 AOUT 1769. — SON ENFANCE EN CORSE. — IL EST ADMIS A L'ÉCOLE MILITAIRE DE BRIENNE. — SON CARACTÈRE. — JUGEMENT DE SES CHEFS A SON ÉGARD. — BONAPARTE A L'ÉCOLE MILITAIRE DE PARIS. — IL EST NOMMÉ LIEUTENANT EN SECOND AU RÉGIMENT DE LA FÈRE, ARTILLERIE, LE 1er SEPTEMBRE 1785. — L'ABBÉ RAYNAL L'ACCUEILLE AVEC BIENVEILLANCE. — BONAPARTE REMPORTE, SOUS LE VOILE DE L'ANONYME, LE PRIX DE L'ACADÉMIE DE LYON. — SA LETTRE A M. BUTTAFUOCO, DÉPUTÉ DE LA NOBLESSE DE CORSE, EST IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE D'AJACCIO.

Les ancêtres de Buonaparte, ou Bonaparte, inscrits sur le livre d'or à Bologne, comptés à Florence parmi les Patrices, avaient joué un rôle important, surtout à Trévise. Pendant les guerres civiles d'Italie, ils étaient attachés au parti des Gibelins; chassés de Florence par les Guelfes, ils vinrent se réfugier en Corse au commencement du XVe siècle, et fixer leur résidence à Ajaccio. Avec le temps, ils s'allièrent aux Colonna, aux Bozi, aux Durazzo, de Gènes, comme aux premières familles de l'île de Corse; ils y acquirent des propriétés, et obtinrent la plus grande

influence dans la piève de Talavo, surtout dans le bourg de Bocognano.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise; c'était un homme d'une figure agréable, d'une éloquence vive et naturelle, et d'une intelligence remarquable. Plein de patriotisme et de dévoument, on l'avait vu, à la tête de sa piève, combattre avec courage dans la guerre qu'il avait contribué à allumer contre les Génois, oppresseurs de son pays: aussi occupait-il un rang distingué dans l'estime de ses compatriotes et dans l'amitié de Paoli. Pendant le cours de cette guerre, Letizia Ramolini, son épouse, l'une des plus belles femmes du temps, et douée d'une grande force d'ame, le suivit souvent à cheval, et partagea les périls de ses expéditions. Elle était enceinte à l'époque de la bataille de Ponte-Novo, gagnée par les Français en juin 1769. Alors elle se trouvait à Corté, siège du gouvernement de Paoli, chez les Arrighi, parens de Charles Bonaparte. A la suite de cette affaire, qui décida du sort du peuple corse, elle dut aller chercher un asile dans les montagnes de la Ronda, d'où elle revint à Ajaccio. Ainsi, dès les entrailles de sa mère, celui qui devait devenir le premier capitaine du siècle fut jeté au milieu des agitations de la guerre, comme si la nature l'eût destiné au métier des armes. Cependant Letizia Ramolini touchait au dernier terme de sa grossesse; malgré cette circonstance, et n'écoutant que son courage, elle voulut assister à la fête de l'Assomption; mais elle n'eut que le temps de revenir chez elle pour déposer sur un tapis à fleurs un fils qu'on appela Napoléon: c'était le nom que portait

toujours l'un des membres de la famille, en mémoire d'un Napoléon des Ursins, célèbre en Italie. Napoléon naquit le 15 août 1769, deux mois après la bataille de Ponte-Novo.

Le premier âge de Napoléon ne marqua point par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Il faut ajouter à ces deux traits caractéristiques beaucoup de vivacité dans l'esprit, une sensibilité précoce ; mais en même temps l'impatience du joug, une activité sans mesure, et cette humeur querelleuse qui affligeait tant la mère de Bertrand Duguesclin quand il était jeune encore. Alors, comme depuis, soit que Napoléon fût assailli par les autres, soit qu'il les attaquât lui-même, il s'élançait sur ses ennemis sans jamais compter leur nombre; aucun obstacle ne pouvait l'arrêter. Personne ne lui imposait, excepté sa mère, femme d'un esprit viril, qui savait se faire aimer, craindre et respecter. Napoléon, tout indomptable qu'il paraissait être, apprit d'elle la vertu de l'obéissance, l'une des causes de ses succès dans les écoles; il dut aussi probablement aux exemples maternels cet amour de l'ordre, cette économie qui l'a tant aidé à soutenir ses vastes entreprises. Sous ces deux rapports, son oncle, l'archidiacre Lucien, qui avait du savoir et des lumières, lui donna lui-même de précieuses leçons, en administrant avec sagesse les biens de la famille, dont il devint le second père. Le bon archidiacre avait observé avec autant de curiosité que de satisfaction la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, l'indé-

pendance de caractère, qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné l'avenir de Napoléon, par ses dernières paroles aux jeunes Bonaparte qui entouraient son lit de mort : « Il est inutile de songer à la fortune de Napoléon, « il la fera lui-même. Joseph, tu es l'aîné de la fa« mille, mais Napoléon en est le chef; aie soin de « t'en souvenir. » L'évènement a justifié la prédiction, et l'ordre du mourant sera fidèlement exécuté.

En 1779, Charles Bonaparte, envoyé à Versailles comme député de la noblesse des États de Corse, emmena avec lui son fils Napoléon, âgé de dix ans, et sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfans des familles nobles de la nouvelle conquête; aussi Élisa fut placée à Saint-Cyr, et Napoléon à Brienne.

Bonaparte entre avec joie à l'Ecole Militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitaire de l'école; ou, quand il se rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Ses égaux doivent se ployer à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerce sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, il semblerait être sous l'influence d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de l'amitié, si quelques préférences auxquelles il demeura fidèle dans sa plus haute fortune n'avaient honoré sa première jeunesse.

Dans la discipline commune de l'école, il a l'air

d'obéir à part et avec un penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir ses devoirs. Abstrait, rêveur, silencieux, fuyant presque toujours les amusemens et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueux et une susceptibilité d'ame égale à la pénétration de son esprit; sa vie sévère pourrait même donner l'idée d'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion; mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Veut-il bien s'associer aux exercices de ses compagnons? les jeux qu'il leur propose, empruntés de l'antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec fureur sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêve qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art de la fortification. Pendant un hiver, on ne voit dans la cour de l'école que des retranchemens, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés? l'ingénieur devient général, prescrit l'ordre de l'attaque et de la défense, règle les mouvemens des deux partis; et, se plaçant tantôt à la tête des assiégeans, tantôt à la tête des assiégés, il excite l'admiration de toute l'école et des spectateurs étrangers, par la fécondité de ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à l'exécution.

Dans ces momens d'éclat, Bonaparte était le héros de l'école pour les élèves et pour leurs chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de subordination le fit condamner, par un maître de quartier sans

discernement, à revêtir un habit de bure, et à dîner à genoux sur le seuil du réfectoire; mais au moment de subir cette peine, il fut saisi d'une attaque de nerfs si violente, que le supérieur lui-même vint lui épargner une humiliation si peu d'accord avec le caractère de l'élève et la nature de la faute. A cette époque, Pichegru était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Patrau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et l'habit d'un élève le dominateur de la France et de l'Europe. La révolution qui devait les produire l'un et l'autre se préparait à leur insu; et la république, dont la cause allait bientôt enflammer leur jeunesse, devait être trahie par le maître et détruite par le disciple, après avoir dû ses plus beaux triomphes à leurs armes. Toutefois il y aurait trop d'honneur pour Pichegru dans la comparaison avec un tel homme et une pareille renommée.

Cependant la lecture, qu'il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à la fureur; mais les beaux-arts n'ont point d'attrait pour cet esprit sévère; et de la littérature il ne cultive que l'histoire; il la dévore, et range avec ordre dans sa mémoire sûre et fidèle tous les évènemens remarquables de l'existence des nations, et de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Plutarque, qu'il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n'ont pas été peut-être sans danger pour une ame de cette trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroïsme, d'amour de la gloire et d'ambition que

la nature avait déposés en lui. Quand sa fortune fut faite, il se délassa de l'histoire par la fable, et quitta Plutarque pour Ossian; mais ce ne fut qu'une simple distraction de son esprit. Alexandre aussi se délassait de la puissance et de la gloire par les rêveries poétiques du divin Platon.

Bonaparte resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, le chevalier de Kéralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge et même une faveur d'examen pour être admis à l'École de Paris; car Napoléon n'avait fait de progrès que dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. « *Non*, dit M. de Kéralio, *j'aperçois dans ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.* » Un recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante : *École des élèves de Brienne. État des élèves du roi, susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passer à l'École de Paris; savoir* : *M. de Bonaparte* (Napoléon), *né le* 15 *août* 1769, *taille de quatre pieds dix pouces dix lignes ; a fait sa quatrième; de bonne constitution, santé excellente ; caractère soumis, honnête et reconnaissant ; conduite très-régulière ; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques ; il sait très passablement son histoire et sa géographie ; il est assez faible dans les exercices d'agrémens et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième ; ce sera un excellent ma-

rin; mérite de passer à l'École de Paris. Cette note de M. de Kéralio fut adoptée par M. de Regnault, son successeur, et décida l'admission de Bonaparte à l'École Militaire de Paris.

Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité originale qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier mathématicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Eguille, dans le compte qu'il rendit de ses élèves, avait ainsi noté le jeune Napoléon : *Corse de nation et de caractère, il ira loin, si les circonstances le favorisent.* Ce professeur avait vu plus loin que les autres, mais il s'était trompé pour le caractère; car jamais homme ne fut moins vindicatif que Bonaparte, et n'eut plus sujet de l'être. Domairon, qui lui enseignait les belles-lettres, appelait énergiquement ses amplifications *du granit chauffé au volcan.* Bonaparte perdit par degrés l'éloquence verbeuse et emphatique de l'école, pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérans et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière d'écrire. Devenu premier consul, il recevait souvent M. de l'Éguille à la Malmaison, et il lui dit un jour : « De toutes vos leçons, « celle qui m'a laissé le plus d'impression, c'est la « révolte du connétable de Bourbon; mais vous « aviez tort de me dire que son plus grand crime « avait été de faire la guerre à son roi. Son vérita« ble crime fut d'être venu attaquer la France avec « les étrangers. »

La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans, âge où le succès de son examen à l'École

Militaire de Paris lui valut, le 1er septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de La Fère, qu'il quitta bientôt pour entrer en premier dans un autre régiment en garnison à Valence. Là, ses premiers amis furent Lariboissière et Sorbier, qu'il nomma depuis inspecteurs généraux de leur arme. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire dans Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et contribua beaucoup à l'heureux changement qui parut dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, l'officier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et se vit encore recherché à cause des brillantes facultés que révélait sa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte; elle lui prédisait souvent un grand avenir.

Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbé Raynal, auquel il avait adressé le commencement d'une histoire qu'il se proposait d'écrire sur la Corse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuer ce travail, premier essai de sa plume, et qui, resté imparfait sans doute, n'a jamais été retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Raynal, l'Academie de Lyon avait proposé la question suivante à l'émulation des écrivains : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible ?* Napoléon concourut sous le voile de l'anonyme et remporta le prix. Son discours, découvert dans les archives de l'Académie par les recher-

ches de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est probable qu'au moment de se faire empereur, Napoléon ne conservait pas, sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes, les idées qu'il avait pu concevoir à dix-huit ans, lorsqu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie. Mais son frère Louis avait eu le temps de prendre une copie de ce mémoire, récemment publié par le général Gourgaud. Le style en est original, quelquefois brillant. L'auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à l'entraînement de l'ame la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une tout autre carrière que celle des armes. Cependant, presqu'à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait l'humanité entière, il répondit à une dame qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : « Eh ! qu'importe, « Madame, si cet incendie était nécessaire à ses des- « seins?... » Aussi, vingt-sept ans après, ce ne fut pas lui qui incendia Moskou!

Napoléon avait vingt ans, et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se fit entendre en 1789. Le Dauphiné donna un grand exemple à cette cause si nouvelle : le premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. Bientôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'officiers français ; cette fureur se répandit dans la garnison de Grenoble. Bonaparte, présent, jugea l'émigration, et lui préféra la révolution. Les armes savantes

et méditatives, le génie et l'artillerie, imitèrent moins que les autres armes cette défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Elles accueillirent généralement les nouveaux principes, et contribuèrent puissamment, par la réunion de leurs forces morales et physiques, à conquérir et à consolider la liberté et la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, qui, au contraire, poussa en dehors son ame ardente, jusqu'alors renfermée en elle-même. A cette époque de fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talens inconnus sortirent de toutes les classes de la population française.

En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Entraîné par le mouvement général, il donna alors un gage public de ses sentimens, en faisant paraître une lettre adressée à M. Buttafuoco, maréchal de camp, député de la noblesse corse à l'Assemblée constituante. Cette lettre, où règne, avec le sentiment et l'expression de l'ironie la plus amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les évènemens qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait voté l'impression, et avait arrêté que le nom d'*infâme* serait donné à M. Buttafuoco.

Telles sont les opinions de Bonaparte à vingt et

un ans : il va les mettre en action dans sa propre patrie. La puberté républicaine fermente dans son sein ; il va prendre la robe virile.

FIN DU LIVRE PREMIER.



LIVRE SECOND.

Convention Nationale.

CHAPITRE PREMIER.

(1792-1793-1794.)

BONAPARTE COMMANDE UN BATAILLON EN CORSE. — SON SÉJOUR A PARIS. — RÉVOLTE DE PAOLI. — BONAPARTE EST BANNI DE LA CORSE AVEC SA FAMILLE. — SON ARRIVÉE A TOULON. — IL EST PROMU AU GRADE DE CAPITAINE DANS LE 4E RÉGIMENT D'ARTILLERIE A PIED.

PASCAL PAOLI était venu de Londres à Paris en 1790 : solennellement présenté à l'Assemblée constituante par M. de La Fayette, il avait reçu dans la capitale tous les honneurs qu'à cette belle époque l'amour de la vraie liberté faisait décerner aux défenseurs de l'indépendance des nations. Paoli trompa l'Assemblée. L'année suivante, de

retour dans ses foyers, il y reçut le brevet de lieutenant-général au service de France, et le commandement de la Corse, qui formait alors la vingt-sixième division militaire. Vers cette époque, Bonaparte, présent par congé dans cette division, y trouva deux partis, dont l'un tenait pour l'union avec les Français, et l'autre pour l'indépendance de la Corse. Son choix ne fut pas douteux : il devait fidélité à la France. Ajaccio, sa ville natale, était le chef-lieu du parti opposé au nôtre; Bonaparte, capitaine d'artillerie depuis le 6 février 1792, et nommé ensuite au commandement temporaire de l'un des bataillons soldés qu'on avait levés en Corse pour le maintien de l'ordre public, dut marcher contre la garde nationale d'Ajaccio : voilà son premier pas dans la carrière des armes. Un chef des mécontens, Peraldi, ancien ennemi de la famille de Bonaparte, osa accuser Napoléon d'avoir provoqué le désordre qu'il venait de réprimer. Appelé dans la capitale pour rendre compte de sa conduite, il se justifia facilement de cette calomnieuse imputation.

Pendant le séjour de Bonaparte à Paris, eut lieu la journée du 20 juin, où Louis XVI, outragé dans son palais par les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, se vit contraint de se coiffer du bonnet rouge. Au bruit de ces violences, le général La Fayette, commandant une armée de trente mille hommes en Flandre, vient seul à Paris, demande, le 28, à la barre de l'Assemblée législative, justice des attentats du 20, propose au roi et à la reine de les conduire et de les défendre à Compiègne : mais, rejeté également par l'Assemblée et par la cour, il n'a

que le temps de s'échapper sous le poids d'une double proscription. Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt avait eu la même inspiration. D'accord avec Louis XVI, dont il était l'ami, il se fait céder par le titulaire le gouvernement de Rouen, pour y offrir un asile au prince; il n'est pas plus heureux que le général La Fayette. L'infortuné monarque, entraîné à sa perte par une pente rapide, n'ose ou ne peut profiter d'aucun des efforts tentés en sa faveur. Dans son palais, qui est déjà sa prison, il relit sans cesse l'histoire de Charles Ier, et il espère vainement désarmer ses ennemis par la résignation et par la douceur, persuadé que le roi d'Angleterre n'a péri que pour avoir irrité les siens par la violence et l'opiniâtreté. Pendant le cours de ces douloureuses réflexions, le 10 août éclate; le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre refuge qu'une tribune de l'Assemblée, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Des scènes si terribles jettent dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière; car, après cette journée, il écrit à son oncle Paravicini : *Ne soyez pas inquiet de vos neveux, ils sauront se faire place.* Mais si la chute du trône, en ouvrant à ses yeux un horizon vaste et indéfini, produisit, comme catastrophe politique, une impression profonde sur son esprit, elle donna aussi une nouvelle énergie à sa première affection pour la liberté.

Bonaparte revint visiter son pays natal au mois de septembre. Les souvenirs des services de son père dans la guerre de l'indépendance; les évènemens de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès ses jeunes années, il avait entretenu une correspondance

en Angleterre; la présence de l'illustre banni qui augmentait l'admiration qu'il avait inspirée à son jeune partisan; tout entraînait et devait entraîner Bonaparte vers celui qui était alors le grand homme de la Corse, et que la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. Il observait Napoléon; il le jugea, quand il dit : *Ce jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque.* Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'observer et de juger Paoli. Il découvrit que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il venait de se battre à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans son héros, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français! Les relations que son admiration et son respect avaient provoquées entre lui et Paoli, prirent bientôt le caractère de réserve que la découverte de cette trahison devait établir. La méfiance divisa dès-lors le chef qui, investi du pouvoir par la France, s'en servait contre elle-même, et le simple officier qui jurait de remplir tout son serment envers sa nouvelle patrie.

Une escadre, sous les ordres du vice-amiral Truguet, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio en janvier 1793. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les petites îles de la Madelaine, situées entre la Corse et la Sardaigne; l'expédition n'obtient pas de succès; Bonaparte revient à Ajaccio. Alors Paoli, dénoncé à la Conven-

tion, se trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé lui-même d'être arrêté et jugé comme traître : sa tête avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger, il leva l'étendard de la révolte au mois de mai, rallia à lui tous les mécontens, se fit nommer généralissime, et président d'une *consulta* qui s'assembla à Corté, et dont Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie en France, fut nommé le secrétaire. La guerre s'alluma entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. Cette division fut violente et signalée par de grands excès. On croit même que Paoli protégeait les entreprises diverses qui furent tentées par les siens pour enlever son jeune adversaire. Bonaparte a le bonheur de se soustraire aux poursuites dirigées contre lui, et de rejoindre à Calvi les représentans du peuple Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, qui ont débarqué avec des forces. Ces troupes marchent contre Ajaccio; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de dérober tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l'incendie des propriétés de sa famille, frappé avec elle d'un décret de bannissement, il a lutté vainement, au nom de la république, contre l'ascendant de l'Angleterre, et il menace celle-ci du serment d'Annibal en quittant sa patrie. Aussi descend-il du vaisseau qui le portait à Marseille, comme un soldat de la liberté proscrit par un traître. Les rois vont avoir à combattre ce terrible adversaire, dont ils seront un jour les cliens, et qui, à son tour, deviendra leur victime.

Après avoir établi sa famille dans les environs de

Toulon, Napoléon se rend à Paris, laissant en garnison à Nice le quatrième régiment d'artillerie à pied, dans lequel il servait comme capitaine avant l'expédition de Sardaigne, d'où il revenait avec le grade supérieur. C'est la fatale période de 93 et de 94, pendant laquelle la Montagne s'élève, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la terreur et l'Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie; la France répète malgré elle au dedans les triomphes qui l'immortalisent au dehors. La Convention renverse par la force et défie par l'audace tout ce qui se déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'étranger, appellent toutes ses vengeances; la Vendée, Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que le moyen de contenir et de subjuguer les hommes n'est pas seulement de les vaincre, mais encore de les étonner. Une justice infernale appelle à sa défense le crime au nom de la vertu, au nom de la loi la tyrannie. C'est en proclamant les droits de l'homme que la Convention invente la terreur, qui pèse à la fois sur les citoyens, sur les fonctionnaires, sur les généraux, sur les armées, sur ses propres membres, et aussi sur l'Europe : c'est ainsi qu'elle conduit violemment vingt-cinq millions d'hommes à la gloire et à la liberté ! Ils y arrivent pauvres, mutilés, et fiers de montrer au monde de nouveaux Spartiates, dont les noms à jamais glorieux sont tracés sur les fastes de la patrie avec le sang des champs de bataille et le sang des échafauds !

CHAPITRE II.

(1793-1794.)

INSURRECTION DE TOULON. — SIÈGE DE CETTE VILLE. — BONAPARTE CHEF DE BATAILLON D'ARTILLERIE. — LE PLAN D'ATTAQUE QU'IL A PROPOSÉ EST ADOPTÉ. — NOMMÉ CHEF DE BRIGADE, IL S'EMPARE DU FORT MULGRAVE. — ÉVACUATION DE TOULON. — BONAPARTE COMMANDE L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Tout cédait à l'influence de la Convention, excepté la Vendée, toujours en feu, et quelques départemens du Midi, qui avaient arboré le drapeau blanc. Lyon, assiégé par une partie de l'armée des Alpes, avait vu mille gardes nationaux de Nîmes, de Marseille, de Toulon, marcher à son secours. Ils étaient déjà dans les murs d'Orange, d'où ils furent chassés par une colonne de quatre mille hommes sous les ordres du peintre Cartaux, chef de brigade, détaché de l'armée des Alpes par les représentans Ricord et Robespierre le jeune. Cartaux poursuivit l'armée insurgée, s'empara du Pont Saint-Esprit, d'Aix, d'Avignon, et entra enfin dans Marseille. Bonaparte dit lui-même qu'il faisait partie de l'expédition de Cartaux, au moins jusqu'à la prise d'Avignon. C'est un peu après cette époque qu'il eut dans un souper, à Beaucaire, avec quelques citoyens, un entretien dont il a trans-

mis les détails dans une brochure imprimée à Avignon, chez Sabin Tournal; elle renferme des passages du plus haut intérêt comme de la plus grande énergie, sur la cause de la république, sur la supériorité des troupes réglées, sur l'art militaire, et sur l'impuissance des soulèvemens aristocratiques qui agitaient le Midi. Quant aux opinions que Bonaparte avait alors, on ne peut les méconnaître à la manière dont il s'exprime sur certains hommes de l'époque : « Dubois-Crancé et Albitte, dit-il, constans amis du « peuple, n'ont jamais dévié de la ligne droite; ils « sont scélérats aux yeux des mauvais. Mais Condor« cet, Brissot, Barbaroux aussi étaient scélérats lors« qu'ils étaient purs; vous appelez Cartaux un assas« sin ! Eh bien, etc. » Ici Bonaparte justifie Cartaux par des faits qui font le plus grand honneur à la probité et à l'équité de ce général. La religion républicaine dominait entièrement l'esprit de Bonaparte. Son écrit, publié en 1793, sur le théâtre de la guerre civile, ne pouvait être et n'était, comme on va le voir, que l'apologie du système terrible qui régnait alors. Dans un dialogue très curieux, un Marseillais dit au militaire qui accusait les fédéralistes, c'est-à-dire à Bonaparte : « Mais Brissot, Barbaroux, Condorcet, Bu« zot, Vergniaud, sont-ils aussi aristocrates? Qui a « fondé la république? qui a renversé les tyrans? qui « a enfin soutenu la patrie à l'époque périlleuse de la « dernière campagne? » Bonaparte répond : « Je ne « cherche pas si vraiment ces hommes, qui avaient « bien mérité du peuple dans tant d'occasions, ont « conspiré contre lui. Ce qu'il me suffit de savoir, « c'est que la Montagne, par esprit public ou par

« esprit de parti, s'était portée contre eux aux der-
« nières extrémités, les ayant décrétés, emprisonnés,
« je veux même vous le passer, les ayant calomniés;
« les Brissotins étaient perdus, sans une guerre civile
« qui les mît dans le cas de faire la loi à leurs enne-
« mis; c'était donc pour cela seul que la guerre était
« utile; s'ils avaient mérité leur réputation première,
« ils auraient jeté leurs armes à l'aspect de la consti-
« tution; ils auraient sacrifié leur intérêt au bien
« public; mais il est plus facile de citer Décius que
« de l'imiter. Ils se sont aujourd'hui rendus coupa-
« bles du plus grand des crimes; ils ont par leur con-
« duite justifié leur décret; le sang qu'ils ont fait
« répandre a effacé les vrais services qu'ils avaient
« rendus. » Telle était l'opinion de la majorité républicaine cependant quelle mort plus héroïque que celle des Girondins! et, bien qu'ils eussent condamné le roi sous la présidence de Vergniaud, leur chef, ce fut aussi; comme royaliste que ces apôtres de la république furent condamnés. Il n'y a sûrement pas, dans l'histoire d'aucun État populaire, d'exemple plus terrible de la fureur des divisions entre les partis. Non moins redoutable à ses membres qu'aux autres citoyens, l'ostracisme était la loi de la guerre civile de la Convention, et l'ostracisme donnait la mort.

Cependant Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à ses convives de Beaucaire, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et se réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections étaient en pleine insurrection contre la Convention. On avait arrêté et enfermé au fort La Malgue les

représentans du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle qui avait écrit au Comité de salut public: « *Cela va bien : le pain va manquer!* » Barras et Fréron, également en mission à Toulon, étaient parvenus à s'échapper avec le général Lapoype, et à gagner Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plus grande partie de la population de Toulon, se trouvant compromis par cet acte d'anarchie contre-révolutionnaire qui avait enfanté l'insurrection du Midi, redoutant également la terrible colère du Comité de salut public et celle de l'armée, incapables à la fois de la soumission et de la résistance, ne virent plus d'asile que dans le plus grand de tous les crimes politiques : ils livrèrent aux amiraux anglais et espagnols la ville, le port, l'arsenal, les forts et l'escadre de Toulon. L'Espagne avait déclaré la guerre à la république au mois de mars. Le port contenait trente-deux bâtimens de haut bord, parmi lesquels une escadre forte de dix-huit vaisseaux et quelques frégates. Cependant, au moment de la trahison du vice-amiral Trogoff, qu'une attaque de goutte retenait dans la ville, l'escadre, sous les ordres du contre-amiral Saint-Julien, s'était embossée de manière à fermer aux ennemis l'entrée de la rade, et à foudroyer en même temps la ville insurgée et ses batteries. La rébellion sectionnaire avait séduit la garnison de la marine, et entraîné Hyères, Olioulles et cinq autres communes. Des députés de la révolte avaient osé se rendre à bord du contre-amiral Saint-Julien, qui avait voulu les faire pendre aux vergues de son vaisseau ; mais d'autres émissaires parvinrent

à s'introduire par les divers bâtimens de l'escadre; et enfin le vice-amiral Trogoff s'étant fait porter à bord de la frégate *la Perle*, qui n'avait pas voulu obéir au mouvement de *la flotte*, avait arboré le pavillon du commandement, et fait le signal de ralliement. Seize vaisseaux y avaient obéi, deux seulement avaient persisté dans leur généreuse résolution, et leurs équipages n'avaient eu d'autre ressource que de débarquer et d'aller à la rencontre des troupes républicaines. Saint-Julien, placé tout à coup entre la vengeance de la Convention et la fureur de la ville, avait été réduit à se rendre à bord de l'amiral Hood, et conduit à Barcelone. Ainsi la flotte tout entière devint la proie de cet amiral, qui, le 28 août, occupa avec son escadre et deux escadres espagnole et napolitaine, portant quatorze mille hommes de troupes, la rade, la ville et les forts de Toulon. Bientôt Louis XVII est solennellement proclamé à Toulon roi de France, au milieu de la spoliation de notre marine, dont s'emparent ceux qui se disent les amis et les alliés de sa famille. La garde nationale se voit désarmer par les bandes étrangères appelées à son secours, tandis que l'amiral Hood, qui redoute encore la présence de cinq mille matelots, les renvoie à Brest, à Bordeaux, à Nantes et Rochefort. Hood commande en chef; il étend son système de défense depuis les hauteurs qui dominent ses batteries, jusqu'au-delà des gorges d'Olioulles, et jusqu'aux îles d'Hyères. Cependant l'amiral anglais, qui a traité seul avec le comité insurrectionnel de Toulon, ne livre pas la politique de son gouvernement à l'enthousiasme des royalistes,

ni aux affections de famille des généraux de Naples et de Madrid. Il refuse aux Espagnols de choisir parmi eux le commandant de Toulon, et aux habitans d'y laisser arriver MONSIEUR, alors à Vérone. Le drapeau blanc n'est point arboré sur les forts; le drapeau tricolore y flotte encore jusqu'au 1er octobre.

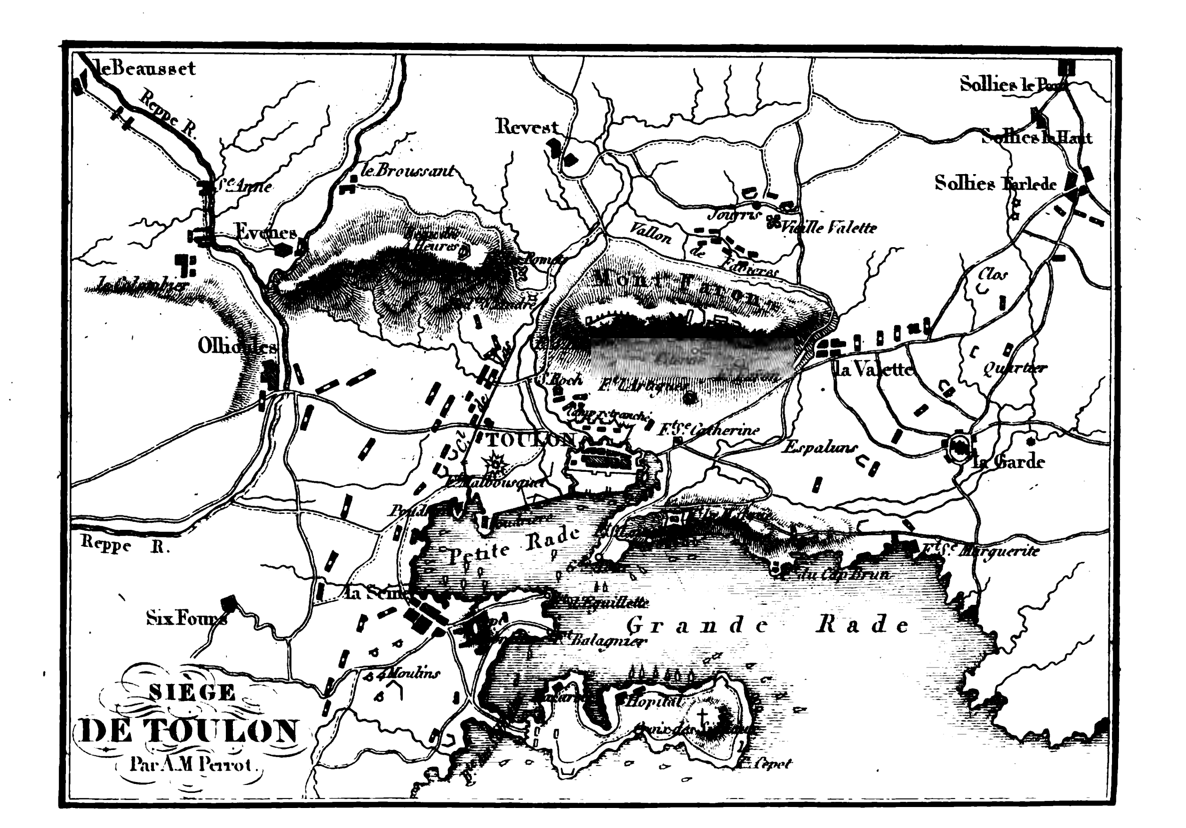
A cette époque les militaires avançaient rapidement. Le comité de la guerre désirait si ardemment des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mois, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait été successivement nommé général de brigade, général de division, et enfin général en chef. Il se trouvait à la tête de douze mille hommes, quand Toulon fut livré. Il en laissa quatre mille à Marseille, et avec les huit mille autres, il observa les gorges d'Olioulles. Arrivés à Nice, Barras et Fréron, après leur fuite de Toulon, ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville; on chargea Lapoype de les commander. Ainsi Toulon se trouvait menacé par une force égale à celle qui le défendait, avec cette différence, à l'avantage des assiégés, que ceux-ci avaient leurs troupes réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par l'ennemi séparait et isolait absolument le corps de Cartaux de celui de Lapoype : cependant les deux corps se soutenaient en attaquant chacun de son côté. Cartaux marcha le 8 septembre sur les gorges d'Olioulles, et s'en empara; de son côté, Lapoype parvenait à réarmer les batteries de la rade d'Hyères.

Alors le chef de bataillon Bonaparte fut envoyé à l'armée de Toulon par le Comité de salut public,

pour diriger l'artillerie du siège, en qualité de commandant en second. Le général Dammartin, qui commandait l'artillerie en chef à cette armée, était malade. Bonaparte arriva le 12 septembre au Bausset, où résidait le quartier-général de Cartaux. Il trouva l'armée absolument dépourvue de matériel et de personnel d'artillerie pour un siège aussi important. En moins de six semaines, sa prodigieuse activité créa toutes les ressources qui manquaient, et cent pièces de gros calibre furent réunies. Il fit placer le chef de bataillon Gassendi à la tête de l'arsenal de Marseille. Le chef de brigade Marescot commandait l'arme du génie. Bonaparte appela encore auprès de lui de bons officiers, parmi lesquels étaient Victor et Muiron. Mais il eut bientôt à combattre l'incapacité du général en chef, qui voulait faire exécuter à la lettre l'ordre arrivé de Paris, de brûler la flotte ennemie et de prendre Toulon en trois jours. En effet, Cartaux ordonne au commandant d'artillerie de commencer le feu. Bonaparte lui répond que les batteries sont à deux ou trois portées de la rade et des ouvrages ; mais Cartaux insiste : le coup d'épreuve est tiré, et le boulet tombe à cent cinquante toises de la place. Les représentans du peuple aux armées du midi étaient : Barras et Fréron à celle d'Italie, Ricord et Robespierre jeune à celle des Alpes; Salicetti, Albitte et Gasparin à celle de Toulon ; celui-ci avait été capitaine de dragons : il entendait la guerre ; il avait deviné la supériorité du commandant d'artillerie. Cette disposition favorable de Gasparin fut la véritable cause de la prise de Toulon, par l'accord qui régna constamment entre lui et Bonaparte

qui se louait moins d'Albitte et de Salicetti. Il avait établi deux batteries sur le bord de la mer; l'une appelée *batterie de la Montagne*, l'autre *batterie des Sans-Culottes*: c'était la couleur du temps. Le 14 octobre, deux colonnes ennemies débouchèrent pour s'en saisir. Bonaparte accourut, accompagné d'Almeyras, aide-de-camp de Cartaux, enleva les troupes et sauva les batteries. Le lendemain, Lapoype s'empara du camp Brun.

Le même jour, 15 octobre, un plan d'attaque rédigé par le général Darçon, homme d'une réputation européenne, arriva de Paris, et fut l'objet d'un conseil de guerre extraordinaire. Ce plan supposait l'investissement de Toulon par soixante mille hommes, tandis qu'avec les renforts venus de l'armée de Lyon, l'armée de Toulon ne se montait tout au plus qu'à trente mille. Le Comité prescrivait, en conséquence de cette supposition de forces, des opérations inexécutables d'attaque sur tous les points occupés par l'ennemi du côté de la terre. Bonaparte ouvrit au conseil un avis tout opposé : il prouva que si l'on pouvait bloquer Toulon par mer comme par terre, la place tomberait. Pour effectuer ce blocus, il proposa d'établir sur les promontoires de Balaguier et de l'Eguillette deux batteries destinées à foudroyer la grande et la petite rade. Les Anglais, qui, de même que Bonaparte, regardaient cette position comme très-importante, avaient fait des travaux prodigieux au fort Mulgrave, qui lui était opposé. Trois mille hommes de leurs meilleures troupes et quarante-quatre pièces de gros calibre défendaient le fort, auquel ils avaient aussi donné le nom de *Petit-Gi-*


SIÈGE
DE TOULON
Par A.M Perrot.
le Beausset
Reppe R.
Evenes
le Broussant
Revest
Sollies le Pont
Sollies le Haut
Sollies Farlede
Vallon
Vieille Falette
Ollioules
la Valette
Clos
Quartier
TOULON
F.te Catherine
Espaluns
la Garde
Reppe R.
Petite Rade
Grande Rade
F.te Marguerite
la Seine
Six Fours
4 Moulins
Hopital
Balagnier
Aiguillette
Cepet

braltar; ils le jugeaient tellement imprenable, que le commandant avait dit : *Si les Français emportent cette batterie, je me fais jacobin.* Ils avaient travaillé pendant un mois à fortifier cette grande redoute, située sur le promontoire du Cairo; et c'était cette même position que, le surlendemain de son arrivée à l'armée, Bonaparte avait proposé au général en chef Cartaux de faire occuper par une force suffisante, lui assurant que huit jours après il serait maître de Toulon. Cartaux, qui ne comprit pas cette belle opération, se contenta de quatre cents hommes pour son exécution. Les Anglais avaient envoyé, peu de jours après, quatre mille hommes qui avaient chassé les quatre cents Français, et ils avaient élevé *le Petit-Gibraltar.* Bonaparte dit avec raison que Toulon était là, et que le fort Mulgrave était le point d'attaque. Il ajouta que soixante et douze heures après la prise de ce fort, l'armée de siége aurait recouvré Toulon. Tout le conseil se rangea de son opinion.

Malgré l'autorité du conseil et le succès des nouvelles batteries, Bonaparte eut encore à lutter contre l'impéritie du général en chef et de son état-major. Fatigué de ces contrariétés, il pria Cartaux de lui transmettre par écrit ses vues et son plan, afin que l'artillerie pût se préparer à concourir à la réussite de l'entreprise.

Cartaux, dont l'ignorance égalait la présomption, eut la simplicité de répondre que son plan définitif était de faire chauffer Toulon pendant trois jours, et de l'attaquer ensuite en trois colonnes. Bonaparte joignit ses observations à cette lettre singulière, et

les remit au représentant Gasparin, qui les envoya à Paris par un courrier extraordinaire. Par le retour du courrier envoyé à l'armée des Alpes, Cartaux perdit son commandement, et fut remplacé à celle de Toulon par le médecin Doppet, qui commandait les troupes qu'on avait employées à la prise de Lyon. Dans l'intervalle, le général Lapoype eut le commandement en chef, et porta le quartier-général à Olioulles. Au même moment, l'armée d'Italie perdit son général en chef d'une manière plus tragique. Dénoncé par Barras et Fréron pour avoir eu des intelligences avec Toulon, Brunet périt sur l'échafaud le 6 novembre. Doppet arriva le 10 à l'armée de siége, et fit presque regretter Cartaux.

Cependant, peu de jours après, il aurait pu s'emparer du fort Mulgrave. Les Espagnols maltraitèrent tellement les volontaires français qu'ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes, ainsi que toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint tellement chaude, que Bonaparte alla dire au général en chef qu'il en coûterait moins pour l'attaque que pour la retraite. Il fut alors autorisé à se porter à la tête des troupes et à diriger l'opération. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs, et nos grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides-de-camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint, et lui dit militairement : *Le j...f.... qui fait sonner la retraite nous a fait manquer*

à la tête, revint, et lui dit militairement : *Le j... f.... qui fait sonner la retraite nous a fait manquer*



H Bellangé del. Pollet sc

BONAPARTE A TOULON.

Toulon. Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. Enfin, le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut nommé au commandement général.

Dugommier jugea promptement, ainsi que Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux du siége. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un ordre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent d'un bataillon de la Côte-d'Or se présenta, et comme il écrivait sur l'épaulement de la batterie, un boulet le couvrit de terre, lui et son papier. *Bon*, dit le sergent, *je n'aurai pas besoin de sable.* Ce sergent, c'était Junot. Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'État. Bonaparte ne se doutait pas qu'à la batterie *de la Montagne*, à celle *des Sans-Culottes*, à celle *de la Convention*, il faisait des ducs et des grands dignitaires de ses ordres futurs.

Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet que tenait l'ennemi. Les représentans allèrent voir cette batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait cette

construction, qui était encore masquée, et Bonaparte s'en était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* aurait été pris. La fanfaronnade des représentans éventa la combinaison de Bonaparte et la fit avorter: cette imprudence pensa être bien fatale. Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara sortit à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Olioulles. Dugommier ordonna le mouvement de ses troupes et de ses réserves, et on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épaulement de la batterie du fort Malbousquet, devant laquelle était rangée l'armée alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi, et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade.

La prise du général O'Hara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander cette sortie, fit croire aux habitans de Toulon, déjà peu confians dans les promesses britanniques, que l'amiral Hood

avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce moment il interdit toute délibération aux citoyens, et tout service aux officiers du génie français. Les Toulonnais n'eurent plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains.

Cependant il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave, du *Petit-Gibraltar*. Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers, effrayés, refusaient de tenir cette batterie : alors Bonaparte, pénétré plus que jamais, et surtout d'après les affaires qui avaient eu lieu, que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gibraltar*; pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisa d'une de ces ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la tactique morale, et que depuis il a poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côte-d'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef; Bonaparte lui ordonne d'écrire en gros caractères sur un écriteau qu'il fait placer en avant de la batterie : BATTERIE DES HOMMES SANS PEUR. Il avait bien jugé nos soldats : dès ce moment tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-même, debout sur le parapet, donna l'exemple aux *hommes sans peur*, et commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et

fut terrible. Dugommier n'avait résolu l'attaque que pour le lendemain; mais Bonaparte estime que le moment est favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés, et en outre les représentans insistent avec opiniâtreté sur l'attaque. Dans la nuit du 16 au 17, l'armée, réunie dans le village de la Seine, marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguir et de l'Éguillette; une autre reste en réserve; et la quatrième, composée d'hommes d'élite commandés par Laborde, et à la tête desquels s'avance généreusement le brave Dugommier, va droit sur le *Petit-Gibraltar*. Pendant ce temps, le commandant d'artillerie fait jeter sept à huit mille bombes dans le fort; mais cette colonne est repoussée, et le général en chef allait chercher sa réserve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte. Un bataillon, sous les ordres du capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait les localités, marchait en avant-garde. A trois heures du matin, Muiron pénètre dans le fort par une embrasure, avec le général en chef et Bonaparte, à qui il sauva la vie dans la mêlée. Le colonel Laborde entre par un autre côté; l'ennemi se rallie à sa réserve, se reforme, et se présente trois fois pour reprendre le *Petit-Gibraltar*. A cinq heures, le combat allait recommencer par l'arrivée de quelques pièces de campagne que l'ennemi avait fait venir; mais nos canonniers parvinrent à se servir de six pièces du fort, et les Anglais se mirent en retraite. La prise du fort Mulgrave coûta mille hommes aux Français et deux mille cinq cents aux ennemis. Il restait à prendre un fort très-important, celui de Malbous-

quet. Bonaparte se présente à la batterie de la Convention, et dit aux généraux : *Demain ou après-demain, au plus tard, vous souperez dans Toulon;* mais on lui épargna la peine de cette nouvelle attaque. Il avait tourné contre la rade les batteries du *Petit-Gibraltar* : cette disposition décida les alliés à évacuer Toulon et à se rembarquer. Les Anglais se trouvant seuls n'étaient plus en état d'attendre les renforts qu'ils avaient demandés, et Toulon, qui ignorait la prise du *Petit-Gibraltar*, fut plongé dans la consternation quand il vit ordonner l'évacuation de tous les forts extérieurs. Ceux de Saint-Antoine, d'Artigues, de Faron, de Malbousquet, furent occupés dès le 18 par les Français; il n'y avait que le fort La Malgue, nécessaire pour protéger l'évacuation, qui restât encore au pouvoir des Anglais. Ils annoncèrent leur retraite par la destruction du magasin général et de celui de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal et celui de neuf vaisseaux de haut-bord et de quatre frégates firent reconnaître au loin sur la terre et sur la mer les vengeances britanniques. Sydney Smith fut chargé de cette terrible exécution. L'amiral Hood n'avait pas reçu d'autres instructions de son gouvernement; il n'eut pas le temps de faire sauter les bassins de construction, ni le fort La Malgue, qu'il dut évacuer précipitamment. Les Espagnols refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignés. Le régiment de la marine de Toulon fut obligé de les défendre contre Sydney Smith, qui accourut pour réparer le tort que la loyauté espagnole venait de faire à la haine de l'Angleterre. Le même jour, à dix heures du soir, le colonel Cervoni brisa une

porte de Toulon et y entra avec deux cents hommes. La ville avait été bombardée par Dugommier depuis midi. Vingt mille Toulonnais environ trouvèrent asile sur les escadres combinées.

Au milieu du désordre affreux qui régnait sur le port et sur la rade, les galériens, au nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté et de se livrer au pillage et aux excès qui appartiennent à cette classe d'hommes dégradés, donnaient un exemple singulier d'héroïsme : ils parvinrent à éteindre le feu de quatre frégates, de l'arsenal de la marine, à sauver la corderie, les magasins à blé, à poudre, à sauver leur prison, leur bagne, et ils reprirent leurs fers. Ils étaient glorieux de s'être aussi vengés des Anglais en conservant à la république ces grands établissemens; une action si belle et si neuve dans l'histoire, caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de la gloire de la liberté les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens! C'est sans doute à l'affreuse conduite des Anglais à Toulon, que l'on doit attribuer la juste haine que Bonaparte ne cessa de leur porter pendant tout le temps de son règne, et qu'il oublia malheureusement, le jour où il devait le plus s'en souvenir.

L'Angleterre avait satisfait à sa haine en détruisant le port et la flotte de Toulon. L'armée française avait satisfait à la gloire en rendant Toulon à la république; mais les représentans en mission surpassèrent les fureurs de la Grande-Bretagne et souillèrent l'honneur de nos armes. Il leur fallait des victimes, bien que tous les rebelles se fussent em-

barqués sur les escadres ennemies. Les premières furent les deux cents soldats, officiers et ouvriers de la marine, qui avaient défendu les vaisseaux restans contre Sydney Smith. « Tous les jours depuis notre « entrée, écrivait Fréron, nous faisons tomber deux « cents têtes. » En effet, huit cents Toulonnais furent fusillés. « Nous n'avons qu'une manière de célébrer « la victoire (la prise de Toulon), écrivait Fouché à « Lyon, nous envoyons ce soir deux cent treize re- « belles sous le feu de la foudre. » Barras écrivait encore, douze jours après la prise de Toulon, à la Convention nationale : « ..... Les fusillades sont ici « à l'ordre du jour..... Fusillades, jusqu'à ce qu'il n'y « ait plus de traîtres. »

Le général Dugommier, appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées, où il trouva bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec lui son jeune commandant de l'artillerie; mais le comité de la guerre s'y opposa. Il chargea Bonaparte de réarmer la côte de la Méditerranée et celle de Toulon, et lui donna le commandement de l'artillerie à l'armée d'Italie, dont le général Dumerbion venait d'être nommé général en chef. Dugommier demanda pour Bonaparte le grade de général de brigade; il écrivit au Comité de salut public : « Récompensez et « avancez ce jeune homme; car, si on était ingrat « envers lui, il s'avancerait tout seul. » Cependant le ministre de la guerre, de qui il devait attendre de prompts témoignages de la reconnaissance publique pour de tels services, ne lui donna que six semaines après le grade de général de brigade. L'attachement et l'estime de Dugommier suivirent Bonaparte à l'ar-

mée d'Italie, où il exerça bientôt le même empire sur le général en chef Dumerbion. Cette époque, qui vit commencer la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de profonds souvenirs; et à Sainte-Hélène, dans un codicille de son testament, il les consacra par des dispositions en faveur des héritiers de Dugommier et de Gasparin, auxquels il se plaisait à attribuer le brillant début de sa carrière militaire: depuis long-temps ces deux hommes avaient cessé de vivre. Cette manière d'éterniser son attachement pour eux dans la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient inconnus, donne aux dernières intentions de Napoléon un caractère de grandeur bien remarquable. Le captif de Sainte-Hélène veut qu'on sache à jamais que sa gloire date de Gasparin et de Dugommier, au siége de Toulon.

CHAPITRE III.

(1794.)

BONAPARTE COMMANDE EN CHEF L'ARTILLERIE DE L'ARMÉE D'ITALIE. — INVASION DU PIÉMONT. — COMBAT DE DEGO. — JOURNÉE DU 9 THERMIDOR. — BONAPARTE EST DÉNONCÉ A LA CONVENTION. — IL REFUSE LE COMMANDEMENT D'UNE BRIGADE D'INFANTERIE, ET RENTRE DANS LA VIE PRIVÉE.

Bonaparte reçut son brevet de général au milieu de la tournée qu'il fit en janvier et en février 1794, pour déterminer l'armement des côtes de la Méditerranée. Le travail auquel donna lieu cette mission ne laissait rien à désirer sous le rapport de son arme, dont il calcula savamment les moyens, en raison de la position des batteries, et de la nature de défense à laquelle elles seraient destinées. Il reconnut neuf bons mouillages pour les vaisseaux de haut-bord : 1° le port du Rhône, qu'il qualifie de chantier de construction de la Méditerranée, comme il qualifie Toulon et la Spezzia de port d'armement; 2° l'Estisset, au fond de la baie de Marseille; 3° Toulon; 4° l'île de Poteros, l'une des îles d'Hyères; 5° Fréjus; 6° le golfe Juan; 7° Villefranche; 8° Gênes; 9° la Spezzia. Au mois de mars, le général Bonaparte arriva à Nice, où il prit le commandement en chef de l'artillerie de l'armée d'Italie; le colonel Gassendi

était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les divisions avaient pour chefs les généraux Masséna, Macquart, d'Allemagne et Vial. Le général Bonaparte avait pour aides-de-camp Muiron et Duroc.

Parmi les évènemens contemporains, il en est peu sans doute d'aussi importans que l'insurrection des Polonais sous Kosciuszko; elle commença le 24 mars à Cracovie, où fut signé l'acte d'union contre la Prusse et la Russie; et peu de jours après, c'est-à-dire le 4 avril, Kosciuszko, à la tête de quatre mille hommes et de son artillerie, triomphait de douze mille Russes à Wracbawice. Dès ce moment, la fortune de la Pologne devint inséparable de celle de Bonaparte: une alliance mystérieuse les unissait aux extrémités de l'Europe, pour défendre la même cause. Elles devaient éprouver les mêmes phases, s'élever, toujours combattre, et tomber ensemble.

Bonaparte employa une partie du mois de mars à visiter toutes les positions de l'armée: un plan d'opérations, conçu par lui, et renvoyé à un conseil composé des représentans du peuple Ricord et Robespierre jeune, et des généraux Dumerbion, Masséna, Rusca, etc., fut adopté. Le succès du siége de Toulon attachait déjà un crédit populaire à ses conseils. L'exécution de ce plan commença le 6 avril, le lendemain du jour où Danton et sa faction tombaient sous la hache de Robespierre. Le camp de Fougasse fut pris par le général Bizannet. Le 8, Masséna enleva les hauteurs qui dominent la ville d'Oneille, et s'empara de cette place importante, dont le port était occupé par les Anglais: il fallut traverser une partie

du territoire de Gênes malgré le refus de cette république, dont il était indispensable alors d'enchaîner plutôt que de respecter la neutralité. Le 17, après le combat de Ponte-di-Nave, donné la veille, Masséna se rendit maître d'Orméa et de Garessio. Le 24, l'armée des Alpes, sous les ordres du général Dumas, rivalisait d'ardeur avec l'armée d'Italie. Le général Bagdelone prenait d'assaut les postes retranchés du Petit-Saint-Bernard, du mont Valaisan et de la Thuile. Il avait franchi les neiges éternelles de cette chaîne des Alpes, et c'était entre des abîmes sans fond et des rochers à pic qu'il avait escaladé, à la baïonnette, les redoutes inexpugnables des Piémontais; aussi la Convention récompensa sa valeur par le grade de général de division. Le même jour, l'infatigable Masséna emportait les hauteurs de Muriatto, et en chassait les Autrichiens; et le 29, avec le général Macquart, il prenait Saorgio. Le 8 mai, ces deux généraux forçaient le Col de Tende; et le lendemain l'armée d'Italie, dont la gauche appuyait à la vallée de la Stura, se trouva en communication avec l'armée des Alpes, qui arborait, sur les redoutes du Mont-Cénis, le drapeau républicain. La prise de Col-di-Monte, le 12, par l'adjudant-général Almeyras, couronnait la rivalité et complétait la combinaison des deux armées françaises sur les Alpes. Ainsi, dans peu de jours, l'armée d'Italie, d'après le plan du général Bonaparte, se trouva maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes, et communiquait avec le Col d'Argentière, premier poste de l'armée des Alpes. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oneille et

Saorgio, et l'occupation de la chaîne des Alpes jusqu'aux Appennins, furent les résultats inespérés de cette belle opération. Le général en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : « *C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.* » Mais la communication par mer, entre Gênes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'était retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneille; et il était important de forcer Gênes à persister dans sa neutralité, en l'isolant de toutes communications avec les armées autrichienne et piémontaise : car la coalition se fortifiait par de nouveaux liens. Le 14 avril, un traité avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre, qui avait accordé à cette dernière puissance un subside de soixante millions, pour mettre en campagne une armée de soixante mille hommes au mois de mars suivant. Le 19, le même traité était répété à La Haye, entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes seraient faites au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable. En attendant l'exécution de ces dispositions et le succès des nouveaux coalisés, la Convention appesantissait son bras de fer sur la France qu'elle couvrait d'échafauds, et sur les armées à qui elle ordonnait de vaincre. Le jour

où elle envoyait à la mort tous les fermiers généraux, le 5 mai, à la voix de Robespierre, elle reconnaissait un Être suprême et l'immortalité de l'ame : cette alliance monstrueuse de la barbarie et de la morale, proclamée et exécutée le même jour par la première magistrature d'une nation, aux cris de *vive la république*, devait effrayer l'Europe, autant par l'imperturbable volonté qui dirigeait, au milieu de tant d'orages, les dominateurs de la France, que par l'inexplicable dévouement de ses habitans sur les champs de bataille et sur les échafauds.

Cependant la neutralité de la république de Gênes était une considération de la plus haute politique, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait suivre : aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d'opérations qui, adopté comme le premier, eut bientôt le même succès. On était instruit d'un projet de jonction combiné par une division autrichienne qui vint occuper Dego sur la Bormida, et une division anglaise qui devait débarquer à Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gênes, interceptée par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa en conséquence de s'emparer des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d'appuyer ainsi la droite de l'armée aux portes de Gênes. Le général en chef, à la tête dix-huit mille hommes et vingt pièces de montagne, pénétra, sous la conduite du commandant de l'artillerie, dans le Mont-Ferrat, longea la Bormida, et, descendu dans la plaine, espérait atteindre les derrières de l'armée

autrichienne; mais cette armée, effrayée de ces mouvemens, se mit en retraite sur Cairo et sur Dego. Poursuivie par le général Cervoni, elle se replia sur Acqui, abandonnant les magasins de Dego, ainsi que ses prisonniers, et après avoir perdu un millier d'hommes. On était aux portes de l'Italie; le général Dumerbion, satisfait de cette brillante reconnaissance, se replia de Montenotte sur Savone, dont il fit garder la vallée, et prit position sur les hauteurs de Vado, qui furent liées par de forts ouvrages et des postes de communication avec les hauteurs du Tanaro. Alors fut établie la communication de Gênes et de Marseille, par les batteries qui régnaient sur toute la côte. L'armée française maîtresse de la rivière du Ponant, interceptait toute relation entre les Autrichiens et les Anglais; elle maintenait Gênes dans sa neutralité, en défendait l'approche à l'ennemi, et y entretenait les bonnes dispositions des nombreux partisans de la république française. Tels furent les avantages que la France retira du second plan d'opérations que le général Bonaparte avait conçu. Il voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais. Il demandait qu'on se précipitât sur le Piémont, et il forma en conséquence un plan d'invasion sur l'Italie, qui fut envoyé au comité de la guerre. Mais la fortune réservait l'exécution de ce plan à celui-là seul qui l'avait conçu et proposé.

Cependant, tandis que le général Bonaparte cherchait à illustrer l'armée d'Italie, et préparait son établissement sur les sommités des Alpes et sur les rivages de la Méditerranée, les Anglais, qu'il avait

chassés de Toulon, et à qui ses hautes combinaisons avaient fermé toute communication avec les armées austro-sardes, avaient été appelés en Corse dans le mois de mai (1794), par le général Paoli, et s'étaient rendus maîtres de l'île, où les Français, sous les ordres de Lacombe-Saint-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de Bastia. Trois députés de la *consulta*, que Paoli présidait, étaient allés à Londres offrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée; mais Paoli, trompé dans ses espérances, n'obtint pas la vice-royauté, qui fut donnée à lord Eliot. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il se rendit en Angleterre, tandis que Pozzo-di-Borgo, dont il avait fait la fortune, fut nommé orateur du nouveau parlement. Les Corses imputèrent la disgrace de leur chef à Pozzo, et le brûlèrent en effigie dans toutes leurs villes, entre autres à Alata, où il est né. Paoli reçut à Londres le salaire de sa défection, une pension dont il a joui jusqu'à sa mort. Ce vieillard, naguère couvert de l'estime européenne, termina ainsi dans une hospitalité étrangère une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacombe-Saint-Michel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurrection de la Corse et les forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siège le plus désastreux; la famine y joignit tous ses fléaux: enfin, le 20 juillet, cette ville, à moitié détruite, capitula.

Mais, un mois après l'occupation de la Corse par

les Anglais, un événement de la plus haute importance venait de surprendre la France et l'Europe : le 9 thermidor (27 juillet 1794) avait détrôné le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Cette révolution ne fut d'abord qu'une victoire de proscrits; car c'est parce que Couthon avait dit à la tribune : *il faut retrancher du corps de l'État les membres gangrénés*, que Vadier, Tallien, Fréron, Billaud-Varennes, etc., dénoncèrent leurs proscripteurs, et sacrifièrent à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues. Mais la victoire, utile seulement à ses auteurs, ne tourna nullement au profit de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de conspirateurs, de suspects, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort se promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La république resta aux mains de Billaud-Varennes, de Vadier, de Voulland, d'Amar, de Fréron, de Fouché, de Tallien, etc. Ils avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers, et se montrèrent même quelquefois ses vengeurs. La hache thermidorienne fut un moment suspendue sur la tête du général Bonaparte.

Pendant l'hiver de 1794 à 1795, il avait été inspecter l'armement des batteries établies sur le littoral de la Méditerranée. Dans ses courses, on l'avait vu plusieurs fois à Toulon, à Marseille, où la fureur de la réaction était échauffée par les passions méridionales. A Marseille, le représentant du peuple craignit que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution.

Le général Bonaparte lui remit alors un projet pour élever une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualifié de liberticide par la Convention, et le général d'artillerie de l'armée d'Italie mandé à la barre. Il était retourné au quartier-général à Nice, où les représentans en mission près de l'armée d'Italie le firent garder chez lui par deux gendarmes. La situation de Bonaparte devenait d'autant plus dangereuse à cette époque qui n'oubliait et ne pardonnait rien, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relations d'amitié qui avaient existé à l'armée entre lui et Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans cette journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. Les nouvelles que l'on recevait n'avaient pas un caractère propre à tranquilliser ses amis. Gasparin, dont l'attachement lui était assuré depuis le siége de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans cette extrémité, le capitaine Sébastiani et Junot, devenu officier, avaient formé le projet, si l'on renouvelait l'ordre de son départ pour Paris, de débarrasser leur général de ses deux gendarmes, de l'enlever de vive force, et de le conduire à Gênes. Heureusement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte; le crédit qu'il avait dans l'armée, et la confiance du général en chef et des soldats, se réveillèrent hautement à la nouvelle des mouvemens de l'ennemi. Pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentans écrivirent au Comité de salut public qu'on ne pouvait se passer du général Bonaparte à l'armée, et le décret de citation à la

barre fut rapporté. Sous Dugommier à Toulon, et sous Dumerbion à l'armée d'Italie, Bonaparte était pour les soldats le véritable général en chef.

Une accusation non moins dangereuse que la première pesait encore sur Bonaparte : dans une course qu'il avait faite à Toulon peu auparavant, il avait été assez heureux pour sauver de la fureur du peuple plusieurs émigrés de la famille de Chabrillant, pris sur un bâtiment espagnol par un corsaire français. Les partisans de la Montagne faisaient dans cette ville une guerre à mort aux partisans de la réaction thermidorienne. Tout ce qui appartenait à l'armée de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages de vaisseaux, et la populace de la ville, prenaient le parti de la Montagne contre les représentans en mission, et dans une émeute ils demandèrent hautement la mort de ceux-ci et celle des émigrés. Heureusement le général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siége de Toulon. Il monta sur un chantier, leur parla, reprit sur eux tout son crédit, et parvint à sauver les représentans du peuple qu'on voulait mettre à la lanterne; il promit aussi à la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés, que le lendemain ils seraient jugés. La nuit il les fit cacher dans des caissons du parc : voilà comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères, où un bateau les attendait. Ainsi Bonaparte conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominât dans l'assemblée, craindre de s'entendre condamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune, pour avoir voulu sauver les ma-

gasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisans de la Montagne, des émigrés et des représentans du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait mener à la mort, comme avant le 9 thermidor. Il y avait un devoir indéfini qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Cette justice était l'expression terrible de l'égalité; car elle atteignait toutes les supériorités et toutes les obscurités, et rendait toute pitié impossible. La clémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale qui avait seulement changé de victimes; on l'eût appelée un crime de lèse-nation, parce qu'elle eût été une exception. On regardait alors comme une vérité positive la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner et ne le saurait faire sans se trahir.

La révolution du 9 thermidor avait déplacé les membres des comités. Aubry, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, avait obtenu la direction du comité de la guerre. Par une basse jalousie, il profita de son pouvoir pour arrêter la carrière de son camarade Bonaparte, à peine alors âgé de vingt-cinq ans. Il lui ôta le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Sans doute Bonaparte ne manquerait point à sa gloire en acceptant un poste où il pourrait contribuer à l'extinction de la guerre civile, qu'il regardait comme le plus grand fléau. Mais sur les hauteurs de Cairo, il a deviné la conquête de l'Italie; il a conduit lui-même les premiers succès de l'armée, dont il possède la confiance, et,

pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent appelé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son commandement. Ce dernier se montra inflexible, et lui dit qu'il était trop jeune pour commander plus long-temps en chef dans son arme. « *On vieillit vite sur le champ de bataille,* « répondit Bonaparte, *et j'en arrive.* » Tout fut inutile. Bonaparte refusa alors la brigade de l'Ouest, et rentra à Paris dans la vie privée.

Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné. Ils prirent ensemble un petit logement rue de la Michodière. La détresse se fit bientôt sentir : Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Alors il eut un moment, dit-on, l'idée d'aller servir le sultan; mais il fut bientôt détourné de ce projet par les circonstances qui amenèrent la journée du 1er prairial, par celles qui suivirent l'expédition de Quiberon, par l'attente de la nouvelle constitution que préparait la Convention, enfin par les agitations qui fermentaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annoncer des dispositions hostiles en faveur de ce parti, qui était en majorité dans leurs rangs. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps, il pourrait se faire une place au milieu des mouvemens qui devaient éclater.

Cependant il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Doulcet de Pontécoulant n'eût remplacé Aubry pour les affaires de la guerre. Le premier de ces deux représentans, à qui les talens et les services de Bona-

parte étaient bien connus, fut particulièrement frappé du rapport que le général Bonaparte avait envoyé au comité de la guerre, après l'affaire de Cairo, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait exclusivement. Il apprit que le général Bonaparte était à Paris; il le fit appeler et l'attacha au comité topographique, où se décidait le plan de campagne et se préparaient les mouvemens des armées. Ce service, peu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat Conservateur M. de Pontécoulant, le jour même où son âge lui permettait d'y être admis. Letourneur de la Manche, qui remplaca M. de Pontécoulant à la direction de la guerre, fut peu favorable à Bonaparte, qui depuis oublia son injustice.

Si, pendant le temps de son inactivité, Bonaparte, sans fortune et sans traitement, eut beaucoup à souffrir, sa détresse tourna peut-être au profit de son génie, absorbé dans de profondes méditations sur l'art de la guerre; c'est alors qu'il enfanta dans l'ombre l'admirable plan de campagne qu'il développa bientôt au comité, et qui éleva si haut la gloire de son auteur. Kellermann ne comprit pas ce plan; Schérer, son successeur, voulut créer à son tour; il fallut une crise politique pour que Bonaparte, appelé par la Convention et mis en lumière par le succès, pût réaliser les grandes choses qu'il avait conçues.

CHAPITRE IV.

(1795.)

ÉVÈNEMENS QUI AMÈNENT LA JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE. — POSITION DE LA CONVENTION ET DE LA RÉPUBLIQUE, DEPUIS LE 9 THERMIDOR. — LA MAJORITÉ DES SECTIONS PREND LES ARMES CONTRE LA CONVENTION. — JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE (5 OCTOBRE).

L'ANNÉE 1795 mériterait d'occuper toute la pensée d'un écrivain. La diversité et l'importance des évènemens la rendent une des années les plus pleines de l'histoire. La Hollande est conquise par Pichegru. La paix de la Toscane, la première paix avec la république française, nous fait entrer dans le système européen. La Vendée elle-même traite avec la Convention. La capitale, délivrée de cette municipalité du 31 mai, qui, sous le nom de Commune, a commencé la révolution, et qui, tour à tour alliée et ennemie du Comité de salut public, a gouverné la terreur elle-même, est administrée par les douze arrondissemens municipaux qui la divisent aujourd'hui. La célèbre École Polytechnique, dont la création honorerait l'époque la plus prospère d'un grand État, est fondée. La journée du 12 germinal voit

expirer devant la Convention un mouvement révolutionnaire. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier, qu'on accusait d'avoir produit ce tumulte pour se soustraire à la déportation, subissent un jugement dont ils ne comprennent pas toute la clémence. La Prusse despotique et guerrière imite la faible Toscane, et fait un traité avec la république. On ordonne le désarmement des terroristes. Les biens des condamnés, sauf pour cause d'émigration, sont rendus aux familles. *On n'excepte que la famille de Louis XVI et celle de Robespierre!!!* Fouquier-Tainville et quinze juges des tribunaux révolutionnaires subissent leur châtiment. La république française et la république batave s'unissent par un traité de paix et d'alliance. La journée du 1er prairial revoit la Convention en péril, et son enceinte forcée par une armée d'insurgés. Le représentant Féraud est foulé aux pieds en voulant s'opposer à l'entrée du peuple dans la salle; sa tête est coupée et présentée au bout d'une pique au président Boissy-d'Anglas, dont l'attitude imposante présente un genre d'héroïsme admirable, et rappelle Harlay devant les Seize. Les sections cette fois sauvent la Convention, pour sauver la France d'une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l'attentat du 1er prairial luttent de célébrité comme de courage, et se frappent tous du même couteau; peu d'entre eux sont portés vivans sur l'échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, dont le poison peut être la cause, Louis XVII meurt, le 17 juin,

dans la tour du Temple, à l'âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins; sa mort coïncide avec les préparatifs que l'on fait en Angleterre et aussi en France pour les côtes de Bretagne, où la guerre s'est rallumée. Le Comité de salut public a le secret de l'expédition britannique. Les Anglais débarquent les émigrés à Quiberon; ils en voient froidement fusiller douze cents, parmi lesquels trois cents officiers de la marine, qui ont fait sans doute les campagnes de Suffren dans l'Inde! « *Le sang anglais n'a pas coulé*, » dit au parlement le ministre Pitt; « *Non*, répondit Sheridan, *mais l'honneur anglais a coulé par tous les pores*. » Le lendemain de cette catastrophe, le 22 juillet, Charles IV de Bourbon, roi d'Espagne, signait la paix avec la république. Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D'autres décrets déclarent le Rhin barrière intégrante du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La constitution de l'an III, par laquelle la Convention se décime elle-même et divise en deux conseils l'unité de la représentation nationale, est proposée. Cependant des rassemblemens tumultueux ont lieu dans la capitale.

Louis XVIII, depuis la mort de son neveu, a pris le titre de roi de France, et il apprend à Vérone, où il réside, la paix de l'Espagne avec la Convention. Il publie un manifeste à ce sujet, en écrivant au général vendéen Charette : « Le descendant de Louis XIV « et de Philippe V a fait sa paix; il ne nous reste « donc que les Anglais. » Aussi MONSIEUR a débarqué à l'Ile-Dieu, à la tête de sept mille émigrés et de

quatre mille Anglais. Le royalisme, caché sous les couleurs républicaines, s'apprête à profiter de ces troubles; déjà Moreau à l'armée du Nord conspire avec Pichegru, général de l'armée de Rhin-et-Moselle. Celui-ci est d'intelligence avec le prince de Condé pour ouvrir aux émigrés les barrières de l'Alsace, et livrera aux Autrichiens une partie de son armée; mais alors, plus français que Pichegru, le prince de Condé refuse la coopération étrangère. Le détestable attentat de Manheim, où neuf mille Français doivent se rendre au général Wurmser après un long bombardement, aura pour résultat de faire repasser le Rhin à l'armée trahie par son chef, et à celle de Sambre-et-Meuse, qui, sous Jourdan, déjà maîtresse de Dusseldorf, marchait pour investir Mayence! Le loyal Jourdan est placé entre Moreau et Pichegru. Tels sont les présages et les avant-coureurs du 13 vendémiaire et de la fortune de Bonaparte. Ce jour va paraître. Le 5 octobre 1795 s'annonce comme un terrible anniversaire du 5 octobre 1789. Pour la troisième fois, l'année 1795 aura vu en danger la Convention, la république et jusqu'à la liberté.

Le 9 thermidor avait été, en résultat, le triomphe de la révolution sur la terreur, mais il n'avait été entrepris que par des ennemis qui avaient gagné de vitesse leurs adversaires. Ce parti, qui avait osé abattre l'hydre sanguinaire née de la fermentation conventionnelle, avait pris pour lui tout le fardeau du gouvernement; il avait dû faire l'inventaire de l'héritage des triumvirs et des proconsuls, et il avait été effrayé, tout d'abord après sa victoire, de sa victoire elle-même. La mort du divan révolution-

naire avait laissé sur les bancs de la Convention des lacunes sinistres, de grands intervalles, remplis naguère par la volonté, l'audace et le succès. Ces places vides, que personne n'osait occuper, sillonnaient d'une manière tragique les rangs de l'assemblée. Elles classaient aussi, elles isolaient les fractions d'un grand corps devenu tout à coup maître d'un pouvoir qu'il ne pouvait plus exercer, parce que ce pouvoir était le crime des vaincus. Ainsi ce corps se brisait en oligarchies purement factieuses, qui, tour à tour et à jeu découvert, saisissaient et perdaient les faisceaux. La Convention, après avoir été obligée de se mutiler pour son propre salut, se vit forcée de travailler à se détruire pour le salut de la république. Jamais plus forte nécessité n'avait pesé sur le gouvernement d'un grand peuple. Tel était le spectacle et telle était la destinée que la Convention présentait chaque jour à ses libérateurs et à ses ennemis.

Hors de la Convention, le tableau paraissait encore plus sinistre. La France ressemblait à un empire en décret, saisi par d'avides et implacables créanciers, et pillé par des débiteurs au désespoir. Ces débiteurs, c'étaient les habitans; ces créanciers, les réacteurs du 9 thermidor. Ceux-ci persécutaient au nom de la liberté triomphante, comme leurs ennemis avaient immolé au nom de la liberté conquise, et leurs œuvres portaient l'empreinte de la vengeance et de l'usurpation. Aussi les sources premières de la fortune républicaine furent-elles bientôt taries. Un discrédit mortel frappa les assignats et jusqu'aux domaines nationaux. Le Comité de salut public avait créé le maximum et les réquisitions. Les moyens

iniques, mais puissans, qui alimentaient les magasins militaires, étaient tombés avec lui, et la fatalité de cette période faisait que le retour d'une sorte de justice envers les individus devenait funeste à la nation. Le pain du soldat n'était plus assuré; la solde manqua, et le recrutement lui-même dut cesser; il n'y avait de fidèle et de stable que la gloire. Mais quatorze armées, toujours victorieuses, n'avaient point été invulnérables, et, faute de pouvoir réparer leurs pertes, elles ne présentaient plus que des débris mécontens.

Paris souffrait beaucoup aussi de la disette, du discrédit du papier-monnaie, et de tous les inconvéniens d'une mauvaise administration, et cependant il présentait un autre spectacle bien propre à étonner ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur avait été brisé, les mœurs de plusieurs classes de la société se précipitèrent dans l'anarchie morale la plus complète. Une sorte de joie effrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de la délivrance commune; on institua le bal des victimes; il était donné par leurs héritiers. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes se séchèrent comme par enchantement, et l'honorable pauvreté commença à rougir d'elle-même. Le caractère national subissait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut aussi oubliée. Le parti royaliste, qui avait inondé les échafauds de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l'audace, et de la crainte à la vengeance. Ce parti semblait irrité de

son salut, et s'occupait à en rechercher les auteurs, comme d'anciens coupables dont il refusait d'amnistier les services, et qui, en immolant leurs complices, n'auraient fait que retarder leur propre châtiment; fidèle à sa haine, et comptant sur l'appui que lui prêtaient ses aveugles adversaires, il reparaissait hautement dans les salons avec l'intrigue étrangère, et se propagea avec une rapidité effrayante dans certaines classes. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait naturellement porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si long-temps.

La conspiration trouva bientôt un aliment puissant dans l'adoption d'une nouvelle constitution qui donnait le pouvoir exécutif à un Directoire de cinq membres, et la législature à deux conseils. Soumise à l'acceptation du peuple convoqué en assemblées primaires, cette constitution renfermait en son sein le germe de la guerre contre-révolutionnaire qui allait éclater. On avait justement attribué la chute de la constitution de 1791 au décret de la Constituante qui excluait tous ses membres de la législature suivante. En effet, cette imprudente générosité donna subitement la loi à garder à ses ennemis, et enfanta la redoutable assemblée qui détruisit la loi et les législateurs. Au moment du même danger, la Convention se souvint des fautes de ses prédécesseurs, et joignit deux lois additionnelles au nouveau pacte social. Par l'une, la Convention formait les deux tiers de la législature; par l'autre, un tiers seulement des deux Conseils, pour cette fois, était à la nomination des

assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple. Là résidait le danger pour la Convention, danger d'autant plus inévitable, que l'affronter semblait le seul moyen d'éviter de courir une chance plus redoutable encore. Mais aussi, pour sortir victorieusement d'une telle épreuve, il fallait quelque chose de plus que sa prudence, qui pouvait ressembler à la peur, et que son autorité, alors soumise à la discussion publique. On était devenu délicat, difficile en fait de liberté, depuis la chute de la Montagne. On avait souffert plus que patiemment les barbaries du triumvirat, et l'on s'indignait hautement contre ce que l'on appelait les usurpations de la Convention.

Le parti royaliste et celui de l'étranger avaient compté sur une législature entièrement neuve, pour opérer la contre-révolution. Ils jouèrent le jeu des républicains, se répandirent en déclamations populaires, et donnèrent le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la garde nationale, cinq seulement voulaient la république, ce qui n'était pas rigoureusement vouloir la Convention. Quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées et délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèrent les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut se montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de

la république; mais, le 24, une assemblée centrale d'électeurs se réunit hostilement à l'Odéon. Le 2 octobre (10 vendémiaire), cette assemblée illégale, c'est-à-dire insurrectionnelle, fut dissoute par la force.

La guerre allait commencer. La section Lepelletier, qui se rassemblait au couvent des Filles-Saint-Thomas, en donnait le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des Barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie et artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les représentans échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s'était aussi déclaré représentant du peuple et refusa d'obéir. Une sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepelletier n'avait que plus raison de chanter victoire.

Au milieu de ces grandes agitations, Bonaparte continuait les habitudes de sa vie privée: il assistait au spectacle Feydeau, voisin du théâtre de la guerre; il apprit ce qui se passait dans la rue Vivienne, s'y rendit, fut témoin de la retraite des troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'Assemblée. Menou était dénoncé par les représentans eux-mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la

moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait fièrement répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédèrent pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, furent à la fin entraînées, soit par les représentans du peuple qui avaient pu juger des talens de Bonaparte pendant leur mission aux armées du midi, soit par les membres du comité de gouvernement, et elles se réunirent sur le jeune général. Caché dans la foule, et guettant la fortune, il assistait lui-même à cette délibération. Sans doute alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce représentant l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main et veut lui donner une grande place au milieu du peuple français. Malgré l'horreur que lui inspira toujours la guerre civile, doit-il laisser périr la république, qui, même aux temps des proscriptions, n'a jamais appelé en vain jusqu'à présent ses défenseurs! Quel moment dans la vie d'un homme passionné pour la liberté autant que pour sa propre gloire! Laissera-t-il échapper cette faveur périlleuse

du sort? Bonaparte se rend au Comité de salut public. On l'y attendait.

Il avait vu, dans la rue Vivienne, la conduite de Menou et celle des commissaires. Il en rendit compte, et déclara qu'il n'accepterait pas le commandement, s'il devait marcher sous les ordres des commissaires. Le péril pressait : pour trancher cette difficulté, on donna le commandement en chef au représentant Barras, et le commandement en second à Bonaparte. Barras n'entendait rien à la guerre; mais chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l'importance de cette opération. Barras réunit donc dans sa personne le pouvoir des trois commissaires et ceux du général en chef. Il avait connu à Toulon le général Bonaparte, et il s'empressa de lui déléguer toute son autorité militaire.

Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard, elles auraient été enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui n'osa attaquer les trois cents chevaux de Murat. Le 13, à neuf heures du matin, l'artillerie était placée à la tête du pont de Louis XVI, du pont Royal, de la rue de Rohan, du cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au pont Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'an-

ciens satellites, ou employés de la Convention, furent armés, organisés, et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor; on les appelait encore les patriotes de 1789. Dans la Convention il y avait peu d'opinions généreuses: on parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Enfin un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, traversa les postes, les yeux bandés, et osa venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Le général Bonaparte fit porter huit cents fusils dans la Convention, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes de Saint-Roch et du Théâtre Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents hommes avec quatre pièces d'artillerie. Les sections occupaient aussi le jardin de l'Infante, au Louvre; et une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le pont Royal. Enfin, à quatre heures après midi le feu commença, et à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Il y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bonaparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. La Convention confirma sa nomination au grade de général en second de l'armée de l'intérieur. Il fit acquitter Menou, que le Comité voulait condamner à mort, et qui méritait

une punition sévère. L'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut.

Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. En sa qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, il était obligé de pourvoir à la paix et à l'ordre public. Il était sans cesse au milieu du peuple, le harangua plusieurs fois aux halles et dans les faubourgs, et prit sur lui un grand ascendant. La Convention avait décrété le désarmement général des sections. Cette opération attaquait tout à coup les habitudes et les droits des citoyens; elle ne rencontra pas d'obstacles, et son exécution devint la singulière occasion du mariage de Bonaparte. Les perquisitions avaient été faites avec tant de rigueur dans les maisons, qu'aucune arme quelconque n'y était restée. Un matin, on introduisit chez le général Bonaparte un enfant de douze à treize ans, qui venait réclamer l'épée de son père, général de la république, mort sur l'échafaud : cet enfant était Eugène Beauharnais. L'épée lui fut rendue. Sa mère voulut remercier le général. Voilà comment Bonaparte connut madame de Beauharnais, sa première, peut-être son unique passion. Il se dissimula quelque temps cette passion à lui-même, et encore plus à la personne qui en était l'objet. Ce sentiment, bientôt deviné et partagé, puisa une force nouvelle dans la subite élévation qui venait d'honorer sa vie. Cette grandeur lui devint plus chère par l'hommage qu'il en faisait à la femme pleine de douceur et de charmes dont il avait obtenu l'amour le plus tendre. Il avait été si malheureux, si oublié depuis la guerre

du Piémont, qu'il attachait une sorte de reconnaissance aux sentimens qu'il avait inspirés. D'ailleurs, le besoin de se confier à un autre lui-même était impérieux en lui; il lui fallait un ami qui ne fût ni un favori ni un conseiller. Son ame n'a jamais été toute politique; elle avait, comme celles des autres hommes, auxquels d'ailleurs il ressemblait si peu, ses déplaisirs, ses consolations, ses faiblesses et ses secrets.

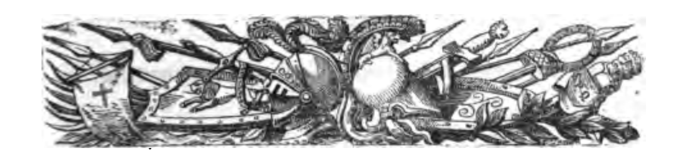
Sur la fin de son règue, la Convention avait chargé le général de l'armée de l'intérieur de réorganiser toute la garde nationale, dont quarante-trois sections passaient pour royalistes sans l'être véritablement. Il nomma les officiers, les adjudans, et créa dans Paris cette armée urbaine qui, dans quelques années, devait se montrer si fidèle à son fondateur. Chargé plus tard du même travail pour la garde directoriale et pour celle du Corps législatif, il les organisa également, et leur laissa le même souvenir. Depuis ce moment, tout ce qui portait un fusil dans la capitale appartint au général Bonaparte; il reconnut cette vérité aux trois époques que je vais retracer. A son retour de la conquête d'Italie, à celui de la conquête d'Égypte, et au 18 brumaire, il retrouva les deux armées parisiennes telles qu'il les avait laissées en 1795. Il n'y a que l'état militaire qui donne des exemples de cette singulière fidélité: sans doute il faut en chercher la raison dans sa propre nature, dans son institution, dont l'objet est fixe, spécial, exclusif, et dont l'essence est une aveugle dépendance. Cette force d'opiniâtreté et la facilité avec lesquelles les soldats s'attachent et se dévouent à un homme de

guerre, ne sont toutefois bien remarquables que dans les républiques, où ces élémens produisent nécessairement des factions, des guerres civiles, et des usurpations. En effet, depuis l'époque qui va naître par le commandement de l'armée d'Italie donné au général Bonaparte, jusqu'à son avènement à l'empire, il y aura l'armée de Moreau et l'armée de Bonaparte. La condamnation de Moreau ne terminera pas cette dangereuse rivalité, qui peut-être survit à tous deux. L'ascendant que Bonaparte prit sur l'armée parisienne, le 13 et le 14 vendémiaire, ne pouvait sans doute échapper à sa pénétration; et si, dès cette époque, il eut la pensée de jouer un jour un grand rôle dans les destinées de la France, il dut compter pour beaucoup dans ses moyens de succès les deux organisations dont l'une lui donnait les citoyens de la capitale, l'autre la garde du gouvernement.

La Convention va expirer, mais jusqu'à son dernier moment elle est encore une puissance formidable, malgré les proscriptions qu'elle a exercées sur elle-même; et si, à cette époque, l'existence de Bonaparte dictateur pour la Convention pouvait se supposer, la pensée humaine pourrait-elle concevoir le résultat d'une telle combinaison? La liberté fût devenue conquérante; la république entière aurait eu de l'ambition; l'Europe alors, nécessairement subjuguée, se couvrait de républiques. Quelle puissance capable d'empêcher ce grand changement? La Russie était encore inconnue à elle-même; l'Autriche, plus que vulnérable, comme le prouve la campagne d'Italie; la Prusse, qui avait posé les armes, n'eussent osé les reprendre; toutes les universités d'Allemagne

avaient des principes révolutionnaires qui se seraient propagés avec la rapidité de l'éclair dans tous les pays occupés tour à tour par des vainqueurs accueillis comme des libérateurs. Qu'aurait fait l'Angleterre avec ses flottes contre une telle conjuration ? L'esprit s'effraie de l'alliance du génie de la Convention et de celui de Bonaparte, conspirant ensemble pour la liberté des peuples; mais ce n'était pas ainsi que la face du monde devait changer deux fois en vingt années.

FIN DU LIVRE SECOND.



LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(1795.)

BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL DE DIVISION. — CONSTITUTION DE L'AN III. — BONAPARTE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE D'ITALIE. — SON MARIAGE. — SON DÉPART POUR NICE. — FORCE DES ARMÉES BELLIGÉRANTES EN PIÉMONT.

A DATER du 13 vendémiaire jusqu'à la chute de l'empire, la capitale ne sera plus le théâtre d'aucune insurrection, ni populaire ni royaliste; car la conspiration Mallet ne causa aucun tumulte, et ne fit que traverser Paris pour aller mourir à la plaine de Grenelle. Quant à la journée du 18 brumaire, qui substitua le gouvernement consulaire à celui du Directoire de la France, la capitale tout entière était du complot, et l'opposition fut

vaincue hors de ses murs par une manœuvre militaire.

Le 16 octobre, le général Bonaparte fut nommé général de division. Le 25, la veille de sa dissolution, la Convention réunit solennellement la Belgique à la France; animée du même esprit qui avait créé dans cette année l'École Polytechnique, elle porta le décret de formation de l'Institut des Sciences et des Arts. La patrie reçut avec reconnaissance cette dernière création de la grandeur conventionnelle. Le dernier jour de sa puissance fut signalé par de hautes résolutions. Il semblait que la Convention eût été dépouillée tout à coup de sa nature terrible, pour revêtir toute la générosité du caractère national. Le 26, elle s'amnistiait elle-même en décrétant l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires; et, chose remarquable, l'assemblée qui avait tant abusé de la mort prononça l'abolition de cette peine à la paix générale. Ainsi, une loi sans laquelle l'Europe n'aura jamais complété sa civilisation; une loi qui est la parole du christianisme; cette loi existe parmi nous, elle est due à la Convention! Hélas! à la paix de Paris, on oublia sans doute de proclamer cette belle loi, que par pudeur on n'a jamais osé rapporter. Le même jour, après ce noble adieu, après cette réparation à la France, après ce grand hommage à la morale et à la religion, la Convention termine son existence politique en se formant en corps électoral pour compléter par un nouveau tiers la députation nationale. Les trois tiers réunis se constituent en Corps législatif pour opérer leur division en deux conseils. On donne le château des Tuileries aux Anciens, la

salle du Manège aux Cinq-Cents. La quatrième législature proclamée nomme, sous le nom de Directoire, un conseil exécutif composé de cinq membres. Le choix tombe sur les conventionnels La Réveillière-Lépaux, Letourneur de la Manche, Rewbell, Barras et Carnot. Le Directoire s'établit au palais du Luxembourg. Bonaparte, qui vient de conquérir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçoit le commandement en chef de l'armée de l'intérieur, que la nomination de Barras au Directoire a laissé vacant. Peu de jours après, marié avec madame Beauharnais, il est nommé général en chef de l'armée d'Italie. Cette armée a deux fois changé de chef depuis le départ de Bonaparte. Dumerbion avait été remplacé par Kellermann, et Kellermann par Schérer. Mais celui-ci n'a pas su profiter des deux victoires du 23 et du 24 décembre, où Masséna, avec trente mille hommes, avait défait, à Loano, cinquante mille Austro-Sardes. Les forteresses de Finale, Vado, Savone, sont au pouvoir des Français; la route du Milanais est ouverte.

La coalition étrangère subsiste toujours contre nous; elle se compose de l'Angleterre, de l'Autriche, du Piémont, de Naples, de la Bavière, de tous les petits princes d'Allemagne, et de ceux de cette belle Italie dont Bonaparte, deux ans auparavant, a deviné la conquête. Mais, de toutes ces puissances, l'Autriche est la véritable ennemie qu'il faut combattre et sur les bords du Rhin et au-delà des Alpes. C'est aussi la seule guerre qui occupe le Directoire, et pour précipiter le succès de cette guerre, il en donna la conduite à un général de vingt-sept ans!

Cependant, soutenue de son attitude guerrière, l'Autriche négociait enfin pour l'échange de l'infortunée fille de Marie-Antoinette, détenue depuis quarante mois dans la tour du Temple. Ce ne fut qu'au sortir de la prison que MADAME connut tous ses malheurs, en apprenant la mort du roi, de la reine, du dauphin et de madame Elisabeth. A la honte du cabinet de Vienne, le Directoire prolongea pendant six mois cette négociation, dont le résultat aurait dû être provoqué par l'Empereur, au moins après la mort de la reine. On attribua la demande de l'échange à l'intention que l'Autriche pouvait avoir de marier Madame Royale à un archiduc, et de faire revivre par cette union les droits qu'elle croit peut-être avoir encore sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté. Mais, quelque projet qu'eût cette puissance, MADAME, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, fut échangée, le 26 décembre, à Richen près Bâle, contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quinette, Bancal, et l'ex-ministre de la guerre Beurnonville, livrés aux Autrichiens par Dumouriez. On comprit aussi dans l'échange les plénipotentiaires Maret, Sémonville, arrêtés en Italie par les Autrichiens, au mépris du droit des gens, en 1793, quand peut-être ils étaient chargés par le Comité de salut public de traiter avec la reine Caroline de Naples de la délivrance de sa sœur Marie-Antoinette! Enfin, l'ex-conventionnel Drouet, maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait causé l'arrestation de Louis XVI à Varennes, compléta cet échange, où les différens partis de la révolution se trouvaient représentés. Un armistice sur le Rhin, conclu le 31 du

même mois, parut être la conséquence de cette négociation, dont la justice honora si tardivement les deux gouvernemens: mais cet armistice, demandé par le traître Pichegru, n'eut d'autre objet que de préparer le terrain sur lequel l'armée de Condé, dont il a su établir l'intelligence avec l'armée de Clairfayt et de Wurmser, doit opérer de concert avec lui pour le succès de sa criminelle félonie.

Quant à l'Italie, comme il n'y a point de trahisons à ourdir, il n'y a point d'armistice. Mais le Directoire, avant de donner le signal de la guerre italique, intime, le 1er mars, à la république de Venise, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Il ne craint point le voisinage de ce prince pour l'armée que Bonaparte doit commander, il veut seulement l'éloigner du comité royal qui agite la France. Louis XVIII, indigné de la servilité vénitienne, qui lui ôte son asile, charge le ministre de Catherine de rayer son nom du livre d'or, et de réclamer l'armure de Henri IV. Ce prince part pour l'armée de Condé, dont la cour de Vienne osera aussi lui interdire l'hospitalité! Cependant la conquête du Piémont est ordonnée à Bonaparte, comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer les Autrichiens à évacuer ce pays, et à se défendre dans leurs possessions. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée et la prise de ses forteresses, doit seule ouvrir au général Bonaparte le véritable champ de bataille qui convient à la politique du Directoire. C'était le plan envoyé au comité de la guerre, en 1793, par le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, devenu général en chef de cette

armée en 1796 : il partit de Paris pour Nice, où le quartier-général résidait depuis quatre ans ; il y arriva le 27 mars.

Je l'ai déjà dit, le temps écoulé depuis le mois de juin 1795, époque du retour de Bonaparte de l'armée d'Italie, jusqu'au mois d'octobre, où la journée du 13 vendémiaire le plaça sur un nouveau théâtre, fut employé à préparer, dans le silence de l'étude et dans les bureaux du comité de la guerre, la gloire du grand capitaine des temps modernes ; mais Bonaparte seul avait son secret. Barras et Carnot, à qui il devait le commandement de l'armée d'Italie, ne devinant pas bien son caractère et son génie, avaient eu seulement l'intention de créer une fortune toute militaire, qu'ils destinaient à devenir l'appui du nouveau gouvernement, comme ils le voulurent, trois ans après, en donnant à Joubert le même commandement. Bonaparte, qui leur sera inconnu encore pendant quelques mois, avait aussi conçu une autre gloire que celle des armes. Il voyait au-delà de cet avenir militaire qu'il allait conquérir, et bientôt il étonnera ses protecteurs comme politique, après avoir dissipé comme guerrier les ennemis de sa patrie.

Cependant il lui faut d'abord tenter une conquête difficile : c'est celle des hommes de guerre déjà connus de l'armée avant lui par de grands succès, et qui vont se trouver sous ses ordres. Il n'a que vingt-sept ans, et il sait qu'il n'y a point d'intérêts plus jaloux que ceux de la carrière militaire. Il remplace Schérer, connu d'abord par la prise de Valenciennes, Schérer qui a commandé en chef l'armée des Pyré-

nées Orientales, et qui vient de livrer le beau combat de Vado. Il compte, à Nice, parmi les généraux sous ses ordres, Masséna encore tout couvert des lauriers de Loano, Masséna qu'il a vu toujours vaincre et qu'il a jugé invincible; Augereau, qui a pris la forte ville de Figuières; Victor, qui commanda si brillamment une division d'infanterie au siége de Toulon; Laharpe, Serrurier, Joubert, Cervoni, illustres dans les armées de la république : il aura pour juge le vieux Kellermann, qui, en 1792, à remporté la grande victoire de Valmy, et qui, naguère général en chef de l'armée d'Italie, commande maintenant à celle des Alpes. Le génie seul pouvait faire pardonner à Bonaparte les faveurs de la fortune.

En arrivant à Nice, le général en chef trouva encore d'autres obstacles qui, à eux seuls, pouvaient détruire ses espérances. Le ministre de la guerre lui avait donné un état de plus de cent mille hommes, et nous n'avions réellement sous les armes que trente mille soldats, avec trente pièces de canon, pour combattre quatre-vingt mille Austro-Sardes et une artillerie de deux cents pièces. L'armée, à la vérité, était jeune, enthousiaste, intrépide; victorieuse naguère avec Bonaparte, elle venait de l'être encore avec Masséna; elle avait de l'affection pour son nouveau chef; mais sans argent, sans vivres, sans habits, presque sans armes, dépourvue de munitions, prompte au pillage, à l'indiscipline, au découragement, aux excès que devait produire l'abandon de toute administration dans un pays ruiné par une guerre de quatre années, que pouvait-elle faire? qu'attendre de ses efforts en face d'un ennemi nom-

breux, bien approvisionné, ayant toutes les ressources et toutes les jouissances d'une terre amie et féconde, d'une organisation régulière, opposant, en un mot, tous les avantages de la patrie, de l'abondance et du nombre, à une invasion étrangère et peu redoutable? Si le mécontentement du soldat, sa misère, celle de l'officier, l'anarchie dans le commandement, rendaient cette armée faible; d'un autre côté, oubliée depuis quatre années dans les rochers de la Ligurie, ses divisions adossées à la mer, son centre et sa droite aventurés, sa position fausse, purement défensive, de forte et de menaçante que Bonaparte l'avait laissée en octobre 1795, la mettaient dans un grand péril; et cependant, pour conquérir le terrain seul de la campagne préliminaire, qu'ils devaient enlever avant d'entamer la guerre véritable à laquelle on les destinait, nos soldats étaient forcés d'emporter d'assaut des glaciers inexpugnables défendus par deux grandes armées. En outre, le gouvernement n'ayant pu verser dans le trésor de l'armée que deux mille louis en or et un million en traites qui furent presque toutes protestées, on ne pouvait améliorer son sort; il fallait donc étonner cette armée, l'enlever, la surprendre, pour obtenir des victoires. Bonaparte sait juger les soldats de Toulon, du Cairo, de Saorgio, de Loano; il commence par briser la vieille habitude du quartier-général de Nice, qu'il porte à Alberga; et avant de partir, il leur dit :

« SOLDATS !

« Vous êtes nus, mal nourris ; le gouvernement « vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. « Votre patience, le courage que vous montrez au « milieu de ces rochers, sont admirables ; mais ils ne « vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne re- « jaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus « fertiles plaines du monde : de riches provinces, de « grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y « trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats « d'Italie ! manqueriez-vous de courage ou de con- « stance ? »

Ces paroles, prononcées d'une voix ferme par le jeune général, sont électriques pour la jeune armée, à laquelle on n'avait pas su parler encore : elle lui répondit par une acclamation unanime. Dès ce moment, s'établit entre Bonaparte et ses soldats une sorte de fraternité d'armes, d'union de famille, de confiance mutuelle, véritable source de ces hauts faits, de ces triomphes inouïs qui étonnent encore le monde. Mais la tactique qui sortira des combinaisons de Bonaparte sera propre uniquement à la guerre d'Italie, dont la conformation physique entre dans ses moyens de conquête, ainsi que les mœurs de ses habitans, la nature des armées qu'il a combattues, et le caractère propre de celle qu'il commande. Cette tactique forme un chapitre entièrement neuf dans l'histoire de la guerre, et elle n'est applicable qu'à Bonaparte, aux circonstances et aux élémens de sa campagne. C'est une école spéciale qui

finit à son fondateur. Lui seul aussi pourra la rouvrir, quand, vingt ans plus tard, au sein de la France envahie par l'Europe, il saura se défendre contre elle pendant trois mois, à la tête de quarante mille Français.

Telles sont les forces en présence. L'armée austro-sarde obéit au général en chef Beaulieu, quarante-cinq mille Autrichiens sont commandés par les généraux Argenteau, Mélas, Wukassowich, Liptay et Sebottendorf; et vingt-cinq mille Sardes par les généraux Provera et Latour, sous les ordres du général autrichien Colli : le premier corps a cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Dix mille Napolitains doivent porter ces forces à quatre-vingt mille hommes. L'armée française compte trente mille soldats, en cinq divisions d'infanterie commandées par Masséna, Augereau, Laharpe, Maquart et Serrurier; deux mille cinq cents hommes de cavalerie, par les généraux Stengel et Kilmaine; deux mille cinq cents hommes d'artillerie et du génie, avec trente pièces de canon, par le général Dujard. Parmi les généraux de brigade, on distingue Rusca, Cervoni, Miollis, etc.; les aides-de-camp du général en chef sont : Murat, Junot, Duroc, Muiron, Marmont, etc. Le général de division Berthier est chef d'état-major; le général Vignolles, sous-chef.

CHAPITRE II.

(1796.)

BATAILLES DE MONTENOTTE, DE MILLESIMO, DE DEGO. — LE CHEF DE BATAILLON LANNES EST FAIT CHEF DE BRIGADE. — PRISE DU CAMP RETRANCHÉ DE CEVA PAR SERRURIER. — COMBAT DE MONDOVI. — PROCLAMATION DE BONAPARTE A CHERASCO. — LA COUR DE TURIN DEMANDE ET OBTIENT UN ARMISTICE. — PAIX AVEC LA SARDAIGNE. — BONAPARTE VA PORTER LA GUERRE EN ITALIE.

L'IDÉE-MÈRE de cette campagne était de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie au point où elles finissent et où commencent les Apennins; son nœud stratégique était la séparation des Autrichiens et des Piémontais. L'infériorité numérique de notre armée, à peine égale en nombre à la moitié de celle des alliés, imposait ce plan à Bonaparte, à qui sa position prescrivait encore d'attaquer toujours avec des forces à peu près égales, ou même supérieures, et d'éviter tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. La première opération fut donc de passer le mont Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Apennins, de poster Serrurier sur Garessio, pour observer les Piémontais retranchés dans le fameux camp de Ceva, et de faire menacer Gênes

à Voltri, par Laharpe, tandis que Masséna et Augereau se porteraient sur Loano, Finale et Savone. Cette opération obtint la moitié du résultat que Bonaparte avait espéré. Beaulieu, alarmé pour Gênes, se porta à Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau à Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Bocchetta sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Colli.

Le 10 avril, Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonnées par la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Laharpe.

Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour un mouvement sur Montenotte-Inférieur, s'était dirigé, le 11, à travers Montenotte-Supérieur, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Tout avait réussi au gré du général piémontais; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monte-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle est repoussée par les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Cependant Argenteau, réuni avec Roccavina, ranime l'ardeur des Autrichiens : ils s'avancent en masse et non sans effroi. Enfin ils sont au pied des retranchemens presque

sans avoir éprouvé de résistance. La redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions! Le colonel Rampon, qui les commande, s'élance au milieu d'eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d'abandonner leur poste, et la redoute est défendue par des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argenteau, connaissant l'affreux dénuement de Rampon, veut tenter l'escalade; mais Laharpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Monte-Legino, est survenu avec des munitions et des renforts; et quand l'ennemi s'approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses flancs de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette résistance inattendue, les Autrichiens s'arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de tous côtés, sans pouvoir comprendre la cause de leur malheur. Pendant ce temps, la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même, suivi de son chef d'état-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pût venir à son aide.

Après sa défaite devant Monte-Legino, Argenteau avait rétabli le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteint le sommet des Apennins, s'empare du poste essentiel de Bric de Menau, et se porte, par Montenotte-Inférieur, sur les derrières de

l'ennemi. Nous reprenons toutes les positions que nous avions perdues; la ligne autrichienne est découverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompt alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabat sur Monte-Freddo par Carcare.

Assaillis de tous les côtés, les Impériaux se défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à-fait en ligne, vint les écraser par la supériorité de ses forces, et jeter dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés. Telle fut la bataille de Montenotte, et la première victoire par laquelle Beaulieu apprit, à Voltri, l'entrée des Français en Piémont.

Les Autrichiens battus se retirèrent sur Dego, et les Piémontais sur Millesimo. Les uns défendaient la route du Milanais, celle d'Acqui, ceux-ci la route du Piémont. Le général français porta son quartier-général à Cossenza. Le 12 et le 14, son armée marcha en trois corps : la gauche, sous Augereau, se porta sur Millesimo; le centre, sous Masséna, sur Dego; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs du Cairo. Cette dernière position était déjà historique pour le général en chef; les deux autres vont le de-

venir également. Augereau força les défilés de Millesimo; Masséna et Laharpe enlevèrent Dego. Provera, réfugié dans le château de Cossaria, dut poser les armes. La journée de Montenotte et celles de Millesimo et Dego coûtèrent à l'ennemi huit mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon, vingt drapeaux, un grand nombre d'hommes sur le champ de bataille, et beaucoup d'officiers. Elles donnèrent encore aux armes françaises un plus grand avantage dans la séparation des Autrichiens et des Sardes. Beaulieu alla couvrir le Milanais à Acqui, et Colli couvrir Turin à Ceva.

Le 19 avril, à trois heures du matin, les grenadiers de Wukassowich, qui revenaient de Voltri, se présentent devant Dego, et en débusquent les bataillons français. Bonaparte s'y porte, livre un combat opiniâtre, reprend Dego, et détruit le corps ennemi. Le succès de cette brillante affaire appartient à l'adjudant-général Lanusse, mort depuis général de division à la bataille d'Alexandrie, en Égypte. Une autre particularité s'attache encore au combat de Dego. Bonaparte y remarqua un chef de bataillon, qu'il fit chef de brigade sur le champ de bataille : c'était Lannes, qui disputa si long-temps à Ney le titre de *brave des braves*, mais qui eût sur lui l'immense avantage de mourir les armes à la main au champ d'honneur. La victoire de Dego fut l'arrêt de l'armée piémontaise; isolée de l'armée autrichienne, elle devint le but de nos premières opérations, tandis que Laharpe tenait Beaulieu en échec, au camp de San-Benedetto, sur le Monte-Belbo.

Serrurier, arrivé à Garessio depuis le 10, y apprit

les victoires de Montenotte et de Millesimo, et le 17 Colli se vit forcé dans ce fameux camp retranché de Ceva, vrai palladium militaire du Piémont. Colli dut repasser le Tanaro, et abandonner dans la ville de Ceva, occupée par Serrurier, toute l'artillerie de son camp. En arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière elle et autour d'elle, sans les avoir franchies. « *Annibal a franchi les Alpes*, dit Bonaparte; *nous, nous les avons tournées.* » C'était le plan et le résultat de cette campagne miraculeuse. Le quartier-général s'établit au château de Lesagno, près du confluent du Tanaro et de la Corsaglia.

Mondovi va aussi devenir fameux. Serrurier, attaché à la poursuite de Colli après la prise du camp de Ceva, est d'abord repoussé à Saint-Michel; mais il débouche par le pont Della Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lesagno, et ces trois colonnes formidables se portent simultanément sur Mondovi, où Colli s'appuie sur quelques redoutes; Serrurier enlève celle de la Bicoque, et décide le succès de la bataille. Les Piémontais perdent trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Ainsi, chaque général divisionnaire de l'armée eut son tour de gloire dans ces dix jours de campagne, où chaque rencontre fut une bataille, et chaque bataille une victoire pour l'armée française.

Après l'affaire de Mondovi, le général en chef marche sur Cherasco, Augereau sur Alba, et Serrurier

sur Fossano, où Colli s'est retiré ; mais il quitte cette place devant Serrurier, dont la jonction ouvre la communication avec Nice, et permet aux renforts d'artillerie de rejoindre l'armée. Arrivé à Cherasco, Bonaparte met cette place en état de défense; il y trouve de grands magasins, et désormais l'artillerie compte soixante bouches à feu en campagne. L'armée d'Italie n'est plus un exil : la victoire, l'abondance et la discipline en ont fait une patrie pour les braves, et les dépôts se précipitent avec joie sur la route pour rejoindre les héros de la république. Voici comment leur chef leur parle dans sa proclamation de Cherasco :

« Soldats,

« Vous avez remporté, en quinze jours, six vic-
« toires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq
« pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis
« la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait
« quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix
« mille hommes. Vous vous étiez jusqu'ici battus
« pour des rochers stériles, illustrés par votre courage,
« mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui,
« par vos services, l'armée de Hollande et celle du
« Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout.
« Vous avez gagné des batailles sans canons, passé
« des rivières sans ponts, fait des marches forcées
« sans souliers, bivaqué sans eau-de-vie, et souvent
« sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats
« de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce
« que vous avez souffert. Graces vous en soient ren-

« dues, soldats! La patrie reconnaissante vous devra « sa prospérité; et si, vainqueurs de Toulon, vous « présageâtes l'immortelle campagne de 93, vos vic- « toires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient « avec audace fuient épouvantées devant vous. Les « hommes pervers qui riaient de votre misère et se « réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos « ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, « soldats, il ne faut pas vous le dissimuler; vous « n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire, ni Turin « ni Milan ne sont à vous, les cendres des vainqueurs « de Tarquin sont encore foulées par les assassins de « Basseville.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de « la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment « pourvus: les magasins pris à vos ennemis sont nom- « breux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. « Soldats, la patrie a droit d'attendre de vous de « grandes choses; justifierez-vous son attente? Les « plus grands obstacles sont franchis, sans doute; « mais vous avez encore des combats à livrer, des villes « à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre « vous dont le courage s'amollisse? En est-il qui pré- « fèreraient de retourner sur les sommets de l'Apen- « nin et des Alpes, essuyer patiemment les injures de « cette soldatesque esclave? Non, il n'en est pas parmi « les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de « Dego et de Mondovi : tous brûlent de porter au loin « la gloire du peuple français : tous veulent humilier « ces rois orgueilleux qui osaient méditer de vous « donner des fers; tous veulent dicter une paix glo-

« rieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices im-
« menses qu'elle a faits; tous veulent, en rentrant
« dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : *J'étais*
« *de l'armée conquérante de l'Italie.*

« Amis, je vous la promets, cette conquête; mais
« il est une condition qu'il faut que vous juriez de
« remplir : c'est de respecter les peuples que vous dé-
« livrez; c'est de réprimer les pillages horribles
« auxquels se portent des scélérats suscités par vos
« ennemis : sans cela vous ne seriez pas les libérateurs
« des peuples, vous en seriez les fléaux; vous ne seriez
« pas l'honneur du peuple français, il vous désavoue-
« rait; vos victoires, votre courage, vos succès, le
« sang de vos frères morts aux combats, tout serait
« perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi
« et aux généraux qui ont votre confiance, nous rou-
« girions de commander à une armée sans discipline,
« sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force.
« Mais, investi de l'autorité nationale, fort de la jus-
« tice et de la loi, je saurai faire respecter à ce petit
« nombre d'hommes sans courage et sans cœur les
« lois de l'humanité et de l'honneur, qu'ils foulent
« aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands
« souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur
« le réglement que j'ai fait mettre à l'ordre : les
« pillards seront impitoyablement fusillés; déjà
« plusieurs l'ont été : j'ai eu lieu de remarquer avec
« plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats
« de l'armée se sont portés pour faire exécuter les
« ordres.

« Peuples de l'Italie! l'armée française vient pour
« rompre vos chaînes : le peuple français est l'ami de

« tous les peuples. Venez avec confiance au-devant « de nos drapeaux : vos propriétés, votre religion et « vos usages seront religieusement respectés.

« Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et « nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asser- « vissent. »

Bonaparte respire tout entier dans cette admirable proclamation, où il n'a rien oublié de ce qui devait assurer la véritable gloire de la patrie. On reconnaît déjà l'homme d'État qui porte l'épée du grand capitaine.

Cherasco ne donne pas son nom à une victoire, mais à un traité. Entraînée par son archevêque, le cardinal Costa, contre l'avis de ses ministres et de ses généraux, la cour de Turin envoya solliciter un armistice : elle ne pouvait plus réellement compter sur les troupes autrichiennes, réduites à la nécessité de défendre leur propre territoire. L'armée piémontaise était en partie détruite, en partie découragée : la fièvre révolutionnaire, et ce fut ce qui décida la cour, gagnait le cœur du pays, ou du moins elle le crut. Cette terreur l'aveugla au point de ne pas songer aux troupes que commandait le prince de Carignan, ni à défendre l'honneur de la couronne dans les remparts d'une place aussi forte que l'était sa capitale. Sa politique, inspirée par la peur, alla chercher un asile dans le camp français de Cherasco, où des conférences eurent lieu entre le général Latour et le colonel Lacoste. Les conditions de l'armistice donnent l'idée des embarras où se trouva tout à coup plongé ce faible gouvernement, qui, en si peu de

jours, avait passé si rapidement de l'offensive à la défensive, et du rôle d'agresseur à celui de suppliant. Le prince s'engageait « à rompre avec la coalition : il « enverrait un plénipotentiaire à Paris pour traiter « de la paix définitive. Jusque-là il y aurait armistice. « Les citadelles de Ceva, Coni, Tortone ou à son défaut, « celle d'Alexandrie, seraient remises sur-le-champ à « l'armée française avec leur artillerie et leurs ma- « gasins; l'armée victorieuse continuerait d'occuper « tout le terrain qu'elle avait conquis. Les routes mi- « litaires, dans toutes leurs directions, seraient ou- « vertes à toutes communications entre la France « et l'armée; la place de Valenza serait évacuée par « les Napolitains, et remise aux Français jusqu'à leur « passage du Pô; enfin les milices seraient licenciées, « et les troupes régulières disséminées dans les gar- « nisons, loin des troupes françaises. » Ces conditions furent acceptées par le roi. Le colonel Murat, premier aide-de-camp de Bonaparte, partit pour Paris avec vingt et un drapeaux et le traité d'armistice. La capitale, à la réception de ces trophées, triompha comme l'armée d'Italie. Bonaparte écrivit au Directoire :

« .... Je marche demain sur Beaulieu; je l'oblige « à repasser le Pô. Je le passe immédiatement après : « je m'empare de toute la Lombardie; et, avant un « mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, « trouver l'armée du Rhin, et porter de concert la « guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, « de l'armée et des destinées de la France. Si vous « n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne vous « m'en préviendrez d'avance, afin que, si je suis en

« Lombardie, je puisse me replier et prendre des « mesures. Quant aux conditions de la paix avec la « Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous convient, « puisque j'ai en mon pouvoir les principales places. « Ordonnez que quinze mille hommes de l'armée des « Alpes viennent me joindre : cela me fera alors une « armée de quarante-cinq mille hommes, dont il sera « possible que j'envoie une partie à Rome. Si vous « me continuez votre confiance, et que vous approu-« viez ces projets, je suis sûr de la réussite : l'Italie « est à vous. Vous ne devez pas compter sur une ré-« volution en Piémont : cela viendra; mais il s'en « faut que l'esprit de ces peuples soit mûr à cet « effet........ »

Bonaparte était entré, le 27 mars, à Nice, d'où il avait annoncé au Directoire son arrivée à cette armée si misérable, si indisciplinée; et le 28 avril suivant, il traçait, autant en politique qu'en général consommé, un plan de campagne qui menaçait en Allemagne la maison d'Autriche, qu'il n'avait pas encore attaquée dans ses possessions d'Italie. L'armée grandissait aussi comme son chef; cinq fois, dans la dernière semaine d'avril, la législature lui transmit l'honorable expression de la reconnaissance nationale. Cependant le roi de Sardaigne envoie à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix. Elle est signée le 15 mai, tant ce prince a voulu qu'on se hâtât de la conclure. Par le traité, l'armée d'Italie occupe les fortes places de Coni et d'Alexandrie; celles de Suze, de la Brunetta, d'Exiles, sont démolies. Il n'y a plus d'Alpes, et le roi de Sardaigne ne peut plus régner que sous le bon plaisir de la république.

Les Autrichiens perdent dans cet allié une force de soixante à quatre-vingt mille hommes. et y gagnent peut-être un ennemi de plus à combattre. L'armée des Alpes, commandée par Kellermann, se trouve presque en ligne avec l'armée d'Italie, et les regards de Bonaparte, embrassant toute l'étendue de la Péninsule, n'ont que le choix de la conquête, depuis les portes de Milan jusqu'à celles de Rome, et de Rome jusqu'aux Alpes du Frioul.

Dès ce moment l'Europe contemple avec admiration le jeune conquérant qui, en quinze jours de campagne active, s'est emparé d'un royaume défendu par les Alpes, par des forteresses aussi inexpugnables qu'elles, et par deux armées que commandaient de vieux et habiles généraux. Les officiers de ces armées peuvent apprécier l'avantage du système concentrique sur le système d'excentricité ou d'éparpillement alors en usage, et devenu si fatal au général Beaulieu. Mais ce grand exemple doit encore être perdu pour l'Autriche, même sur un théâtre où la nécessité lui ordonne plus impérieusement que sur tout autre de sacrifier les vieilles routines de sa tactique. Elle s'obstinera à refuser la nouvelle école, créée avec tant de supériorité par un ennemi qui, plus faible de moitié que ses adversaires, est parvenu, dans la campagne du Piémont, à les battre toujours avec des forces égales. Elle doit payer encore son apprentissage par la destruction de cinq belles armées en Italie; et, dans l'espace de quinze ans, elle verra deux fois dans sa capitale le vainqueur de Beaulieu.

CHAPITRE III.

(1796.)

CAMPAGNE D'ITALIE. — COMBAT DE LODI. — REDDITION DE MILAN. — PREMIER SIÈGE DE MANTOUE. — GUERRE DU PAPE. — OCCUPATION DE LIVOURNE. — CAPITULATION DE LA CITADELLE DE MANTOUE.

La possession de toute l'Italie est dans les murs de Mantoue; l'Autriche n'a donc qu'un intérêt, qu'une volonté, la défense de cette ville : de son côté, Bonaparte, qui n'a conquis le Piémont que pour attaquer le Milanais, ne songe, dans sa seconde campagne, à conquérir le Milanais que pour prendre Mantoue. Le jour où tomberont les remparts de Mantoue, la maison d'Autriche devra se défendre dans ceux de Vienne.

Trente-cinq mille Français ont suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée de Beaulieu, réduite à elle seule, ne compte plus que vingt-six mille combattans, au lieu de trente-huit. Le général Bonaparte marche avec des forces à peu près les mêmes que celles de l'ennemi. Les citadelles de Tortone, Coni, Ceva, sont occupées par les Français. Les Autrichiens ont évacué Alexandrie

pour se porter sur Valenza; dix-sept mille hommes de l'armée des Alpes s'ébranlent pour venir renforcer l'armée de Bonaparte. Le 6 mai, Beaulieu a passé le Pô à Valenza, où il croit que les Français tenteront le passage du fleuve, parce que la remise du pont de Valenza est stipulée dans le traité fait avec le Piémont. Il détruit le pont et enlève les bateaux. Masséna trouve d'immenses magasins à Alexandrie. Le quartier-général français est à Tortone; Beaulieu défend le passage du Pô à Valenza. Les mouvemens que Bonaparte ordonne et que Masséna exécute d'Alexandrie, servent à entretenir l'erreur de Beaulieu. La marche d'un fort détachement, qui fit mine de vouloir passer le Pô à Cambio, masqua l'opération de l'armée française sur un autre point. En effet, le général en chef part de Tortone avec dix bataillons de grenadiers, formant en tout trois mille six cents hommes, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon; et, le 7 mai, il se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passage du Pô. Lannes passe le fleuve le premier avec l'avant-garde sur des bateaux, et Laharpe s'est établi avec les grenadiers à Emetri, entre le Pô et la rive de Fombio. Le 9, toute l'armée, qui est arrivée la veille, franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises.

Le même jour Bonaparte écrit de son quartier-général de Plaisance au directeur Carnot : « Nous avons « passé le Pô; la seconde campagne est commencée: « Beaulieu est déconcerté; il donne constamment « dans les pièges qu'on lui tend : peut-être voudra-t-il « donner une bataille. Cet homme a l'audace de la

« fureur et non celle du génie. — Encore une vic-
« toire, et nous sommes maîtres de l'Italie. — Je vous
« fais passer vingt tableaux des premiers maîtres, de
« Corrège et de Michel-Ange. — J'espère que les cho-
« ses vont bien, pouvant vous envoyer une douzaine
« de millions à Paris. *Cela ne vous fera pas de mal*
« *pour l'armée du Rhin.* » Le général ne perd pas de vue les opérations de cette armée, dont il a parlé avec tant de chaleur dans sa dépêche de Cherasco. Une suspension d'armes est signée le même jour à Plaisance avec le duc de Parme, qui achète ce traité avec les tableaux et les millions que le général fait passer à Paris. Dès ce moment, l'armée d'Italie aura à distribuer trois sortes de trophées : les trésors des vaincus pour la solde des autres armées, les objets d'art pour l'embellissement de la capitale, et pour elle les approvisionnemens et tout le matériel de guerre de ses ennemis. C'est ainsi que l'armistice conclu avec le duc de Parme nous donna seize cents chevaux, des magasins de blé et de fourrages, et défraya le service des hôpitaux. Quatre cents chevaux d'artillerie furent levés aussi dans la ville de Plaisance. Le duc de Modène s'empressait également d'envoyer un plénipotentiaire au général Bonaparte. Le commandeur d'Est, frère naturel du duc, se rendit au quartier-général pour demander la suspension d'armes; elle eut lieu moyennant dix millions dont deux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et vingt tableaux de grands maîtres.

Aussitôt que Beaulieu avait appris le départ de Tortone, il s'était mis en marche avec son armée,

pour couvrir Plaisance et camper derrière Fombio, petite place déjà occupée le 8 par huit mille Autrichiens partis de Pavie, sous les ordres du général Liptay. Bonaparte ne veut pas laisser le temps à cette division de s'y établir, ni de servir de point d'appui au général Beaulieu. Il fait enlever brusquement Fombio par les généraux Lannes, Dallemagne et Lanusse. Les Autrichiens perdent deux mille cinq cents prisonniers, leur artillerie, leurs drapeaux, et se jettent dans Pizzighettone, dont ils ont le temps de lever les ponts. Le général Laharpe s'était avancé en avant de Codogno, sur les routes de Pavie et de Lodi. Un régiment de la cavalerie de Beaulieu, venant de la première route, tomba la nuit dans les avant-postes de Laharpe, et, vivement repoussé, disparut par la route de Lodi, au premier mouvement de défense que firent les troupes. Le général Laharpe, accouru au bruit de la mousqueterie de ses avant-postes, retournait dans son camp par un autre chemin, quand il tomba blessé à mort par le feu de file d'un de ses pelotons, qui crut tirer sur l'ennemi. Toute l'armée pleura comme un Français ce brave et habile général, que la tyrannie de Berne et l'amour de la liberté avaient amené dans nos rangs.

Le 10, nous marchons sur Lodi à la recherche de Beaulieu. A une lieue de Casal, une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens défend la chaussée de Lodi. Elle est culbutée, malgré une résistance opiniâtre, et poursuivie jusque dans la ville, où les Français entrent pêle-mêle avec l'ennemi. Ici a lieu la fameuse attaque du pont de l'Adda. Beaulieu a sa

ligne de bataille sur la rive gauche; les fuyards s'y rallient; les Français les poursuivent. Beaulieu démasque vingt-cinq pièces de canon pour la défense du pont; le général Bonaparte en oppose autant. Cependant il a conçu l'audacieux projet de forcer le pont, dans l'espoir de couper le corps de dix mille hommes qui, sous les ordres de Colli et de Wukassowich, se porte sur Cassano pour y passer l'Adda. Il fait franchir la rivière par la cavalerie, à une demi-lieue au-dessus du pont, et avec une batterie d'artillerie légère, il engage la canonnade sur le flanc droit des Autrichiens. Dans le même instant, il place toute son artillerie sur la rive droite, au débouché du pont, contre les batteries opposées, forme les grenadiers en colonne serrée, les dirige derrière le rempart qui borde la rivière; puis, aussitôt que la cavalerie a commencé son attaque, les grenadiers se précipitent sur le pont, le franchissent au pas de course, et s'emparent du canon de l'ennemi. La ligne autrichienne, enfoncée par cette charge impétueuse, se réfugie à Crema, après avoir laissé sur le champ de bataille près de trois mille prisonniers, des drapeaux et son artillerie. Ce beau fait d'armes jette une profonde consternation dans le camp ennemi. Mais le corps de Colli a pu passer l'Adda à Cassano : Bonaparte le sait, et soudain il conçoit et exécute le projet de la prise de Pizzighettone, qu'il est si important de ne pas laisser fortifier. Beaulieu n'a pu empêcher le passage du Pô, de la Trebia, de l'Adda; il abandonne la capitale du Milanais sans défense, à plusieurs journées sur les derrières de l'armée conquérante. Aussi Bonaparte reçoit à Lodi la nouvelle de la reddition

de Milan; elle est apportée par une députation des Etats et de la municipalité, que conduisait M. de Melzi. Quelques années plus tard, afin de rappeler son triomphe et la soumission des Lombards, le vainqueur, devenu roi d'Italie, accordera au chef de la députation de Milan le nom de duc de Lodi, titre qui consacrera à lui seul deux grands faits historiques.

La victoire de Lodi donnait toute la Lombardie à la république. Du théâtre même de la bataille, Bonaparte, toujours dominé de l'importante idée d'une invasion en Allemagne par le Tyrol, combinée avec l'action des deux armées du Rhin, écrivit, le 11, au directeur Carnot : « Bientôt il est possible que j'at« taque Mantoue. Si j'enlève cette place, rien ne « m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière ; dans « deux décades, je puis être dans le cœur de l'Alle« magne. Ne pourriez-vous pas combiner mes mou« vemens avec l'opération de vos deux armées? Je « m'imagine qu'à l'heure qu'il est on se bat sur le « Rhin. Si l'armistice continuait, l'armée d'Italie se« rait écrasée. Si les deux armées du Rhin entrent « en campagne, je vous prie de me faire part de leur « position et de ce que vous espérez qu'elles puissent « faire, afin que cela puisse me servir de règle pour « entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il se« rait digne de la république d'aller signer le traité « de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de « la Bavière ou de l'Autriche étonnée. Quant à moi, « s'il entre dans vos projets que les deux armées du « Rhin fassent des mouvemens en avant, je franchi« rai le Tyrol avant que l'Empereur ne s'en soit sé« rieusement douté. »

Toutefois, dans une dépêche du 7, que Bonaparte reçut à Lodi, le Directoire paraissait peut-être tout aussi surpris du langage de son général que de ses victoires. Aussi, après avoir loué la conquête du Piémont, et avoir approuvé le brillant et utile armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une affectation très-prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet armistice. « Ces sortes de transactions, « disait la dépêche, dans les cas urgens où le Di« rectoire ne peut être consulté lui-même, sont « particulièrement du ressort du commissaire du « gouvernement près les armées. » Quant au projet de l'invasion du Tyrol, il était combattu comme périlleux dans l'hypothèse d'une défaite, et le Directoire avertissait le vainqueur de songer à faire rentrer la Corse sous le pouvoir de la république. C'était répondre d'une manière peu héroïque aux vues du grand capitaine. Dans le même moment, le Directoire portait à son général une atteinte plus dangereusement hostile que les mouvemens des Autrichiens; car il annonçait la volonté de partager l'armée d'Italie en deux : Kellermann devait commander celle qui garderait le Milanais, et Bonaparte celle qui serait destinée à agir sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Rome et à Naples. Le Directoire ajoutait que son intention était de laisser subsister, dans ce nouvel ordre de choses, l'arrêté du 9 floréal, qui conférait aux commissaires Garrau et Salicetti *le droit de requérir des mouvemens de troupes*; il prescrivait la prompte occupation de Livourne, et ajournait après cette expédition les débats que la république avait

avec l'État de Gênes. « Si Rome fait des avances, disait « le Directoire, la première chose à exiger est que le « pape *ordonne immédiatement des prières publiques « pour la prospérité et les succès de la république « française.* » Il était déjà assez absurde de demander des prières au pape pour une république qui, loin de le reconnaître comme son chef spirituel, ne l'appelait que le prince de Rome; mais il était d'une véritable dérision d'ajouter :

« Quelques-uns de ses beaux monumens, ses « statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothè- « ques, ses bronzes, ses madones d'argent, et même « ses cloches, nous dédommageront des frais que « nous coûtera *la visite que vous lui aurez faite.* »

Bonaparte a bien jugé ceux qui lui donnent de tels ordres, et, se plaçant vis-à-vis d'eux dans la sphère de supériorité qui lui appartient, il leur répond de Lodi, le 14 mai suivant: « Je crois très-impolitique « de diviser en deux l'armée d'Italie; il est également « contraire aux intérêts de la république d'y mettre « deux généraux différens. L'expédition de Livourne, « Rome et Naples, est très-peu de chose; elle doit « être faite par des divisions en échelons, de sorte « que l'on puisse, par une marche rétrograde, se « trouver en force contre les Autrichiens, et menacer « de les envelopper au moindre mouvement qu'ils fe- « raient. Il faudra pour cela non-seulement un seul « général, mais encore que rien ne le gêne dans sa « marche et dans ses opérations. J'ai fait la campa- « gne sans consulter personne; je n'eusse rien fait « de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière « de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avan-

« tages sur des forces supérieures, et dans un dénue-
« ment absolu de tout, parce que, persuadé que
« votre confiance se reposait sur moi, ma marche a
« été aussi prompte que ma parole. Si vous m'im-
« posez des entraves de toute espèce, *s'il faut que je*
« *réfère de tous mes pas aux commissaires du gou-*
« *vernement*, s'ils ont le droit de changer mes mou-
« vemens, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes,
« n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos
« moyens en partageant vos forces, *si vous rompez*
« *en Italie l'unité de la pensée militaire*, je vous le
« dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle
« occasion d'imposer des lois à l'Italie. »

Bonaparte, dans la suite de cette lettre, insistait sur la nécessité de laisser un seul général à la tête de l'armée; et le même jour, par le même courrier, il écrivait au directeur Carnot, en lui parlant de sa réponse au Directoire :

« Kellermann commandera l'armée aussi bien que
« moi; car personne n'est plus convaincu que je ne
« le suis, que les victoires sont dues au courage et à
« l'audace de l'armée : mais je crois que réunir Keller-
« mann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je
« ne puis pas servir volontiers avec un homme qui
« se croit le premier général de l'Europe; et, d'ailleurs,
« je crois qu'il faut plutôt un mauvais général que
« deux bons. La guerre est comme le gouvernement,
« c'est une affaire de tact. »

Une telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal, c'est-à-dire de puissance à puissance avec le Directoire : il sent que toute sa destinée est dans sa volonté.

Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi; Augereau occupait Pavie; Serrurier, Lodi et Crémone; la division Laharpe, Como, Lesagno, Lucco et Pizzighettone.

Le jour où le Directoire signait, à Paris, le traité qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice et le territoire de Tende, livrait toutes ses places fortes à l'armée française, ce même jour, 15 mai, le général Bonaparte faisait à Milan son entrée solennelle ; et, jaloux d'entretenir cette puissance morale qu'il a si habilement mariée avec sa puissance militaire, il adresse à ses compagnons d'armes cette proclamation :

« Soldats !

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du « haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé « tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, « délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses « sentimens naturels de paix et d'amitié pour la « France. Milan est à vous, et le pavillon républicain « flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme « et de Modène ne doivent leur existence politique « qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait « avec orgueil ne trouve plus de barrière qui la ras« sure contre votre courage : le Pô, le Tésin, l'Adda, « n'ont pu vous arrêter un seul jour : ces boulevarts « vantés de l'Italie ont été insuffisans; vous les avez « franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de « succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos « représentans ont ordonné une fête dédiée à vos vic-

« toires, célébrée dans toutes les communes de la ré-
« publique. Là vos pères, vos mères, vos épouses,
« vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès,
« et se vantent avec orgueil de vous appartenir. Oui,
« Soldats, vous avez beaucoup fait! Mais ne vous
« reste-t-il donc plus rien à faire? Dira-t-on de nous
« que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons
« pas su profiter de la victoire? La postérite nous re-
« prochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lom-
« bardie? Mais je vous vois déjà crier aux armes! Un
« lâche repos vous fatigue; les journées perdues pour
« la gloire le sont pour votre bonheur. Eh bien! par-
« tous; nous avons encore des marches forcées à
« faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueil-
« lir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé
« les poignards de la guerre civile en France, qui ont
« lâchement assassiné nos ministres, incendié nos
« vaisseaux à Toulon, tremblent! l'heure de la ven-
« geance a sonné. Mais que les peuples soient sans
« inquiétudes: nous sommes amis de tous les peuples,
« et plus particulièrement des descendans des Brutus,
« des Scipion et des grands hommes que nous avons
« pris pour modèles: Rétablir le Capitole, y placer
« avec honneur les statues des héros qui le rendirent
« célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par
« plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de
« nos victoires: elles feront époque dans la posté-
« rité. Vous aurez la gloire immortelle de changer
« la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple
« français, libre, respecté du monde entier, donnera
« à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera
« des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis

« six ans. Vous resterez alors dans vos foyers, et vos « concitoyens diront, en vous montrant, *il était de « l'armée d'Italie.* »

Les proclamations de Bonaparte étaient écoutées avec enthousiasme, et relues avec avidité par les soldats, et par les officiers, qui étaient tous ou presque tous des soldats. Jamais armée ne reçut une instruction plus conforme aux destinées qu'elle devait accomplir, que l'armée d'Italie. En même temps général et législateur de cette armée, son chef parvint à en faire une famille que nul autre que lui ne pouvait plus commander avec succès.

Depuis notre entrée en campagne, la guerre alimentait la guerre. Ainsi l'artillerie nécessaire au siége du château de Milan, où Beaulieu avait laissé deux mille cinq cents Autrichiens, fut tirée, comme les munitions, des places de Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva et Chérasco, qui servaient de dépôt aux approvisionnemens de toute espèce que le pays nous fournissait. Les contributions en argent secondaient aussi nos opérations. Outre les sommes stipulées dans les traités avec les ducs de Parme et de Modène, la Lombardie eut à nous payer vingt millions. Le 22 mai, Bonaparte écrivit au Directoire : « Vous pouvez à cette heure compter sur six à huit « millions, argent ou or, lingots ou bijoux, qui sont « à votre disposition à Gênes. Vous pouvez dispo- « ser de cette somme, étant superflue aux besoins « de l'armée. Si vous le désirez, je ferai passer un « million *à Bâle, pour l'armée du Rhin....* Les « troupes sont satisfaites ; elles touchent la moitié

« de leurs appointemens en argent. Le pillage est « réprimé, et la discipline avec l'abondance renaissent dans cette glorieuse armée. »

Si le Directoire n'avait pas vu d'avance qu'en partageant entre Kellermann et Bonaparte l'armée d'Italie il perdait infailliblement sa conquête, il comprit au moins par la réponse de ce dernier qu'il serait peut-être imprudent de persister dans ce projet. Toutefois on devait juger au premier coup-d'œil que vingt mille hommes disséminés sous les ordres de Kellermann, depuis les Alpes maritimes et celles de la Savoie jusqu'aux extrémités de la Lombardie et aux frontières du Tyrol, et sous la trompeuse sécurité que donnait le maintien de la paix de la part du roi de Sardaigne, pourraient d'un moment à l'autre, soit par l'irruption des forces autrichiennes venues de l'Allemagne, soit par le soulèvement simultané des pays conquis, être contraints de repasser les Alpes, tandis que Bonaparte, enfoncé aussi, avec une vingtaine de mille hommes, dans le sud de la péninsule italienne, entre Rome et Naples, aurait à dos toute l'insurrection de la haute Italie, sur ses flancs les rivages de la Méditerranée occupée par les flottes anglaises, et autour de lui une population fanatique, dont les souvenirs d'extermination contre la race française seraient puissamment réveillés par les nobles et surtout par les prêtres. Le complot de la révolte de Pavie, ourdi et exécuté sous les yeux de l'armée victorieuse, ne tarda pas à faire sentir au Directoire le danger qui aurait pu résulter de la division de l'armée d'Italie en deux corps indépendans et séparés par les États ennemis. Mais la jalou-

sie des lauriers de Bonaparte avait aveuglé le Directoire ; et il poussait cette jalousie jusqu'à l'ingratitude, quand il lui disait, le 18 mai : « L'Autriche, « consternée de vos succès, a probablement déjà « donné des ordres pour extraire de ses armées « sur le Rhin des renforts pour s'opposer à vos pro« grès, et de là naît la nécessité *de donner au géné« ral Kellermann le plus de force possible*, afin qu'il « se trouve toujours dans la situation de l'offensive du « côté du Tyrol. » Il résultait de cette dépêche, que Kellermann devait commander la plus grande armée, et que la campagne du Tyrol lui était destinée. Le Directoire annonçait au général Bonaparte que l'armistice durait encore avec l'Autriche, et qu'il chercherait à le rompre *quand l'ennemi aurait distrait des forces de son armée du Rhin, pour les opposer à l'armée d'Italie !* En même temps il l'engageait à envoyer au général Moreau des chevaux et de l'argent. Mais enfin, dans la dépêche du 21 mai, le Directoire, félicitant Bonaparte de l'occupation de toute la Lombardie, ainsi que de la prise de Pizzighettone et de la possession de Crémone, lui écrivit : « *Vous paraissez désireux*, citoyen général, « de continuer à conduire toute la suite des opéra« tions militaires de la campagne actuelle en Italie. « Le Directoire *a mûrement réfléchi* sur cette pro« position, et la confiance qu'il a dans vos talens et « votre zèle républicain a décidé cette question en « faveur de l'affirmarive. Le général Kellermann « restera à Chambéry, etc. »

Que serait-il arrivé si le Directoire avait persisté dans ce projet de séparation en deux armées, auquel

il tenait tant, et dont parlent toutes ses lettres comme d'un plan définitivement arrêté? Bonaparte eût offert sa démission. Mais déjà il ne pouvait plus rentrer obscur et tranquille dans les rangs des simples citoyens, et le Directoire fût parvenu peut-être à en faire un coupable, ou à le devenir lui-même.

De cette époque date la suprématie de Bonaparte, qui va se rendre le maître des opérations de la guerre et l'arbitre des intérêts politiques de la France. C'est du palais de Milan qu'il correspond avec le palais du Luxembourg, et sa correspondance ressemble à celle qui s'établirait entre un souverain et ses ministres. Ses idées, ses desseins s'agrandissent de tout ce qui entoure sa position. Au milieu des fêtes, des triomphes, les beaux-arts, qui en font le plus bel ornement, ne sont pas oubliés du vainqueur: il regarde comme ses plus brillans trophées les chefs-d'œuvre de la peinture italienne, précieux monumens du retour de la civilisation en Europe, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la patrie, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion en Allemagne, la répartition qu'il désigne pour les contributions qu'il envoie, la disposition de ses forces, l'emploi de tous ses moyens, sont présentés par lui au Directoire comme des nécessités dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu'ordonner; et pendant toute cette mémorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subite-

ment et malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L'histoire présente peu de rapports pareils entre un gouvernement et un chef d'armée. Peu d'hommes, il est vrai, ont saisi, aussi jeune et aussi promptement que Napoléon Bonaparte, l'ascendant d'une supériorité personnelle sur toutes les supériorités sociales. Il ne commande l'armée d'Italie que depuis deux mois, et il règne à Milan. Dès le jour de son entrée dans cette capitale qui occupe un si haut rang dans l'histoire, il semble que le général Bonaparte se regarde comme le descendant ou l'héritier des rois des lombards. Ce jour vit commencer parmi ses troupes, dans son état-major, dans les habitudes de son quartier-général, et jusque dans les relations de ses amitiés militaires, ce respect, véritable attribut de la royauté et du génie, qui s'attacha à sa personne jusqu'aux derniers momens de son existence!

La citadelle de Milan doit tomber. Mantoue seule, l'imprenable Mantoue, restait à l'Autriche, en Italie. Après la conquête du Piémont, l'idée audacieuse d'aller surprendre Mantoue domina un instant la pensée du général Bonaparte. Le caractère confiant et peu prévoyant des Autrichiens lui donnait l'intime conviction que cette place n'avait ni garnison ni moyens de résistance; il ne s'était point trompé. Les Autrichiens, qui, réunis aux Piémontais, formaient une masse de soixante-dix mille combattans protégés par les Alpes, avaient été loin de deviner que Bonaparte, à la tête de notre misérable armée

de Nice, pourrait soumettre le Piémont en quinze jours, et porter, des remparts de Tortone et d'Alexandrie, la guerre au cœur de la Lombardie. Le chef d'état-major Berthier et le commissaire civil Salicetti s'opposèrent à l'entreprise sur Mantoue. On apprit bientôt après que cette ville n'avait alors pour défenseurs que quelques invalides. Les Autrichiens ne songèrent à l'occuper et à lui rendre sa force qu'à l'époque de la capitulation du Piémont. Dès lors le général Bonaparte, qui disait avec raison *que la guerre était une affaire de tact*, déclara que désormais il n'obéirait qu'à l'impulsion de sa seule volonté.

Les huit jours de repos que Bonaparte donne à l'armée, à Milan et dans la Lombardie, sont pour lui des jours de travail et pleins d'avenir. Il poursuit l'exécution du traité avec le Piémont, prépare ceux qu'il doit imposer au pape et au roi de Naples, termine l'arrangement avec le duc de Parme, conclut l'armistice de Modène, organise dans la Lombardie et dans sa capitale les gardes nationales, et introduit les principes républicains par l'ouverture des sociétés populaires.

Bonaparte sait qu'en Italie deux ennemis domestiques bien redoutables sont à craindre pour lui, les nobles et les prêtres : il obtient bientôt la preuve de cette vérité. Arrivé, le 24, à Lodi, pour reprendre contre Beaulieu ses opérations militaires, il est subitement, le même jour, rappelé à Milan par la nouvelle d'une conspiration tramée à Pavie, et que soutenait la garnison de la citadelle de Milan. Il part avec trois cents chevaux, un bataillon de grenadiers

et six pièces de canon; mais à son arrivée le calme était rétabli. La sortie tentée par la garnison de la citadelle pour appuyer le soulèvement avait été repoussée avec vigueur. Toutefois l'insurrection avait été habilement organisée: on avait répandu le bruit de la reprise de Nice par les Anglais; on disait que Beaulieu, à la tête de soixante mille hommes, marchait sur Milan. La ramification de ce complot, dont les agitateurs autrichiens étaient les auteurs, s'étendait à Milan, à Lodi, à Vorèse et à Pavie. Le général Bonaparte se porta rapidement sur cette dernière ville, véritable foyer de la conspiration. Le tocsin sonnait dans les campagnes. Les prêtres et les nobles excitaient au massacre des Français: un grand nombre avaient trouvé la mort chez leurs hôtes et sur les grandes routes. Le petit corps de trois cents hommes, formé du dépôt de la division Augereau, qui occupait le château de Pavie, avait été livré par son commandant, assez faible ou assez incapable pour obéir aux ordres du général divisionnaire Haquin, que les insurgés avaient forcé, le pistolet sous la gorge, de prescrire à des soldats français de mettre bas les armes. Afin de combiner l'insurrection de Pavie avec la sortie de la garnison de la citadelle de Milan, les révoltés avaient porté une avant-garde de huit cents hommes au village de Binasco. Le chef de brigade Lannes, à la tête de ses trois cents chevaux, les attaqua, les détruisit, et mit le feu au village, qui fut entièrement consumé. Bonaparte espérait que cette exécution militaire imposerait à la ville de Pavie, qui, du haut de ses remparts, pouvait voir l'incendie de Binasco. Mais dix

mille paysans s'étaient rendus maîtres de cette ville, qui comptait trente mille habitans. Le parti de Bonaparte fut bientôt pris : il résolut de brusquer l'attaque avec ses quinze cents hommes et ses six pièces de canon, quoique Pavie eût des murailles et une enceinte bastionnée. Dans la nuit, il envoie placarder aux portes de la ville la proclamation publiée dans Milan : « Une multitude égarée, sans moyens « réels de résistance, se porte aux derniers excès « dans plusieurs communes, méconnaît la répu- « blique et brave l'armée triomphante des rois. Ce « délire inconcevable est digne de pitié. L'on égare « ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le « général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés « sa nation de ne pas faire la guerre aux peuples, « veut bien laisser une porte ouverte au repentir. « Mais ceux qui, sous vingt-quatre heures, n'auront « pas posé les armes, seront traités comme rebelles; « leurs villages seront brûlés. Que l'exemple ter- « rible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux. Son « sort sera celui de toutes les communes qui s'obsti- « neront à la révolte. »

Le 26, le général Bonaparte sort de Binasco avec sa petite colonne, et arrive, à quatre heures du soir, devant Pavie, dont il trouve les portes fermées. Il compte sur la coopération de la garnison de la citadelle, mais il apprend qu'elle s'est rendue, et que les insurgés sont décidés à défendre Pavie. Le moment est critique : s'il rétrograde, la rébellion triomphe. Les Autrichiens ont pour auxiliaire la population. Il ne balance point : avec ses six pièces d'artillerie il fait battre les portes, mais inutilement : les

remparts seuls sont balayés par la mitraille et les obus, et, à la faveur de ce feu soutenu, les grenadiers parviennent à briser les portes à coups de hache. Ils entrent dans la ville, se logent dans les premières maisons. Lannes, avec sa cavalerie, se précipite sur le pont du Tésin, et culbute les insurgés, qu'il poursuit hors des murs. Pavie est soumise : les magistrats, le clergé, demandent grace. Mais il y a une justice à faire, et c'est sur les Français qu'elle tombe. Les trois cents soldats prisonniers dans la citadelle ont profité du tumulte pour se réunir aux vainqueurs : « Lâches ! leur dit le général en chef, je vous avais « confié un poste essentiel au salut de l'armée ; vous « l'avez abandonné à de misérables paysans, sans « opposer la moindre résistance ! » Il voulait les faire décimer ; mais le capitaine qui, sur l'ordre du général Haquin, avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. Il fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusillé. La ville fut livrée pendant quelques heures à l'exécution militaire ; mais le général en chef révoqua l'ordre d'incendier Pavie, qui résultait de sa proclamation. On désarma les campagnes. Des otages, choisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi finit la révolte de Pavie.

Pendant ce temps s'était opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Berthier ; le quartier-général occupait Soncino, où l'on attendait Bonaparte. Masséna était sur la route qui mène de Brescia à Soncino, et Augereau sur celle qui mène à Bergame ; Serrurier sur la droite de Masséna, et

Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de l'État vénitien. Ses habitans, au nombre de cinquante mille, souffraient impatiemment la domination de l'oligarchie et de la noblesse; mais la république française était en paix avec celle de Venise, et Bonaparte fit afficher dans Brescia cette proclamation :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Eu-
« rope du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Au-
« triche, que l'armée française a bravé les obstacles
« les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord
« avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris
« de l'armée ennemie se sont retirés au-delà du Min-
« cio. L'armée française passe, pour les poursuivre,
« sur le territoire de la république de Venise; mais
« elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les
« deux républiques. La religion, le gouvernement,
« les propriétés, les usages, seront respectés. Que
« les peuples soient sans inquiétude : la plus sévère
« discipline sera maintenue. Tout ce qui sera fourni
« à l'armée sera exactement payé en argent. Le géné-
« ral en chef engage les officiers de la république de
« Venise, les magistrats et les prêtres, à faire connaî-
« tre ses sentimens aux peuples, afin que la confiance
« cimente l'amitié qui depuis si long-temps unit les
« deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur
« comme dans celui de la victoire, le soldat français
« n'est terrible que pour les ennemis de la liberté et
« de son gouvernement. »

Le sénat envoya au général en chef une députation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, cette neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Peschiera.

Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparte disait, en parlant des Vénitiens : « La vérité de l'af-« faire de Peschiera est que Beaulieu les a lâchement « trompés. Il leur a demandé le passage pour cin-« quante hommes, et il s'est emparé de la ville. » Mais l'occupation d'une place forte comme Peschiera en pays neutre exigeait militairement une compensation, quoique le gouvernement de Venise ne dût pas répondre de la perfidie du général autrichien. La guerre est une science exacte, dont aucune considération morale ne peut, en pareille circonstance, déranger les combinaisons. Par cette loi inexorable de la guerre, le général Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient reçue ou tolérée des Autrichiens.

Beaulieu avait obtenu des renforts, et transféré son quartier-général derrière le Mincio, qu'il était résolu à défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue. Cette place recevait chaque jour de nouveaux approvisionnemens, et de nouvelles fortifications la mettaient sur un pied de défense respectable. Beaulieu appuya sa droite sur Peschiera, son centre à Velaggio et Borghetto, sa gauche à Pozzuolo et Goito. Mantoue donnait une garnison au Seraglio, et une réserve de quinze mille hommes avait pris position à Villa-Franca. C'était donc le Mincio que devait traverser l'armée française. Sa gauche était, le 29 mai, à Dezenzano, son centre à Monte-Chiaro, et sa droite à Castiglione; les quatre divisions qui la composaient formaient environ trente mille hommes.

Le général Bonaparte manœuvra, le 30, dans l'in-

tention de tromper l'ennemi, sur le Mincio, comme il l'avait fait sur le Pô et sur l'Adda; et au lieu de tenter le passage du premier de ces fleuves à Peschiera, déjà gardé par la réserve des Autrichiens, il déboucha brusquement sur Borghetto, où quatre mille hommes étaient retranchés et couverts par trois mille hommes de cavalerie établis dans la plaine. Le général Murat attaqua la cavalerie, prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes. Aussitôt le colonel Gardane, avec les grenadiers, entre au pas de charge dans Borghetto, dont l'ennemi brûle le pont. Les batteries des hauteurs de Velaggio empêchaient d'en construire un autre : Gardane se jette dans la rivière avec cinquante grenadiers, arrive audacieusement sur Velaggio, et l'emporte. Deux heures après, le pont est reconstruit, et l'armée franchit le Mincio. Augereau marche sur Peschiera, Serrurier sur Villa-Franca. Le général en chef établit son quartier-général à Velaggio, d'où la brillante intrépidité de Gardane a chassé l'ennemi. La division Masséna, destinée à protéger cette place, n'avait pas encore passé le pont. Cependant le général autrichien Sebottendorf, avec une partie de la gauche de Beaulieu, accourait de Pozzuolo au bruit du canon, par la rive gauche, et ne rencontrant personne, pénétra dans Velaggio. Le général en chef était enlevé, si son escorte n'avait pas fermé tout à coup la porte de sa maison : il n'eut que le temps de sauter sur un cheval, et de se sauver par les jardins. La division Masséna, avertie, traversa le pont et culbuta les hussards de Sebottendorf. Ainsi la destinée de Bonaparte, qui se reposait sur sa victoire,

était arrêtée par des coureurs autrichiens si la sentinelle de son quartier-général avait été endormie : une patrouille de hussards eût ravi à la république l'Italie à moitié conquise, brisé le traité du Piémont, et le triomphateur de Milan serait resté long-temps le prisonnier de la cour de Vienne !

Cet incident militaire fit instituer ce fameux corps des guides de Bonaparte, qui, composé de cavaliers d'élite de dix années de service, devait accompagner partout le général en chef. Ce corps reçut dès-lors l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale, uniforme qui fut aussi le dernier habit que Napoléon porta à Sainte-Hélène, au moment de sa mort. Le chef d'escadron Bessières, chargé d'organiser les guides, eut la garde du quartier-général, et répondit à l'armée de la sûreté de son héros.

La victoire de Borghetto donnait à Bonaparte le grand avantage de couvrir le siége de Mantoue, et de nous placer sur la ligne de l'Adige; mais il fallait s'emparer de Vérone, ville forte vénitienne qui a trois ponts sur ce fleuve. La politique de la guerre fit de l'occupation de cette place importante, dont le provéditeur Foscarini ouvrit les portes à Masséna le 1er juin, la représaille de la possession momentanée de Peschiera et de Crema par les Autrichiens. Porto-Legnago, Vérone et le Bas-Adige furent occupés. L'armée était maîtresse des défilés du Tyrol; et le siége de Mantoue, au secours de laquelle accourait une nouvelle armée autrichienne que la plus urgente nécessité nous ordonnait de prévenir, paraissait le terme prochain des opérations et des suc-

cès de la campagne. Tant que Mantoue reste en la puissance des Autrichiens, l'Italie n'est pas conquise; elle le sera seulement le jour où Mantoue nous appartiendra. Ce grand boulevart de l'Italie, protégé par trois lacs qu'abreuve le Mincio, communique par quatre digues à la terre ferme. Les noms de La Favorite, de Roverbella, de Saint-Georges, de Piétola, de Cérèse, de Pradella, qui défendent ces chaussées, vont recevoir une grande illustration. De hauts faits d'armes surpasseront ceux qui ont abaissé les Alpes sous le drapeau français, et qui en trois mois l'ont porté du col de Tende aux rives de l'Adige.

Le 4 juin, les dehors de Mantoue furent enlevés. Le général en chef s'empara de Saint-Georges; Augereau, de la porte de Cérèse; Piétola fut évacuée par l'ennemi; et Serrurier, maître de Roverbella et de Pradella, ordonna l'investissement. Ainsi les têtes des quatre chaussées étaient au pouvoir de l'armée française. Serrurier, avec huit mille hommes, gardait toutes ces positions, observait la forte citadelle de La Favorite, et arrêtait dans Mantoue quatorze mille Autrichiens; Augereau observait le Bas-Adige; Masséna tenait les défilés du Tyrol.

Cependant Bonaparte se trouvait réduit à un blocus d'observation devant Mantoue, faute d'artillerie de siége. La citadelle de Milan n'était pas encore rendue, et occupait toute la grosse artillerie conquise du Piémont. Il fallait donc que le château de Milan tombât avant de pouvoir assiéger Mantoue, et dans l'intervalle Wurmser précipitait sa marche. Ce général était parti d'Allemagne pour venir défendre cette ville et remplacer Beaulieu tombé dans la disgrace.

En attendant son arrivée, Mélas avait le commandement. De tous côtés, la politique autrichienne, soutenue par les oligarchies génoise, vénitienne et de la cour de Rome, soulevait les esprits, et déjà la rivière de Gênes devenait le théâtre des plus graves hostilités. Les fiefs impériaux étaient en pleine insurrection, et les routes couvertes de partisans armés qui guerroyaient avec les détachemens français. L'armée piémontaise murmurait contre la paix de Turin. Le pape attendait de la Corse six mille Anglais qui pouvaient faire une diversion inquiétante s'ils avaient le temps d'arriver à Livourne; il fallait donc les retenir en Corse. L'attitude de Naples, qui comptait trente mille hommes sous les drapeaux, n'était rien moins que rassurante, malgré sa négociation. Enfin la nouvelle armée de Wurmser, forte de vingt mille hommes d'élite, devait arriver au mois de juillet, et portait à soixante-dix mille hommes les forces de la maison d'Autriche en Italie, y compris la garnison de Mantoue. Le général Bonaparte dut pourvoir à tous ces embarras avec quarante mille hommes : il y pourvut.

Au milieu des préparatifs de Bonaparte, occupé à la fois d'entrer à Livourne, pour s'emparer dans ce port des bâtimens et des propriétés britanniques et ennemies de la France, de créer en Corse une insurrection contre les Anglais, d'anéantir par de rigoureuses exécutions militaires la révolte des fiefs impériaux, enfin d'emporter la citadelle de Milan, qui était la clef du siège de Mantoue, le roi de Naples, que l'envahissement de l'Italie supérieure rendait inquiet pour ses États, pressé par le cabi-

net de Madrid, entraîné peut-être aussi par l'exemple du roi de Sardaigne, et par la défaite que ses troupes venaient de partager sous Beaulieu avec l'armée autrichienne, avait envoyé le prince Belmonte-Pignatelli au général Bonaparte, pour demander un armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française; mais le Directoire, étranger à toute politique raisonnable, ne cédait qu'à un penchant aveugle, celui de révolutionner en même temps la Toscane, l'État romain et le royaume de Naples; il ne calculait ni la disposition des habitans, ni l'état physique de leur pays, ni les besoins ni la position de sa propre armée. Il comprenait encore moins la dignité morale que tout gouvernement doit revêtir pour prendre une place honorable et par conséquent utile dans l'opinion de ses amis et de ses ennemis. Aventurier dans ses principes de guerre, il envisageait la conquête comme une proie, sans s'embarrasser des suites d'une déprédation ordonnée contre les peuples : politique d'autant plus étrange qu'il voulait les attacher à la liberté et à la république française. Aussi le général en chef redressait les idées du Directoire dans sa dépêche du 7 juin, datée de Milan; après avoir établi l'avantage de l'armistice qu'il venait de conclure avec le roi de Naples, il disait : « Ceci me porte à traiter la question mili-« taire : *pouvons-nous et devons-nous aller à* « *Naples ?* Le siège du château de Milan, la garde « du Milanais et les garnisons des places conquises « demandent quinze mille hommes; la garde de l'A-« dige et les positions du Tyrol, vingt mille hommes. « Il ne reste, compris les secours qui arrivent de

« l'armée des Alpes, que six mille hommes. Mais « eussions-nous vingt mille hommes, il ne nous « conviendrait pas de faire vingt-cinq jours de « marche.... Pendant ce temps-là Beaulieu repose, « recrute, renforce son armée dans le Tyrol, et nous « reprendra, l'automne, ce que nous lui avons pris « dans le printemps; moyennant cet armistice avec « Naples, nous sommes à même de dicter à Rome « toutes les conditions qu'il nous plaira; déjà, dans « ce moment-ci, la cour de Rome est occupée à faire « une bulle contre ceux qui prêchent en France la « guerre civile, sous prétexte de religion. » Le lendemain, il écrivait au directeur Carnot : Si les ba-« taillons annoncés nous joignent à temps, il nous « sera facile d'aller jusqu'à Rome. Cependant, comme « les opérations de l'Allemagne peuvent changer « notre position d'un moment à l'autre, je crois qu'il « serait bon qu'on me laissât la faculté de conclure « l'armistice avec Rome, ou d'y aller : dans le pre-« mier cas, me prescrire les conditions de l'armistice; « dans le second, me dire ce que je dois y faire; car « nos troupes ne pourraient pas s'y maintenir long-« temps : l'espace est immense, le fanatisme très-« grand, et la grande disproportion de forces rend « les hommes hardis... Nous sommes bientôt en « juillet, où toutes les marches nous coûteront deux « cents hommes. »

La trève convenue avec Naples enlevait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et des frégates, et dérobait, soit à la balance belligérante de l'Autriche, soit à la politique hostile du Saint-Siège, cette réserve de cinquante mille hommes que le royaume

de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siège de la citadelle de Milan était poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant ces travaux, auxquels il jugeait sa présence peu nécessaire, Bonaparte transféra brusquement son quartier-général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes châtier les fiefs impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement de cent cinquante Français avait été assassiné. Murat, premier aide-de-camp du général en chef, alla à Gênes demander en plein sénat le renvoi du marquis de Girola, résident autrichien, la destitution du gouverneur de Novi, et l'établissement de postes génois aux étapes, pour l'escorte des convois et la sûreté des routes. La neutralité de Gênes s'expliquait depuis long-temps pour Bonaparte comme celle de Venise; mais le moment n'était pas venu d'entamer ce procès : il était ajourné à des temps plus heureux, c'est-à-dire à la prise de Mantoue. En attendant, inquiété par des soulèvemens que l'oligarchie génoise fomentait en secret et désavouait d'office, le vainqueur réprimait par la force ces attentats si contraires aux conventions, et remplissait envers son armée et son gouvernement une de ses plus grandes obligations comme général en chef, celle de maintenir ses communications avec la patrie et les dépôts de toute nature qu'il avait formés à Nice et à Antibes.

Aussitôt le calme retabli dans l'État de Gênes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone, et arriva le 19 juin à Modène, où il trouva le général Vau-

bois avec sa brigade. C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. Il n'y avait pas d'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, dès le 14, Augereau avait passé le Pô à Borgo-Forte, et s'était emparé des légations de Bologne et de Ferrare. Le colonel Vignolles, sous-chef d'état-major, avait fait capituler le fort d'Urbin. La citadelle de Ferrare fournit au grand parc de Borgo-Forte quarante bouches à feu sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modène et Bologne se distinguèrent bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secoua hautement le joug pontifical; et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en chef par le chevalier Azzara, ministre du Saint-Père, elle demanda d'être garantie de tout retour sous la puissance de Rome. Elle arma des gardes nationales, et se constitua en ville libre sous la protection de la France. La trève fut conclue le 24 juin à Bologne, où Bonaparte était entré le 19. Cette place et Ferrare restaient au pouvoir de l'armée française, qui prenait possession de la citadelle d'Ancône. Le pape payait vingt et un millions en argent et en denrées, et abandonnait cent chefs-d'œuvre des arts et cinq cents manuscrits au choix des commissaires français. Cet armistice, qui est la base du traité signé à Tolentino en février 1797 et qui donne cent chefs-d'œuvre au musée de Paris, il ne faut pas perdre de vue que Pie VI l'a sollicité, et qu'après l'avoir enfreint à main armée, il ira encore au-devant de la convention de Tolentino qui en fut la suite. Alors

on s'étonnera d'autant plus de voir, dix-sept ans après, ces cent chefs-d'œuvre retourner à Rome, sur la réclamation de Pie VII, dont les États, incorporés depuis cinq années à l'empire français, lui sont rendus par les luthériens de l'Angleterre, les calvinistes de la Prusse, et les schismatiques de Moskou. Ces trophées voyageurs sont aussi les monumens d'une autre religion et les témoignages d'un autre triomphe. Mais il est de la destinée de Rome, soit païenne, soit chrétienne, d'hériter de toutes les gloires du monde, et de vivre des dépouilles de ses amis et de ses ennemis. Il est aussi de la destinée de Bonaparte d'être deux fois maître de Rome, comme conquérant et comme souverain, et de n'y entrer jamais!

Le moment d'occuper Livourne, d'en chasser les Anglais et de reprendre sur eux leur royaume de Corse, était enfin venu. Dans l'espoir de surprendre les bâtimens anglais à Livourne, Bonaparte avait enveloppé d'un grand secret cette expédition. La marche de ses troupes était masquée par le mouvement qu'il avait ordonné sur Rome par Florence. En conséquence, de Reggio il avait envoyé la division Vaubois à travers l'Apennin sur Pistoia. Le but ostensible de ce mouvement était de contraindre le pape à ratifier l'armistice de Bologne par un traité. Le grand-duc de Toscane, inquiet de ce passage par sa capitale, avait adressé au quartier-général de Pistoia, où Bonaparte avait rejoint Vaubois le 26, une lettre pour le prier de diriger ses troupes sur Pise au lieu de Florence, ce qui fut accordé. Le général en chef fit plus; il écrivit au grand-duc, le jour même: « Le pavillon de la république est constamment in-

« sulté dans le port de Livourne; les propriétés des « négocians français y sont violées; chaque jour y est « marqué par un attentat contre la France, aussi « contraire aux intérêts de la république qu'au droit « des gens. Le Directoire exécutif a porté plusieurs « fois ses plaintes au ministre de V. A. R. à Paris, qui « a été obligé d'avouer l'impossibilité où se trouvait « V. A. R. de réprimer les Anglais et de maintenir la « neutralité dans le port de Livourne. Le Directoire « exécutif a senti dès-lors qu'il était de son devoir « de repousser la force par la force, de faire respec- « ter son commerce, et il m'a ordonné de faire mar- « cher une division de l'armée que je commande, « pour prendre possession de Livourne. J'ai l'hon- « neur de prévenir V.A.R. que, le 10 de ce mois « (messidor, 18 juin), une division de l'armée en- « trera à Livourne, etc. »

La division Vaubois se mit en route; Murat commandait l'avant-garde et quitta brusquement la route de Pise à Fiorenzuola pour se porter sur Livourne, où il entra huit heures après; le général en chef se rendit aussi dans cette ville. Mais les Anglais avaient été prévenus, et leurs bâtimens étaient allés se mettre à l'abri dans les ports de l'île de Corse. Toutefois l'occupation de Livourne, la destruction de la factorerie anglaise, et la saisie de toutes les marchandises britanniques, se firent vivement sentir en Angleterre, et la Corse fut aussitôt menacée par les Français. Une vingtaine de patriotes réfugiés qui avaient fui le gouvernement de Paoli, ou qui s'étaient soustraits à celui du vice-roi Elliot, se réunirent à Livourne, et de là descendirent en Corse, où

ils réveillèrent l'insurrection dans les montagnes. Du port de cette ville, assignée pour point de rassemblement à tous les Corses, Bonaparte, sur la fin de juillet, fit passer à ses compatriotes quatre mille fusils, mille paires de pistolets et six milliers de poudre. A l'arrivée des premiers Corses, parmi lesquels était le comte Bonelli, les montagnards prirent les armes. Ces attaques préludèrent à l'expédition qui, sous les ordres du général divisionnaire Gentili et des généraux Cervoni et Casalta, devait, trois mois plus tard, affranchir la Corse de la domination anglaise. De Livourne, le général en chef se rendit à Florence, où il entra sans escorte. Peu de jours après, étant à table chez le grand-duc, il apprit que le 29 la citadelle de Milan avait capitulé. On y trouva de grands approvisionnemens, une garnison de deux mille cinq cents hommes, qui fut dirigée sur Lodi, cinq mille fusils et cent cinquante pièces de canon. Ainsi l'artillerie du siège, composée de l'artillerie piémontaise qui avait fait ouvrir les portes de la citadelle de Milan, était complétée par l'artillerie autrichienne pour l'attaque de Mantoue.

La nouvelle de la reddition du château de Milan rappela le général en chef aux opérations du siège de Mantoue. Il quitta Florence, et transporta successivement son quartier-général à Bologne, à Roverbella, à Castiglione. Il avait laissé la négociation inachevée avec Gênes. Les demandes que son aide-de-camp Murat avait adressées au sénat étaient loin d'avoir obtenu du succès. Le résident d'Autriche, qui avait fourni des armes aux rebelles d'Arquàta, remplissait toujours ses fonctions à Gênes, malgré les réclama-

tions réitérées de Faypoult, résident de la république. Les griefs s'accumulaient contre ce gouvernement qui, dans son infidèle neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre au détriment de l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la neutralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmser, elle faisait en secret des armemens considérables. L'Italie, sauf les villes de Bologne, de Ferrare, de Faenza, de Reggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prêt à dévorer l'armée française. La faction aristocratique et sacerdotale traitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la Péninsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait l'armée de Wurmser, et annonçait ce général comme un vengeur prochain qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, une petite ville, Lugo, située dans la légation de Ferrare, fut tout à coup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Beyrand dut y marcher avec sa brigade et enlever de vive force cette place, qui fut châtiée par une exécution militaire. La régence de Modène entrait aussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la république; mais elle se trouvait contenue par les patriotes de Modène et de Reggio, tous en armes pour la cause française.

Dans cet état de haine générale mais cachée, qui animait tous les gouvernemens de l'Italie contre la république et ses troupes, la saine politique prescrivait

de ménager les habitans, et de ne pas encourager l'opposition des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agens du Directoire. Le général en chef avait signalé ainsi leurs excès et le péril dans sa dépêche du 20 juillet, de Castiglione : «... On se « conduit d'une manière dure envers les négocians « livournois. On les traite avec plus de rigueur que « vous n'avez intention qu'on se conduise envers « les négocians anglais mêmes : cela alarme tout le « commerce de l'Italie, et nous fait passer à ses yeux « pour des Vandales, et cela a entièrement indisposé « les négocians de la ville de Gênes; et la masse du peu« ple de cette ville, qui nous a toujours été favorable, « est actuellement très-prononcée contre nous. Si « notre conduite administrative à Livourne est détesta« ble, notre conduite politique avec la Toscane n'est pas « meilleure... La mesure de chasser les émigrés de Li« vourne et de vingt lieues à la ronde par une procla« mation, est aussi inutile qu'impolitique.... Cette « proclamation, où l'on s'attribue une juridiction « sur vingt lieues de pays, est d'un très-mauvais effet; « à moins que (ce qui est très-contraire à vos insti« tutions) nous ne voulions prendre le ton et la poli« tique de l'ancienne Rome... Dans la position ac« tuelle de l'Italie, il faut ne nous faire aucun nouvel « ennemi, et attendre la décision de la campagne « pour prendre un parti contraire aux vrais intérêts « de la république. *Vous sentirez sans doute alors* « *qu'il ne nous convient pas de laisser le duché de* « *Toscane au frère de l'Empereur.* Je désirerais que « jusqu'alors on ne se permît aucune menace, ni « aucun propos à Livourne contre la cour de Tos-

« cape. Les moindres de mes paroles et de celles de « vos commissaires sont épiées et rapprochées avec « une grande importance : mais l'on croit toujours « être ici dans les couloirs de la Convention. »

Le même jour, 20 juillet, il avait écrit au citoyen Garrau, commissaire du Directoire en mission à Livourne :

« La réquisition que vous avez faite au général « Vaubois est contraire à l'instruction que m'a donnée « le gouvernement. Je vous prie de vous restreindre « désormais dans les bornes des fonctions qui vous « sont prescrites par le gouvernement du Directoire « exécutif : sans quoi je me trouverais obligé de dé- « fendre, à l'ordre de l'armée, d'obtempérer à vos « réquisitions. Nous ne sommes tous que par la loi : « celui qui veut commander et usurper les fonctions « qu'elle ne lui accorde pas, n'est pas républicain.

« Quand vous étiez représentant du peuple, vous « aviez des pouvoirs illimités ; tout le monde se fai- « sait un devoir de vous obéir : aujourd'hui vous « êtes commissaire du gouvernement, investi d'un « très-grand caractère, une instruction positive a « réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien que « vous répéterez ce propos *que je ferai comme Du-* « *mouriez* : il est clair qu'un général qui a la pré- « somption de commander l'armée que le gouver- « nement lui a confiée, et de donner des ordres sans « un arrêté des commissaires, ne peut être qu'un « conspirateur. »

C'était ainsi que le général Bonaparte écrivait au Directoire et à son commissaire à l'armée d'Italie. Il était difficile de déclarer plus franchement l'indé-

pendance de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération et la sagesse à son gouvernement, était né sous un ciel brûlant; il était victorieux, il avait imposé la paix aux souverains du Piémont, de Parme, de Modène, de Naples et de Rome; et il n'avait pas vingt-huit ans! Quelques jours avant, il confiait en quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu'il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de Wurmser : « *Malheur,* disait-il, *à qui calculera mal.* »

Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet : la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le 22, le général en chef se rend à Milan, où il obtient l'entière exécution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de la Lombardie. Toute l'Italie est alliée ou soumise; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par les pactes de la république, depuis les Alpes de la Savoie jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule et Wurmser tiennent encore en suspens la victoire française.

CHAPITRE IV.

(De la fin de Juillet à la fin de Septembre 1796.)

BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE. — PRISE DE VÉRONE. — SECOND BLOCUS DE MANTOUE. — HOSTILITÉS PONTIFICALES. — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF SIGNÉ A SAINT-ILDEFONSE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — BATAILLES DE ROVEREDO, DE BASSANO, DE SAINT-GEORGES. — TROISIÈME BLOCUS DE MANTOUE.

L'ARMÉE française était de quarante mille hommes, dont trente-trois mille, présens sous les armes, allaient faire la guerre active contre un nombre presque double de combattans réunis sous les drapeaux du feld-maréchal Wurmser. De faibles garnisons gardaient Ferrare, Livourne, Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone; et sept à huit mille hommes campaient devant Mantoue avec le général Serrurier. Le quartier-général français était à Castel-Novo; l'armée tenait le haut et bas Adige, la Chièse, et s'étendait à Salo, depuis les défilés du Tyrol jusqu'à Porto-Legnago, occupant la Corona, Monte-Baldo, Rivoli et Vérone. La division Masséna, placée dans les deux dernières villes, formait le centre, et se composait de quinze mille hommes; celle d'Augereau, de huit mille hommes, formait la droite;

celle de Sauret, de quatre mille, la gauche; entre la droite et le centre était la réserve, forte de six mille hommes. Wurmser avait son quartier-général à Trente : ses forces se trouvaient divisées en trois corps, deux de vingt mille hommes, commandés par les généraux Davidowitch et Quasdanowitch, et l'autre de trente mille hommes, sous ses ordres. Le feld-maréchal conduisait le centre, Davidowitch la gauche, Quasdanowitch la droite. Le 29 juillet, les Autrichiens commencèrent leur mouvement général, et débouchèrent du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Joubert défendit la Corona toute la journée, et se replia enfin sur le plateau de Rivoli, que Masséna avait dû évacuer. L'ennemi s'était également emparé de Brescia ; il tenait aussi Salo, évacué par le général Sauret après une brillante résistance. Les colonnes autrichiennes couvraient les hauteurs de Vérone, la rive gauche de l'Adige, stationnaient à Gavardo, menaçaient Ponte-San-Marco et Lonato, et, par la direction des différens corps, étaient à la fois sur Milan, sur Crémone et sur Mantoue. Ces deux jours de progrès de la grande armée de Wurmser, une fois plus forte que l'armée française, découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes ne lui permettait pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie : il ne devait chercher qu'à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Il devait, avant tout, empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. Son génie lui inspira alors subitement la résolution d'abandonner devant Mantoue la tran-

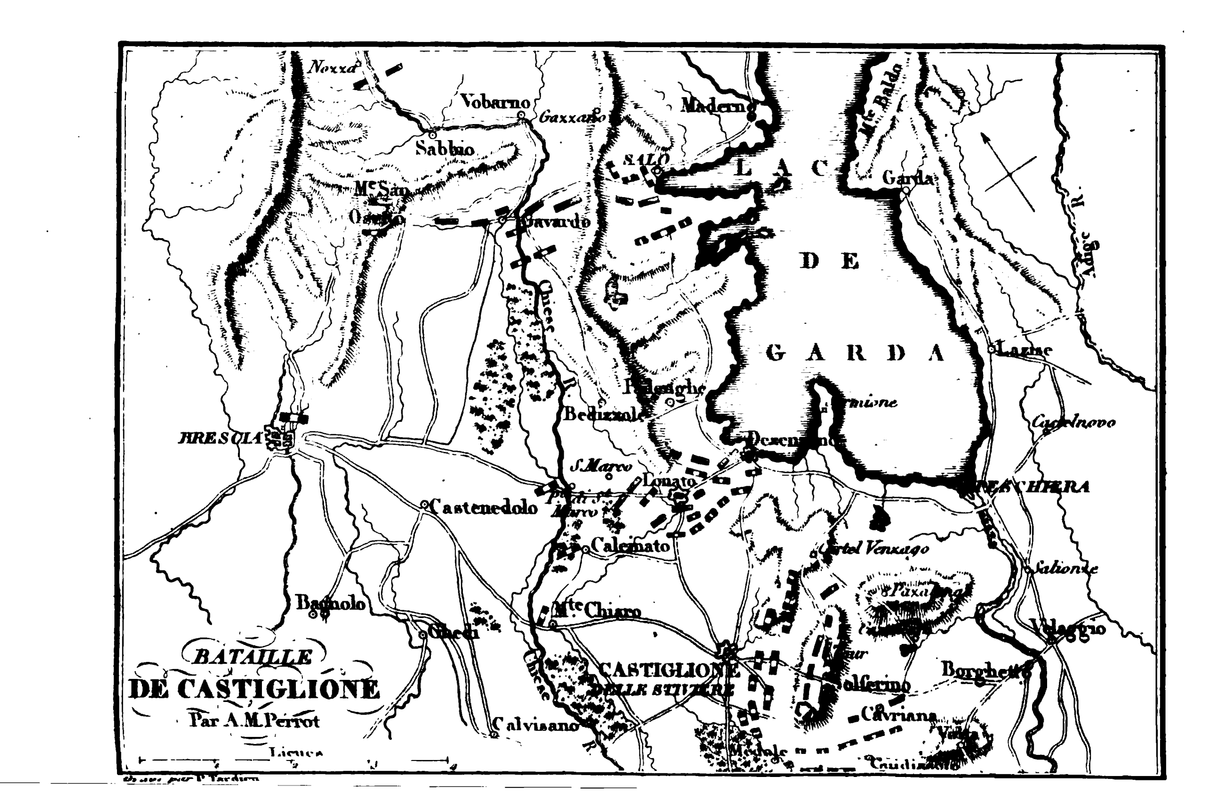
chée, les ouvrages, les cent quarante pièces de canon de siége; en un mot, de lever le blocus, et d'aller conquérir encore par de nouveaux triomphes le pouvoir de le reprendre. Le général Serrurier brûla ses affûts, noya ses poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et, dans la nuit du 31 juillet, rejoignit l'armée active. Après un conseil de guerre, où Augereau vota pour l'attaque, le général en chef mit l'armée en mouvement contre Quasdanowitch sur Brescia.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s'attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia, d'où l'ennemi n'eut pas le temps d'emmener ses prisonniers, forcèrent Quasdanowitch à la retraite, et l'isolèrent entièrement de Wurmser, qui était en marche sur Mantoue, où il entra avec deux divisions. Le 3 août, les quinze mille hommes de Masséna furent assaillis à Lonato par les vingt-cinq mille Autrichiens de Quasdanowitch. Masséna se vit forcé dans ses positions; Lonato fut pris; mais le général en chef se mit à la tête des troupes, enfonça le centre de l'ennemi, et l'on reprit Lonato au pas de charge. Augereau attaqua l'avant-garde de Wurmser, qui couvrait Castiglione, et s'en empara.

La bataille de Lonato annonçait les journées de Castiglione. Wurmser n'avait plus trouvé Serrurier devant Mantoue, et revenait trop tard sur Castiglione, où Bonaparte s'était fortifié. Quasdanowitch errait avec les débris de sa division pour se réunir à

Wurmser. Après avoir reconnu l'armée ennemie devant Castiglione, et décidé la position de la bataille pour le lendemain 5, le général français se rendit à Lonato, afin de presser le mouvement de toutes ses troupes sur Castiglione. L'ennemi, battu dans les journées du 1er et du 3 août, était poursuivi avec acharnement, et perdait des bataillons entiers qui déposaient les armes. Une de ses colonnes, avertie qu'il n'y avait à Lonato qu'un millier de Français, s'y porta tandis que le général Bonaparte y entrait. Le parlementaire qui venait sommer la petite garnison française fut amené au général en chef. Bonaparte lui fit débander les yeux, le reçut au milieu de son nombreux état-major, et lui dit : « Allez dire « à votre général que je lui donne huit minutes pour « poser les armes; il se trouve au milieu de l'armée « française; passé ce temps, il n'aurait rien à espé« rer. » Cette ruse audacieuse réussit. Le général autrichien, effrayé, se rend avec deux mille hommes et quatre pièces de canon. Pendant que la présence d'esprit du général Bonaparte lui livrait une colonne autrichienne une fois plus forte que la sienne, ses troupes surprenaient aussi le camp de Quasdanowitch à Gavardo, et mettaient en fuite quinze mille Autrichiens. L'armée française se rallia; et la nuit elle fut concentrée sur Castiglione. C'était préluder à d'illustres succès par des auspices bien heureux.

Le 5, au point du jour, notre armée, forte de vingt-cinq mille hommes, égale à celle de Wurmser, était sur les hauteurs qui dominent cette place. Bonaparte avait donné ordre au général Serrurier de marcher



BATAILLE
DE CASTIGLIONE
Par A.M. Perrot
Lieues
BRESCIA
Nozza
Vobarno
Gazzano
Sabbio
Mte San
Gavardo
Chiese
R.
Bedizzole
S. Marco
Lonato
Castenedolo
Calcinato
Bagnolo
Ghedi
Mte Chiaro
CASTIGLIONE
DELLE STIVIERE
Calvisano
Maderno
SALO
LAC DE GARDA
Garda
Mte Baldo
Adige R.
Lazise
Castelnovo
PESCHIERA
Salionze
Valeggio
Borghetto
Cavriana
Castel Venzago

la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de Wurmser. Ce mouvement fut exécuté par Fiorella, qui remplaçait Serrurier, malade. Son canon surprit les Autrichiens, qui croyaient n'avoir rien laissé derrière eux; ils furent étonnés par cette agression imprévue. Bonaparte avait bien calculé cet effet moral; il se précipita sur l'ennemi : Masséna attaqua la droite, Augereau le centre, Fiorella la gauche. Wurmser fut repoussé en désordre sur la rive gauche du Mincio, d'où il communiquait avec Mantoue. Mais Augereau se porta sur Borghetto, et Masséna sur Peschiera, qui était bloquée. Le général Guillaume se trouvait dans cette place avec quatre cents hommes, et en avait fait murer les portes. A la tête de la 18e demi-brigade de ligne, le colonel Suchet mit les Autrichiens en déroute, leur prit dix-huit canons, et délivra Peschiera. Bonaparte poursuivit ses succès sur Vérone, où était Wurmser. Les portes furent brisées à coups de canon; les Français envahirent la ville, et ils firent un grand nombre de prisonniers. Wurmser avait perdu la ligne du Mincio; il se concentra sur Monte-Baldo. Masséna força cette belle position et reprit la Corona. Rejeté sur le Tyrol italien, Wurmser se retira à Roveredo et à Trente avec la moitié de son armée. Du 29 juillet au 12 août, il avait perdu soixante-dix pièces de canon et quarante mille hommes, dont quinze mille prisonniers. Il est vrai qu'il avait ravitaillé Mantoue, où il avait laissé une bonne garnison de quinze mille hommes, et que l'armée française ne pouvait réparer la perte de l'immense artillerie de siège laissée devant cette ville : aussi le général Bonaparte dut-

il se contenter d'ordonner un étroit blocus dont il chargea encore la division Serrurier, commandée par le général Sahuguet. Le 24 août, l'ennemi, chassé de toutes ses positions extérieures, était refoulé dans la place. Ce fut le second blocus de Mantoue.

Dans les trois premiers jours de la marche de Wurmser, où la division de Masséna, forcée par le nombre, avait dû abandonner à la fin plusieurs de ses positions, le général Bonaparte connut l'esprit de l'Italie; ces jours furent des jours d'épreuve pour la fidélité des princes avec lesquels il avait traité. Le pape donna le premier l'exemple de la perfidie; il crut au triomphe des Autrichiens, et cessa de croire au traité de Tolentino. Son infaillibilité se trouva en défaut, et l'honneur de la tiare fut compromis. Aussitôt après la levée du siége de Mantoue, le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, avait prêché l'insurrection, et il était entré à main armée dans la citadelle de cette ville. Six jours après, la victoire de Castiglione couronna nos armes. Le cardinal, mandé à Brescia par le général en chef, vint, s'humilia devant le vainqueur, et lui dit ce seul mot : *peccavi*. Bonaparte l'envoya, en punition ecclésiastique, pendant trois mois dans un séminaire. La régence de Modène avait partagé la confiance du Saint-Siége; les oligarchies de Gênes et de Venise avaient également rêvé la ruine des Français. Une armée napolitaine, malgré la récente négociation du prince Pignatelli, se préparait à marcher aussi sur l'État romain, pour donner, d'un côté, la main aux Autrichiens, et de l'autre aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On

ne voyait plus dans les armistices que des saufs-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était la conspiration des traités contre les Français; mais il leur restait de fidèles alliés dans les populations de Bologne, de Ferrare, de Reggio, de Modène, de Parme, qui avaient toutes embrassé avec ardeur et qui conservèrent avec courage les principes républicains. Cette guerre des nations contre les rois était légitimée à leurs yeux, moins par les souvenirs du despotisme qui les avait si long-temps opprimées, que par les violations des traités qui venaient de placer ces peuples dans une condition meilleure. Cependant, mieux avisée que la couronne de la péninsule italique, l'Espagne, frappée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allait s'arroger sur les mers si la France restait sans alliés maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Ildefonse, le 19 août, un traité offensif et défensif avec la république. Cette haute démarche, conseillée par une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémontaise et napolitaine.

Vingt jours termineront la guerre active de Wurmser. Renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidowitch reste avec vingt mille, le vieux feld-maréchal se porte, de sa personne, avec vingt-six mille, de la ville de Trente sur Mantoue, pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le bas Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Alpes, mais il a pénétré le projet de Wurmser; et fidèle à son plan de consommer la destruction de

l'ennemi en continuant de l'attaquer en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant du Trentin, où il va surprendre Davidowitch. Cependant Kilmaine, avec trois mille hommes, doit couvrir sur l'Adige le blocus de Mantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française.

Le 1er septembre, Vaubois se dirige sur Trente par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rive gauche; Augereau suit également cette rive par la route de la montagne. L'avant-garde de Vaubois emporte le pont de la Sarco; celle de Masséna, la position de Seravalle; et le 4 septembre, s'engage la bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent pêle-mêle avec les Français, et sont poursuivis jusqu'aux défilés réputés inexpugnables de Caliano. Cette position est occupée par la réserve de Davidowitch, et protégée par de fortes batteries. Une colonne serrée de neuf bataillons s'élance dans le défilé et culbute l'ennemi. L'armée continue d'avancer toute la nuit, et le 5, à la pointe du jour, elle arrive à Trente : Davidowitch est déposté de toutes ses positions. La victoire de Roveredo donne à la république sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux; elle seconde aussi les vues du général Bonaparte : Wurmser est coupé du Trentin et du Tyrol!

Dans la nuit suivante, Bonaparte fut instruit par le général Kilmaine que Wurmser, en mouvement sur l'Adige, menaçait Vérone. Le quartier-général

autrichien était à Bassano le 7, et l'arrière-garde de Wurmser à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-le-champ la résolution d'aller, à marches forcées, arrêter Wurmser. Mais avant de se précipiter des montagnes du Tyrol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par cette proclamation, les habitans à adopter l'administration qu'il établit :

« TYROLIENS !

« Vous sollicitez la protection de l'armée française, « il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité « d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce « petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre. « Leur diète insensée tend à attirer sur leur patrie « les fureurs de la guerre. La supériorité de nos armes « est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'Empe- « reur, achetés par l'or de l'Angleterre, se trahissent; « ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit « une faute. Vous voulez la paix ! les Français com- « battent pour elle. Nous ne passons sur votre terri- « toire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre « au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre le cri de « ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous « agrandir : *la nature a tracé nos limites au Rhin et* « *aux Alpes*, dans le même temps qu'elle a posé au « Tyrol les limites de la maison d'Autriche. Tyroliens ! « quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans « vos foyers; quittez des drapeaux tant de fois battus « et impuissans pour vous défendre. Ce n'est pas « quelques ennemis de plus que peuvent redouter les

« vainqueurs des Alpes et de l'Italie ; mais c'est quelques « victimes de moins que la générosité de la nation « m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous som- « mes rendus redoutables dans les combats ; mais « nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent « avec hospitalité, etc. »

Bonaparte partit le 6, au jour. Il y a vingt lieues de Trente à Bassano, où il voulait battre Wurmser : le lendemain matin, les deux avant-gardes se trouvèrent en présence à Primolano, qui fut emporté, ainsi que le fort de Cavolo. Rien ne résiste à l'impétuosité française. Cette journée coûte à l'ennemi quatre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité de caissons. Dans le même moment, Kilmaine était chargé à Vérone par une division du corps de Wurmser ; elle fut repoussée, et demanda du renfort à son général en chef, qui, de son côté, se voyant pressé sur Bassano, l'appela à lui, mais inutilement. Le 8, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'était encore qu'à Montebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. L'armée ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brenta, attaquée à sa gauche par Augereau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attelées, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français

Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée ; et toute communication lui était fermée avec les Etats héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut se replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Mezaros avait rallié son général en chef à Vicence. Wurmser, privé de ses équipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adige, et il était infailliblement pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui ayant manqué de cœur pour se maintenir dans ce poste, manqua de tête en l'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cette évacuation, entra à Legnago sans coup férir, fit passer l'Adige à son armée, et se porta sur Mantoue.

Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Céréa, où le général en chef, accouru au secours de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier; il s'empara aussi de Villa-Impenta, dont Sahuguet avait négligé de couper le pont, et de Due-Castelli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consécutifs à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des détachemens qui occupaient les positions avancées du blocus, et à la non-exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponts de la Molinella pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Mantoue. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne; et, à la tête de la garnison de Mantoue, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée ainsi recrutée présentait un effectif de vingt-cinq mille hommes; l'armée fran-

çaise comptait vingt-quatre mille combattans. Le choc eut lieu le 19; il prit le nom de bataille de Saint-Georges. Les deux ailes furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon fléchit un moment, mais Masséna déboucha sur le centre en colonne; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens, et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, et courut se renfermer dans Manto ue. Deux jours après, Wurmser, maître du Seraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le 25, il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Le général Kilmaine, à la tête de la division Serrurier, mit fin, le 1er octobre, à la guerre de Wurmser : il entra dans le Seraglio, reprit les positions de Pradella et Cerèse, et Mantoue fut étroitement bloquée.

Le troisième blocus de Mantoue était formé; la troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle était composée au 1er juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec le général en chef, et dix mille hommes fugitifs dans le Tyrol avec Davidowitch et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon, trente généraux, vingt-deux drapeaux. L'aide-de-camp Marmont, que Bonaparte avait trouvé à Toulon lieutenant d'artillerie, porta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. On peut dire, de cette époque, que les soldats de l'armée d'Italie,

en montrant par des prodiges tout ce que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la république et du monde. Mais quels généraux marchaient à leur tête, dans cette mémorable campagne! et quelle part de gloire revient à leur valeur dans la gloire du général en chef qui eut le bonheur de trouver de tels instrumens de ses desseins et de son génie! Quels hommes, que l'intrépide Augereau, qui se jouait de tous les périls; que l'habile Joubert, qu'aucun événement ne pouvait étonner; et surtout que l'illustre Masséna, déjà digne de conduire une armée! Auprès d'eux se distinguent, comme des rivaux d'audace et de talent, les Vaubois, les Sahuguet, les Kilmaine, les Bon, les Serrurier; tandis qu'on voit briller au second rang Saint-Hilaire, Leclerc, Suchet, Murat, qui ne fait que commencer une carrière qui doit être si pleine d'exploits chevaleresques, et Lannes, qu'on pourrait déjà appeler le brave des braves. Je ne puis citer les autres officiers, parmi lesquels existent déjà tant de futurs généraux dont les noms attendent leur célébrité; mais qu'ils reçoivent le tribut d'éloges qui leur est dû dans la personne du colonel Rampon, le généreux commandant des héros de la redoute de Monte-Legino.

N'ayant plus d'ennemis à combattre, l'armée d'Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retrancha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente. Masséna, avec le même nombre, s'établit à Bassano; il observait le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes. Kilmaine, avec huit mille hommes, dirigeait le blocus de la ville impre-

nable. La réserve de cavalerie portait l'armée victorieuse à environ quarante mille combattans. Satisfait de ces dispositions, qui assuraient le succès de la dernière campagne, et peut-être de celle qui allait la suivre, Bonaparte était revenu à Milan, où le rappelaient les intérêts politiques dus à ses nouveaux triomphes.

CHAPITRE V.

(Du 2 au 24 octobre 1796.)

LA CORSE EST DÉLIVRÉE DES ANGLAIS. — SIGNATURE DE LA PAIX DE NAPLES. — ARRIVÉE A PARIS DE LORD MALMESBURY, PLÉNIPOTENTIAIRE POUR LA PAIX. — TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF ENTRE LA FRANCE ET LE PIÉMONT. — RUPTURE DE L'ARMISTICE DE MODÈNE. — LE PAPE REFUSE DE RATIFIER LE TRAITÉ.

PENDANT que l'armée se repose dans ses cantonnemens, Bonaparte veille sur les ennemis de la France, sur les besoins de la prochaine campagne, sur la prospérité de la patrie. Il a déjà contracté, dans les intervalles de la guerre, l'habitude de ce prodigieux travail de cabinet, qui seul paraît pouvoir lui faire oublier les fatigues militaires. Sa correspondance avec le Directoire, avec les ministres de la république accrédités aux différentes cours d'Italie, avec les souverains et avec les généraux, le place au rang des

hommes les plus remarquables de l'histoire. Déjà il était obligé de ne chercher qu'en lui seul les moyens de résister aux nouveaux orages que la maison d'Autriche, soutenue par les dispositions hostiles des gouvernemens de Gênes, de Venise, de Modène, de Naples, de Toscane, et par l'action perpétuelle de l'Angleterre sur tous ces Etats, pouvait encore rassembler contre sa petite armée. Il annonçait au Directoire qu'il s'attendait à être attaqué bientôt par cinquante mille Autrichiens que des échecs successifs de l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et l'hivernage des armées impériales sur le Rhin, allaient rendre disponibles ; il demandait quinze mille hommes avec instance. Le Directoire lui en promettait une partie, et le pressait toujours de prendre Mantoue. Parmi les moyens qu'on lui indiquait pour parvenir à cette conquête importante, il en était un auquel le général Bonaparte n'avait pas songé, et qui donne la mesure de la politique révolutionnaire des chefs de ce gouvernement. Le 1er octobre, La Révellière-Lépaux lui écrivait : « Vous trouverez ci-joint un arrêté relatif « à Wurmser; ce général ennemi que vous avez « battu si souvent, et qui touche à sa dernière défaite « dans la place que vous assiégez, se trouve *dans le « cas des lois de la république relatives aux émigrés.* « Nous vous laissons à juger s'il convient de lui « donner connaissance de cet arrêté *pour le déter- « miner à rendre Mantoue*, *en lui faisant craindre « d'être traduit à Paris et d'y être jugé comme émi- « gré.* » Certainement, à la réception d'une pareille lettre, le général Bonaparte était bien fondé à n'espérer qu'en lui seul pour le triomphe de ses desseins.

Le moment était venu de chasser les Anglais de la Corse. Le commissaire du gouvernement, Salicetti, écrivait de Livourne au général en chef, et lui rendait compte de l'exécution de ses ordres pour l'entreprise relative à l'affranchissement de leur commune patrie. Tout se préparait dans le pays à un soulèvement universel. Le général Gentili devait mettre à la voile avec trois cents réfugiés; le général Casalta était parti; on rassemblait à Livourne une division corse. La prise de l'île devait tenir en respect l'Angleterre, et inspirer la crainte aux cours de Rome, de Naples et de Toscane. Bonaparte a commencé l'alliance de la politique avec la guerre. Cette science est inconnue à son gouvernement; il la suivra malgré tous les obstacles, et il sera justifié par le succès. L'ambassadeur Cacault lui mandait de Rome : « Je « crois qu'on ne signera le traité proposé, ni à Rome, « ni à Naples, sans la présence des armées... Cette « ligue entre l'Emperenr, Rome et Naples, serait bien« tôt fortifiée par l'adhésion de Venise, de Turin, de « la Toscane, si on pouvait se flatter de nous chasser « de l'Italie. » De son côté, Bonaparte écrivait au Directoire qu'il fallait rompre l'armistice de Modène, où se fomentait la conspiration contre les Français. « Mais, disait-il, comme il ne faudrait pas que notre « rupture avec Modène arrivât dans un instant *où « je ne pourrais disposer de quinze cents hommes pen« dant quelques jours*, vous pourriez déclarer à l'en« voyé de Modène que vous me chargez de la conclu« sion de la paix avec son prince. Il viendrait alors au « quartier-général, ayant soin de lui signifier qu'il y « soit rendu avant douze jours. Je lui déclarerais alors

« que toutes négociations sont rompues..... Vous « aurez alors Modène, Reggio, Bologne et Ferrare... « Les États de Modène arrivent jusqu'au Mantouan. « Vous sentez combien il nous est intéressant d'y « avoir, au lieu d'un gouvernement ennemi, un gou- « vernement comme celui de Bologne, qui nous est « entièrement dévoué. Nous pourrions, à la paix gé- « nérale, donner le Mantouan au duc de Parme, ce « qui serait politique sous tous les rapports. Il serait « utile que vous fissiez connaître cela à l'ambassadeur « d'Espagne, pour que cela revienne au duc de Par- « me, ce qui l'engagerait à nous rendre beaucoup de « services...... Il ne serait point indifférent que le duc « de Parme réunît à notre armée un de ses régi- « mens..... Les habitans regarderaient notre cause « comme la leur, ce qui est toujours beaucoup, etc. » Dans la même dépêche, Bonaparte dévoile au Directoire la conduite et le caractère du général Willot, qui commande à Marseille.

« Quand on n'a égard à aucune autorité constituée, « que l'on déclare en masse tous les habitans de « plusieurs départemens indignes du nom de citoyens, « on veut ou se former une armée cosidérable, ou « faire naître la guerre civile. »

Bonaparte avait deviné ce général, qui se mit, l'année suivante, à la tête de la conspiration de fructidor. Il ajoutait : « *Je me croirais déshonoré de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit qu'un instrument de faction.*

Dans une autre dépêche, il donne au Directoire le tableau de sa position vis-à-vis des gouvernemens de

l'Italie, et de leur alliance secrète contre la république, avec laquelle ils sont en paix.

« La république de Venise a peur : elle trame avec « le roi de Naples et le pape. De tous les peuples « d'Italie, le vénitien est celui qui nous hait le plus. « — Le roi de Naples a soixante mille hommes sur « pied ; il ne peut être détrôné que par dix-huit mille « hommes d'infanterie, et trois mille de cavalerie. « Il serait possible que, de concert avec l'Autriche « et Rome, il portât un corps sur Rome, sur Bologne et Livourne. — Le grand-duc de Toscane est « nul sous tous les rapports, ainsi que le duc de « Parme. — Rome est forte par son fanatisme. — Le « roi de Sardaigne fomente la rébellion des Barbets. « Si Rome et Naples agissent contre nous, il faudra « trois mille hommes de plus dans les places du Piémont. — Si vous persistez à faire la guerre à Rome « et à Naples, il faut vingt-cinq mille hommes de renfort, qui, joints à vingt mille, nécessaires pour tenir « tête à l'Empereur, font des forces de quarante-cinq « mille hommes qu'il me faudrait. — Je crois que « vous ne pouvez faire à la fois la guerre à Naples et « à l'Empereur. La paix avec Naples est de toute nécessité. Restez à Rome en état de négociation ou « d'armistice, jusqu'au moment de marcher sur cette « ville superbe. — Si nous sommes battus sur le Rhin, « il nous convient de faire la paix avec Rome et avec « Naples. Il est une autre négociation qui devient indispensable : c'est un traité d'alliance avec le Piémont et Gênes. Je voudrais donner Massa et Carrara et les fiefs impériaux à Gênes, et la faire dé-

« clarer contre la coalition. Je n'avais jamais compté « qu'après avoir détruit en une campagne deux « armées à l'Empereur, il en aurait eu une plus puis- « sante, *et que les deux armées de la république hi- « verneraient bien loin du Danube* : le projet de « Trieste et de Naples était fondé sur des supposi- « tions. On a montré au pape tout le traité à la fois : « il fallait au contraire préalablement l'obliger à se « prononcer sur le premier article; mais, surtout, on « ne devait pas choisir l'instant où l'armée était dans « le Tyrol, et l'on devait avoir à l'appui un corps de « troupes à Bologne, qui se serait accru par la renom- « mée. Cela nous coûte dix millions, cinq en denrées, « et tous les chefs-d'œuvre d'Italie, qu'un retard de « quelques jours nous aurait donnés. Tous ces pays « sont si peuplés, la situation de nos forces est si « connue, tout cela est tellement travaillé par l'Em- « pereur et l'Angleterre, que le succès change tous « les quinze jours. » La dépêche du 8 aborde la vérité et la nécessité avec encore plus de franchise : « Man- « toue ne pourra pas être prise avant le mois de février. « — Vous verrez par là que notre position en Italie « est incertaine *et notre système politique très-mau- « vais.* — Trieste est aussi près de Vienne que Lyon « l'est de Paris : en quinze jours les troupes y arrivent. « L'Empereur a déjà de ce côté-là une armée. — On « gâte tout en Italie. Le prestige de nos forces se dis- « sipe. L'on nous compte. Diminuez vos ennemis. « *L'influence de Rome est incalculable.* — On a très- « mal fait de rompre avec cette puissance : tout cela « sera à son avantage. *Si j'eusse été consulté sur tout « cela, j'aurais retardé la négociation de Rome*

« *comme celle de Gênes et de Venise. Toutes les fois*
« *que votre général, en Italie, ne sera pas le centre*
« *de tout, vous courrez de grands risques. On n'attri-*
« *buera pas ce langage à l'ambition : je n'ai que trop*
« *d'honneurs ; et ma santé est tellement délabrée que*
« *je me crois obligé de vous demander un suc-*
« *cesseur.* »

La conversion de l'Italie au système républicain était le projet dominant de ce grand capitaine, qui, au milieu des camps, cultive les sciences, et donne à son gouvernement les leçons de la plus haute politique. Il l'a instruit du dessein qu'il a formé de composer un faisceau auxiliaire de la république, des villes qui s'en sont déclarées les amies ; il écrit en conséquence au commissaire du gouvernement Garrau, le 9 octobre : « Il faudrait réunir un congrès à « Modène et à Bologne, et le composer des députés « des Etats de Ferrare, Bologne, Modène et Reggio. « — Il faudrait avoir soin qu'il y eût parmi ces députés « des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négo- « cians et de tous les États, généralement estimés pa- « triotes. On y arrêterait : 1° l'organisation de la légion « italienne ; 2° on ferait une espèce de fédération pour « la défense des communes ; 3° *ils pourraient envoyer* « *des députés à Paris pour demander leur liberté et* « *leur indépendance.* — Cela produirait un très-grand « effet, et serait une base de méfiance et d'alarmes « pour les potentats de l'Europe. Il est indispensable « que nous ne négligions aucun moyen pour répon- « dre au fanatisme de Rome, pour nous faire des amis, « et pour assurer nos derrières et nos flancs. » Cette application neuve et savante de la politique à la

guerre n'abandonna jamais la pensée de Bonaparte dans tout le cours de sa vie. La campagne d'Italie n'est pas seulement pour lui l'école pratique de cette stratégie supérieure qu'il a inventée : elle l'est encore de cette suprématie d'Etat qui a mis, pendant quinze ans, l'Europe à ses pieds et la France au faîte des prospérités humaines. Il faut remarquer que le général Bonaparte parle toujours de l'indépendance nationale aux descendans du peuple romain, au lieu que le Directoire ne cherchait qu'à en faire les serfs de la liberté française. Aussi, par ce congrès lombard, Bonaparte prépare la haute Italie aux gouvernemens libres et républicains qui vont être les monumens de ses victoires. L'Italie autrichienne sera émancipée aussitôt que la chute de Mantoue en aura décidé l'affranchissement.

Mais Bonaparte est loin de trouver dans le Directoire des hommes qui le comprennent. Ce gouvernement lui écrivait, le 11 octobre : « La politique et « nos intérêts bien entendus, bien envisagés saine- « ment, nous prescrivent *de mettre des bornes à* « *l'enthousiasme des peuples du Milanais*, qu'il « convient de maintenir toujours dans des sentimens « qui nous soient favorables, sans nous exposer à « voir prolonger la guerre actuelle par une protec- « tion ouverte, et en les encourageant trop fortement « à manifester leur indépendance. » Ainsi, le Directoire voulait seulement prêter la liberté à ces nations, en raison de son intérêt du moment, et il se proposait de les abandonner, en raison de ce qu'il appelait *ses insuccès en Allemagne*, et de faire de leur pays *le gage d'une paix durable*. Ses vues à cet

égard étaient si bien arrêtées, que redoutant qu'il ne restât quelque exception à cette singulière doctrine, il ajoutait: « Ce que nous avons dit sur l'indé-« pendance du Milanais s'applique à Bologne, Fer-« rare, Reggio, Modène, et à tous les autres petits « Etats d'Italie. » La suite de cette dépêche est consacrée tout entière à la crainte de ne pas faire la paix assez tôt. Le Directoire avait poussé aussi loin que possible cette grande vertu républicaine, le désintéressement de sa propre gloire. Il s'arrangeait pour vivre tranquille et pour régner bourgeoisement sur la liberté. Il croyait encore que les peuples de l'Italie ne devaient songer à leur affranchissement que sous son bon plaisir. Mais le général en chef savait qu'il devait compte de sa conduite à la patrie, à l'armée, à l'histoire; et il prenait aussi sur lui, dans ses lettres aux ministres de la république à Rome, à Gênes et à Venise, la responsabilité de la politique future et des traités actuels.

La correspondance du général Bonaparte avec le Directoire se termine à Milan, au 12 octobre. Avant de quitter cette capitale de ses conquêtes, il désigne au Directoire les officiers et les employés civils dont il veut débarrasser l'armée; il signale avec la plus grande vigueur la dilapidation, et imprime aux noms des coupables une tache qui n'est point encore effacée. « En leur faisant une guerre ouverte, dit-il, il « est clair que j'intéresse contre moi mille voix qui « vont chercher à pervertir l'opinion. Je comprends « que s'il y a deux mois je voulais être duc de Mi-« lan, aujourd'hui je voudrais être roi d'Italie. — « Les charrois sont pleins d'émigrés; ils s'appellent

« *royal-charrois*, et portent le collet vert sous mes « yeux. » Il donne le détail des frais de sa campagne : depuis six mois il n'a dépensé que onze millions ; il en a envoyé vingt au Directoire. Aucune partie du service civil, de l'administration de l'armée, n'échappe à son investigation, et il met toujours le remède à côté du mal. Il demande la création d'un ordonnateur des contributions, qui corresponde avec le ministre des finances. Cette proposition est faite directement contre les commissaires du Directoire aux armées. Il aborde franchement la question : « Peut-être pensez-vous, dit-il, qu'il ne convient « pas de donner une comptabilité de détail à des « hommes qui ont une responsabilité morale et po« litique. Si, selon l'esprit de vos instructions, vos « commissaires ne doivent que surveiller, il faut que « jamais ils n'agissent; il y a en général une pré« somption défavorable contre ceux qui manient « de l'argent. » C'était ainsi, et par la connaissance profonde qu'il prenait lui-même de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait cet esprit d'ordre et d'économie, qui a constamment étonné, pendant son règne, l'intendant-général de ses armées, le grand-maréchal de son palais et ses ministres. Au milieu de toutes ces occupations différentes, il veille également sur la sûreté des pays qu'il occupe : « Je fais fortifier Pizzighettone, Reggio, « et tous les bords de l'Adda. J'ai fait fortifier égale« ment les bords de l'Adige ; enfin, dans l'incertitude « du genre de guerre que je ferai, et des ennemis « qui pourront m'attaquer, je n'oublie aucune hy« pothèse, et je fais aujourd'hui tout ce qui peut me

« favoriser; je fais mettre en même temps les châ-
« teaux de Ferrare et d'Urbin, près Bologne, en état
« de défense. Mantoue est hermétiquement bloquée,
« et cela avec sept mille hommes d'infanterie et
« quinze cents de cavalerie. »

Wurmser a trente mille bouches à nourrir; la maladie fait des ravages considérables dans sa garnison : il compte quinze mille malades aux hôpitaux; on vit à Mantoue de chair de cheval. Les Autrichiens ont, au 17 octobre, quatorze mille hommes dans le Tyrol et quinze mille sur la Piave. Ils attendent trente mille hommes sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi. « L'armée d'Italie, continue Bona-
« parte, a produit, dans la campagne d'été, vingt
« millions à la république, indépendamment de sa
« solde et de sa nourriture; elle peut en produire le
« double pendant la campagne d'hiver. Si vous nous
« envoyez une trentaine de mille hommes, Rome et
« toutes ses provinces, Trieste et le Frioul, même une
« partie du royaume de Naples, deviendront notre
« proie; mais pour se soutenir il faut des hommes. »
Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire, qui avait voulu si impolitiquement ajourner l'expédition de la Corse, que la Méditerranée allait être libre, et que le commissaire Salicetti partait de Livourne pour cette île. Le même jour, Bonaparte donnait ordre au général divisionnaire Gentili de se rendre en Corse, pour y commander une division. Il lui désignait et les officiers du pays auxquels il confierait la garde des places, et l'espèce des levées qu'il devait faire. « Vous accor-
« derez, lui disait-il, un pardon général à tous ceux

« qui n'ont été qu'égarés. Vous ferez arrêter, et ju-
« ger par une commission militaire, les quatre dé-
« putés qui ont porté la couronne au roi d'Angle-
« terre, les membres du gouvernement, et les me-
« neurs de cette infame trahison, entre autres les
« citoyens Pozzo-di-Borgo, Bertolani, Peraldi, Stéfa-
« nopoli, Tarteroli, Filipi et l'un des chefs de bataillon
« qui seront convaincus d'avoir porté les armes
« contre la république. » Dans le même moment, le général en chef rendait compte au Directoire de la séance du congrès qui avait eu lieu à Modène, où une centaine de députés s'étaient assemblés; il avait pris sur lui de rompre l'armistice avec le duc. « Je
« suis fâché, écrit-il au Directoire le 24 octobre,
« que votre lettre soit arrivée trop tard; je vous prie
« de vous reporter aux circonstances où je me
« trouve : Rome imprimant des manifestes fanatiques;
« Naples faisant marcher des forces; la régence de
« Modène manifestant ses mauvaises intentions
« *et rompant l'armistice*, en faisant passer des con-
« vois à Mantoue. La république française se trou-
« vait avilie, menacée. Ce coup de vigueur, de
« rompre l'armistice de Modène, a rétabli l'opinion
« et a réuni Bologne, Ferrare, Modène, Reggio, dans
« un même bonnet. Le fanatisme s'est trouvé déjoué;
« et les peuples, accoutumés à trembler, ont senti
« que nous étions encore là. La république avait le
« droit de casser un armistice qui n'était pas exécuté.
« La régence même ne désavoue pas d'avoir envoyé
« des secours dans Mantoue. » C'est ainsi que Bonaparte préludait aux préliminaires de Léoben. Il ajoutait : « Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, réunis

« en congrès, ont arrêté une levée de deux mille « cinq cents hommes, sous le titre de *première lé-* « *gion italienne*. — Voilà un commencement de « force militaire qui, réunie aux trois mille cinq « cents hommes que fournit la Lombardie, fait à peu « près six mille hommes. Il est bien évident que si « ces troupes, composées de jeunes gens qui ont le « désir de la liberté, commencent à se distinguer; « cela aura, pour l'Empereur et pour l'Italie, des « suites très importantes. — Dès l'instant que je sau- « rai bien positivement que les Anglais ont passé le « détroit, et que je saurai quelles sont vos intentions « sur Naples, et où en sont vos négociations, je « prendrai avec Rome le ton qu'il convient. »

Le mois d'octobre fut aussi heureux pour les négociations préparées ou favorisées par le conquérant de l'Italie, qu'il l'avait été pour ses armes. Le 9, une convention fut conclue à Paris, entre le Directoire et le gouvernement de Gênes, qui avait payé quatre millions à la France. L'Espagne, non contente d'avoir contracté une alliance offensive et défensive avec la république, publia, le 8 octobre, son manifeste contre l'Angleterre. Le 10, le Directoire, ayant enfin cédé au vœu si souvent et si fortement exprimé par son général, avait signé la paix de Naples. Le 22, la Corse, après avoir envoyé sa soumission à Bonaparte, et avoir expulsé les Anglais et leurs partisans, était rentrée sous la domination française. Enfin, le même jour, lord Malmesbury arrivait à Paris pour négocier la paix de l'Angleterre.

L'épée du général Bonaparte pesait dans la balance de l'Europe. On lui devait la paix de Turin, consé-

quence inévitable de l'armistice par lequel il avait enchaîné le Piémont : mais, oubliant l'influence et les conseils du vainqueur de Baulieu et de Wurmser, le Directoire ne savait pas se résoudre à des concessions momentanées pour acquérir l'alliance et la coopération du nouveau roi Charles-Emmanuel. Cependant, d'un côté, ce prince, perdant tout espoir d'obtenir de nous les indemnités de ses pertes, pouvait saisir la première occasion favorable de se rattacher à la coalition, et nous faire un mal immense; tandis qu'au contraire le renfort que nous lui demandions nous aurait rendu des services inappréciables. Convaincu de ces vérités, et ne pouvant vaincre la résistance du gouvernement, Bonaparte prit sur lui de signer à Bologne, le 16 février 1797, un traité offensif et défensif avec le comte de Balbo; mais le Directoire, jaloux de ses prérogatives, ne l'approuva point, et renvoya l'affaire au général Clarke, qui se trouvait à Turin. L'arrangement ne fut terminé qu'après la signature des préliminaires de Léoben, et le contingent qu'Emmanuel s'était empressé de fournir nous manqua pendant toute la campagne. Au reste, cet arrangement lui-même n'obtint pas la sanction du Directoire.

Il en arriva de même pour le traité avec le duc de Parme, dans lequel le général Bonaparte engageait le Directoire à demander à l'Espagne, en vertu de l'alliance défensive et offensive, d'envoyer dix mille hommes à l'Infant. L'Espagne aurait eu d'autant moins de répugnance à donner cet appui, motivé sur la sûreté de l'Infant, que son traité avec la république avait délivré la Méditerranée des Anglais,

décidé leur évacuation de la Corse, et qu'elle-même, le 8 octobre suivant, elle avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne.

Ce fut précisément le même jour, que le général en chef, autorisé par toutes les lois de la guerre, rompit l'armistice de Modène, dont la régence avait, au mépris des conventions, procuré des secours à Mantoue.

Il proclama l'indépendance des États de Modène; et il en résulta une fédération armée, en faveur de la république, entre ce pays et les deux légations de Bologne et de Ferrare. Des légions italiennes marchaient sous le drapeau français, et les gardes nationales de Reggio avaient essayé avec succès les premières armes de leur liberté contre un détachement de la garnison de Mantoue.

L'armistice de Bologne avait eu lieu le 23 juin. Le Directoire gâta le traité à faire avec le pape: il discuta philosophiquement les affaires spirituelles, et le pape, qui vit la religion en danger, ne voulut point le ratifier. La république perdit seize millions à cette ineptie du Directoire, qui ne devait s'occuper que du temporel. Dans l'intervalle, le Saint-Père s'adressa à la cour de Vienne, et trahit à Ferrare son armistice. La possibilité de punir la cour pontificale dépendait de la chute de Mantoue, et le traité de Tolentino répara, l'année suivante, les injures que la république avait reçues du Saint-Siège; mais pendant plusieurs mois, grace aux fautes du Directoire, la tranquillité du midi de l'Italie et la sûreté de l'armée française furent compromises par les intrigues de Rome, de Vienne et de Naples; et les démonstrations

armées de cette dernière cour ne justifièrent que trop bien la prévoyance de Bonaparte, attestée par ses lettres au Directoire.

L'affaire de la Toscane avait été conduite exclusivement par le général en chef, et la négociation devint utile aux deux gouvernemens. On ne fit en Toscane la guerre qu'aux Anglais, et dans la seule ville de Livourne, à qui on ôta même sa garnison française quand ils eurent abandonné la Méditerranée. Aussi, à la cessation des hostilités, le grand-duc conserva ses États.

La foi de Naples parut aussi douteuse après le traité qu'avant; mais un traité était plus fort qu'un armistice. Celui-ci, qui fut signé le 5 juin, amena la paix du 10 octobre, et dès-lors les griefs que le général Bonaparte put avoir contre la cour de Naples, en raison des mouvemens extraordinaires qu'exécutaient ses armées, faisaient aussi peser sur elle une responsabilité que l'on devait rappeler un jour. La série des infidélités étrangères commence aux guerres de la révolution.

Le Directoire se jetait à la tête de l'Autriche, à la moindre occasion, pour obtenir la paix, tant il avait besoin de sa tranquillité au Luxembourg. Cette faiblesse, déguisée sous l'apparence de la force et de la colère, n'éclatait que trop dans l'ordre qu'il avait donné au général d'écrire à l'empereur d'Autriche, de le menacer de la destruction de son port de Trieste, s'il n'envoyait pas des plénipotentiaires à Paris; mais la lettre de Bonaparte à l'Empereur rejetait sur le Directoire la violence de cette proposition: « Sire, l'Europe veut la paix. Cette guerre désas-

« tresse dure depuis trop long-temps. J'ai l'honneur
« de prévenir Votre Majesté que, si elle n'envoie
« pas des plénipotentiaires à Paris pour entamer les
« négociations de paix, le Directoire exécutif m'or-
« donne de combler le port de Trieste et de ruiner
« tous les établissemens de Votre Majesté sur l'A-
« driatique. *Jusqu'ici j'ai été retenu dans l'exécution
« de ce plan, par l'espérance de ne pas accroître le
« nombre des victimes innocentes de cette guerre.* Je
« désire que Votre Majesté soit sensible aux malheurs
« qui menacent ses sujets, et rende le repos et la
« tranquillité au monde. »

CHAPITRE VI.

(Depuis le 1er jusqu'au 17 Novembre.)

BATAILLES DE LA BRENTA, DE CALDIERO. — VICTOIRE D'ARCOLE.

Deux retraites sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg, l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, et illustrée par la retraite de Biberach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi : c'était l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna ses projets de

conquêtes sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et appelait sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniole et la Carinthie. Alvinzi était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait aussi les débris de Davidowitch. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dix-huit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzi, qui pendant tout le mois d'octobre tint la ligne de l'Isonzo, et de là se porta à Conegliano, derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à Bassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzi voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowitch, se porter sur Mantoue, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatre-vingt-dix mille combattans, chasser les Français d'Italie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenta, après avoir jeté deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, fit une démonstration d'attaque, et compta les quarante mille hommes du feld-maréchal. Alors il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone. Le 6, à la pointe du jour, commença la bataille de la Brenta, engagée par Masséna. L'avant-

garde ennemie et trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et le corps de Quasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vaubois, forcé de sa position, abandonna la ville de Trente, et, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, compromit en se retirant la sûreté de Vérone. Joubert arriva bien à propos de Mantoue avec une demi-brigade, et couvrit cette ville. Vaubois passa l'Adige, et occupa les positions si connues de la Corona et de Rivoli.

Mais le 7, le général en chef traversa Vicence avec l'armée, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzi. Parvenu au plateau de Rivoli, il dit à la division Vaubois: « Soldats, je ne suis pas « content de vous : vous n'avez montré ni discipline, « ni constance, ni bravoure; aucune position n'a pu « vous rallier; vous vous êtes laissé chasser de posi- « tions où une poignée de braves devait arrêter une « armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes « pas des soldats français. Général chef d'état- « major, faites écrire sur les drapeaux : *ils ne sont* « *plus de l'armée d'Italie.* » Peu de jours après, ces deux régimens illustrèrent l'armée : c'était ainsi que Bonaparte faisait des héros.

Ainsi, malgré la perte de la bataille, Alvinzi avait réussi dans ses opérations : au lieu d'avoir été refoulé au-delà de la Piave et des bords de la Brenta et d'être coupé du corps de Davidowitch, il se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Cependant sa réunion avec Davidowitch dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le géné-

ral Bonaparte assura la défense de Monte-Baldo, et résolut de s'emparer de la forte position de Caldiero. Après de légers succès d'avant-garde, il campa, la nuit du 11, au pied du Caldiero. L'attaque éclata le lendemain; mais, à la fin de la journée, les deux armées bivaquèrent dans leurs positions. L'avantage resta aux Autrichiens, qui portèrent leurs avant-postes à Saint-Michel. L'armée française se trouva dans l'impossibilité de reprendre l'offensive; l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du Tyrol, et la garnison de Mantoue secondait Alvinzi par de fréquentes sorties. Cette garnison valait une armée, et Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'armée française. Elle se plaignait tout bas, mais son général lui répondait. Cet entretien de l'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'elle caractérise parfaitement Bonaparte et l'armée d'Italie. Cet homme si habile, qui ne comptait ni ses ennemis ni ses soldats, attachait justement toute sa supériorité au moral des troupes. Il leur avait parlé depuis son arrivée et ne cessa de leur parler jusqu'aux adieux si touchans et si nobles de Fontainebleau. L'armée reprit courage, et l'impulsion électrique qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux de Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, les malades et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. Lannes était un de ces blessés; il accourut. Ce dévouement des soldats était individuel et ne peut appartenir qu'aux mœurs républicaines.

Le génie de Bonaparte veille sur l'armée malheu-

reuse. Kilmaine est appelé du blocus de Mantoue avec deux mille hommes, et chargé de la garde de Vérone. Le 14 novembre au soir, les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone passent silencieusement l'Adige sur trois colonnes, et se forment sur la rive droite. Point d'ordre du jour cette fois; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siège de Mantoue est levé ! l'Italie est perdue ! Les habitans, entraînés par leur attachement aux destinées françaises, suivent, désespérés, le mouvement de l'armée de Vérone; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse, dont le dénouement est imprévu. Mais tout à coup, au lieu de se diriger sur Peschiera, Bonaparte tourne brusquement à gauche, et, avant le jour, l'armée est à Ronco, où le colonel Andréossy jette un pont. A l'aurore, elle se trouve sur l'autre rive de l'Adige. Là, elle se reconnaît, se rappelle la poursuite de Wurmser, et comprend que son général veut tourner Caldiero. Il n'y a que treize mille hommes au drapeau français : ils n'ont pu lutter en plaine contre les quarante mille que commande Alvinzi; mais le terrain où Bonaparte place sa petite armée augmente sa force en diminuant celle de son ennemi, et rétablit ainsi l'égalité : ce sont trois chaussées, trois digues sur des marais; dès lors la victoire nous appartient, puisqu'elle ne dépend plus que du courage. Le soldat a pénétré la pensée de son général. Trois colonnes sont en marche : la première sur Vérone, par Porcil; la seconde sur Villa-Nova, par Arcole; la troisième sur Albaredo, en descendant l'Adige. Alvinzi, qui ne s'attend point à être attaqué de ce



BONAPARTE A ARCOLE.

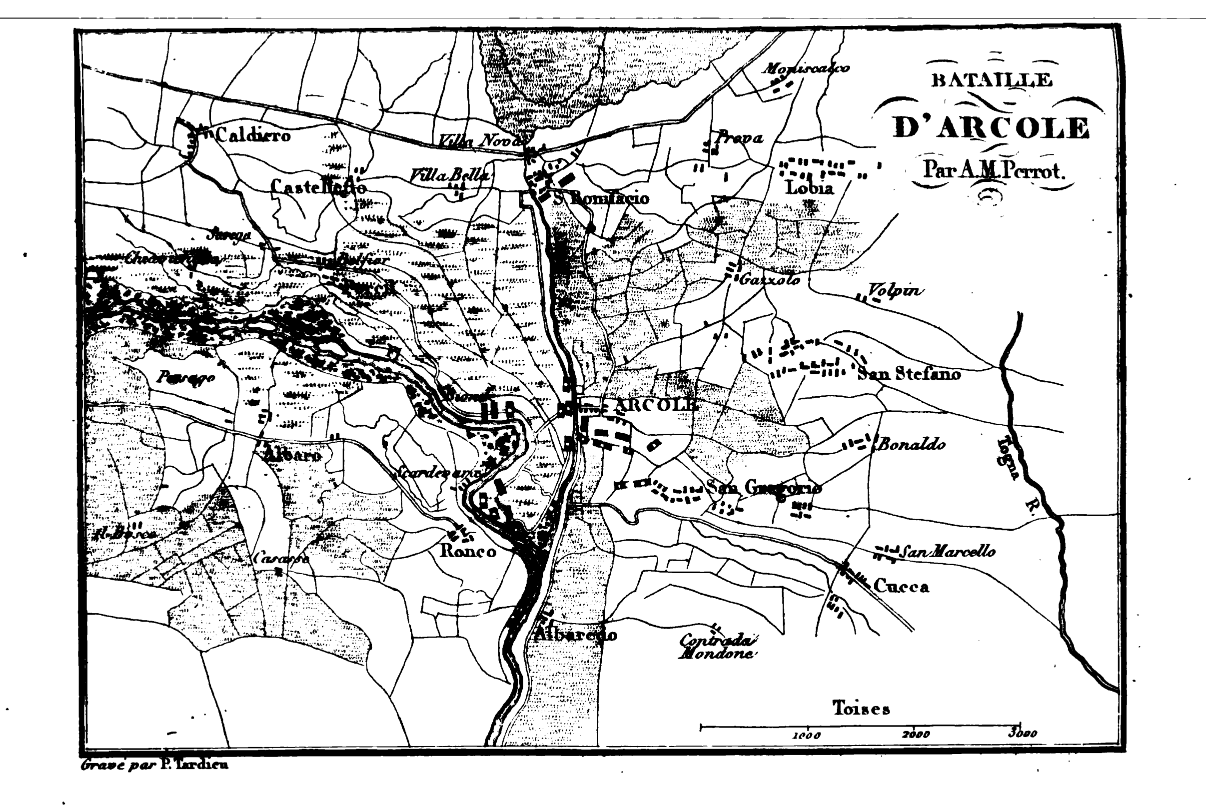
... Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu

BONAPARTE A ARCOLE.

côté par ceux qu'il a repoussés de front, n'a pas gardé le pays entre Arcole et l'Adige; il ne peut croire qu'une armée s'aventure dans des marais impraticables dont il défend toutes les avenues. Cependant cette armée avançait sur les derrières d'Alvinzi, et allait lui livrer la bataille d'Arcole. Masséna est sur la digue de gauche, Augereau sur celle d'Arcole. Vivement assaillis, ils laissent l'ennemi s'engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte se tient à la division Augereau; il veut emporter Arcole; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort; sa colonne de grenadiers est encore prise en flanc, elle s'arrête indécise sous la mitraille: Bonaparte voit ce moment terrible; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont: « *Soldats*, s'écrie-t-il, *n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi!* » A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée et marchent en avant. Mais le trouble règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapeau à la main, s'avance à travers une grêle de balles et de mitraille; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à l'armée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Muiron, qui l'a déjà sauvé au siège de Toulon, est tué devant lui. Cependant la colonne est près de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu

du feu et de la fumée. A l'extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener les siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'environnent, et, parmi ses troupes en désordre, il est entraîné dans un marais où il enfonce jusqu'à moitié du corps. Mais Belliård et Vignolles ont vu le danger de Bonaparte; ils en avertissent les soldats. Un cri se fait entendre : *Sauvons notre général!* Conduits par ces deux officiers généraux, ils se précipitent au pas de course sur l'ennemi, le repoussent au-delà du pont malgré un feu épouvantable. Pendant ce temps, Bonaparte s'arrache du marais et revient se placer à la tête de la colonne éprouvée par de si grands périls. Six heures après, le général Guyeux, ayant passé l'Adige à Albaredo, prit en revers le village d'Arcole; mais Alvinzi avait échappé à l'armée, qui, des hauteurs de Ronco, put voir s'éloigner la proie que la défense opiniâtre d'Arcole lui avait fait perdre. Le succès de cette terrible journée ne fut pas complet. Cependant, dans la situation où l'armée s'était trouvée après le combat du 12, elle eut bien le droit d'appeler une victoire la défaite des deux divisions autrichiennes, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero, et la délivrance de Vérone.

Ce jour même, par une de ces résolutions qui n'appartiennent qu'aux grands capitaines, Bonaparte se décide à évacuer Arcole, et à se reporter sur Ronco. Il dérobe son mouvement à Alvinzi en faisant allumer des feux sur la digue, et, pendant la nuit, il opère sa retraite. Le lendemain, il est prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort;



Gravé par P. Tardieu

c'est celui que commande Alvinzi. La bataille d'Arcole dura trois jours ; la seconde journée est celle de Ronco. Alvinzi a réoccupé le village après le départ de Bonaparte, et attaque son adversaire avec deux divisions. Les Français repassent le pont de Ronco, fondent sur l'ennemi, l'enfoncent au pas de charge, et le refoulent dans les marais, après lui avoir enlevé du canon, des drapeaux et un grand nombre de prisonniers. Le lendemain, la bataille recommença à moitié des digues. Elle fut d'abord indécise; cependant une colonne de trois mille Croates périt dans les marais. Bonaparte compte alors les pertes de son ennemi, qu'il évalue à vingt-cinq mille hommes, et malgré une infériorité du tiers dans le nombre de nos soldats, il se résout sur-le-champ à aller l'affronter en plaine. L'armée française est animée du courage qui donne la victoire. A deux heures après midi, elle se trouvait en bataille, la gauche sur Arcole, la droite sur Porto-Legnago. L'ennemi était à cheval sur la route de Vicence. A trois heures, le combat s'engagea sur toute la ligne. Toujours fertile en expédiens, le général en chef, afin de jeter le désordre dans les rangs d'Alvinzi, chargea un officier noir, nommé Hercule, de se porter avec vingt-cinq guides et quatre trompettes sur la gauche des Autrichiens, aussitôt que la garnison de Legnago aurait commencé de les canonner par derrière. Cette ruse obtint un plein succès. L'ennemi se crut tourné par la gauche, rompit sa ligne et battit en retraite. Il fut pressé vivement toute la soirée, et perdit beaucoup de monde.

Après ces trois jours de bataille, au lieu de se reposer à Vérone, Bonaparte, désormais inévitable pour

l'armée autrichienne, s'acharna à sa poursuite sur la route de Vicence, et passa la nuit à Villa-Nova. La cavalerie seule eut ordre de suivre l'ennemi dans sa fuite. Alvinzi éprouva une déroute complète. Il était déjà au-delà de Montebello: alors Bonaparte se porta sur Vérone, afin d'aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowitch. Ce général ignorait depuis trois jours ce qu'était devenu Alvinzi. Les trois journées d'Arcole, qui fut le pivot de tant d'actions sanglantes, coûtèrent à l'armée autrichienne douze mille morts, six mille prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux.

Bonaparte ramena l'armée triomphante à Vérone par la porte de Venise. Elle reçut en passant les hommages de l'admiration des habitans, qui, trois jours auparavant, l'avaient vue partir malheureuse et découragée. Augereau attaqua Dolce sur la rive gauche de l'Adige, enleva deux mille cinq cents prisonniers, deux équipages de pont, de l'artillerie et des bagages. Quant à Masséna, il fit sa jonction avec Vaubois, à Castel-Novo, où ce général venait d'être repoussé par Davidowitch le troisième jour du combat d'Arcole. Il y aura dans la vie de Bonaparte plus d'une bataille de trois jours. L'armée va se délasser de tant de victoires, pour marcher, deux mois après, à d'incroyables succès qui doivent les surpasser encore. Le général en chef est allé reprendre le sceptre de la politique dans sa capitale de Milan.

CHAPITRE VII.

(Depuis le 20 novembre jusqu'au 2 février 1797.)

MORT DE L'IMPÉRATRICE CATHERINE II. — RENVOI DE LORD MALMESBURY. — FAUSSES NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE. — INTELLIGENCE DES COURS DE ROME ET DE VIENNE — BATAILLES DE RIVOLI, DE SAINT-GEORGES, DE LA FAVORITE. — CAPITULATION DE MANTOUE.

Le jour où Bonaparte cueillait le laurier d'Arcole, le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. Cette mort inattendue peut-être, parce qu'elle fut naturelle, était pour la France et devint pour son général une grande faveur de la fortune. Catherine, jusqu'alors, n'avait ménagé ni ses promesses aux coalitions, ni ses menaces aux républicains français. Mais sa politique avait voulu attendre l'affaiblissement de ses amis et de ses alliés, pour paraître tout à coup sur le théâtre des événemens avec une force prépondérante. Elle allait signer un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre, quand elle fut emportée, à Pétersbourg, le 17 novembre, par une attaque d'apoplexie. Paul I[er], père de l'empereur régnant, soit pour se venger de la dépendance et de l'éloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le

porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, Paul brisa tous les engagemens de Catherine, et, par ce grand scandale politique qu'on ne devait pas lui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés.

Deux faits importans se passèrent également dans les derniers jours de décembre. Le 20, après deux mois d'inutiles conférences auxquelles l'abandon de la Belgique par l'Autriche pouvait seul donner quelque valeur, le Directoire renvoya lord Malmesbury; et quatre jours plus tard une flotte appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la république. La tempête dissipa cette expédition, au moins inopportune, dont les forces auraient dû être portées en Italie; car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angleterre dans la personne de son allié. C'était après avoir frappé ce grand coup militaire que le Directoire devait songer à séparer l'Angleterre de l'Irlande et à en faire une place d'armes politique et maritime contre cette puissance. Les troubles de l'Irlande n'étaient pas près de finir, et le gouvernement de la république avait tous les moyens de les entretenir jusqu'au moment où il aurait donné l'indépendance aux Italiens; alors, et alors seulement, il eût été digne de sa politique d'ordonner à l'illustre général Hoche d'être à son tour le libérateur d'un peuple.

Cependant le séjour de Milan fit connaître à Bona-

parte toute la partialité de la neutralité de Venise en faveur de l'armée d'Alvinzi. Déjà peu satisfait de la conduite de cette ville pendant la campagne, il avait dit, à son retour, aux autorités de Milan: « Si vous « ne m'aviez pas laissé manquer d'argent, et que mes « soldats ne se fussent pas trouvés sans souliers, « j'aurais détruit l'armée autrichienne, pris Mantoue, « et fait quatorze mille prisonniers. C'est de la chute « de cette place que dépend la possession de Vérone, « de Brescia, de Bergame et de Crema. *Comme « j'avais abattu les ailes de l'aigle, j'aurais fait per- « dre terre au lion.* » En effet, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le provéditeur Ottolini, les montagnards de Bergame étaient descendus dans la plaine. De nouveaux régimens esclavons et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fermentation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse, qui commençait à goûter avec inquiétude l'hospitalité de la neutralité vénitienne.

Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de l'Italie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque; une prudence nécessaire voilait leurs desseins: Venise s'abstenait des provocations ouvertes, parce que l'armée était là: Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise. Il avait des troupes dans les châteaux de Vérone et de Brescia, et enfin il mit également garnison, le 25 décembre, dans celui de Bergame. Ce n'était encore qu'une lutte de politique armée, dont une trahison

exécrable devait bientôt changer la forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de la cour d'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Cette étrange manière de faire la guerre n'était pas sans inconvénient pour les Français, qu'elle obligeait à se répandre jusque sur les bords du Tibre. Le 6 janvier, quatre mille Italiens et trois mille Français occupèrent Bologne : les deux États de Venise et de Rome appuyaient, l'un sa conspiration, l'autre sa rupture, sur les forces considérables d'Alvinzi et de Wurmser. Alvinzi avait soixante-seize mille hommes au drapeau, et Wurmser vingt-cinq mille à Mantoue. Le pape armait dans la Romagne, pour donner la main à Wurmser quand il serait débloqué. L'idée de ce projet se trouva indiquée dans une lettre saisie sur un agent de la cour de Vienne, au moment où il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. Cette lettre, que l'Empereur avait écrite au feld-maréchal Alvinzi, était adressée ainsi, de la ville de Trente, par ce dernier au feld-maréchal Wurmser, le 13 décembre 1796 :

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre « à V. Exc., littéralement et dans la même langue « que je les ai reçus, les ordres de S. M., en date du « 5 de ce mois (décembre) :

« Vous aurez soin d'avertir sans retard le maré« chal Wurmser... pour ne pas discontinuer ses opé« rations. Vous lui ferez savoir que j'attends de sa vo« lonté et de son zèle qu'il défendra Mantoue jusqu'à

« toute extrémité, que je le connais trop, ainsi que
« les braves officiers généraux qui sont avec lui pour
« craindre qu'il ne se rende prisonnier, surtout s'il
« s'agissait de transporter la garnison en France, au
« lieu de la renvoyer dans mes Etats. Je desire que,
« dans le cas où il fût réduit à toute extrémité et
« qu'il se trouvât sans ressources pour la subsis-
« tance, il trouve les moyens, en détruisant autant
« que possible ce qui dans Mantoue serait de préfé-
« rence utile à l'ennemi, et en emmenant la partie
« des troupes qui sont en état de le suivre, de gagner
« et de passer le Pô, de se porter à Ferrare et à Bo-
« logne, et de se rendre, en cas de besoin, vers
« Rome ou en Toscane. Il trouvera de ce côté *très-
« peu d'ennemis, de la bonne volonté pour l'appro-
« visionnement de ses troupes*, pour lequel, au besoin,
« il fera usage de la force ainsi que pour surmonter
« tout autre obstacle.

« FRANÇOIS. »

« Un homme sûr, cadet du régiment de......, re-
« mettra cette dépêche importante à V. Exc. J'ajou-
« terai que la situation actuelle et le besoin de l'ar-
« mée ne permettent pas de tenter de nouvelles opé-
« rations avant trois semaines ou un mois, sans
« s'exposer derechef au danger de ne pas réussir. Je
« ne puis trop insister près de V. Exc., afin qu'elle
« tienne le plus long-temps que possible dans Man-
« toue..... l'ordre de S. M. lui servant d'ailleurs de
« direction générale.....

« ALVINZI. »

Dans ces circonstances, le Directoire, impatient de rétablir la paix entre la république et la maison d'Autriche, et jaloux aussi d'enlever à Bonaparte la faculté de traiter avec l'ennemi, envoya des pouvoirs au général Clarke, pour négocier avec Alvinzi un armistice. « Si l'on n'eût considéré que la situation « de cette armée, écrit le général en chef au Direc- « toire, il eût été à désirer que l'on eût attendu la « prise de Mantoue; car je crains qu'un armistice « sans Mantoue ne soit pas un acheminement à la « paix, et soit tout à l'avantage de Vienne et de « Rome. » Mais la cour de Vienne, trop fière pour entrer déjà en accommodement avec le Directoire, éluda cette négociation, qui donna lieu à une correspondance insignifiante. Bonaparte avait compris l'unique manière de négocier avec l'Autriche : c'était de battre Alvinzi. Il devait par ce moyen seul triompher des scrupules de la maison impériale, et se passer même du caractère diplomatique dont le général Clarke était revêtu pour toutes conférences d'arrangement. Il y eut pour la forme, à Vicence, dans les premiers jours de janvier 1797, une entrevue entre M. de Vincent et le général Clarke. Ce n'était là qu'une ruse de guerre de la part de l'Autriche. Le Directoire, suivant l'opinion du général en chef, ajourna l'envoi du général Clarke à Vienne après la prise de Mantoue. Les lettres de Bonaparte au Directoire devinrent les règles de sa politique vis-à-vis de la cour de Rome comme vis-à-vis de celle de Vienne. « Si l'Em- « pereur, disait le général en chef, veut comprendre « le pape dans le traité, l'armistice nous fera perdre « Mantoue, l'argent de Rome, *et donnera le temps*

« au pape d'organiser une force militaire avec des « officiers autrichiens. Cela mettrait toutes les chan« ces contre nous, la campagne prochaine. » (*Lettre du 28 décembre.*) Bonaparte prédit ce qui arriva.

L'armée française comptait quarante-cinq mille hommes, dont trente et un mille hommes à l'armée d'observation, et quatorze mille dans les places ou au blocus de Mantoue. Le général en chef avait demandé vingt mille hommes au Directoire; il lui en arriva six mille des côtes de l'Océan, sous les ordres du général Rey. Alors notre armée formait cinq divisions; sa force était de plus de deux tiers inférieure à celle des Autrichiens, mais elle avait pour chef un homme de génie, et des officiers tels que Masséna, Augereau, Joubert, Rey et Kilmaine. Indépendamment de la position retranchée de la Corona, nous occupions Vérone, Legnago, Peschiera, Pizzighettone, Brescia, Bergame, Fuentes, Ferrare et Urbin. Le Directoire avait de plus annoncé l'envoi de puissans renforts de l'armée du Rhin. Il était réservé aux belles divisions Bernadotte et Delmas de contribuer au dernier triomphe de l'armée invincible. Mais on était au cœur d'un hiver rigoureux; et, en attendant l'arrivée de ces secours décisifs, l'investissement et la prise de Mantoue de la part des Français, la marche sur cette ville et sa délivrance de la part des Autrichiens, allaient continuer le thème de toute la campagne; et les expéditions militaires, sans cesse ramenées vers le point central d'action, devaient finir encore par se grouper autour de Mantoue jusqu'à sa reddition.

Le plan actuel des Autrichiens est d'opérer sur

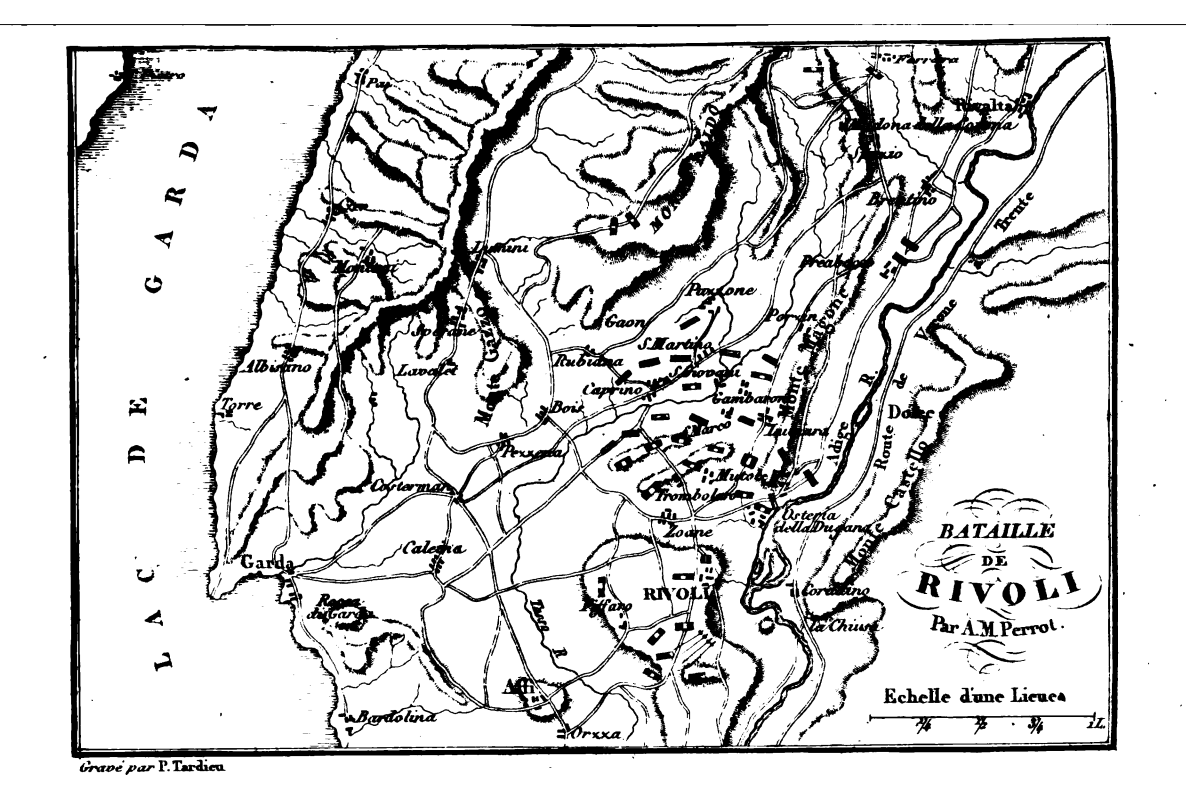
Mantoue avec deux armées indépendantes, afin de dégager la troisième, qui se trouve prisonnière dans la place. L'armée active de l'ennemi monte à soixante-cinq mille hommes; Alvinzi en prend quarante-cinq mille et se porte de Bassano sur Roveredo; Provera, le même général qui a été pris à Cossaria, commande le reste des forces autrichiennes, et s'établit à Padoue pour agir sur le bas Adige. Bonaparte, avec trente-cinq mille hommes sous son drapeau et huit à dix mille qui bloquent Mantoue, doit lutter contre quatre armées : celle d'Alvinzi; celle de Provera; celle de vingt-quatre mille hommes enfermée dans Mantoue, et qui doit causer la ruine des Français si Alvinzi et Provera délivrent Mantoue; enfin le pape présente contre nous cinq ou six mille hommes, sans compter cette immense population qui, sous les armes spirituelles, n'attend que le triomphe des Autrichiens pour courir à des vêpres sanglantes : il ne faut pas oublier non plus cette conjuration secrète des princes, des prêtres et des nobles, qui, alliés, amis et ennemis de la république, sont tout prêts, au moindre échec, à briser les traités et à venir au secours du vainqueur. Bonaparte manœuvre à la face du ciel sur la terre de la conspiration; il est obligé de triompher partout; ses trente-cinq mille baïonnettes doivent transporter la victoire depuis la chaîne du Tyrol jusqu'au Capitole. La nécessité lui ordonne de s'emparer de Mantoue, autour de laquelle un quatrième blocus est impossible. Le temps aussi lui est mesuré : il a trois semaines pour vaincre ou pour mourir.

Masséna commence la lutte. Attaqué le 12 janvier

à Saint-Michel par une division de Provera, il le repousse, le poursuit jusqu'à Caldiero, et lui prend neuf cents hommes. Bonaparte est à Vérone. Il a appris, pendant son séjour à Bologne, le mouvement de Provera sur Padoue. Par une habile politique, il oppose les Italiens des nouvelles républiques aux Italiens de l'armée pontificale, et leur abandonne la défense de leurs frontières. De cette manière il peut disposer des trois mille Français qui sont à Bologne : il les porte à Ferrare, se rend à Roverbella, et revient à Vérone pour recevoir les prisonniers de Masséna. Il entre en ligne d'opération et fait replier derrière cette ville les braves de Masséna. Dégagé ainsi du défilé, il peut faire manœuvrer librement toutes ses troupes, et n'a plus besoin que de connaître le point d'action des Autrichiens pour y porter ses forces, c'est-à-dire ses vingt-deux mille hommes. Augereau lui a annoncé de Legnago que l'ennemi est en mouvement sur le bas Adige. Le 15, Joubert lui écrit : « J'ai parfaitement suivi « vos dispositions pour l'attaque de la Corona. Le suc« cès a été au-delà des espérances : trois pièces de canon, « quatre à cinq mille prisonniers, Alvinzi lui-même « précipité dans les rochers et se sauvant comme un « éclaireur sur l'Adige et sans soldats. » C'était là une lettre de champ de bataille; car malgré ses avantages, débordé sur sa gauche par une division qui menace de le couper du côté de Peschiera, et sur sa droite par une autre division qui avait passé l'Adige à Dolce, Joubert avait dû marcher la nuit pour occuper, avec une brigade, le plateau de Rivoli, à une lieue de Dolce. Bonaparte a choisi le champ de sa victoire; il avait ordonné à Joubert de tenir le pla-

teau à tout prix, et d'y arrêter Alvinzi, qui compte enlever avec sa nombreuse armée la petite division qu'on lui oppose; mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire l'attendait derrière la position de Joubert, et que Masséna opérait sur sa gauche : l'immense supériorité de ses forces donne à l'Autrichien la confiance qui doit le perdre. Le général Bonaparte connaît tout le projet des ennemis; il sait qu'on marche contre nous avec deux corps : le principal sur Monte-Baldo, c'est celui que commande Alvinzi; et l'autre, plus faible, conduit par Provera, sur le bas Adige. Augereau est chargé, à Legnago, de fermer à ce dernier le passage de la rivière. Il écrit, le 15, au général en chef : « La journée s'est « passée à faire des dispositions pour couper la re- « traite à la colonne de Provera. J'espère apprendre « demain qu'il est battu complètement. Je le défie « de percer sur l'Adige.... »

Alvinzi s'avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de se réunir avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'y a pas un moment à perdre pour l'assaillir avant qu'il ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, lui et les siens, sur Rivoli. Joubert avait reçu l'ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant; mais, menacé de tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où fort heureusement l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'arriver. Bonaparte y arrive lui-même, à toute


LAC DE GARDA
BATAILLE DE RIVOLI
Par A.M. Perrot.
Echelle d'une Lieue
¼ ½ ¾ 1L.
Garda
Torre
Albisano
Costermano
Calema
Lavalet
Monte Gazzo
Pezzena
Bois
Caprino
Rubiana
Gaon
S. Martino
Pazzone
Porcin
Preabocco
Brentino
Monte Magone
Gambarone
Incanale
Zoane
RIVOLI
Osteria della Dugana
Corvino
La Chiusa
Adige R.
Route de Trente
Monte Castello
Tasso R.
Affi
Orzza
Bardolina
Trombolaro
Zuane
Ferrara
Peri
Rivalta
Trente
Dolce
Grave par P. Tardieu

course, après minuit; il précède son armée de quelques heures. Il profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, et juge, sur les feux de bivac, qu'il a devant lui plus de quarante mille hommes; c'est deux contre un; mais nous avons soixante bouches à feu et de la cavalerie. Il a compté cinq camps et quatre colonnes d'attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, paraît destinée à cerner par derrière le plateau de Rivoli. Une autre colonne, qu'il importe surtout d'empêcher de prendre part à l'action, est celle de la cavalerie et de l'artillerie; elle marche sous les ordres de Quasdanowitch, avec quatorze bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour, ou plutôt le mouvement d'Alvinzi, pour faire sa jonction. Sur la rive gauche de l'Adige, Wukassowitch commande la troisième colonne. Alvinzi, qui ne voit devant lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général doit l'attaquer cette nuit même.

Tel est cependant l'ordre que reçoit Joubert. Il reprend l'offensive, et à quatre heures du matin il occupe la chapelle Saint-Marc, qu'il a dû évacuer la veille. La grande bataille est livrée; Joubert poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s'ébranle, et paraît sur les sommités de gauche du plateau; elle est repoussée par l'artillerie française; mais une de nos brigades se trouve tout à coup débordée et rompue. Heureusement la division Masséna vient d'arriver au village de Rivoli, où elle se repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et en une demi-heure la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la

quatrième. La seconde, disposée par Alvinzi pour l'attaque de la gauche du plateau, s'avance dans l'espoir de rétablir le combat. Quasdanowitch, à la tête de la cavalerie et de l'artillerie, voyant Joubert engagé avec sa division, en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'en emparer; la victoire échappe aux Français s'il parvient à se déployer. Il ordonne à trois bataillons d'escalader les hauteurs où cette chapelle est assise; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de l'artillerie et de la cavalerie. A cet aspect, Joubert détache en toute hâte trois bataillons, qui préviennent l'ennemi, et le rejettent, avec une perte considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasalle achèvent la déroute de l'armée d'Alvinzi; elle est culbutée dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cette armée. Sept mille hommes tombent en notre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon qui avaient pu déboucher sur le mouvement de Quasdanowitch. Tout le reste de sa colonne, ainsi que celle de Wukassowitch, qui n'ont pas trouvé passage, furent témoins de la déroute d'Alvinzi, sans pouvoir lui porter secours. Cependant, suivant les ordres d'Alvinzi, Lusignan, avec sa colonne intacte, paraît sur les derrières de l'armée victorieuse. On ne peut définir le transport qui poussa soudain cette armée, prise à revers et subitement, à s'écrier : « *Ceux-ci sont encore à nous!* » Et en effet, contre toutes les chances de la position et celles de



MASSÉNA.

Publié par Furne, à Paris

Georges avec quinze cents hommes,
craindre une attaque du côté de l'A

Publié par Furne à Paris

la guerre, la colonne de Lusignan, canonnée par une batterie de la réserve, fut abordée vaillamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Rivoli doit s'ennoblir un jour du nom de Masséna. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'elle dura; il eut plusieurs chevaux blessés, et courut de grands dangers.

Cependant Provera, avec ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantoue, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue. A deux heures, pendant la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari; cet avis si important inspire au général en chef une résolution de génie; il charge Masséna, Murat et Joubert, de suivre Alvinzi; pour lui, il prend quatre demi-brigades. On compte treize lieues de Rivoli à Mantoue, et Provera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire paraît devant Saint-Georges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait quarante mille hommes sous ses ordres : il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantoue, ne peut avoir qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fossé. Le brave Miollis, qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, est loin de craindre une attaque du côté de l'Adige, où se

trouve Augereau ; il ne se garde que du côté de Mantoue. Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière ; mais le coup-d'œil, l'intelligence d'un sergent de garde sauvent Miollis et sa garnison. Il examine ces hussards, et remarque que leurs manteaux sont neufs, tandis que ceux de Berchini ont fait la guerre et sont vieux. Un grand général n'eût pas fait cette importante observation, qui appartient au tact du soldat. Alors ce sergent, dont le nom malheureusement échappe à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges ; mais Miollis, avec ses quinze cents hommes, se défend toute la journée, et donne le temps au général en chef, qui compte sur cette noble résistance, d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter la jonction du lendemain. En effet, le 16 janvier à la pointe du jour, Wurmser sort de Mantoue, et prend position ; il attaque Saint-Antoine, et Provera la Favorite. Mais Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la 57e reçut le nom de* LA TERRIBLE. Rien ne lui résiste ; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes : lui-même il est prison-

nier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite; enfin la division Augereau enlève à la Molinella l'arrière-garde de Provera: il ne reste de son armée que deux mille hommes au-delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reporta sur l'Adige. Alvinzi avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio: Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de repasser cette rivière. Joubert s'établit à Trente et dans le Tyrol italien. Vingt jours du mois de janvier 1797 ravirent à l'Autriche trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers, plus soixante pièces de canon, et vingt-quatre drapeaux que le commandant des guides, Bessières, porta à Paris.

La destruction de l'armée d'Alvinzi livrait Mantoue à elle-même. Serrurier avait serré son blocus; depuis quelques mois la place n'avait pu être ravitaillée. Les immenses magasins qu'elle contenait étaient épuisés; la garnison avait mangé tous ses chevaux; les hôpitaux renfermaient dix mille malades; les soldats étaient à la demi-ration. Bonaparte instruisit Wurmser des résultats de ces huit jours de bataille qui avaient rejeté en Allemagne les débris de la grande

armée autrichienne. Il somma le vieux maréchal de se rendre. Wurmser répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Mais, peu de jours après, il envoya son premier aide-de-camp au général Serrurier à Roverbella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire ses affaires lui-même, se rendit à la conférence; et, sans se découvrir, ni prendre aucune part à la discussion, il se mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aide-de-camp : « Si Wurmser avait seulement pour « dix-huit ou vingt jours de vivres, et qu'il parlât « de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation « honorable. Mais je respecte l'âge, la bravoure et « les malheurs du maréchal. Voici les conditions « que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain ; « s'il tarde quinze jours, un mois, deux mois, il aura « encore les mêmes conditions : il peut attendre jus- « qu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'ins- « tant pour passer le Pô, et je marche sur Rome. « Vous connaissez mes intentions; allez les dire à « votre général » Frappé de cette générosité, et pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aide-de-camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantoue que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit offrir de passer le Pô à Mantoue; mais Bonaparte refusa de profiter sitôt de la position malheureuse de son ennemi.

Le 2 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la ville de Mantoue et sa garnison de treize mille hommes; il y avait sept mille malades

dans les hôpitaux. Indépendamment de l'artillerie de siège dont l'abandon avait précédé la victoire de Castiglione, on trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune capitaine, et se déroba à ce spectacle. Cette conduite étonna également l'Europe, la France et le Directoire. Un pareil désintéressement de la victoire plaça bien haut dans l'estime générale celui qui savait se contenter de vaincre, et qui n'acceptait de la guerre que ses périls. Bonaparte allait conquérir la terre qui avait produit les Scipions.

CHAPITRE VIII.

(Du 2 au 19 février 1797.)

GUERRE DU PAPE. — TRAITÉ DE TOLENTINO.

LA reddition de Mantoue au général Serrurier ne fut, grace à la modération de Bonaparte, que la cérémonie sans éclat d'un immortel triomphe, et Wurmser n'eut pas le chagrin de défiler, prisonnier, à la tête de sa garnison, devant son vainqueur. Peu de jours après, il donna à Bonaparte une preuve signalée de sa reconnaissance, en l'avertissant d'un

complot d'empoisonnement ourdi contre lui dans la Romagne, où nous portions nos armes. Sans cet avis nécessaire, le destructeur de quatre armées autrichiennes en bataille rangée pouvait périr obscurément de la main d'un fanatique ou d'un assassin. La nouvelle campagne ne fut ni longue ni glorieuse : les rencontres avec les troupes du pape n'offrirent aux soldats français que de simples exercices militaires. Aussi le général en chef ne réservait au Saint-Siége, pour prix de ses trahisons, qu'une vengeance purement politique et administrative.

Un traité d'armistice avait été signé le 23 juin 1796, à Bologne, par le marquis Gnudi, plénipotentiaire du pape, le général en chef Bonaparte, les commissaires civils Garrau et Salicetti, et enfin, sous la médiation de l'Espagne, par le chevalier d'Azzara, ministre de cette puissance auprès du Saint-Siége. Il avait été ratifié par Sa Sainteté, à Rome, le 27 du même mois. Dès le 13 novembre, l'ambassadeur français Cacault se plaignit de la non-exécution de ce traité; mais bientôt il trouva l'occasion d'être éclairé sur les véritables intentions de la cour de Rome, dans un manifeste que le ravitaillement de Mantoue par le général Wurmser inspira tout à coup au Saint-Père. Après avoir annoncé que toute négociation de paix était incompatible *avec la religion catholique* et son devoir de souverain, « S. S. enjoint « à tous les évêques, aux curés, aux magistrats, et « à toute autre personne en place, d'encourager les « peuples qui dépendent d'eux à prendre les armes, « *et de les exciter même au son du tocsin*, comme il « a été ordonné par la notification du 31 janvier

« 1793. » Le général Bonaparte demanda directement des explications sur cette étrange proclamation lancée au milieu d'un armistice, et il lui fut répondu formellement *que le pape reconnaissait ce manifeste comme son ouvrage, et qu'il en avait jugé la publication nécessaire pour être toujours en état de défense.* Malgré l'audace d'une telle déclaration, Bonaparte eut la générosité d'écrire au cardinal Mattei, légat de Ferrare : « Vous connaissez, M. le cardinal, « la force et la puissance des troupes que je com- « mande. Pour détruire le pouvoir temporel du pape, « il ne me manque que de le vouloir. Allez à Rome ; « voyez le Saint-Père : éclairez-le sur ses véritables « intérêts ; détachez-le des intrigans qui l'entourent, « qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. « Le gouvernement français me permet encore d'é- « couter des propositions de paix. Tout peut s'arran- « ger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des « résultats terribles pour les vaincus. Évitez de « grands malheurs au pape. Vous savez combien je « désire personnellement de finir par la paix une « lutte que la guerre terminerait pour moi sans « gloire, comme sans péril. » Le général Bonaparte ne se contenta pas de cette démarche auprès du souverain pontife ; il écrivit au citoyen Cacault, le 28 octobre : « J'attache bien plus d'importance au titre « de conservateur du Saint-Siége, qu'à celui de son « destructeur. Vous savez bien vous-même combien « mes sentimens ont toujours été conformes à ce « sujet ; et moyennant les facultés illimitées que m'a « données le Directoire, si à Rome on veut faire « preuve de jugement, nous en profiterons pour

« donner la paix à cette belle partie du monde, et « pour tranquilliser les consciences timorées de plu- « sieurs peuples. » Telles étaient les dispositions bienveillantes de Bonaparte pour la cour de Rome, malgré la violation de l'armistice par la proclamation du Saint-Père, et malgré le refus de payer les sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient été stipulées, lorsque, le 10 janvier 1797, l'on intercepta entre autres lettres celle que le cardinal Busca avait adressée, le 7, au prélat Albani, ambassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait dans le même moment avec le baron de Thugut une alliance offensive et défensive entre le Saint-Siége et l'Autriche, et le gouvernement impérial s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour conduire les troupes pontificales contre les Français. « Quant à moi, disait le « cardinal Busca dans cette lettre, tant que je pourrai « espérer d'obtenir des secours de l'Empereur, *je « temporiserai relativement aux propositions de paix « que me font les Français.* » Il disait en outre que les ordres étaient donnés pour la réception du général Colli à Ancône; que le pape lui accordait un traitement, et demandait un corps d'Autrichiens pour couvrir la Romagne; enfin, qu'il fallait faire passer ce secours par mer de Trieste à Ancône. Le cardinal ajoutait qu'il serait imprudent d'expédier aux souverains catholiques les brefs que l'on avait demandés pour publier de nouveau la guerre au Saint-Siége contre la France. « Cette démarche du « pape ne pourrait demeurer cachée aux Français; « nous serions exposés à toute leur indignation, avant « d'être assurés de l'alliance de S. M. I. Sur ce que

« vous me direz, concernant le point *de guerre de re-*
« *ligion*, le pape se résoudra à envoyer les brefs et
« à faire toute autre démarche que vous exigerez de
« lui. » Après cette preuve irrécusable de la trahison du Saint-Siège, Bonaparte ordonna à l'ambassadeur Cacault de quitter Rome et de se rendre à Florence. Avant de partir, Cacault vit le cardinal Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée de la Ro-
« magne ; nous en ferons une des montagnes de la
« Ligurie ; nous en ferons une de l'Italie entière. »

Le général Bonaparte, après le rappel de Cacault, eut encore l'indulgence d'écrire de Vérone au cardinal Mattei, en lui mettant sous les yeux les lettres interceptées : « Voilà donc cette comédie ridicule
« sur le point d'être terminée. Les lettres que je vous
« envoie vous montreront plus clairement encore la
« perfidie, l'aveuglement et la sottise de ceux qui
« dirigent actuellement la cour de Rome. Mais quel-
« que chose qui arrive, je vous prie de dire au pape
« *qu'il peut demeurer tranquillement à Rome*. Pre-
« mier ministre de la religion, il trouvera, à ce titre,
« protection pour lui-même et pour l'Eglise. »

Bonaparte était jeune alors ; il ne connaissait pas encore la cour de Rome, ni l'esprit de cette Église à laquelle il garantissait protection. En réponse à tant de généreuses démarches et à la communication franche des pièces de la correspondance, qui prouvait la mauvaise foi du cabinet pontifical, on publia dans Rome une nouvelle proclamation, intitulée : *Harangue adressée aux braves qui combattent sous les étendards de l'Église, pour le salut*

commun. Voici cette pièce singulière dans son entier :

« Il est enfin venu, le moment si désiré de courir « aux armes, ô peuples vaillans, jadis sujets de Qui-« rinus, aujourd'hui sujets du prince des apôtres, « membres fidèles du patrimoine de saint Pierre, et « fils bien-aimés de la sainte Église romaine ! Les « iniquités de tous genres, commises partout où ont « pénétré ces soi-disant libérateurs, ces feints amis, « mais véritables oppresseurs et tyrans des peuples, « vous ont ébranlés, vous ont fait décidément penser « à vos intérêts. L'irréligion et même l'athéisme le « plus impudent, qu'ils portent en triomphe, vous « ont fait craindre avec raison de voir votre sainte « religion non-seulement méprisée, mais encore en-« tièrement abolie ; cette religion si soigneusement « conservée et transmise sans tache jusqu'à vous par « vos ancêtres : aussi, en vrais catholiques, vous « avez eu horreur de vouloir être en amitié avec des « impies, avec des hommes qui, en renonçant à la « foi que vous professez, se sont rendus plus indi-« gnes de vivre en bonne intelligence avec vous, que « ne le sont les païens et les publicains, à qui le « divin législateur ne permettait pas même qu'on « donnât le salut. L'expérience funeste de leur con-« duite inhumaine et féroce envers nos co-sujets d'A-« vignon, de Carpentras, de Bologne, de Ferrare, « et envers les sujets des autres États d'Italie, qu'ils « ont tous dépouillés, ruinés, chassés de chez eux, « ou qu'ils ont traînés à une mort certaine et mal-« heureuse, pour contenter leur barbare caprice ; « l'injuste réquisition de tant de millions d'écus, de

« tant de beaux objets, manuscrits, statues, tableaux,
« et même tableaux d'église, les meilleurs qu'il y eût
« à Rome et dans les États pontificaux, et cela à
« titre d'armistice, non pour payer la guerre que
« vous ne leur aviez point faite, mais pour se payer
« par anticipation du pillage qu'ils n'ont pu faire;
« les conditions plus dures encore d'une paix men-
« songère, portant avec elle les résultats les plus
« abominables et les plus ruineux; les menaces in-
« solentes qu'ils vous font sans cesse ainsi qu'au vi-
« caire de Jésus-Christ, au suprême pontife, à notre
« souverain chéri, dont ils ont enfin lassé l'héroïque
« patience: tout a servi à vous déterminer, quoi
« qu'il en dût coûter, d'abord à implorer l'assistance
« divine, à tenter le sort des armes, à repousser la
« force par la force, à vous montrer de vrais Ro-
« mains, accoutumés de tout temps à dompter les
« superbes.

« Oui, vous avez désiré ardemment l'occasion de
« faire de nouveau briller votre antique valeur, si
« terrible à tout l'univers. Notre pasteur suprême
« vous seconde par tous les moyens que fournit la
« prudence humaine. Le Ciel lui-même s'est mani-
« festement déclaré en votre faveur, tant en vous
« conservant, comme par miracle, sains et saufs
« jusqu'à cette époque et simples spectateurs des
« calamités de vos voisins, qu'en vous faisant si vi-
« siblement avertir, par les regards de compassion
« de la bienheureuse Vierge, de ne pas vous laisser
« séduire par des hommes astucieux et trompeurs,
« et de ne vous fier à eux ni dans la paix ni dans la
« guerre.

« Mais c'était la guerre précisément que vous com-
« mandaient votre intérêt et votre devoir, la conser-
« vation de votre sainte religion et Dieu même, qui
« en est l'auteur. Vous avez voulu la guerre en hom-
« mes sages : maintenant vous devez la faire en Ro-
« mains, en Catholiques, et en Catholiques les plus
« favorisés du Ciel, qui vous a constitués les gardiens,
« les dépositaires du siège de la vérité, de la chaire
« infaillible de saint Pierre.

« Aux armes donc, courez tous aux armes ! Ré-
« veillez-vous ! levez-vous comme des géans qui
« n'avez point dégénéré de vos ancêtres ! prévenez un
« ennemi dont vous ne connaissez que trop les im-
« postures, mais qui n'a pas encore éprouvé les effets
« de votre courage, et qui, pour cela, vous méprise
« injustement ! Qu'il sente à son dommage et à sa
« honte le poids de vos bras ! Déjà l'histoire a saisi
« sa plume d'or, pour enregistrer vos glorieux faits
« dans les fastes de l'immortalité. L'Europe, d'une
« extrémité à l'autre, a les yeux fixés sur vous; elle
« ne doute ni de votre valeur, ni de l'heureux succès
« qui doit la couronner.

« Notre excellent empereur François II, le ma-
« gnanime défenseur, l'avocat de l'Église romaine,
« non content d'envoyer à notre secours les intré-
« pides volontaires Hongrois, Transilvains, Croates
« et Allemands, a encore fait partir, à la demande
« de notre saint et affectueux père Pie VI, un de ses
« généraux, le meilleur, le plus expérimenté et le
« plus estimé, le seul bien qui nous manquait, et
« que vous désiriez obtenir. Il s'est hâté d'arriver, il
« est parmi nous. Le seul nom de Colli me vous

« émeut-il pas, ne vous donne-t-il pas du courage ?
« N'anime-t-il pas les esprits de tous les peuples, ce
« Colli qui, pendant deux années entières, a rendu
« impénétrables les gorges du Saorgio, les Thermo-
« pyles de l'Italie, les montagnes de Tauy et de Brois,
« où les cadavres des forcenés Français ont comblé
« les vallées, et aplani les rochers les plus escarpés ?
« Ce même Colli vient vous guider, non pas à des
« combats incertains, mais à une victoire imman-
« quable. Il est Italien comme vous ; il vous aime
« tendrement. Il a en vous une entière confiance, et
« a toutes les raisons de l'avoir plus qu'on ne le voit
« communément.

« C'est à vous maintenant de ne pas le démentir,
« de ne pas compromettre votre honneur et le sien,
« mais d'ajouter encore de nouveaux lauriers à ceux
« qui ceignent déjà ses cheveux blanchis au milieu
« des combats et des armes. L'honneur qui vous est
« commun avec lui exige que vous le regardiez
« comme un autre *César*, afin que, par vous, il puisse
« *venir*, *voir* et *vaincre*. Vous êtes trop heureux de
« pouvoir l'espérer avec tant de certitude.

« Aidés par la main puissante du Dieu des armées
« au nom duquel vous répandrez, s'il le faut, votre
« propre sang, pourriez-vous craindre un ennemi
« rusé et vil, qui est l'ennemi de Dieu lui-même aussi
« bien que des hommes, et qui, jusqu'à ce jour, a
« mis sa confiance dans la fraude, les trahisons, les
« excès, les bravades, plutôt que dans la véritable
« valeur militaire ? Vous qui combattrez sous l'image
« même de cette Vierge qui vous a excités à cette
« entreprise, pourriez-vous douter de son amoureuse

« et efficace protection ? Vous, généreux chevaliers, « qui portez dans vos enseignes le signe éclatant de « la croix, ne voudrez-vous pas vous prédire et croire « assuré par les décrets du Ciel, que de même que « Constantin-le-Grand vainquit le tyran Maxence par « la vertu de ce signe, qui lui apparut divinement « au pont Milvio, et qui, par une telle victoire, éta- « blit dominante la religion catholique dans la capi- « tale du monde et dans le monde entier, vous, ainsi « que lui, protégés par ce signe salutaire, vous triom- « pherez d'ennemis plus impies et plus féroces ; et « vous maintiendrez sacrée et inviolable la même « religion dans Rome, dans l'Italie, et partout où « il a plu à son auteur, au Verbe incarné, de la pro- « pager ?

« Eh ! votre visage ne brille-t-il point de joie? Votre « cœur ne se dilate-t-il point à cette douce pensée « que la divine Providence vous a choisis pour un « si grand œuvre ? Que les Romains, les enfans bien- « aimés de la religion romaine, de la sainte religion « catholique, en soient le soutien le plus puissant et « le plus inébranlable !

« Courage donc ! ne craignez rien. Aux armes ! « Nous tous qui resterons dans nos maisons, nous « n'y resterons pas indifférens sur votre sort. Nous « ne cesserons pas de fournir à vos besoins : rien ne « vous manquera. Nous offrirons de ferventes prières « au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups vers un « but immanquable : alors vous serez pleins de con- « fiance qu'avec de tels secours humains et divins, « vous remporterez le triomphe le plus prompt et le « plus signalé : nous serons empressés de venir à

« votre rencontre et de vous ramener sains et saufs « et triomphans aux lieux qui vous ont vus naître, « afin de rendre ensemble à ce même distributeur « de tous biens ces actions de graces que saura nous « inspirer l'épanchement de notre cœur reconnais- « sant. Dieu est en Israël : les Josué et les Gédéon « ressusciteront parmi nous. Ne craignez rien. Aux « armes ! aux armes ! »

Le général Bonaparte répondit à cette étrange déclamation de la haine et de la mauvaise foi par cette courte proclamation : « L'armée française va entrer « sur le territoire du pape ; elle sera fidèle aux maxi- « mes qu'elle professe : elle protégera la religion et « le peuple. Le soldat français porte d'une main la « baïonnette, sûr garant de la victoire, et de l'autre « le rameau d'olivier, symbole de la paix et gage de « sa protection. Malheur à ceux qui, séduits par des « hommes profondément hypocrites, attireront sur « leurs maisons la vengeance d'une armée qui, en « six mois, a fait cent mille prisonniers des meilleures « troupes de l'Empereur, pris quatre cents pièces de « canon de bataille, cent dix drapeaux, et détruit « cinq armées ! »

Le lendemain il rendit compte à son armée, par l'ordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient reprendre les armes :

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions « de l'armistice qu'il avait conclu. 2° La cour de « Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peuples « à la croisade par ses manifestes. 3° Elle a entamé « des négociations hostiles contre la France avec la « cour de Vienne. 4° Le pape a confié le comman-

« dement de ses troupes à des officiers généraux en-« voyés par la cour de Vienne. 5° Il a refusé de ré-« pondre aux demandes officielles qui lui ont été « faites par le général Cacault, ministre de la répu-« blique française. 6° Le traité d'armistice a donc été « violé et rompu par la cour de Rome, etc. »

Le 2 février, Bonaparte partit de Bologne et porta son quartier-général à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis le pape Pie VII. Cette hospitalité militaire devint pour l'évêque et pour le général un événement important. On connaît la fameuse homélie républicaine de ce respectable prélat, publiée à Imola la même année. C'est là qu'il dit : « *Oui, mes très-chers frères, soyez bons chrétiens et vous serez d'excellens démocrates.... Les vertus morales rendent bons démocrates.... Les premiers chrétiens étaient animés de l'esprit de démocratie; Dieu favorisa les travaux de Caton d'Utique et des illustres républicains de Rome....* » La réflexion n'était pas heureuse; car si Dieu avait favorisé les travaux de Caton, Rome n'eût point été asservie par César, et Caton ne se fût pas tué à Utique.

L'armée du pape était en campagne. Le cardinal Busca, fidèle à sa parole, avait fait une Vendée de la Romagne, en soulevant, en fanatisant les populations. Toutes les ressources du génie ultramontain, si puissant encore à cette époque sur l'Italie, avaient été mises en œuvre. Le prince de l'Église lui-même campait fièrement, à la tête de sept mille hommes et d'une multitude de paysans et de moines, sur les bords du Senio, et défendait le pont de Castel-Bolognese avec huit pièces de canon. Le général Victor

prit position le 2 février. Un parlementaire romain se présenta, et menaça, de la part de S. E., *de faire feu si l'ennemi s'avançait.* Bonaparte eut la politesse de remettre l'affaire au jour suivant ; mais il fit passer, pendant la nuit, la rivière à une lieue au-dessus de sa position, par l'avant-garde aux ordres du général Lannes, en sorte que le lendemain l'armée pontificale se réveilla tout étonnée de se voir entre deux feux, et coupée même de sa retraite sur Faenza. Les Français forcèrent au pas de charge le pont du Senio : une heure après, les troupes romaines fuyaient dans une déroute complète, avec une perte de quelques centaines d'hommes. On ramassa sur le champ de bataille des moines, des crucifix et des poignards. Victor marcha sur Faenza dont il fut obligé de briser les portes, après d'inutiles sommations repoussées par les outrages les plus injurieux. Le général en chef rassembla dans un grand jardin tous les captifs. Comme ils avaient répondu par d'infames invectives aux sommations de Victor, ils se crurent perdus, se jetèrent à genoux, et demandèrent grace. Bonaparte ne se sentait aucunement porté à user du droit de la victoire contre cette populace de soldats : il lui accorda la vie et la liberté, ne voulant pas même d'eux pour prisonniers. Il sauva également la ville du pillage auquel la condamnaient les lois de la guerre. Ce n'était là qu'un acte de grandeur de caractère; les vaincus, en qui la passion de la vengeance était naturelle, prirent cette conduite pour de la générosité, de la part d'un homme qu'eux et leurs chefs avaient dévoué aux poignards et à la destruction. Peu touché des expressions tumultueu-

ses de leur reconnaissance, Bonaparte appela chez lui tous les officiers, dont une partie appartenaient aux grandes familles de Rome; il leur permit de retourner dans leurs foyers, et, après les avoir pénétrés de sa ferme résolution de protéger l'Italie et le Saint-Père, il les décida à se charger de publier sa proclamation. De prisonniers inquiets, d'ennemis acharnés, ces officiers devinrent tout à coup d'utiles émissaires. La métamorphose fut prompte et complète, parce que dans cette classe, même à cette époque, il n'y avait pas de fanatiques. A leur retour, qui étonna beaucoup leurs compatriotes, ils tinrent exactement leur parole: ils répandirent la renommée du vainqueur, et disposèrent les esprits, d'ailleurs peu belliqueux, à des sentimens pacifiques. Forli, Césène, Pesaro, Rimini, Sinigaglia, acceptèrent avec empressement la conversion qui leur fut prêchée par ces missionnaires d'une nouvelle espèce; elles se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français comme à des libérateurs. La conquête de la Vendée du cardinal Busca, de la terrible Romagne, fut une simple promenade militaire.

De Faenza, Victor marcha sur Ancône, où il devait rencontrer le général Colli. Ce général avait éprouvé la valeur française à Cherasco et à Mondovi, et savait bien qu'il ne comptait plus des soldats piémontais sous son drapeau. Cependant il se porta avec trois mille hommes sur les hauteurs qui défendent la ville; c'était tout ce qu'il avait pu réunir. Mais quand il vit s'avancer les colonnes de Victor, il disparut tout à coup, ainsi que ses officiers. Le général français somma cette troupe de se rendre, et,

pendant la sommation, la fit entourer. Les Romains, n'apercevant plus le chef invincible envoyé par l'Autriche, mirent bas les armes sans brûler une amorce. Victor s'empara, le 9 février, de la citadelle, où il trouva cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et cinq mille fusils que l'Empereur venait d'adresser au Saint-Père. Le lendemain, Victor occupa Lorette, si fameuse par la Casa-Santa que les anges y apportèrent. Mais le Vatican avait prudemment fait enlever le trésor de cette église, enrichie depuis tant de siècles par les libéralités du monde chrétien; il avait laissé, parce que ce n'était qu'une pauvre statue de bois, la Vierge des miracles, celle à qui appartenaient ces trésors et cette maison sainte.

Bonaparte, à cette occasion, prit plaisir à entrer vis-à-vis du Directoire dans l'esprit de la cour de Rome: il lui expédia à Paris la Vierge de bois. C'était une piquante récrimination, à propos d'une instruction singulière qu'il avait reçue, sous la date du 12 avril 1796, avant les opérations contre le Piémont. Voici cette instruction. « Gênes ne doit « pas être éloignée de Lorette de plus de quarante- « cinq lieues. Ne pourrait-on pas enlever *la Casa-* « *Santa* et les trésors que la superstition y amasse « depuis quinze siècles? On les évalue à dix millions « sterling. Dix mille hommes *secrètement* envoyés, « adroitement conduits, viendraient à bout d'une « telle entreprise avec la plus grande facilité. Il reste « une difficulté: la route n'est pas directe, et il faut « passer par l'Apennin. Cependant avec de l'audace, « non dans l'exécution, qui en exige peu ou point,

« mais dans le projet, vous ferez *une opération finan-* « *cière* la plus admirable, et qui ne fera tort qu'à « quelques moines. Dix mille hommes suffisent pour « cette entreprise. Leur marche *inconnue* assure le « succès; *au besoin*, *l'armée les secondera.* » Il n'y a pas un mot dans ce document qui ne soit une absurdité. Le Directoire convoitait avec tant de franchise et d'ardeur les dépouilles sacrées de la Vierge de Lorette, que dans son impatience il n'avait pas même songé combien il était inopportun de proposer au général en chef une expédition au cœur de l'Italie, et le sacrifice du tiers de l'armée, quand il se trouvait encore en dehors des frontières du Piémont. L'avidité fiscale du Directoire ne fut pas mieux satisfaite, dix mois après, malgré la possession de la Péninsule, assurée par la prise de Mantoue; et il fallut se contenter de la statue de bois, à défaut des trésors de la Casa-Santa.

Au milieu de ces petits épisodes de la guerre pontificale, Bonaparte poursuivait toujours avec succès sa conquête morale sur les peuples de l'Italie et sur l'opinion de l'Europe. Sa générosité pleine de prévoyance servit merveilleusement sa politique. Une foule de prêtres français émigrés restèrent tout à coup sans retraite par l'occupation de la Romagne; et déjà, fatigués de l'hospitalité qu'ils leur accordaient, le clergé et les moines profitèrent de la victoire républicaine pour les congédier. Bonaparte, indigné de cette cruauté, dont il était loin d'offrir l'exemple aux vaincus, invita hautement, par une proclamation, les évêques et les supérieurs ecclésiastiques à donner asile à ces pauvres prêtres, qu'il

eut l'heureuse idée de placer sous la protection de ses troupes. Cette circonstance amena une foule de scènes touchantes. Beaucoup de soldats reconnurent les curés de leurs villages. C'était ainsi que Bonaparte, maître de Mantoue, quatre fois vainqueur des Autrichiens, et fondateur de plusieurs États libres en Italie, répondait aux excommunications et aux complots d'assassinat dont le Vatican menaçait notre armée et son général.

Cependant le retour des prisonniers de Faenza avait jeté la consternation dans la cour du Saint-Père. Le parti de la liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'Ancône et de l'inexpugnable Mantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontificaux, et Pie VI lui-même fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité que le pape devait conserver dans la ville éternelle, quels que fussent les évènemens, il prit la résolution d'aller se réfugier à Naples. Mais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier-général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine se replia sur lui-même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte :

« Cher Fils,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends ac-

« tuels avec la république française, par la retraite
« des troupes que vous commandez, nous envoyons
« et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires,
« deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattei, par-
« faitement connu de vous, et monsignor Galeppi,
« et deux séculiers, le duc don Louis Braschi, notre
« neveu, et le marquis Massimi, lesquels sont re-
« vêtus de nos pleins-pouvoirs pour concerter avec
« vous, promettre et souscrire, les conditions justes
« et raisonnables que nous espérons d'obtenir. Nous
« nous engageons *sur notre foi et parole* à les ap-
« prouver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles
« soient valides et inviolables en tout temps. Con-
« vaincu des sentimens de bienveillance que vous
« avez manifestés, nous sommes décidé à ne pas sor-
« tir de Rome : vous verrez par là combien est grande
« notre confiance en vous. Nous finissons en vous
« assurant de notre plus grande estime, et en vous
« donnant la paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février
« 1797, l'an 22e de notre pontificat.

« *Signé* PIE VI. »

Le style de cette lettre différait un peu de celui de la harangue publiée les jours précédens. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican.

Le général Bonaparte répondit, le 19 suivant, jour de la conclusion du traité de Tolentino :

Au quartier-général de Tolentino, le 1er ventôse an V.

« Très-Saint-Père, je dois remercier V. S. des cho-

« ses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle « s'est donné la peine de m'écrire. La paix entre la « république française et V. S. vient d'être signée. « Je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos « particulier. J'engage V. S. à se méfier des personnes « qui sont, à Rome, vendues aux cours ennemies de « la France, ou qui se laissent guider par les passions « haineuses qui entraînent la perte des États. Toute « l'Europe connaît les inclinations pacifiques et les « vertus conciliatrices de V. S. La république fran-« çaise sera, j'espère, une des amies les plus vraies « de Rome. J'envoie mon aide-de-camp, chef de bri-« gade (Murat), pour exprimer à V. S. l'estime et « la vénération parfaite que j'ai pour sa personne, « et je la prie de croire au désir que j'ai de lui don-« ner, dans toutes les occasions, les preuves de res-« pect et de vénération avec lesquels j'ai l'honneur « d'être,

« Son très-obéissant serviteur,

« BONAPARTE. »

Napoléon dit dans ses Mémoires, que le Directoire voulait mettre fin au règne temporel du pape. Pour lui, il avait eu, vers cette époque, la même idée, mais en y attachant une combinaison toute politique. Avant de quitter Bologne, le 1er février, pour se rendre à Imola, il écrivit au Directoire :

« Ne pourrait-on pas, si nous allons jusqu'à Rome, « réunir le Modénais, le Ferrarais et la Romagne, et « en faire une république qui serait assez puissante? « Ne pourrait-on pas *donner Rome à l'Espagne*, à « condition qu'elle garantirait l'indépendance de la

« nouvelle république? *Alors nous pourrions resti-*
« *tuer à l'Empereur le Milanais, le Mantouan, et*
« *lui donner le duché de Parme*, au cas que nous
« fussions obligés de passer par là, afin d'accélérer
« la paix dont nous avons besoin. L'Empereur n'y
« perdrait rien, l'Espagne y gagnerait beaucoup, et
« nous y gagnerions plus encore : nous aurions un
« allié naturel en Italie qui deviendrait puissant, et
« avec lequel nous correspondrions par Massa-Car-
« rara et l'Adriatique. »

Il fallait que la paix avec l'Autriche fût bien nécessaire, malgré les triomphes d'Italie, pour que le général Bonaparte proposât lui-même au Directoire la restitution de sa plus belle conquête, du duché de Milan, du duché de Mantoue, et la cession du duché de Parme. Cette nécessité explique comment il se trouva entraîné à conclure, deux mois plus tard, l'armistice de Léoben et la paix de Campo-Formio, contre la volonté du Directoire, lorsque nous étions sur la route de Vienne, après avoir détruit la cinquième armée autrichienne, commandée par le plus grand personnage et le plus grand capitaine de l'Autriche, l'archiduc Charles.

Le 23 février, Pie VI ratifia le traité de Tolentino. Il était divisé en partie politique et en partie financière : la première stipulait l'abandon des droits du Saint-Père sur Avignon et le comtat Venaissin, la cession des légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, de la ville, de la citadelle et du territoire d'Ancône, ainsi que la mise en liberté de tous les détenus pour opinion; la partie financière stipulait le paiement de seize millions qui restaient à solder

pour l'armistice de Bologne, et quinze autres millions pour la paix actuelle. L'article du traité d'armistice relatif à la livraison des tableaux, statues, manuscrits, et à divers objets d'art et de science, était rappelé et maintenu pour une rigoureuse et prompte exécution. Un article séparé obligeait le pape à faire désavouer à Paris le meurtre de Basseville par un envoyé extraordinaire, et à payer une somme de 300,000 fr. à la famille de cet infortuné. Bonaparte, au lieu d'aller à Rome, où il eût paru vouloir triompher du pape, se rendit à Mantoue, où il n'avait pas voulu triompher de Wurmser.

Ainsi Bonaparte, infatigable, impétueux dans la guerre, aussitôt qu'il est vainqueur donne sur le champ de bataille la paix à ses conquêtes. Il se proclame le protecteur des peuples. Il accorde la liberté aux prisonniers et l'indépendance aux provinces. Il n'est encore ambitieux ni pour lui ni pour sa patrie. Ce sont des amis et des nations libres qu'il attache à la république. Généreux dans l'âge où la gloire des armes est une passion, il épargne l'humiliation aux cheveux blancs du maréchal Wurmser et du souverain pontife; et, l'émule de César pour le génie de la guerre, il est l'émule de Scipion pour la modération dans la victoire. Heureuse et unique époque peut-être pour la France et pour son héros! La gloire de Bonaparte fondait la grandeur de la république, en même temps que le génie de la liberté contenait cette gloire dans son austère limite, ne lui permettant rien de personnel, rien qui ne fût pour la patrie. Jamais plus noble contrat n'avait lié une armée et sa nation, un grand capitaine et son gouvernement. Toutefois,

comme je l'ai dit, il manquera à la vie de Bonaparte d'avoir vu la ville éternelle. Qui sait ce qu'aurait produit sur une ame alors toute républicaine la majesté de la cité de Numa? et quel eût été l'effet de cet imposant souvenir, quand, par une grande révolution de la fortune, Rome devint la seconde capitale du négociateur de Tolentino, monté sur le trône des Français?

CHAPITRE IX.

(Du 1er mars au 18 avril 1798.)

ARMISTICE DE LÉOBEN.

En moins de douze mois, Bonaparte a réuni à la France une partie du Piémont, fondé deux républiques en Lombardie, conquis toute l'Italie depuis le Tyrol jusqu'au Tibre, et assuré tant de gloire par des traités avec les souverains de la Sardaigne, de Gênes, de Parme, de la Toscane, de Naples et de Rome. La Corse est rentrée sous notre obéissance. L'illustre guerrier et le grand politique marchent ensemble, et ne doivent plus se séparer. Toute la France regarde Bonaparte, et ne regarde que lui. Le Directoire commence à ne se considérer que comme un intermédiaire entre la nation et son héros, et il obéit à tous deux également, lorsqu'il commande au général en

chef de l'armée d'Italie de poursuivre ses succès et de menacer la capitale de l'Autriche. Le Directoire se souvient du projet d'invasion en Allemagne, ainsi que de la coopération de l'armée du Rhin, que le vainqueur de Millesimo et de Mondovi lui avait proposés, du quartier-général de Cherasco : il s'en souvient, et se soumet aux dispositions que cette singulière prévision du général victorieux lui a tracées aux portes de l'Italie, avant d'y avoir attaqué la maison d'Autriche sur son territoire.

Aussitôt après la prise de Mantoue, cette puissance se voit inquiétée dans ses États héréditaires, au moment où, par la prise de Kehl, elle espérait franchir le Rhin et envahir nos frontières. La dernière ressource est une cinquième armée à opposer à Bonaparte. Le prince Charles, illustré par des exploits récens, amène avec lui ses meilleurs soldats du Rhin. Le Tagliamento sert de point de réunion aux nouvelles troupes impériales, mais trop peu nombreuses encore pour soutenir les grands intérêts qui reposent sur elles. L'imprévoyance du cabinet de Vienne sous ce rapport mérite d'être remarquée. Si quatre armées de quatre-vingt mille hommes, successivement envoyées contre les Français, n'avaient pu sauver l'Italie, l'Autriche devait faire marcher la moitié des forces de l'empire pour défendre la route de Vienne et ressaisir les conquêtes de Bonaparte. Cette importante mesure, prescrite par la nécessité, eût peut-être alors changé les destinées militaires et politiques de la France. La république n'aurait pu reprendre l'offensive sur le Rhin, si l'archiduc Charles, victorieux dans le Brisgaw, n'avait pas dû partir avec ses bataillons d'élite.

Le Directoire, plus occupé de sa conservation que de sa gloire, moins habile que jaloux de son général, se fût peut-être facilement consolé de la perte de l'Italie, et n'eût pas épargné une disgrace éclatante à ce grand capitaine, qui avait conquis son élévation autant sur son propre gouvernement que sur les ennemis de son pays.

Cependant Bonaparte a deviné son illustre adversaire, et, le 10 mars, il met en mouvement ses troupes, auxquelles se sont réunies la division Bernadotte et la divison Delmas, venues de la Sambre et du Rhin. En arrivant, Bernadotte avait dit à ses soldats : « *Soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse! l'armée d'Italie nous regarde.* » La rivalité de Bernadotte ne fut pas toujours aussi pure, mais alors toutes les ambitions militaires se montraient désintéressées. La rivalité était, comme la valeur, une noble passion commune à tous les généraux distingués, et leur donnait un caractère de grandeur individuelle qui disparut tout à coup avec la république.

Quarante mille soldats s'avançaient des bords du Rhin pour rejoindre les débris de l'armée d'Alvinzi. Le quartier-général de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté à Goritz. Bonaparte voulut attaquer le prince avant l'arrivée de ces renforts, et profiter de la supériorité numérique de son armée pour affranchir entièrement l'Italie et ouvrir une campagne d'Autriche. Il avait espéré un secours de vingt mille hommes dont dix mille de troupes piémontaises, et dix mille de troupes vénitiennes. Mais on a vu déjà que le Directoire, suivant ce système d'envie par lequel il cherchait à miner la gloire du général en

chef, n'avait point ratifié le traité conclu à Bologne entre Bonaparte et la cour de Turin. En empêchant par ce refus maladroit la réunion des deux peuples sous le même drapeau, le Directoire retardait encore l'effet de cette politique convertissant aux idées républicaines, qui faisait cependant le continuel objet de ses instructions. Dans le même temps, la seigneurie de Venise refusait son contingent. Bonaparte connaissait les dispositions que ce gouvernement, malgré nos triomphes, conservait envers la maison d'Autriche. Il avait rendu compte au Directoire de la faveur avec laquelle Venise accueillit dans ses provinces de terre-ferme les fugitifs de Rivoli et de la Favorite; et, en politique habile autant qu'en général prévoyant, au moment de porter la guerre dans les deux Frioüls et dans les deux Tyrols, il avait voulu comprimer par un traité d'union les intrigues vénitiennes, et briser, par l'établissement d'une coopération militaire, les liens qui attachaient la république de Venise à la cour de Vienne. Mais il échoua dans cette négociation; de manière qu'au lieu d'acquérir un allié, il dut compter sur un ennemi; aussi se vit-il obligé de laisser Victor avec dix mille hommes en réserve sur l'Adige, pour contenir la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Cette malveillance lui présente un grand péril, soit qu'il revienne vainqueur ou vaincu : elle est un piége tendu sur sa route par la puissance qui tient au Nord les clefs de l'Italie. Quant à l'oligarchie génoise, depuis long-temps prisonnière de la Victoire, et contenue par l'alliance piémontaise, elle demeure encore sous la garde continuelle de la faction démocratique, qui, dans les murs de Gênes, favorise

les Français. Telle est la position de Bonaparte prêt à marcher seul sur l'Autriche, car il sait qu'il ne doit rien attendre des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse : les cent quatre-vingt mille combattans dont elles se composent seront encore sur la rive gauche du Rhin, quand il aura planté son drapeau sur les hauteurs du Simmering, à vingt lieues de Vienne.

Le général en chef a campé ses troupes ; il est à la tête de cinquante-cinq mille hommes ; il compte autour de lui trente-huit mille combattans, qui forment les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau : celle-ci est commandée par le général Guyeux. Dix-sept mille hommes sont aux ordres de Joubert, c'est-à-dire, sa division, celle de Delmas et celle de Baraguay-d'Hilliers. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, occupent les places et observent le midi de la péninsule italique, où la foi des traités récens avec la cour de Naples et celle de Rome ne paraît pas suffire pour rassurer la prudence du général Bonaparte. Les troupes de Victor, destinées à garder l'Adige, sont encore sur l'Apennin : elles ne pourront se trouver en position que dans le courant d'avril ; ce général doit rallier les bataillons lombards, cispadans, polonais et peut-être l'insurrection démocratique de la terre-ferme vénitienne. Le total des forces françaises en Italie est de soixante-quinze mille hommes, dont cinquante-cinq mille forment l'armée active que Bonaparte va mettre en mouvement. L'archiduc lui oppose, dans les premiers jours de mars, trente-cinq mille hommes qui couvrent le Frioul et qui

occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, excellens soldats de montagnes, sont accourus au drapeau autrichien. Bonaparte doit se hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée. C'est la première fois qu'il peut l'admettre dans ses calculs stratégiques. Et en effet il doit se presser d'opérer avant l'arrivée des renforts de l'armée autrichienne du Rhin : car alors il aurait quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et, sur ses derrières, Venise à redouter.

Le 9 mars, Bonaparte a son quartier-général à Bassano. L'ordre du jour suivant rappelle à l'armée ses triomphes : « Soldats! la prise de Mantoue vient « de finir une campagne qui vous a donné des titres « éternels à la reconnaissance de la patrie. Vous « avez été victorieux dans quatorze batailles rangées « et dans soixante-dix combats : vous avez fait cent « mille prisonniers, pris cinq cents pièces de canon « de campagne, deux mille de gros calibre, quatre « équipages de pont. Les contributions mises sur le « pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, « soldé l'armée pendant toute la campagne. Vous « avez en outre envoyé trente millions au ministre « des finances, pour le soulagement du trésor pu- « blic. Vous avez enrichi le Muséum de Paris de « trois cents chefs d'œuvre de l'ancienne et nouvelle « Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire. « Vous avez conquis à la république les plus belles « contrées de l'Europe. Les républiques transpadane « et cispadane vous doivent leur liberté. Les couleurs « françaises flottent pour la première fois sur les « bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre

« heures de l'ancienne Macédoine, *d'où Alexandre* « *s'élança sur l'Orient.* Une grande destinée vous « est aussi réservée ; vous n'avez pas tout achevé. « Vous châtierez ces insulaires perfides, qui, étran-« gers aux malheurs de la guerre, sourient avec « plaisir aux maux du continent. Les rois de Sar-« daigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se « sont détachés de la coalition de vos ennemis, et « ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les An-« glais de Livourne, de Gênes, de la Corse. C'est en « vous que la patrie met ses plus chères espérances : « vous continuerez à en être dignes. De tant d'enne-« mis qui se coalisèrent pour étouffer la république « à sa naissance, l'empereur seul reste devant vous : « se dégradant lui-même du rang d'une grande puis-« sance, ce prince s'est mis à la solde des mar-« chands de Londres. Il n'a plus de politique, de vo-« lonté, que celles de ce cabinet perfide, qui, étran-« ger aux malheurs de la guerre, sourit avec plaisir « aux maux du continent. Le Directoire exécutif n'a « rien épargné pour donner la paix à l'Europe. La « modération de ses propositions ne se ressentait « pas de la force de ses armées : il n'avait pas con-« sulté votre courage, mais l'humanité et l'envie de « vous faire rentrer dans vos familles. Il n'a pas été « écouté à Vienne ; il n'est donc plus d'espérance « pour la paix, qu'en allant la chercher dans le « cœur des États héréditaires de la maison d'Au-« triche. Vous y trouverez un brave peuple, accablé « par la guerre qu'il a eue contre les Turcs et par la « guerre actuelle. Les habitans de Vienne et des « États d'Autriche gémissent sur l'aveuglement et

« l'arbitraire de leur gouvernement; il n'en est pas « un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre « a corrompu les ministres de l'empereur. Vous res« pecterez leurs propriétés. C'est la liberté que vous « apporterez à la brave nation hongroise. La mai« son d'Autriche, qui, depuis trois siècles, va per« dant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui « mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs « priviléges, se trouvera réduite, à la fin de cette « sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la « faire), à accepter la paix que nous lui accorderons « et à descendre en réalité au rang des puissances se« condaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux « gages et à la disposition de l'Angleterre. » Cette proclamation devait produire d'autant plus d'effet, qu'elle était vraie dans toutes ses parties. Elle renfermait aussi quelque chose de prophétique, que le moderne Alexandre devait réaliser sur les bords du Nil. Peut-être cette grande expédition, qui avait occupé autrefois la politique de Versailles, était-elle aussi déjà dans la pensée du triomphateur de l'Italie. Quoi qu'il en soit, nos armées et leurs chefs ne se battaient alors que pour donner non-seulement l'indépendance, mais encore la liberté politique et civile aux nations. Quand nos étendards changèrent de légende, le style des proclamations françaises ne fut plus populaire pour ces nations; mais il continua de l'être pour les soldats de Napoléon.

Les premiers coups de Masséna soumettent au drapeau républicain des villes dont le nom doit anoblir un jour des ministres et des généraux qui n'ont peut-être jamais vu leurs murailles. De Bas-

sano il se précipite sur la division Lusignan, et s'empare de Feltre, de Bellune et de Cadore. L'armée a passé la Piave : Serrurier occupe Conégliano, où s'établit le quartier-général. Le 16 mars, Bonaparte force le passage du Tagliamento, défendu par une forte arrière-garde ; bientôt la ligne des Autrichiens est enfoncée, et l'ennemi bat en retraite sur Palma-Nova, où le vainqueur entre à sa suite. Masséna avait, de son côté, forcé tous les passages, s'était emparé des gorges de Ponteba, fermait la route de la Carinthie à l'archiduc et marchait sur Tarvis. Ce prince, qui déjà s'était replié sur Goritz, courut à Klagenfurth, d'où il tira une belle division de grenadiers, et prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Le 24, l'affaire s'engagea vigoureusement. L'archiduc paya de sa personne, mais il ne put résister à l'impétuosité de Masséna et de Brune. Il perdit Tarvis, dont la possession nous livra les débouchés par lesquels trois divisions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du Tagliamento. La marche de l'armée française sur Tarvis avait été décidée par un avantage important, qui avait suivi le passage du Tagliamento. Le 17, Bernadotte s'était porté sur Gradisca, ville forte qu'il voulut enlever d'assaut. L'arrivée de la division Serrurier, qui prit cette place à revers, avait décidé le gouverneur à capituler et à se rendre prisonnier avec trois mille hommes. Cette division avait passé l'Isonzo, à la suite du colonel Andréossy, qui s'y était jeté pour sonder la rivière. Après la prise de Gradisca, le général Bonaparte avait transporté son quartier-général à Goritz et lancé Bernadotte sur Laybach, à la

poursuite de l'ennemi. Le jour même où Masséna prenait Tarvis, Dugua entra à Trieste. Les Autrichiens voulurent tenir à la Chiusa, où ils étaient suivis par le général Guyeux; mais ils se virent tout à coup attaqués en tête par Masséna qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La 4e demi-brigade de ligne, que le général Bonaparte avait nommée *l'Impétueuse*, soutint sa gloire; elle enleva la position de la Chiusa. L'ennemi perdit cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie et de bagages, et quatre généraux. Les combats de Tarvis et de la Chiusa-Veneta, faibles trophées d'une guerre où la France venait de conquérir les plus beaux triomphes peut-être de l'histoire, devaient avoir d'immenses résultats pour sa politique et pour la grandeur de son général.

Bonaparte passa la Drave à Villach, et établit son quartier-général à Klagenfurth, d'où il chassa deux divisions autrichiennes arrivées de l'armée du Rhin. L'archiduc n'avait pas osé l'y attendre, et s'était précipitamment retiré sur Neumarck, quoiqu'il eût rallié une bonne partie de ses renforts. Ce fut à Klagenfurth que le vainqueur adressa aux peuples de la Carinthie, de la Carniole et de l'Istrie, une proclamation à la fois glorieuse et philanthropique, dont la garantie reposait déjà sur la discipline du soldat et sur la sagesse de l'administration militaire, et devait être de plus assurée par le régime paternel qu'elle confiait aux habitans. Cette proclamation renfermait les paroles suivantes : « Malgré l'Angle-« terre et les ministres de la cour de Vienne, soyons « amis. La république française a sur vous des droits

« de conquête; qu'ils disparaissent devant un con« trat qui nous lie réciproquement! Vous ne vous « mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. « Vous fournirez aux besoins de mon armée. De « mon côté, je protégerai les propriétés. Je ne tirerai « de vous aucune contribution. » Le contrat fut observé fidèlement de part et d'autre. Le général en chef appela les plus riches propriétaires à la composition des quatre gouvernemens qui furent organisés. La justice, la modération, marchaient sous le drapeau de Bonaparte, et après la victoire elles assuraient la conquête.

Cependant les armées du Tyrol étaient encore en présence, et Joubert, opposé aux généraux Kerpen et Laudon, attendait l'ordre d'attaquer. Cet ordre lui parvint du quartier-général de Goritz. Le 20 mars, il commença son mouvement sur le camp de Kerpen, assis derrière le Lavisio, à Cambra, couvrant Saint-Michel. Il passa la rivière à Segonzano, et les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers à Lavis même. Kerpen, culbuté de toutes ses positions, perdit trois mille prisonniers et deux mille hommes tués : c'était la moitié de ses forces. Joubert se porta sur Neumarck, et battit le corps de Laudon, placé de l'autre côté de l'Adige, lui fit deux mille cinq cents prisonniers, et entra à Neumarck. Bolzano (Botzen), où se trouvaient tous les magasins de l'ennemi, fut enlevé par notre avant-garde. Kerpen s'était rallié à Clausen, derrière une division arrivée de l'armée du Rhin : dans cette position inexpugnable, il attendit Joubert avec confiance. Mais l'impulsion de la victoire était donnée ; forcé à la retraite

sur Mittewald, où Joubert le poursuivit, Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Stersing, et se retira sur le Brenner. Joubert avait poussé jusqu'à Brixen, où l'insurrection tyrolienne, excitée par le comte de Laybach, aurait pu inquiéter ses opérations, s'il n'avait reçu l'ordre de rejoindre le général en chef, avec ses troupes.

Le 5 avril, Joubert quitta Brixen, traversa, sans être entamé, les cantons insurgés, qui, sous les ordres du général Laudon, avaient repris l'offensive, rejoignit l'armée avec douze mille hommes qui avaient marqué tous leurs pas par des succès, et amena sept mille prisonniers au quartier-général. Le départ de Joubert laissa le champ libre au général Laudon et au général Kerpen. Celui-ci marcha pour se réunir à l'archiduc. Celui-là descendit l'Adige pour donner la main à l'insurrection vénitienne, dont Bonaparte a prévu la complicité. Cependant le général de l'armée républicaine n'est plus qu'à soixante lieues de Vienne. L'archiduc a perdu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Vaincu dans toutes les rencontres qui avaient eu lieu depuis le passage du Tagliamento, il laisse les Français maîtres de quatre capitales : Goritz, Klagenfurth, Laybach et Trieste. L'alarme se répand à Vienne, et le Danube transporte au fond de la Hongrie les enfans de la famille impériale ainsi que les trésors de la cour et de la ville. Le besoin de suspendre la lutte doit parler plus haut à l'Autriche que son orgueil et sa politique. Bonaparte veut prévenir cette puissance et l'attaquer aussi sur le terrain de la paix : suivant le système de modération et de

générosité qui avait signalé toutes ses victoires, il croit avec raison qu'il est de sa gloire d'aller au devant de la cour de Vienne. En conséquence, il écrit de Klagenfurth, le 31 mars, à l'archiduc Charles.

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL EN CHEF,

« Les braves militaires font la guerre et désirent « la paix. Cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six « années ? Avons-nous assez tué de monde, fait assez « de mal à la triste humanité ? Elle réclame de toutes « parts. L'Europe, qui avait pris les armes contre la « république française, les a posées : votre nation « reste seule, et cependant le sang va couler plus « que jamais. Cette sixième campagne s'annonce « par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'is« sue, nous aurons perdu de part et d'autre quelques « milliers d'hommes de plus. Il faudra bien finir par « s'entendre, puisque tout a un terme, même les pas« sions haineuses. Le Directoire de la république « française avait fait connaître à S. M. l'Empereur le « désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux « peuples. L'intervention de la cour de Londres s'y « est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous « entendre ? et faut-il, pour les intérêts ou les pas« sions d'une nation étrangère aux maux de la « guerre, que nous continuions à nous entr'égorger ? « Vous, monsieur le général en chef, qui par votre « naissance approchez du trône, et qui êtes au-des« sus des petites passions qui agitent les ministres et « les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le « titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de

« vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas que « j'entende par là, monsieur le général en chef, qu'il « ne vous soit pas possible de la sauver par la force « des armes. Mais dans la supposition que les « chances de la guerre vous deviennent favorables, « l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à « moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture « que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie « à un seul homme, je m'estimerai plus heureux de « la couronne civique que je me trouverais avoir « méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des « succès militaires. »

L'archiduc répondit :

« MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en sui« vant la vocation de l'honneur et du devoir, je dé« sire autant que vous la paix pour le bonheur des « peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, dans « le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de « scruter ou de terminer la querelle des nations bel« ligérantes, et que je ne suis muni de la part de « S. M. l'Empereur d'aucuns pleins-pouvoirs pour « traiter, vous trouverez naturel, monsieur le géné« ral, que je n'entre point avec vous là-dessus dans « aucune négociation, et que j'attende des ordres su« périeurs pour cet objet de si haute importance, et « qui n'est pas précisément de mon ressort. Quelles « que soient, au reste, les chances futures de la « guerre ou les espérances de la paix, je vous prie,

« monsieur le général, d'être bien persuadé de « mon estime et de ma considération distin- « guée. »

Ainsi, l'orgueil du cabinet autrichien refusait la paix à Bonaparte aux portes de Vienne : Bonaparte fut encore condamné à vaincre. Cependant le traité d'alliance offensive et défensive venait enfin d'être signé entre la république et le roi de Sardaigne; et une partie des forces piémontaises allait entrer en ligne avec nos bataillons. Le 2 avril, à la pointe du jour, Masséna se porta en avant de Klagenfurth sur Friesach, où il entra avec l'ennemi qu'il poursuivit jusqu'à Neumarck. Là il trouva l'archiduc à la tête des débris de sa première armée et de quatre nouvelles divisions arrivées des bords du Rhin. Digne rival de Bonaparte, l'archiduc voulut encore tenter le sort des armes et présenter noblement le combat. Bonaparte fit promptement ses dispositions. Masséna commença l'attaque : elle se ressentit de cette énergie qui enlevait toute cette armée depuis qu'elle était en campagne. En peu de momens la ligne autrichienne fut brisée. Les Français s'emparèrent des positions, de trois mille prisonniers, et pénétrèrent pêle-mêle avec les impériaux dans Neumarck, où l'on prit encore douze cents hommes et du canon. L'archiduc essaya de retarder la poursuite en proposant une suspension d'armes, afin, disait-il, *de pouvoir prendre en considération la lettre du* 31 *mars*. Mais Bonaparte répondit *qu'on pouvait négocier et se battre*, et qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne à moins que ce ne fût pour la paix

définitive. On poussa jusqu'à Scheifling, à quatre lieues du champ de bataille ; le quartier-général français séjourna deux jours dans cette place. Le mouvement continua sur Knittelfeld, dont la route était défendue par des positions formidables. Une affaire très-chaude eut lieu dans les défilés de Hundsmarck ; l'ennemi en fut chassé avec une perte considérable. Nos troupes occupèrent Knittelfeld, et le 7 notre avant-garde entra à Léoben.

A Jubenbourg, à vingt lieues de Vienne, le général Bonaparte reçut, le 8 avril (19 germinal), la véritable réponse à la lettre du 31 mars. Elle lui fut remise sous la forme d'une note diplomatique par le feld-maréchal Bellegarde, chef d'état-major du prince, et par le comte de Meerweldt, général-major, qui s'annoncèrent comme parlementaires.

« S. M. l'Empereur et roi n'ayant rien plus à cœur « que de concourir au repos de l'Europe et de ter« miner une guerre qui désole les deux nations, en « conséquence de l'ouverture que vous avez faite à « S. A. R. par votre lettre de Klagenfurth, S. M. l'Em« pereur nous a envoyés vers vous, pour s'entendre « sur cet objet d'une si grande importance. Après la « conversation que nous venons d'avoir avec vous, « et persuadés de la bonne volonté comme de l'in« tention des deux puissances de finir le plus « promptement possible cette guerre désastreuse, « S. A. R. désire une suspension d'armes de dix « jours, afin de pouvoir avec plus de célérité parve« nir à ce but, et afin que toutes les longueurs et les « obstacles que la continuation des hostilités appor« terait aux négociations soient levés, et que tout

« concoure à rétablir la paix entre les deux grandes « nations.

« *Signés* : BELLEGARDE, MEERWELDT. »

Bonaparte répondit : « Dans la position militaire « des deux armées, une suspension d'armes est toute « contraire à l'armée française ; mais, si elle doit être « un acheminement à la paix tant désirée et si utile « aux peuples, je consens sans peine à vos désirs. La « république française a manifesté souvent à S. M. « le désir de mettre fin à cette lutte cruelle : elle « persiste dans les mêmes sentimens. Je ne doute pas, « après la conférence que je viens d'avoir l'honneur « d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix « ne soit enfin rétablie entre la république française « et Sa Majesté. » Le soir, la suspension d'armes fut signée pour cinq jours. Dans cette conférence préliminaire avec les plénipotentiaires autrichiens, Bonaparte leur dit : « Votre gouvernement a envoyé « contre moi quatre armées sans généraux, et cette « fois un général sans armée. » Bel éloge de l'archiduc Charles !

Cet armistice, qui s'étendit aux armées du Tyrol, donna une nouvelle ligne à l'armée française. Serrurier occupa la grande et forte ville de Gratz. Bonaparte transféra lui-même son quartier-général à Léoben, et son avant-garde jusqu'à Bruck, où s'établit Masséna, dont les avant-postes couronnaient les hauteurs et couvraient les pentes du Simmering. Bonaparte avait annoncé au Directoire qu'avant le 10 avril il aurait atteint les sommets de cette montagne. L'adjudant-général Leclerc, depuis beau-frère

du premier consul, reçut l'ordre de porter au Directoire la nouvelle de cet armistice. *C'était un officier distingué*, dit Napoléon, *intrépide sur le champ de bataille.*

CHAPITRE X.

INSURRECTION DE VENISE. — PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

En recommençant la campagne sur le Tagliamento, Bonaparte avait eu pour but de s'ouvrir la route de Vienne; c'était le seul moyen de parvenir à la paix. Mais songeant en même temps à ne pas laisser derrière son armée, entraînée sur les sommets des Alpes, une puissance ennemie ou douteuse, il avait continué avec l'Etat de Venise les négociations entamées en juin et juillet 1796, soit par le Directoire, soit par les alliés de la France, tels que l'Espagne et la Turquie, soit par lui-même, alors qu'il ne restait plus que Mantoue aux Autrichiens. Toutefois, depuis cette époque, Venise n'avait cessé d'armer sans répondre aux prévenances de la France. Bonaparte, désirant depuis mettre tout en œuvre pour décider Venise en faveur de la république, s'était adressé directement aux chefs de l'État. Il voulut voir à Vérone le provéditeur-général Foscarini, à Brescia le

provéditeur Mocenigo, qui le reçut magnifiquement. Il avait eu aussi plus d'un entretien avec le provéditeur Battaja, dont les opinions s'accordaient avec ses vues. Rien ne fut négligé de sa part pour soustraire Venise aux périls de sa politique astucieuse. A cette époque, par la plus juste représaille, les Français étaient entrés à Peschiera, qui avait reçu les Autrichiens, et Vérone se trouva pareillement forcée d'ouvrir ses portes au vainqueur de Beaulieu. Les propositions faites alors aux provéditeurs par le général en chef, afin d'amener Venise à des relations franchement amicales avec la république française, avaient été éludées par ce gouvernement, qui comptait encore sur les victoires de l'Autriche. Peu de temps après, les défaites successives de Wurmser et d'Alvinzi changèrent totalement à l'avantage des Français les dispositions de la plus grande partie des villes de la Terre-Ferme vénitienne. Bergame et Brescia, ses deux principaux municipes, Milan, capitale de la république lombarde, Bologne, capitale de la république transpadane, s'étaient fédérées, et, sous la direction de leurs familles patriciennes, elles faisaient cause commune avec les Français. Cette aristocratie avait enfin trouvé et saisi l'occasion de venger la longue injure qui l'excluait, à titre de conquête, du partage de la souveraineté avec la noblesse de la capitale. La Terre-Ferme était pour l'oligarchie vénitienne ce que le pays de Vaud était pour l'oligarchie bernoise.

Depuis la guerre, trois factions partageaient le sénat de Venise : l'une, celle des vieux sénateurs, formait le parti, très-honorable sans doute, de l'indépen-

dance, qui repoussait également l'influence allemande et l'influence française ; mais ce parti manquait de coup-d'œil et de décision, car le temps était venu où il fallait absolument choisir. La seconde faction, tout autrichienne, voulait une neutralité armée contre nous : Pesaro, qui dirigeait alors toute la politique de l'État, était le chef de cette faction ; il avait pour lui tous les jeunes sénateurs. Le troisième parti nous favorisait : le provéditeur Battaja, l'ame de ce parti, proposait une alliance offensive et défensive avec la république française. Cette opinion obtint peu de crédit dans le sénat. Il n'y avait cependant pas d'autre moyen de salut ; mais on préféra, selon l'usage des aristocraties dans les gouvernemens minés par la vieillesse, la routine du privilége et la vanité du patriciat au bien-être de la patrie. Les adulations dont les provéditeurs en mission entourèrent Bonaparte, ses généraux et son armée, soit à Brescia, soit à Vérone, soit à Peschiera, servirent mal à dissimuler les dispositions du sénat vénitien, qui avait supporté avec une patience remarquable l'entrée de Beaulieu à Peschiera, à Vérone ; celle de Wurmser à Vicence, à Padoue, à Bassano, avant aucun général français. La violation du territoire vénitien, devenu le champ de bataille, ne pouvait plus faire le sujet d'un procès soutenable ; ce procès était jugé de fait en dernier ressort par le vainqueur, qui avait chassé de la Terre-Ferme les premiers qui l'avaient occupée.

Mais il existait, comme nous l'avons déjà dit, une question difficile à résoudre, et c'était la question principale ; il fallait conquérir la paix, non plus sur

le territoire de Venise, mais en Allemagne, sur la route de Vienne. Voilà la raison d'État de la campagne sur le Tagliamento. Toutefois cette nécessité renfermait un immense danger, celui de laisser derrière soi trois millions de sujets vénitiens, quand on serait engagé au-delà des frontières de cette république, à la poursuite de l'archiduc, dans les Alpes allemandes. Ce péril ne devait pas échapper à celui qui l'avait déjà prévu lors de la poursuite de Beaulieu. Aussi Bonaparte voulut avoir une conférence avec le sénateur Pesaro, auquel il offrit l'amitié de la France et la garantie de tous les États vénitiens de la Terre-Ferme, dont une partie avait déjà levé, à Brescia et à Bergame, l'étendard de l'indépendance. Il lui proposa de déclarer la guerre à l'Autriche et de fournir un contingent de dix mille hommes à l'armée française. Il lui donna en outre le conseil aussi amical que politique de faire ouvrir le livre d'or aux grandes familles de la Terre-Ferme. Pesaro partit en disant qu'il apporterait la réponse du sénat dans quinze jours. Il cherchait à gagner du temps, dans l'espérance que cet intervalle serait favorable aux armes de l'Autriche. Mais Bonaparte, de son côté, mit ces quinze jours à profit : il passa la Piave. L'archiduc fut battu sur le Tagliamento. La révolution s'était opérée à Bergame, à Salo, à Brescia. Le peuple avait désarmé dans cette dernière ville la garnison, composée de deux mille Esclavons. Le provéditeur Battaja avait été arrêté et renvoyé à Vérone. Enfin Palma-Nova, place très-forte, que les Autrichiens n'avaient pu défendre, avait ouvert ses portes au vainqueur; et sur le sommet des Alpes noriques, au-delà de l'I-

sonzo, Tarvis voyait flotter sur ses murs le drapeau de la république française.

A l'expiration des quinze jours, Pesaro était revenu, et Bonaparte avait renouvelé ses propositions... « Armez-vous encore? lui dit-il. — Il le faut bien, « répondit Pesaro; il nous faut punir les rebelles de « Brescia et de Bergame, et contenir les malveillans de « Crema, de Chiara, de Vérone; et les agitateurs de « Venise elle-même. — S'il est, reprit Bonaparte, des « troubles sur mes derrières par votre faute, si les « troupes que je laisse sont insultées, *ce qui n'était « pas un crime quand j'étais en Italie*, *en serait un « irrémissible quand je serai en Allemagne. Votre « république cesserait d'exister; vous auriez prononcé « sa sentence. Vaincu ou vainqueur, je ferais la « guerre à vos dépens.* » Après cet entretien, on s'était séparé, Bonaparte pour continuer ses avantages et Pesaro sa politique. En effet, malgré la défaite de l'archiduc Charles, la haine sénatoriale de Venise fut si aveugle, que l'envoyé de cette république à Vienne reçut ordre de conclure une alliance avec l'Empereur.

Le cabinet autrichien se montra aussi empressé que celui de Venise à signer le nouveau traité, et des instructions spéciales furent données aux généraux autrichiens pour exciter des soulèvemens dans les pays qui venaient d'être dépassés par l'armée française. Le général Laudon, chargé de cette nouvelle guerre, n'épargna ni les proclamations, ni les fausses nouvelles; il répandit, de concert avec Pesaro, le bruit que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été écrasées au passage du Rhin; que le Tyrol venait

d'être le tombeau des Français, et que Joubert y avait péri avec ses troupes. Vainement le ministre de la république déclarait au sénat de Venise que le Rhin n'avait pas été abordé par nos troupes et que Joubert était entré dans la Carinthie : la conspiration contre les Français et leurs partisans, alimentée par Pesaro, et soutenue par les troupes esclavonnes au service de la république de Venise, s'allia bientôt aux mouvemens que Laudon avait fomentés. Cette commotion inspira plus d'énergie encore aux villes de Terre-Ferme, qui, telles que Brescia, Salo et Bergame, avaient déjà affiché militairement leur indépendance. Elles s'unirent plus étroitement aux villes de Milan, de Bologne et de Modène. Mais Vérone, où Pesaro exerçait une grande influence, fut, ainsi que Padoue et Vicence, chargée de mettre en œuvre les plans meurtriers de la conjuration austro-vénitienne.

Cependant Bonaparte apprit à Judenbourg, par la correspondance de l'ambassadeur de la république à Venise, par le général Balland et par le général Kilmaine qui commandaient, l'un à Vérone, et l'autre à Milan, qu'une insurrection générale était organisée dans la Terre-Ferme et même dans la capitale, contre les Français et leurs partisans. En conséquence, il donna au général Kilmaine le commandement de tous les États vénitiens, et il expédia son aide-de-camp Junot à Venise, avec l'ordre de lire en plein conseil la lettre qu'il écrivait au doge :

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, au sérénissime doge de la république de Venise.

Au quartier-général de Judenbourg, le 20 germinal an V.
(9 avril 1797.)

« Dans toute la Terre-Ferme, les sujets vénitiens « sont sous les armes. Leur cri de ralliement est: « *Mort aux Français*. Le nombre des soldats d'Italie « qui en ont été la victime se monte déjà à plusieurs « centaines. Vous affectez en vain de désavouer les « attroupemens que vous-mêmes avez préparés. « Croyez-vous que, quand j'ai pu porter nos armes « au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la force de « faire respecter le premier peuple du monde? Pen- « sez-vous que les légions d'Italie puissent souffrir les « massacres que vous excitez? Le sang de nos frères « d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon « français qui, chargé de cette mission généreuse, « ne se sente trois fois plus de courage et de moyens « qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le sénat de « Venise a répondu par la plus noire perfidie à notre « générosité soutenue à son égard. Je prends le parti « de vous envoyer mes propositions par un de mes « aides-de-camp et chef de brigade. *La guerre ou la « paix*. Si vous ne prenez sur-le-champ toutes les « mesures pour dissiper les attroupemens, si vous ne « faites aussitôt arrêter et remettre en mes mains les « auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre « est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières: « aucun ennemi ne vous menace, et cependant vous « avez fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres

« pour faire naître un attroupement, et le tourner
« contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures
« pour le dissiper. Les temps de Charles VIII sont
« passés. Si, malgré la bienveillance que vous a mon-
« trée le gouvernement français, vous me réduisez à
« vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat
« français, comme les brigands que vous avez armés,
« aille ravager les champs du peuple innocent et mal-
« heureux de la Terre-Ferme : non, je le protégerai,
« et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé
« l'armée française de l'arracher à votre tyrannique
« gouvernement.

« BONAPARTE. »

Bonaparte avait bien choisi son ambassadeur; Junot remplit sa mission, le 15 avril, avec la fermeté naturelle à son caractère, en y joignant aussi la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Il vit à ses pieds cet implacable sénat de Venise, dont la dernière heure allait sonner. Les intrigues de Pesaro, les mensonges de Laudon étaient dévoilés aux yeux de tous les habitans. Le gouvernement des puits et des plombs avait soudainement perdu de son impénétrabilité. On savait que Joubert était maître de Villach, et avait, par la plus brillante comme la plus audacieuse opération, fait sa jonction avec l'armée. On savait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse occupaient toujours leurs positions sur le territoire de la république. On savait que Victor, revenu de la guerre pontificale, bloquait l'infâme Vérone avec quinze mille hommes; qu'Augereau, de retour de Paris, marchait sur les Lagunes avec vingt-cinq mille hom-

mes : on savait que deux généraux autrichiens, arrivés en parlementaires au camp de Bonaparte, après avoir obtenu une suspension d'armes, sollicitée par la superbe cour de Vienne, y étaient accrédités comme plénipotentiaires pour traiter la paix : on savait enfin que le général vénitien Fioravanti, qui commandait les Esclavons, avait dû mettre bas les armes, du moment où Laudon, informé de l'armistice de Judenbourg, était rentré dans le Tyrol. Le doge répondit le jour même au général en chef, par une lettre dans laquelle il rejetait les désordres et les assassinats de la Terre-Ferme sur la nécessité où les citoyens, fidèles à la république, avaient été de combattre les insurgés, Le cercle était vicieux. Par ce nom d'insurgés, on désignait les partisans de la France, et le doge envoyait deux députés chargés d'engager Bonaparte à faire rentrer les provinces rebelles sous l'obéissance de l'État. Ces excuses, qui ne pouvaient tromper personne, formaient une contradiction bien remarquable avec la déclaration suivante que renfermait la même lettre : « Le sénat, invaria- « ble dans la résolution de maintenir la paix et l'a- « mitié qui nous lient avec la république française, « s'empresse de vous en renouveler l'assurance dans « les circonstances présentes. » Ainsi l'orgueil de la république de Venise ne s'abaissait point ici avec celui de la maison d'Autriche devant le vainqueur de l'archiduc ; c'était la république elle-même qui tombait et demandait merci. Mais, qui le croirait ? au moment même où le sénat se montrait dans une attitude suppliante, il comblait la mesure de toutes les perfidies. Bonaparte se vit tout à coup forcé de prononcer

l'arrêt de ce gouvernement, tant les circonstances changèrent les dispositions de sa modération et de sa prudence. Le cours des choses l'avait également contraint d'évoquer à lui seul l'arbitrage de la guerre ou de la paix avec le cabinet de Vienne. En effet, le 13 avril, le comte de Meerweldt, accompagné du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, était arrivé au quartier-général de Léoben avec des pleins pouvoirs, pour négocier et fixer des préliminaires. Bonaparte consentit, dans le désir de mettre un terme définitif aux hostilités, à prolonger jusqu'au 22 avril la suspension d'armes. Le château de New-Wald, à une lieue de Léoben, fut déclaré neutre; et, le 18, le général en chef signa les préliminaires, quoique le général Clarke eût l'autorisation du Directoire pour traiter; mais Clarke était alors à Turin, et Bonaparte ne jugea pas devoir l'attendre. Quelques jours après, Clarke arriva, et trouva sa mission remplie.

Ce fut dans une de ces conférences de Léoben, que le général Bonaparte demanda et obtint la liberté du général La Fayette et de ses deux compagnons, Latour-Maubourg et Bureau de Puzy, qui, depuis cinq années, prisonniers de l'Autriche contre le droit des gens, languissaient dans les cachots d'Olmütz. La Fayette avait été vainement réclamé par les orateurs du parlement britannique, par des généraux anglais, contre lesquels il s'était battu en Amérique, et enfin par des démarches instantes de ce gouvernement des États-Unis, qui, après Washington, lui devait son indépendance. Tout avait été inutile; tout avait échoué contre l'impassibilité d'un cabinet où

Kaunitz avait été remplacé par Thugut. Il avait fallu que la république offrît d'elle-même, à la cour de Vienne, l'échange de la fille de Marie-Antoinette avec des Français, arrêtés également par elle contre toutes les lois divines et humaines, pour que cette jeune princesse, pour que ces citoyens fussent rendus à la liberté. Il fallait aussi que ce fût le vainqueur de six armées, qui, aux portes de la capitale de l'Autriche, ordonnât impérieusement, comme une volonté de sa victoire, la liberté de celui qui l'avait donnée au Nouveau-Monde! Le voyage de La Fayette de Dresde à Hambourg fut signalé à l'Europe par le plus vif enthousiasme. Dix-sept ans après, l'Amérique de Washington tout entière devait appeler et recevoir La Fayette sur son rivage, et lui décerner un triomphe inconnu dans l'histoire.

Les préliminaires portaient qu'un congrès se réunirait à Berne pour la paix de l'Autriche, et un autre dans une ville allemande pour la paix germanique. Les limites du Rhin étaient garanties à la France. L'Oglio séparait les possessions autrichiennes de la nouvelle république Cisalpine, composée de la Lombardie, du Modénois, du Bergamasque et du Crémasque. On donnait les légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne à Venise, sur laquelle la France prenait un patronage de conquérant. Mantoue retournait à l'Empereur; mais les communications, assurées aux armées françaises de Milan à Venise par la rive droite du Pô, frappaient de nullité les lignes du Mincio et de l'Adige, réservées à l'Autriche; et par conséquent la possession de Mantoue n'offrait qu'une jouissance de vanité à cette puissance.

CHAPITRE VI.

(Du 18 Avril au 12 Mai 1797.)

CORRESPONDANCE DU GÉNÉRAL BONAPARTE AVEC LE DIRECTOIRE, DU 16 AU 20 AVRIL. — SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES. — MASSACRE DES FRANÇAIS A VÉRONE. — DESTRUCTION DE L'OLIGARCHIE VÉNITIENNE.

La négociation de Léoben, où nous traitions au cœur des possessions de la maison impériale, faisait entrer la république dans les grandes affaires de l'Europe. La plus haute renommée s'attacha tout à coup au général qui, debout sur les débris de cinq armées autrichiennes, imposait la paix autant au Directoire qu'à la cour de Vienne. Sa correspondance avec son gouvernement met en lumière ces nouveaux intérêts, et porte l'empreinte de ce génie si riche de créations, de ce caractère neuf, à la fois impétueux et calme, de cette passion éclairée pour la gloire, de cette pensée pénétrante et élevée, de cette raison brillante et grave, de cet esprit vaste, plein d'invention et de prudence, aussi actif que réfléchi, toujours infatigable; enfin, de cet ensemble de tant de facultés contraires et énergiques qui, pendant une période de dix années, depuis les troubles de la Corse jusqu'à la fin du consulat, ont placé

Bonaparte au rang de ce petit nombre d'hommes à qui l'histoire et la postérité ont donné le nom de GRAND.

La fameuse dépêche écrite de Léoben au Directoire par Bonaparte, le 16 avril, et dont le général Leclerc fut porteur, renferme les passages suivans :

« Nous sommes à l'article de la reconnaissance. « Je leur ai dit (aux négociateurs autrichiens) que « la république française ne voulait point être re« connue. Elle est en Europe ce qu'est le soleil sur « l'horison : tant pis pour qui ne veut pas la voir « et en profiter...

« Si rien de tout cela n'est accepté (trois projets « de préliminaires), nous nous battrons, et si l'ar« mée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche « le 20, elle pourrait, dans les premiers jours du « mois prochain, avoir frappé de grands coups, et « se trouver sur la Reidnitz. Les meilleurs généraux « et les meilleures troupes sont devant moi.

« Quand on a bonne envie d'entrer en campa« gne, il n'y a rien qui arrête, et jamais, depuis « que l'histoire nous retrace des opérations mili« taires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. « Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera; et « s'il l'avait déjà passé, nous sérions dans un état à « pouvoir dicter les conditions de la paix d'une ma« nière impérieuse et sans courir aucune chance; « mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la « perdre. J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes « noriques sur trois pieds de glace. J'ai fait passer « mon artillerie par des chemins où jamais charriot

« n'avait passé, et tout le monde croyait la chose im-
« possible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'ar-
« mée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté
« au delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Alle-
« magne pour dégager les armées du Rhin et em-
« pêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux
« portes de Vienne, et cette cour insolente et orgueil-
« leuse a ses plénipotentiaires à mon quartier-géné-
« ral. Il faut que les armées du Rhin n'aient point de
« sang dans les veines, si elles me laissent seul; alors
« je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière
« jugera la différence de conduite des deux armées.
« Elles auront ensuite sur le corps toutes les forces
« de l'Empereur. Elles en seront accablées, et ce
« sera leur faute. »

Les hostilités ne commencèrent à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Hoche, que huit heures après la signature du traité de Léoben, le 18 avril; elles ne s'ouvrirent à l'armée du Rhin que le 20 avril, jour où, en l'absence de Moreau, alors à Paris, le général Desaix passa le fleuve à Kilstett, à quelques lieues au-dessous de Strasbourg. Moreau arriva à temps pour battre les Autrichiens. Il apprit lui-même le passage du Rhin au général Bonaparte, par une lettre du 23, datée de Strasbourg. Ce fait important justifie la dépêche de Bonaparte au Directoire. Ce n'était pas la faute des braves armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse si elles n'avaient pas coopéré aux grandes opérations de l'armée d'Italie; leur impatience sous les armes, dans les cantonnemens français, approchait de la sédition. Le Directoire dut prendre pour lui tous les

reproches que Bonaparte adressait à Moreau et aux deux armées. L'Europe jugea ces armées; la France jugea le Directoire, et Bonaparte fut absous. La nouvelle de l'armistice vint arrêter Hoche à Francfort, où il était entré le 23 avril, après avoir vaincu le général Kray à Heddersdorf. Le même jour, la même nouvelle trouva Moreau à Offenbourg : il avait mené battant le général Starray jusqu'à Radstadt, et repris le fort de Kehl. Ce fut à la suite de cette victoire, qui coûta aux Autrichiens beaucoup de prisonniers et vingt-cinq pièces de canon sur vingt-sept, que le fourgon du général Klinglin, renfermant la correspondance secrète de Pichegru avec le prince de Condé, tomba au pouvoir de Moreau; mais Moreau laissa passer quatre mois avant de rendre compte de cette correspondance au gouvernement : trois ans après, il devait paraître devant la justice comme complice de trahison envers Bonaparte, ainsi que le même Pichegru, son ami, dont il avait dénoncé trop tard la perfidie.

La dépêche de Bonaparte, en date du 19 avril, présente une autre couleur que celle du 16; elle annonce la signature des préliminaires. Cette dépêche révéla au Directoire toute l'indépendance de son général, et l'effraya sans doute d'un avenir que sa politique jalouse et mesquine avait à peine deviné. Voici les passages principaux de cette pièce intéressante, où Bonaparte trace à grands traits la situation de la France vis-à-vis de l'Empereur, celle de l'armée, et sa conduite politique et militaire depuis l'ouverture de la campagne... « Si je me fusse, au commen-« cement de la campagne, obstiné à aller à Turin,

« je n'aurais jamais passé le Pô. Si je m'étais obstiné « à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. *Dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'Empereur, sont devenus une opération militaire.* Cela sera un monument de la gloire de la république française et « un présage infaillible qu'elle peut, *en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe.* Je « n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution. Il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. « J'agirai de même en évacuant; et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite. Quant à moi, je « vous demande du repos. J'ai justifié la confiance « dont vous m'avez investi: je ne me suis jamais « considéré pour rien dans toutes mes opérations, « et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant « acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux, et ayant derrière moi les superbes plaines de « l'Italie, comme j'avais fait au commencement de « la campagne dernière, *en cherchant du pain pour l'armée, que la république ne pouvait plus nourrir.* »

Cette dépêche, et notamment la dernière phrase, établissait énergiquement la position dans laquelle Bonaparte se plaçait en face du gouvernement; et en effet Bonaparte, après avoir reçu à Gratz, du marquis de Gallo, les préliminaires signés par l'empereur d'Autriche, fit évacuer, sans attendre la ratification du Directoire, la Styrie, une partie de la Carniole et de la Carinthie. Dans une de ces conférences de Gratz, le comte Meerweldt remit au gé-

néral une lettre autographe par laquelle l'Empereur offrait de lui faire donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille ames en Allemagne, pour lui et sa famille. Le cabinet autrichien, qui ne cessait la guerre qu'afin d'échapper à la crise du moment, c'est-à-dire qui n'entendait réellement conclure qu'une suspension d'armes, avait senti tout l'avantage d'enlever à la république un homme tel que Bonaparte. C'était à ses yeux désarmer la France: aussi ce cabinet ne recommença la lutte contre nous, que lorsqu'il vit le vainqueur de l'Italie exilé dans sa conquête de l'Égypte. Et ce ne fut que trois ans après, que la victoire de Marengo fit sanctionner le traité de Campo-Formio par celui d'Alexandrie.

L'illustre Masséna, qui tenait le premier rang après le général en chef, par la part qu'il eut dans toutes les victoires, représenta dignement à Paris la gloire de l'armée d'Italie. Envoyé par Bonaparte, il remit, le 9 mai, au Directoire, en audience solennelle, les préliminaires de Léoben, et fut le héros de cette grande fête nationale que le gouvernement fit célébrer dans la capitale.

Cependant le sénat de Venise, qui, le 15 avril, protestait si hautement, dans la lettre du doge à Bonaparte, *de son invariable résolution de maintenir la paix*, n'avait pas rapporté la proclamation publiée, le 12, dans toutes les provinces de la terre-ferme, qu'il appelait aux armes *pour la défense commune.* Non-seulement toute la population s'était réunie aux régimens esclavons et albanais, mais elle courait la campagne, arrêtait et désarmait les détachemens français. Le 16, entre autres, jour du départ de Junot,

cinq cents hommes arrivés à Vérone avaient dû employer la force ouverte pour entrer dans les forts : dès-lors la garnison fut portée à dix-neuf cents hommes ; cependant la ville était occupée au dedans et au dehors par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on prêchait hautement dans les églises l'extermination des Français. La proscription s'unit au sacrilège; car c'était pendant les cérémonies de la semaine-sainte que Pesaro faisait organiser et armer quarante mille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en même temps les Français et leurs partisans; et dans Vérone, à la seconde fête de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appelait aussi la population au meurtre des Français. Ils tombèrent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blessés; on n'attendit pas celle des mourans. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut général, ne pouvait opposer que le feu des forts où elle était enfermée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat. Ce crime inouï, prémédité et exécuté froidement, reçut aussi un nom nouveau, qui associa à jamais la plus grande atrocité d'un gouvernement despotique à la plus grande solennité du christianisme : il parviendra jusqu'à la postérité la plus reculée, sous le nom de *Pâques vénitiennes*, plus affreux encore que celui de *Vêpres siciliennes*, et ce nom sera inséré dans le traité de Milan, le 16 mai suivant. A cet horrible attentat se joignit une foule

de forfaits semblables commis à la Chiusa, à Castiglione, à Dezensano, à Chiari, à Velaggio, et dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. L'insurrection, comme je l'ai dit, avait été combinée avec la marche du corps de Laudon, qui descendait du Tyrol où il avait repris quelques positions sur les Français, et que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous ses yeux que la division de Victor, qui arrivait de Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chargés d'en défendre les approches afin de protéger les assassinats ordonnés dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, ses chefs politiques et ses chefs militaires. Le 20 avril, pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle de la prise des forts de Vérone, un bâtiment français, qui était venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre des bâtimens autrichiens, se vit foudroyé par les batteries vénitiennes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le 22, le sénat, par un décret, remercia le commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient pillé le navire français et égorgé l'équipage. De telles trahisons ne devaient pas rester impunies : elles ne pouvaient être expiées que par la destruction de l'aristocratie vénitienne qui les avait prescrites. Le châtiment se préparait. Les bataillons de dépôt étaient en marche; Vérone se trouvait occupée par la division Victor, placée sous les ordres du général Kilmaine, ainsi que les troupes qu'Augereau et Baraguay-d'Hilliers portaient sur les lagunes.

Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, et la capitulation de Vérone qui en avait été le résultat, le sénat de Venise députa au Directoire et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré. Rien ne fut écouté au quartier-général de Bonaparte : le sang des victimes criait trop haut pour permettre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, et fort de la prépondérance que lui donne tout à coup dans les affaires de l'Europe le traité de Léoben, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes ses trahisons. Il annula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait entamée à Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Le 3 mai, il publia à Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perfidies de cette république, il lui déclarait la guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour de Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, dut prononcer lui-même sa dissolution, abandonner le pouvoir suprême; et le terrible conseil des *Dix* fit place à une simple municipalité. Les sénateurs vénitiens s'en prirent trop tard à Pesaro, et Pesaro à la foi autrichienne. Le lion de Saint-Marc fut abattu pour toujours par Bonaparte, à qui l'anéantissement du plus exécrable pouvoir que l'oligarchie eût jamais enfanté mérita réellement alors le glorieux surnom de *vengeur de l'Italie*. Le 11 mai,

il y eut une abdication générale; Pesaro, le juste objet de la haine publique, s'enfuit avec tous les nobles, et la souveraineté revint naturellement au peuple. Les ambassadeurs étrangers témoignèrent aussi, par leur départ précipité, l'absence du gouvernement près duquel ils étaient accrédités, et la crainte d'être compris dans le légitime ressentiment du vainqueur. Après cinq siècles de proscription et d'abaissement, la démocratie, qui avait vraiment fondé la puissance vénitienne, vint se rasseoir sur les ruines de la tyrannie de quelques familles patriciennes.

La terre-ferme s'était soulevée tout entière contre sa métropole. A la réception du manifeste de Bonaparte, Bergame, Brescia, Bassano, Padoue, Vicence, Udine, s'érigèrent en républiques. L'agonie de la république souveraine dura quinze jours; elle voulut encore parlementer, comme usant d'un droit de la guerre; elle comptait quinze mille hommes dans ses murs, pour la défense des lagunes; mais il ne s'agissait plus de stipuler pour son existence, ni de souscrire aux demandes que le général en chef avait inutilement renouvelées vers la fin d'avril. Pesaro était d'avis qu'on résistât. Le 1er mai, le grand conseil autorisa à traiter avec Bonaparte, pour sauver la république. Bonaparte était déjà à Trévise, d'où il alla à Mantoue, et de Mantoue à Milan. Ce fut dans la première ville que les députés apprirent qu'il n'y avait plus d'espérance de conciliation; cependant ils obtinrent un armistice de six jours, qui pouvait rappeler ces dernières heures de grace que

le juge accorde au condamné pour se préparer à mourir. Bonaparte exigeait le châtiment des trois inquisiteurs d'Etat et du commandant du Lido, pour venger le sang des Français et le meurtre du capitaine de vaisseau Laugier. Le grand conseil consentit d'abord à faire des changemens à la constitution. Le 8, il consentit également à la reddition de la capitale, et fit embarquer ses douze mille Esclavons pour la Dalmatie. Les commissaires vénitiens se transportèrent à Milan, où Bonaparte prononça, le 10 mai, comme première clause du traité, l'abdication du grand conseil et la reconnaissance de la souveraineté dans la réunion des citoyens. Ce traité devança aussi la résolution prise, le 12 suivant, par le conseil, effrayé de la révolution qui venait d'éclater dans Venise, d'adopter un gouvernement représentatif provisoire. Le jour même, Baraguay-d'Hilliers entra dans la ville sur la flottille qui alla le chercher au-delà des lagunes, et il débarqua sur la place Saint-Marc, aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 12, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute démocratique, qui confirma la convention de Milan. Ce singulier gouvernement n'avait aucune attribution suprême pour faire ou ratifier des traités; il fut méconnu de la terre-ferme, qui refusa toute relation avec lui; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les *chevaux de Corinthe* à Constantinople: ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine

à Rome et à Constantinople, devint, comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les Iles Ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi l'on dut encore la conquête de l'Adriatique à l'armée d'Italie. Jamais il n'y eut de possession plus complète; car il ne resta dans l'Etat vénitien que les palais, les anciens sujets et l'armée victorieuse. Tous les membres du gouvernement souverain avaient disparu, et s'étaient réfugiés sur la terre d'Autriche. Le secrétaire de légation Vittelard avait été l'instigateur du mouvement démocratique, qui venait de faire disparaître les derniers débris de l'oligarchie. Cette contre-révolution domestique ne fut pas une des opérations les moins heureuses de la guerre d'Italie; elle ouvrit sans coup férir à nos troupes les inexpugnables accès de la maritime Venise, qui pouvait devenir pour elles une autre Mantoue, si l'avis de Pesaro eût prévalu. La cour de Vienne, qui avait excité l'insurrection des Vénitiens, et qui venait de la sanctionner par un traité, ne refusait pas sans dessein de les comprendre dans celui qu'elle négociait avec la France. Dès ce jour, Venise n'eut plus ni amis, ni ennemis; elle cessa d'être, et elle entra dans le grand cadre républicain de l'Italie, comme dans un dépôt d'où la

politique devait malheureusement la faire sortir, sous la condition d'une simple indemnité concédée à l'allié qui l'avait abandonnée !

CHAPITRE XII.

(Du 12 mai au 1er septembre 1797.)

BONAPARTE AU QUARTIER-GÉNÉRAL DE MONTEBELLO. — RÉVOLUTION DE GÊNES. — RÉPUBLIQUE LIGURIENNE. — RÉVOLUTION DANS LA VALTELINE. — RÉPUBLIQUE CISALPINE.

Après avoir provisoirement réglé le sort de Venise, dont l'existence ne pouvait être décidée alors, Bonaparte porta son quartier-général de Milan à Montebello. Les grandes affaires dont sa propre gloire, bien plus que la confiance déjà inquiète du Directoire, lui avait commis le soin, appelèrent dans cette petite ville les ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gênes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses et de plusieurs princes d'Allemagne, indépendamment des premières autorités de la république lombarde, que d'importantes circonstances, résultat de la paix d'Autriche et de celle de Venise, fixaient auprès de son fondateur. Le château de Montebello était devenu une véritable résidence

royale. On eût dit une cour au lieu d'un quartier-général. Bonaparte avait dès-lors contracté, en sa qualité de général en chef, l'habitude du commandement absolu; pendant les loisirs de Milan, de Montebello, de Passeriano, il contracta les mœurs d'un monarque. Là, madame Bonaparte reprenait les souvenirs de sa jeunesse. Entourée de tant de personnages des cours étrangères, elle servait ainsi les intérêts nouveaux que son mari était chargé de défendre, et, sans le savoir, ceux qu'il prévoyait pour l'avenir. Depuis la première entrée à Milan, avait cessé de la part de ses compagnons d'armes cette fraternité des camps, qu'il avait recherchée habilement en arrivant à Nice. Ce fut à cette époque que le vainqueur de l'Autriche fit le premier apprentissage du pouvoir souverain. Une partie de sa cour française, celle qui formait sa famille militaire, était déjà soumise : quant à l'autre, composée des généraux qui, tels que Masséna, Augereau, Bernadotte, Serrurier, commandaient des divisions, elle resta rebelle à ces nouvelles habitudes jusqu'au temps où la révolution, la république et la liberté passèrent au service de l'empereur Napoléon. Un corps diplomatique était accrédité de fait auprès du général, qui ne portait plus d'autre titre que celui de *libérateur*. Il se trouvait habituellement en présence de l'Europe, et malgré le caractère républicain qui constituait toute sa position, il se laissait aller à afficher une sorte de majesté dans sa représentation, en échange des respects de toute nature dont les envoyés de tant de puissances différentes lui apportaient chaque jour l'hommage. Cependant cette vie de pa-

lais, bien loin d'être oisive, dut une véritable grandeur à la gravité des opérations de haute politique qui changèrent pour le moment la face de l'Italie.

La première fut la révolution qui donna à la république de Gènes le nom de république ligurienne. Cette fois encore un Doria l'appela à la liberté; cette fois aussi la légation française avait, comme à Venise, préparé le mouvement populaire. Philippe Doria commença l'insurrection le 22 mai, à la tête de douze mille ouvriers qui demandèrent l'abolition du gouvernement aristocratique. Les inquisiteurs d'État, prêts à repousser les patriotes par les mêmes moyens, lancèrent contre eux les charbonniers et les portefaix. Le succès, d'abord incertain, se décida le 24 en faveur de l'aristocratie, et de grands excès, dont plusieurs Français furent les victimes, signalèrent la fureur de ces deux populaces. La bourgeoisie resta neutre; mais il lui appartenait de consommer une révolution qui devait l'affranchir du joug des nobles. Aussitôt que le général en chef apprit que le sang français avait coulé à Gênes, il y dépêcha son aide-de-camp Lavalette, avec la mission d'exiger la mise en liberté de tous les Français que, sous le nom de jacobins, l'inquisition d'État avait fait arrêter; le désarmement des charbonniers et de la populace, et l'arrestation des inquisiteurs. Lavalette arriva le 29 mai, et se rendit au sénat, qui prescrivit l'élargissement des Français. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le *grand libérateur*, se réveille et veut aussi le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Le soir, quatre mille fusils revinrent à l'arsenal. La bourgeoisie avait la majorité dans le petit conseil,

et bientôt on sut qu'une division française était entrée à Tortone. Cependant, le sénat n'accordant pas l'entière satisfaction qui avait été réclamée, le ministre de la république résolut de quitter Gênes; mais à la demande qu'il fit de ses passeports, le sénat, se ravisant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, l'emprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une députation à Montebello, composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, et conduite par le ministre Faypoult. De cette ambassade résulta, le 6 juin, la convention de Montebello, qui prononça la destruction du gouvernement oligarchique et l'établissement d'une démocratie. Cette constitution devait être soumise à la sanction du peuple, le 14 septembre suivant. Le général Bonaparte nomma les douze citoyens qui, sous la présidence du doge, devaient former le gouvernement provisoire. Leur installation eut lieu le 13 juin. Elle fut, ainsi qu'à Venise, célébrée révolutionnairement par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique : on arracha les armoiries dans toute la ville, et la populace, qui, dans de semblables crises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la république. Six mille Liguriens furent organisés par le général Duphot et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Pise fit insurger la rivière du Levant, et d'autres parties du territoire génois. Duphot marcha contre les rassemblemens, et fut repoussé jusque dans Gênes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés; mais,

secouru par nos troupes accourues de Tortone, et par les habitans de l'autre rivière, il reprit l'offensive et détruisit bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise.

Le 13 juin, la Valteline, que le voisinage, la langue et la religion attachaient au Milanais, dont elle avait été démembrée dans le seizième siècle, impatiente de porter plus long-temps le joug des Ligues Grises, proclama son indépendance. L'exemple donné par la terre-ferme de Venise et par les nouvelles démocraties de l'Italie était contagieux pour les habitans de la Valteline. En vertu d'un abus singulier du pouvoir dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Berne, le Bas-Valais l'était du Haut-Valais, et la Valteline des Ligues Grises; ces tyrannies républicaines allaient bientôt disparaître. Les Valteliens, insurgés dans le mois de mai, avaient, suivant la marche commune, envoyé des députés au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique. La politique de la France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre ce procès en considération; mais on découvrit dans les archives de Milan que, par le traité de cession de la Valteline aux Grisons, le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière: en conséquence, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de la Valte-

line une quatrième Ligue Grise; ce qui fut refusé par les trois autres. Quelques mois après (le 10 octobre), Bonaparte convoqua les députés des Grisons et de la Valteline; mais les premiers, ayant dédaigné de comparaître, furent condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebello autorisa la Valteline à se joindre à la république cisalpine.

Le 9 juillet, l'on proclama la nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadane et de la Transpadane, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan, auxquels la Romagne, cédée par le traité de Tolentino, se réunit le 24. La Romagne avait déclaré son indépendance, sous le nom peu connu de *Republique Émilie.* La Cispadane, qui comptait plusieurs capitales d'anciens États, telles que Bologne, Modène, Reggio et Ferrare, était par cela seul plus soumise à l'influence de l'esprit aristocratique, et avait répugné à se confondre avec la Transpadane; mais ces petits intérêts de suprématies passés ne purent tenir contre l'espérance que donna Bonaparte à ces villes, de la réorganisation de la grande famille italienne. Le patriotisme triompha de toutes les oppositions de la noblesse et du clergé. La Cisalpine reçut la constitution française; le 14 juillet, Bonaparte nomma les cinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les dix départemens de cette république, se jurèrent fraternité, sur l'autel de la Liberté. Par le traité de Campo-Formio, cette république devait encore s'augmenter de la terre-ferme vénitienne, située sur la rive droite de l'Adige, et représenter environ quatre millions d'Italiens libres, dont tous les re-

gards se portaient sur Rome, comme sur la capitale future de la commune patrie. Rome aussi regarda alors la nouvelle république; mais c'était Rome papale qui refusa de la reconnaître. Excité sourdement de rechef par la cour de Naples, qui ne paraissait pas vouloir tenir la convention du 10 octobre 1796, le Saint-Siège, malgré l'épreuve qu'il avait faite du général Colli à Ancône, avait encore demandé un général à l'Autriche. La cour de Vienne envoya Provera, deux fois prisonnier des Français depuis la guerre; mais le Vatican en fut pour le ridicule qui s'attacha à cette seconde rodomontade, et le général Provera pour un séjour momentané à Rome. La Cisalpine, fière comme une république naissante, demanda raison au pape de son refus de la reconnaître, et, dans l'espoir de lui prendre quelques provinces, elle lui déclara la guerre. N'ayant plus de secours à invoquer du côté de l'Autriche qui négociait avec la France, ni du côté de Bonaparte justement indigné de cette nouvelle hostilité, ni enfin du côté de la cour de Naples que sa conduite et ses prétentions rendaient plus que suspecte au libérateur de l'Italie, le Saint-Père dut se réfugier dans l'abaissement de l'humilité chrétienne, et donner à la Cisalpine toutes les satisfactions qu'elle exigea. Cette belle création de la république cisalpine, dont les frontières s'étendaient des Alpes helvétiques à l'Apennin romain, et du Tésin à l'Adriatique, eût nécessairement enveloppé l'Italie entière, si quelques années plus tard le génie monarchique n'eût détrôné le génie républicain, replacé des royaumes sur les ruines des républiques déjà florissantes, et détruit enfin l'at-

tente et le besoin des nations, en rétablissant des institutions despotiques, dont la chute, sacrée par la gloire nationale, était toute l'œuvre de la révolution française. Dans le moment où nous écrivons, l'Italie, pressée entre le despotisme de Vienne et celui de Rome, jette sans doute un regard douloureux sur de tels souvenirs, et leur compare la double servitude sous laquelle elle a perdu jusqu'à son nom de nation.

Tels furent sommairement les intérêts étrangers qui occupèrent Bonaparte à sa cour de Montebello; il n'en était distrait que par les inquiétudes qui agitaient l'intérieur de la France, et qui se répandaient déjà sourdement dans son armée. Peut-être aussi le danger d'une crise prochaine lui était-il plus fortement démontré, par le refus que venait de faire la cour de Vienne de ratifier la convention signée avec le marquis de Gallo, et qui contenait les bases de la paix définitive. Ce refus l'avait déterminé à créer tout de suite un puissant État intermédiaire sous le nom de *République Cisalpine*, afin d'avoir sous sa main un auxiliaire à opposer à l'Autriche, en cas de rupture. Ce fut aussi dans ce but qu'il avait sollicité vivement le Directoire de ratifier le traité de Turin du 5 avril.

Pendant ce séjour de quatre mois à Montebello, le général Bonaparte avait aplani toutes les difficultés politiques de sa position en Italie par des fondations d'États et par des traités, quand il fut tout à coup entraîné à porter toute son attention sur ce qui se passait en France.

CHAPITRE XIII.

(Du 1er Septembre au 15 Novembre 1797.)

CONSPIRATIONS ROYALISTES. — JOURNÉES DES 18 ET 19 FRUCTIDOR. — PICHEGRU ET MOREAU. — RUPTURE DES NÉGOCIATIONS A LILLE AVEC L'ANGLETERRE. — PAIX DE CAMPO-FORMIO. — DÉPART DU GÉNÉRAL BONAPARTE POUR RADSTADT.

Le Directoire imposait la forme de son gouvernement aux États d'Italie, et Bonaparte, pour attacher davantage au système de la France la nouvelle République cisalpine, avait fixé au 14 juillet la solennelle fédération qui devait en sanctionner l'établissement. Mais il n'avait pas négligé de célébrer également l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première Fédération française: il profita de cette grande fête pour éclairer militairement ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre; et, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même sentiment, il avait encore choisi ce jour pour donner des drapeaux aux troupes des deux peuples. Elles étaient rangées en carré autour d'une pyramide où on lisait les noms des guerriers moissonnés sur le champ de bataille. C'est alors que, passant devant les carabiniers de

la 11ᵉ demi-brigade légère, Bonaparte leur dit : « *Braves carabiniers, vous valez trois mille hommes.* » Arrivé à la 13ᵉ qui formait la garnison du château de Vérone : « *Vous voyez*, leur dit-il, *les noms de vos camarades assassinés sous vos yeux dans Vérone; mais leurs mânes doivent être satisfaits; les tyrans ont péri avec la tyrannie.* » Après avoir ainsi parlé aux Cisalpins, le général en chef dit aux soldats français :

« SOLDATS !

« C'est aujourd'hui l'anniversaire du 14 juillet : « vous voyez devant vous les noms de nos compa- « gnons d'armes morts au champ d'honneur pour la « liberté de la patrie. Ils vous ont donné l'exemple : « vous vous devez tout entiers à la république : vous « vous devez tout entiers au bonheur de trente mil- « lions de Français; vous vous devez tout entiers à « la gloire de ce nom, qui a reçu un nouvel éclat « par vos victoires.

« Soldats ! je sais que vous êtes profondément af- « fectés des malheurs qui menacent la patrie; mais « la patrie ne peut courir de dangers réels. Les « mêmes hommes qui l'ont fait triompher de l'Eu- « rope coalisée sont là. Des montagnes vous séparent « de la France : vous les franchiriez avec la rapidité « de l'aigle, s'il le fallait, *pour maintenir la consti- « tution*, défendre la liberté, protéger le gouverne- « ment et les républicains.

« Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des « lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant

« qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans in-
« quiétude, et jurons par les mânes des héros morts
« à côté de nous pour la liberté, jurons, sur nos nou-
« veaux drapeaux, *guerre implacable aux ennemis*
« *de la République et de la constitution de l'an* III. »

Bonaparte fit entrer ainsi l'armée dans les intérêts politiques de la patrie ; ce fut le premier pas vers le gouvernement militaire. Dans l'enthousiasme qu'avait inspiré cette proclamation, on vota et on signa par divisions une foule d'adresses énergiques au Directoire et aux Conseils. L'étincelle électrique se communiqua avec la rapidité de l'éclair aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Hoche osa franchir le rayon établi par l'art. 69 de la constitution de 1795, avec une division qu'il portait sur Paris et qui dut être arrêtée dans sa marche par le conseil des Cinq-Cents. Dès ce moment, l'armée devint un pouvoir de l'État, et Bonaparte un souverain dans l'armée.

Le Directoire formait le point de mire de ces trois conspirations, qui, pendant tout le cours de son existence, n'ont cessé de lutter contre lui ; l'une, celle des hommes de 93 ; l'autre, celle des royalistes ; une troisième, née de la cendre des Girondins : celle-ci, composée des philosophes politiques de Clichy, prétendait conserver l'arche sainte de la liberté établie par l'Assemblée législative. Le renouvellement du tiers dans les deux conseils y introduisit de nouveaux ennemis légaux du Directoire. Pichegru, dont Moreau connaissait bien les trahisons, avait été porté par acclamation à la présidence des Cinq-Cents ; il dirigeait la faction contre-révolutionnaire. Les géné-

raux Willot et Lajolais, les complices de Pichegru, s'étaient également fait nommer députés. Les conventionnels, en travaillant à leur propre élimination, avaient commis la faute de ne pas se recruter parmi leurs pairs. La division siégeait dans le Directoire même, et Letourneur venait d'y être remplacé par Barthélemy. Les tribunes du corps législatif, et les feuilles périodiques, ne discontinuaient pas de harceler le gouvernement et d'appeler les esprits à un grand changement, en renouvelant avec audace le procès de la révolution. Les orateurs, les écrivans du parti, étaient à la solde de l'Angleterre. La conspiration de Duverne de Presle, Brottier, Laville-Heurnois, comprimée dans le mois d'avril précédent, avait donné d'importantes révélations. A celles-ci se joignirent les aveux que d'Antraigues, ministre du prétendant, à Venise, fit au général Bonaparte, à qui il devait la vie et la liberté. Les royalistes marchèrent sans prudence dans leurs hostilités. Ils attaquèrent à la fois le Directoire, la révolution et le général Bonaparte. On osa calomnier jusqu'à ses succès : c'était outrager ce qu'il y a de plus irritable, une armée française triomphante. On a vu avec quel à-propos Bonaparte, s'emparant du ressentiment qu'une telle ingratitude inspirait à ses soldats, les avait représentés comme une puissance qui n'attendait que son signal pour aller venger à Paris la liberté et la victoire, outragées par les propres mandataires de la nation. Cependant ce n'était pas dans la seule intention de le sauver qu'il faisait ainsi déclarer son armée en faveur du Directoire; il voulait surtout combattre la contre-révolution, dont la conspiration,

élaborée par le cabinet britannique, retenait encore, malgré les préliminaires de Léoben, le cabinet autrichien dans des délais plus que suspects pour la conclusion de la paix. Le refus de M. de Thugut, de signer les bases arrêtées à Montebello par Bonaparte et le marquis de Gallo, n'avait ni une autre cause ni un autre objet. En effet, Augereau manda de Paris, le 16 août, au général en chef: « L'électeur de « Hesse écrit confidentiellement à son neveu que « l'Empereur ne fera pas la paix, par la raison qu'elle « ne paraît pas être du goût de messieurs de Clichy, « et qu'il croit tenir la haute main sur Paris et les « deux Conseils. »

Dans de telles circonstances, il était naturel que des vœux et même des propositions fussent adressés à celui qui occupait alors toutes les trompettes de la Renommée, et qu'on le pressât même de venir remplacer un pouvoir dont la chute semblait prochaine. Ces instances, et le désir qu'elles exprimaient, peut-être partagé un moment, ne furent pas inconnus au directeur Carnot, dont la lettre du 17 août au général Bonaparte se terminait ainsi : « On vous « prête mille projets plus absurdes les uns que les « autres : on ne peut pas croire qu'un homme qui a « fait de si grandes choses puisse se réduire à vivre « en simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y « a que Bonaparte, redevenu simple citoyen, qui « puisse laisser voir le général Bonaparte dans « toute sa grandeur. » On ne saurait affirmer que ce dernier eût trouvé sa sûreté dans une condition privée. Toutefois il sentit qu'il fallait être le héros de la France entière, et non le chef d'une faction,

pour tenter une semblable entreprise. Il voulut sans doute aussi, pour les discréditer davantage, laisser aux gouvernans l'essai d'une révolution contre la représentation nationale. Il jugea d'ailleurs que le Directoire, tout déconsidéré qu'il pouvait être par tous les partis, constituait un pouvoir légal, tandis que lui ne serait qu'un usurpateur armé, responsable de la sédition militaire qu'il aurait excitée. Enfin, il eut raison de ne pas se croire alors assez fort pour attaquer avec succès le gouvernement.

Le Directoire avait demandé un général à Bonaparte, qui envoya Augereau, républicain violent, homme d'exécution, dont il saisissait avec joie l'occasion de se délivrer. L'arrivée d'Augereau éloigna ainsi du théâtre des affaires, où l'anxiété du Directoire l'avait secrètement appelé, le général Hoche, que les Conseils venaient de faire sortir de Paris. Hoche, grand politique et grand militaire, avide de renommée, jeune et adoré des troupes, présentait parmi tous les généraux du temps le rival le plus dangereux pour Bonaparte. La soif du pouvoir pouvait être commune à des hommes que la reconnaissance nationale avait tant de fois proclamés les sauveurs de la patrie. Nous touchions déjà au moment où l'exemple de César serait plus contagieux que celui de Brutus. Mais l'heure de l'ambition n'était pas encore sonnée, et ce fut apparemment pour rassurer le Directoire à son égard, et indiquer un moyen honorable de se défaire de lui, que Bonaparte écrivait de Milan, le 16 août : « Les temps ne sont pas éloignés « où nous sentirons que, pour détruire vérita-

« blement l'Angleterre, il faut nous emparer de « l'Égypte. »

Bonaparte n'avait rien à craindre du général Augereau, dont il connaissait la nullité politique; il l'avait rendu porteur de son adhésion et de celle de son armée à toutes les mesures que le Directoire croirait devoir adopter pour sa conservation. Augereau prit le commandement de la 17ᵉ division militaire, et réunit ainsi sous ses ordres toutes les troupes du rayon constitutionnel. Le 18 fructidor (4 septembre), la majorité du Directoire, formée de Barras, Rewbell et La Réveillère-Lepaux, frappa le coup d'Etat qu'elle méditait depuis deux mois; leurs collègues se trouvèrent les premiers proscrits. Mais Carnot, ayant été prévenu, put se sauver à Genève; Barthélemy seul fut arrêté. On les remplaça aussitôt par Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Dans le même instant, Augereau, qui la nuit s'était emparé militairement de la salle des Conseils, protégeait l'arrestation à domicile des généraux Pichegru et Willot, de cinquante des plus honorables membres des Anciens et des Cinq-Cents, et de cent cinquante autres individus, presque tous écrivains politiques et journalistes. Après cette exécution, la législature assemblée reçut des trois directeurs un message relatif à la découverte de la conspiration contre la république, avec la communication des papiers saisis par le général Bonaparte chez d'Antraigues, et les déclarations de Duverne de Presle. Telle fut la journée du 18. Elle eut aussi un lendemain digne du règne de la plus odieuse

tyrannie. Au nom de la liberté et en présence des lois de la république, le triumvirat, Barras, Rewbell et La Réveillère, osa condamner, sans aucune forme de procès, à l'exécrable supplice de la déportation dans les marais pestilentiels de Sinnamary, les directeurs Barthélemy et Carnot, dont le bannissement ne pouvait être décrété que par un jugement des deux Conseils. Ce triumvirat, qui dès ce jour obtint la haine de tout ce que la France renfermait d'hommes justes; ce triumvirat, qui ne recula pas devant la froide cruauté de prononcer la même peine contre des citoyens tels que Portalis, Tronçon-Ducoudray, Dumolard, Muraire, Barbé-Marbois, Benezech, Pastoret, Siméon, les généraux Dumas, Villaret-Joyeuse, etc., devint aussi dès ce moment le justiciable de cette armée qu'il venait de rendre complice de son coup d'État. Il savait bien qu'il sacrifiait la liberté à son salut en décimant ainsi la représentation nationale; mais il devait aussi penser que, par cet acte de violence inouï même dans les fastes de la Convention, il donnait un gage contre lui-même et contre la république à tout ambitieux qui aurait l'appui des soldats. Le 18 fructidor fut plus que le précurseur du 18 brumaire; il en fut l'exemple, deux ans avant d'en être la victime.

Là ne se borna point l'action fructidorienne; trop faible pour être ou terrible ou modéré, le Directoire se jeta dans un système intermédiaire qui n'inspira ni crainte ni respect à aucun parti. D'un côté, le rappel des lois révolutionnaires ne fit qu'indigner la masse des citoyens, sans satisfaire les hommes qui les avaient votées. Ces vétérans de la république

méprisèrent avec raison des chefs qui voulaient se servir d'instrumens trop pesans pour leurs bras; ils se souvenaient bien que l'empire effrayant de la Convention n'eût pu exister un seul jour sans nationalité. Les directeurs calculèrent une nouvelle terreur qu'ils tachèrent de quelques gouttes de sang émigré. Ils se crurent les sauveurs de la patrie en refusant aux lauriers de Bernadotte la vie de M. d'Ambert, son premier colonel. D'un autre côté, ils ouvrirent le palais du Luxembourg à des favoris de toutes les opinions, à des spéculateurs, à des fournisseurs, à des hommes de plaisir. *Cela formait*, dit Napoléon, *cinq petites cours bourgeoises*, *placées à côté l'une de l'autre*, *et agitées par les passions des femmes*, *des enfans et des valets*. Cependant la cour de Barras se distinguait des autres; c'était la régence en miniature, moins le régent. Le Directoire, depuis son origine jusqu'à sa chute, fut le Bas-Empire de la République; mais ce Bas-Empire cachait un César.

L'esprit de fructidor porta également son influence sur une chose qui, par sa nature et sa gravité, semble devoir être à l'abri des passions de tous gouvernans. Dès le mois d'octobre de l'année précédente, le cabinet de Saint-James, fatigué d'une guerre trop dispendieuse, s'était décidé à traiter. Lord Malmesbury, arrivé comme plénipotentiaire, demanda la rétrocession de la Belgique à l'Autriche; les conférences, rompues alors, parurent avoir été renouées à cause des préliminaires de Léoben, où l'Autriche renonçait à la Belgique. Mais indépendamment du penchant que la cour de Vienne ne dissimulait plus pour la paix, l'Angleterre avait

encore, dans sa position intérieure, d'autres motifs de traiter avec la république. L'Irlande était toujours en feu, malgré le désastre qui en avait éloigné l'armée du général Hoche. Ce royaume attendait hautement sa délivrance d'une nouvelle expédition française. La Banque avait suspendu ses paiemens; Londres avait vu Pitt échouer au parlement pour ses mesures de finances. Enfin, ce qui était presque inouï dans les fastes de la marine britannique, une insurrection pour une discussion de paie avait fait révolter les équipages de deux flottes, et l'esprit public, depuis long-temps alarmé de la continuité de la guerre, avait besoin d'être calmé par une démarche éclatante du cabinet auprès de la république. Ce fut par ces motifs que lord Malmesbury fut envoyé à Lille, le 4 juillet, pour reprendre la négociation avec Letourneur, Pléville-le-Peley et Maret, depuis duc de Bassano. Celui-ci avait acquis en 1792, dans sa mission à Londres, une considération qui n'était pas oubliée. Il avait travaillé hautement au maintien de la paix et au salut du roi. Maret, chargé de correspondre avec le général Clarke, plénipotentiaire en Italie pour la paix d'Autriche, communiquait, par cet intermédiaire alors si dévoué, avec le général Bonaparte. Il était parvenu à mener celle de Lille à son terme, lorsque le 18 fructidor vint tout à coup changer le système du gouvernement. A l'instant où il allait être pacificateur pour l'Europe entière, à Lille et à Milan, le Directoire eût pris de nouveau les armes contre l'Autriche, s'il avait pu commander à son général d'Italie comme à son ministre de Lille; car il rappela

Maret et laissa Treilhard et Bonnier chargés de la rupture. En effet, ils reçurent l'ordre de demander que l'Angleterre restituât toutes ses conquêtes sur la France, la Hollande et l'Espagne sans compensation, et ils donnèrent à l'ambassadeur anglais, comme à un général forcé de capituler, vingt-quatre heures pour répondre. Lord Malmesbury quitta Lille le 17 septembre, et fit attendre jusqu'au 5 octobre, aux envoyés français, le refus de l'Angleterre, qu'il leur adressa de Londres. La victoire du 18 fructidor devint ainsi le manifeste de la guerre à toute l'Europe. Le Directoire sacrifia l'avenir de la France au coupable orgueil de disposer hautement de ses destinées, à l'extérieur comme à l'intérieur. Mais peu de jours après la nouvelle révolution, ce gouvernement si intraitable se trouva embarrassé même de son triomphe: il se vit comme réduit à ses seules forces; au milieu de quelques habitués, qui n'empruntaient de lui aucune considération et ne lui apportaient aucun crédit, il resta placé entre la vengeance, maintenant légitime, du cabinet de Saint-James, et le mécontentement de son général de l'armée d'Italie, à qui cette éclatante rupture fait pressentir toutes les difficultés qui vont hérisser sa négociation avec la maison d'Autriche; enfin, entre les justes reproches dont ce même général flétrit les proscriptions du 19 fructidor, et entre la haine des citoyens, qui s'indignaient de la violation de la représentation nationale, en un mot, des deux journées de fructidor. Cependant le gouvernement pouvait les rendre également mémorables, par l'exercice de la justice légale. Il n'avait qu'à faire aux conspi-

rateurs, à ceux qu'il condamna sans les entendre, l'application des lois; elles étaient plus que suffisantes pour châtier tous les crimes contre l'État, et même pour satisfaire tous les ressentimens. Une lettre adressée par le général Moreau à leur collègue Barthélemy, tomba entre les mains des directeurs; cette lettre contenait la dénonciation d'une conspiration déjà bien ancienne, qu'il devait leur importer de faire juger, et qui peut-être par ses ramifications eût amené devant les tribunaux bien d'autres coupables que Pichegru qui en était le chef.

En effet, la révélation des pièces que renfermait le fourgon de Klinglin aurait pu compromettre fortement Moreau. Ce général se trouvait, depuis une époque antérieure aux rapports mystérieux de Pichegru avec le prince de Condé, engagé dans une relation d'une nature plus élevée, et qui avait pour objet le retour de la famille royale. On découvrit dans les papiers de Klinglin un plan de contre-révolution dont, par l'entremise du comte de Montgaillard et de Fauche-Borel, imprimeur de Neuchatel, et avec l'or de l'Angleterre, Pichegru devait diriger l'exécution. Cette machination remontait à l'année 1795; il s'agissait de mettre Louis XVIII sur le trône. De la part de ce prince, il avait été promis à Pichegru de le nommer maréchal de France et gouverneur d'Alsace, apparemment pour consacrer la trahison par le nom du département où ce général commandait l'armée du Rhin : on lui donnait en outre le cordon rouge, le château de Chambord, que l'on donne toujours, douze pièces de canon

enlevées aux Autrichiens, un million comptant, deux cent mille francs de rentes, un hôtel à Paris; la ville d'Arbois sa patrie devait prendre le nom de Pichegru, etc. Le prince de Condé avait confirmé par une lettre de sa main toutes ces promesses: il voulait seulement que Pichegru proclamât le roi à Huningue; Pichegru s'y était refusé. « Je ne ferai « rien d'incomplet, avait-il répondu; je ne veux pas « être le troisième tome de Lafayette et de Du- « mouriez: je connais mes moyens, ils sont aussi « sûrs que vastes, ils ont leurs racines non-seulement « dans mon armée, mais à Paris, dans la Convention, « dans les départemens, dans les armées, dans les « généraux mes collègues, qui pensent comme moi.... « Le plan du prince ne mène à rien, il serait chassé « d'Huningue en quatre jours et je me perdrais en « quinze....... J'offre de passer le Rhin où l'on me « désignera. Avant je mettrai dans les places des « officiers sûrs. Dès que je serai de l'autre côté du « Rhin, je proclame le roi; j'arbore le drapeau blanc, « le corps de Condé et l'armée de l'Empereur s'unis- « sent à nous, aussitôt je repasse le Rhin, nous mar- « chons sur Paris, et nous irons en quatorze jours. » Telles furent les propositions de Pichegru. Le prince de Condé avait rejeté la coopération autrichienne.

Wickam, ministre d'Angleterre en Suisse, offrit douze millions; Pichegru, dénoncé au Directoire, partit pour la capitale avec 900 louis que Wickam lui envoya. A Paris on n'osa pas débrouiller les fils d'une intrigue où Pichegru se trouvait impliqué. L'on se contenta de le nommer à l'ambassade de Suède: il revint en congé passer un mois à l'armée

du Rhin, récemment placée sous les ordres de Moreau. Là Pichegru, abandonnant son premier projet, conseilla au prince de Condé de pousser les Autrichiens à rompre la trève, de faire attaquer vigoureusement les Français, qui seraient battus; et alors il ne doutait point que le Directoire ne lui rendît le commandement. De plus, le général autrichien devait déclarer ne vouloir traiter qu'avec lui, et Pichegru avait refusé l'ambassade de Suède, afin de pouvoir suivre librement le nouveau complot. Mais les Autrichiens ayant été constamment défaits, Pichegru se vit forcé de se replier sur son influence politique à l'intérieur, et de chercher un asile dans la représentation nationale.

Cependant Moreau, qui possédait entre les mains les preuves écrites de la connivence de Pichegru avec le prince de Condé et l'Anglais Wickam pour opérer la contre-révolution en France, avait sacrifié son honneur, son devoir, à son amitié pour un perfide; et, un mois plus tard, le 20 mai, Pichegru et son complice le général Willot, signalé au Directoire par Bonaparte dès son arrivée à Nice, étaient entrés au Corps législatif, comme on l'a vu plus haut. Ainsi, Moreau, déjà obligé par son serment de général en chef à veiller sur le salut public, avait de plus encouru la responsabilité de laisser siéger parmi les législateurs de la république un homme qu'il savait être un traître, comme général et comme citoyen. Et, en effet, trois mois après l'élection de Pichegru, dans les premiers jours de fructidor, des symptômes de contre-révolution s'étant fait remarquer dans la capitale et même dans les Conseils, ces

inquiétudes parvinrent jusqu'à Strasbourg, où Moreau tenait son quartier-général. Alors plusieurs officiers qu'il avait employés au déchiffrement des pièces du fourgon de Klinglin, et qui n'étaient point dans le secret de leur chef, témoignèrent la résolution de dénoncer au Directoire la correspondance de Pichegru avec l'ennemi. Inquiet enfin de son silence et des discours du quartier-général, craignant d'être prévenu auprès du gouvernement, Moreau s'était décidé à écrire à Barthélemy, qui avait passé de l'ambassade de Suisse au Directoire. La date de la lettre de Moreau prouve qu'il ne l'envoyait qu'à la dernière extrémité.

Le général en chef de l'armée du Rhin au directeur Barthélemy.

Strasbourg, 17 fructidor an v.

« Citoyen directeur,

« Vous vous rappellerez sûrement qu'à mon der-
« nier voyage à Bâle je vous instruisis qu'au passage
« du Rhin nous avions pris un fourgon au général
« Klinglin, contenant deux ou trois cents lettres de sa
« correspondance; celles de Witterbach en faisaient
« partie, mais c'étaient les moins importantes. Beau-
« coup de lettres sont en chiffres, mais nous en avons
« trouvé la clef: l'on s'occupe de tout déchiffrer, ce
« qui est très-long. Personne n'y porte son nom; de
« sorte que beaucoup de Français qui correspondent
« avec Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et

« autres, sont difficiles à découvrir; cependant nous « avons de telles indications, que plusieurs sont déjà « connus. J'étais décidé à ne donner aucune publi- « cité à cette correspondance, parce que, la paix « étant présumable, il n'y avait plus de danger pour « la république, d'autant que cela ne ferait preuve « que contre peu de monde, personne n'étant nommé. « Mais *voyant à la tête des partis* qui font actuelle- « ment tant de mal à notre pays, et jouissant dans « une place éminente de la plus haute confiance, un « homme très-compromis dans cette correspondance, « et destiné à jouer un grand rôle *dans le rappel du* « *prétendant qu'elle avait pour but*, j'ai cru devoir « vous en instruire, pour que vous ne soyez pas « dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez « faire éclairer ses démarches et vous opposer aux « coups funestes qu'il peut porter à notre pays, « *puisque la guerre civile ne peut être que le but de* « *ses projets.*

« Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en « coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahi- « son, d'autant plus que celui que je vous fais con- « naître a été mon ami, et le serait sûrement encore « s'il ne m'était connu. Je veux parler du représen- « tant du peuple Pichegru : il a été assez prudent pour « ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement « avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, « qui faisaient part de ses projets et recevaient ses ré- « ponses. Il y est désigné sous plusieurs noms, entre « autres sous celui de *Baptiste*; un chef de brigade, « nommé Badouville, lui était attaché et désigné « sous le nom de *Coco* : il était un des courriers dont

« il se servait, ainsi que les autres correspondans.
« Vous devez l'avoir vu assez fréquemment à Bâle.
« Leur grand mouvement devait s'opérer au commen-
« cement de la campagne de l'an IV. On comptait sur
« des revers à leur arrivée à l'armée, qui, mécontente
« d'être battue, devait redemander son ancien chef,
« *qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il*
« *aurait reçues. Il a dû recevoir* 900 *louis pour le*
« *voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission:*
« *de là vint naturellement son refus de l'ambassade*
« *de Suède.* Je soupçonne la famille Lajolais d'être
« dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en
« votre patriotisme et en votre sagesse, qui m'a dé-
« terminé à vous donner cet avis. *Les preuves en*
« *sont plus claires que le jour;* mais je doute qu'elles
« puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien
« m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse:
« vous me connaissez assez pour croire combien a
« dû me coûter cette confidence; il n'en a pas moins
« fallu *que les dangers* que court mon pays pour
« vous la faire. Ce secret est entre cinq personnes:
« les généraux Desaix, Regnier, un de mes aides-de-
« camp, et un officier chargé de la partie secrète de
« l'armée, qui suit continuellement les renseigne-
« mens que donnent les lettres qu'on déchiffre. »

Cette lettre fut transmise par le Directoire au conseil des Cinq-Cents, le 10 septembre. Moreau aurait dû l'écrire immédiatement après la saisie du fourgon de Klinglin, c'est-à-dire le 23 ou le 24 avril; alors, le coup d'État du 18 fructidor n'eût pas éclaté quatre

mois et demi après; la loi politique de la France n'aurait pas été détruite par cette révolution; et le traître Pichegru, atteint par la justice, eût peut-être par son châtiment fermé la carrière des conspirations. Moreau demeura dès-lors responsable de son silence. Et ce n'est que depuis la restauration que l'histoire, jusqu'alors incertaine ou trompée, a pu juger Moreau et quelques autres notabilités de la république et de l'empire.

Le 25 fructidor (11 septembre), le général Moreau, à la réception de la proclamation directoriale, relative à la journée du 18, osa révéler aussi à la France, par une proclamation à son armée, cette trahison de Pichegru, à laquelle il n'était rien moins qu'étranger:

« Soldats!

« Je reçois à l'instant la proclamation du Directoire « exécutif, du 18 de ce mois, qui apprend à la France « que Pichegru s'est rendu indigne de la confiance « qu'il a long-temps inspirée à toute la république, « et surtout aux armées. On m'a également instruit « que plusieurs militaires, trop confians dans le pa- « triotisme de ce représentant, d'après les services « qu'il a rendus, doutaient de cette assertion. Je dois « à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les ins- « truire de la vérité. Il n'est que trop vrai que Pi- « chegru a trahi la confiance de la France entière. « J'ai instruit un des membres du Directoire, le 17 « de ce mois, qu'il m'était tombé entre les mains « une correspondance avec Condé et d'autres agens

« du Prétendant, qui ne me laisse aucun doute sur « cette trahison. Le Directoire vient de m'appeler à « Paris, et désire sûrement des renseignemens plus « étendus sur cette correspondance. Soldats, soyez « calmes et sans inquiétude sur les évènemens de « l'intérieur; croyez que le Gouvernement, en com« primant les royalistes, veillera au maintien de la « constitution républicaine que vous avez juré de « défendre. »

Le lendemain d'une déclaration aussi manifeste, qui semblait devoir mettre une barrière éternelle entre Moreau et Pichegru, Moreau répondit au Directoire :

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard et à dix lieues « de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris. Il « m'a fallu quelques heures pour préparer mon dé« part, assurer la tranquillité de l'armée, et faire ar« rêter quelques hommes compromis dans une cor« respondance intéressante, que je vous remettrai « moi-même. Je vous envoie ci-joint une proclama« tion que j'ai faite, et dont l'effet a été de convertir « beaucoup d'incrédules; et je vous avoue qu'il était « difficile de croire que l'homme qui avait rendu de « si grands services à son pays et qui n'avait nul in« térêt à le trahir, pût se porter à une telle infamie. « *On me croyait l'ami de Pichegru, et dès long« temps je ne l'estime plus*. Vous verrez que personne « n'a été plus compromis que moi; que tous les pro« jets étaient fondés sur les revers de l'armée que je « commandais : son courage a sauvé la république. » Dès ce jour, Moreau, le seul rival que la mort si imprévue du général Hoche laissait à Bonaparte, ve-

nait de disparaître pour lui et de perdre tout avenir politique.

Du quartier-général de Passeriano, où il s'était porté pour donner plus d'activité aux négociations de la paix, Bonaparte mandait au ministre des relations extérieures, le 26 fructidor : « Que l'on ait de « l'énergie sans fanatisme, des principes sans déma-« gogie, de la sévérité sans cruauté ; que l'on cesse « d'être faible, tremblant ; que l'on n'ait pas honte, « pour ainsi dire, d'être républicain ; que l'on balaie « de la France cette horde d'esclaves conjurés contre « nous, et le sort de l'Europe est décidé. Que le gou-« vernement, les ministres, les premiers agens de la « république n'écoutent que la voix de la postérité. » Il était difficile de régenter le Directoire d'une manière plus énergique : mais il s'adressait à Talleyrand, et il savait déjà que ses confidences étaient bien placées. Le jour suivant, à mesure qu'il voyait s'approcher davantage l'œuvre de Campo-Formio, plus dominé que jamais par le projet d'une expédition en Égypte, dont il avait déjà parlé au directeur Carnot, il écrit au ministre des relations extérieures : « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de « Malte ?... S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angle-« terre nous fussions obligés de céder notre Cap de « Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer « de l'Egypte... On pourrait partir d'ici avec vingt-« neuf mille hommes, huit ou dix bâtimens de « ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. « *L'Égypte n'appartient pas au grand-seigneur.* Je « désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à « Paris quelques renseignemens, et me fissiez con-

« naître quelle réaction aurait sur la Porte l'expédi-
« tion d'Egypte. » On ne peut s'empêcher de remarquer avec quelle facilité le général de l'armée d'Italie sortait du cercle constitutionnel de ses attributions, jusque dans sa correspondance officielle avec son gouvernement. Il avait conquis l'impunité du génie.

C'est avec cette grande autorité qu'il écrivit au Directoire le 23 septembre : « Un officier est arrivé « avant-hier de Paris à l'armée d'Italie ; il a répandu « dans l'armée qu'il était parti depuis le 19 fructi- « dor, qu'on y était inquiet de la manière dont j'au- « rais pris les évènemens du 18. Il était porteur d'une « espèce de circulaire du général Augereau à tous « les généraux de division de l'armée. Il est constant, « d'après ces faits, que le gouvernement a agi envers « moi à peu près comme envers Pichegru après le « 13 vendémiaire. Je vous prie, citoyens directeurs, « de m'accorder ma démission : aucune puissance sur « la terre ne sera capable de me faire continuer de « servir, après cette marque horrible de l'ingrati- « tude du gouvernement, à laquelle j'étais bien loin « de m'attendre... La situation de mon ame a besoin « de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis « trop long-temps un grand pouvoir est confié dans « mes mains ; je m'en suis servi dans toutes les cir- « constances pour le bien de la patrie. Tant pis pour « ceux qui ne croient point à la vertu, et qui pour- « raient avoir suspecté la mienne : ma récompense « est dans ma conscience et dans l'opinion de la pos- « térité.... »

A la réception de cette lettre, le Directoire s'était

assemblé extraordinairement : il fit rédiger sous ses yeux une longue justification, par laquelle il se mettait à la merci de son général. « *Le repos de la république nous défend de penser au vôtre ,... le Directoire exécutif croit à la vertu du général Bonaparte ; il s'y confie....Le 18 fructidor, la France a repris sa place en Europe ; elle a besoin de vous pour s'y maintenir...* » Ce qui voulait dire que le Directoire avait besoin de Bonaparte pour faire la guerre. Le général se promit bien de prendre à la lettre la confiance nouvelle dont il était investi; et à l'imitation du Directoire, dont la politique était devenue tout à coup si belliqueuse, il se proposa de régler à son tour les destinées de la France par rapport à l'Autriche, en vertu de cette puissance dictatoriale qu'on lui conférait avec tant de libéralité.

Voici la marche des conférences depuis les préliminaires de Léoben, signés le 18 avril : Bonaparte, secondé de Clarke, avait imprimé une marche si rapide à la négociation avec le marquis de Gallo que, dès le 6 mai, on posa les bases de la paix qui fut conclue le 9 octobre suivant. Ces bases étaient : 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'Empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la République cisalpine. Le 19 juin, l'Autriche, désavouant le marquis de Gallo, avait envoyé le comte de Meerweldt, et ne voulait traiter de la paix qu'au congrès de Berne, ouvert également à ses alliés, qui étaient l'Angleterre et la Russie. Bonaparte ayant refusé cette proposition, le ministre Thugut renonça au congrès. Bonaparte résidait à Montebello, qui devint bientôt le théâtre des

conférences commencées, le 1er juillet, à Udine, entre le général Clarke et le comte de Meerweldt : à cette époque le Directoire désirait très-avidement la paix, dont l'Autriche se montrait maintenant avare. Les mois de juillet et d'août se passèrent en pourparlers. Enfin, la journée du 18 fructidor déjoua les espérances que l'Autriche nourrissait depuis la signature des préliminaires ; elle attendait une contre-révolution qui ne fût pas au profit du Directoire. Alors l'Autriche, effrayée de ce terrible succès de la puissance républicaine, dépêcha son représentant. Le comte de Cobentzel parut tout à coup à Udine avec de pleins pouvoirs : Clarke ayant été rappelé, Bonaparte se rendit à Passeriano, à quatre lieues d'Udine, et le 26 septembre s'entama la négociation avec le comte de Cobentzel : il se présentait assisté du marquis de Gallo, du comte de Meerweldt, et du baron d'Engelmann ; Bonaparte était seul. L'Autriche et le Directoire avaient échangé leurs rôles : tandis que Cobentzel pressait Bonaparte de conclure le traité, le Directoire, par une correspondance secrète et des insinuations indirectes, l'engageait à rompre et à recommencer les hostilités ; mais il refusait des renforts à l'armée d'Italie, en même temps que la ratification du traité de Turin, et cependant il prétendait signer la paix à Vienne.

La possession de Venise s'offrait naturellement comme un champ de discussion, où le cabinet du Luxembourg défiait le cabinet de Vienne. Cette haute question qui dure encore pour ceux qui croient qu'aucune puissance n'a le droit de trafiquer d'un peuple, agitait alors violemment des esprits ré-

publicains, et le Directoire était un fidèle écho de l'opinion de la capitale et des principes de toute la France, quand, le 8 vendémiaire (29 septembre), il répondait à Bonaparte, au sujet des bases de la paix : « Nous aurons traité en vaincus, indépendamment « de la honte d'abandonner Venise, que vous « croyez vous-même si digne d'être libre... Calculons « tout au pis : admettons l'hypothèse que repoussent « votre génie et la valeur de votre armée; supposons-nous vaincus et expulsés de l'Italie.... Nous « n'aurons pas connivé à une perfidie qui n'aurait « point d'excuse. » Le même jour, le ministre des relations extérieures expédia au général Bonaparte l'ultimatum du Directoire : « L'Empereur renoncera « à Mantoue, à Venise, à la Terre-Ferme, au Frioul « vénitien. » Ceci équivalait à une déclaration de guerre. Le Directoire annonçait vouloir donner à l'Autriche l'Istrie et la Dalmatie vénitienne avec Trieste, et au lieu de l'Adige, l'Isonzo pour limite : ce qu'il voulait réellement, et ce vœu était généreux, c'était que l'Italie entière fût libre. Ce qu'il voulait aussi, c'était la continuation des hostilités; et, dans ce sens, le ministre Talleyrand ajoutait : « Montrez « aux Vénitiens que c'est de leurs intérêts qu'il s'a- « git ici; que c'est uniquement pour eux, pour leur « assurer la liberté et les soustraire à la maison « d'Autriche, que nous continuerons la guerre.... » Ainsi Venise, avec laquelle on venait de faire la paix de Milan; Venise, reconstruite sur une base toute démocratique, et, au nom de la liberté, délivrée par la victoire française de son oligarchie despotique, occupait profondément la pensée du gouvernement.

Le Directoire ne se borna point à ces instructious guerrières. Il avait envoyé Bottot, secrétaire de Barras, en mission secrète au général Bonaparte, pour calmer les ressentimens qui avaient porté le vainqueur de l'Italie à offrir sa démission. L'envoi de ce plénipotentiaire de l'inquiétude directoriale fut, à la réception de l'ultimatum belliqueux du Luxembourg, suivi de concessions extraordinaires, telles que le rappel de Kellermann de l'armée des Alpes, la ratification par les conseils du traité offensif et défensif avec le Piémont, que Bonaparte sollicitait vainement depuis le premier blocus de Mantoue; et enfin l'accroissement de quinze mille hommes donné tout à coup à l'armée d'Italie. Bonaparte jugea, par une telle condescendance, à quel point il était le maître du terrain politique, dont le Directoire voulait lui tracer la limite.

Cependant, si la cession de Venise était pour le Directoire le motif d'une grande opposition, celle de Mayence occupait le même rang dans les refus de l'Autriche, et le comte de Cobentzel demandait, au lieu de la ligne de l'Adige, celle du Mincio : *C'est là notre ultimatum*, disait-il; *car si l'Empereur mon maître consent à vous donner les clefs de Mayence, la place la plus forte de l'univers, ce serait un acte déshonorant s'il ne les échangeait pas contre les clefs de Mantoue.* » Cette ville, dont l'Autriche voulait disposer, sans se croire déshonorée aux yeux de l'Allemagne, ne lui appartenait nullement, pas même par droit de conquête : ainsi il n'y avait point de parité entre Mantoue et Mayence. Et comme le plénipotentiaire s'obstinait à soutenir que cette proposition

était l'ultimatum de sa cour, après avoir épuisé toutes les ressources de la chancellerie, et celles même des conférences confidentielles, il fallut de part et d'autre s'en remettre au sort des armes. Bonaparte n'était pas homme à se soumettre à l'ultimatum de l'Autriche, quand il avait résolu de décliner celui de son gouvernement. En effet, il donne l'ordre à ses troupes de passer la Piave et d'occuper la rive droite de l'Isonzo. Les Autrichiens de leur côté campèrent sur la Drave. *On conférait*, dit Bonaparte, *au bruit du tambour*. Le 16 octobre, les paroles furent tellement vives à Udine, chez le comte de Cobentzel, que Bonaparte se leva et lui dit : « *Eh bien, la trève est donc rompue et la guerre déclarée; mais souvenez-vous qu'avant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine.* » A ces mots, il jeta sur le parquet un cabaret de porcelaine que Catherine II avait donné au comte de Cobentzel, salua le congrès et retourna à Passeriano. L'action était un peu violente dans une occasion aussi grave; mais Bonaparte fut peut-être entraîné à ce mouvement de colère par la menace que le comte de Cobentzel venait de lui faire de joindre l'armée russe à l'armée autrichienne. En montant en voiture, il envoya un officier prévenir l'archiduc Charles que les hostilités recommenceraient dans vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel l'ayant appris, dépêcha sur les traces de Bonaparte le marquis de Gallo, en le rendant porteur d'un acte signé, par lequel il acceptait les conditions de la France. Le lendemain, 17 octobre, le traité fut conclu chez le général Bonaparte à Passe-

riano, bien qu'il ait été daté de Campo-Formio, village intermédiaire entre Udine et Passeriano, qui avait été déclaré neutre. Ce fut en rédigeant le premier article du traité, que le secrétaire ayant mis *l'Empereur d'Allemagne reconnaît la république française*, Bonaparte lui dit : « *Effacez cet article : la république française est comme le soleil; est aveugle qui ne la voit pas. Le peuple français est maître chez lui : il a fait une république, peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain une monarchie ; c'est son droit imprescriptible : la forme de son gouvernement n'est qu'une affaire de loi intérieure.* » Bonaparte se montrait guerrier, diplomate et homme de doctrines à sa manière. Une telle profession de principes caractérise singulièrement un traité conquis les armes à la main sur l'Autriche et sur le Directoire lui-même, dont le général en chef pesait la destinée dans ces étranges paroles. Mais la signature de ce traité constituait une infraction complète aux instructions du 29 septembre. Bonaparte, usant du pouvoir discrétionnaire que les embarras du Directoire lui avaient accordé après la journée du 18 fructidor, en réponse à sa démission, ne voulut se souvenir que des instructions du 6 mai, et des bases de Montebello que le Directoire avait approuvées.

Cette grande campagne fit signer à l'Empereur, sur les débris de six armées autrichiennes et en dehors des portes de sa belle Italie, une convention par laquelle il reconnaissait les limites naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan; l'existence politique de la république cisalpine, et la cession du Brisgaw qui, donné au margrave de

Bade, éloignait les États héréditaires de la maison d'Autriche des frontières de la France. Le traité soumet encore à la république l'archipel vénitien. Enfin, à Radstadt, où devait se négocier la paix de l'Europe, une stipulation militaire entre le général Bonaparte et le comte de Cobentzel allait enclaver dans la nouvelle ligne du Rhin la grande forteresse de Mayence, le territoire prussien et les États laïques et ecclésiastiques situés sur la rive gauche. Quant à l'Autriche, elle recevait Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les provinces de Terre-Ferme jusqu'à l'Adige. Elle devait en outre être indemnisée en Allemagne de tout ce que la Prusse perdrait sur la rive gauche du Rhin. Tel fut l'arrêt de la justice diplomatique qui présida aux clauses de Campo-Formio, dont il résultait trois millions cinq cent mille habitans pour la succursale de la république française en Italie, pour la Cisalpine; quatre millions de plus pour la France; deux pour l'Autriche. Le général Bonaparte chargea Berthier, chef d'état-major, et le savant Monge, de porter à Paris le traité au Directoire. L'un représentait l'armée, l'autre les sciences : c'était rendre en même temps hommage à la patrie des arts et à la valeur nationale.

La position de Bonaparte à Passeriano offrait d'autant plus de difficultés, que la question à résoudre l'intéressait doublement, en sa qualité de plénipotentiaire et de géneral en chef, et seul il était juge du parti à prendre. Jusqu'à la prise de Mantoue, il avait toujours voulu la guerre; depuis il avait toujours voulu la finir. Cependant le comte de Cobentzel se trompa sur cette intention, et dans

la conférence du 16 octobre il lui avait dit fièrement que sa cour aimerait mieux fuir de Vienne que de signer une telle paix; que lui, Bonaparte, sacrifiait ses devoirs de négociateur à ses vœux comme général, qu'il le rendait responsable du sang qui allait couler; néanmoins ce fut en prenant l'attitude hostile, que Bonaparte arracha à l'Autriche le traité dont il avait lui-même fixé les bases depuis plus de quatre mois à Montebello. Réduit à son seul arbitrage dans une affaire dont, selon lui, dépendait encore plus la sûreté de la république que celle de la cour de Vienne, il demeura convaincu qu'une bonne paix valait mieux pour la France que de nouvelles victoires. « *Je ne doute pas*, écrivit-il au ministre Talleyrand, *que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer.* » Il fit valoir la nécessité où il se serait trouvé de conquérir deux ou trois provinces autrichiennes. L'Empereur pouvait lui opposer cent cinquante mille hommes et quarante mille qu'il tenait en réserve; lui, au contraire, n'en comptait pas alors cinquante mille, et il craignait toujours en outre de laisser les Vénitiens sur ses derrières. Les montagnes étaient déjà impraticables à cause des neiges; les conférences de Lille avec l'Angleterre étaient rompues; une autre coalition se préparait; la guerre d'Autriche cessait d'être une guerre nationale et populaire : elle ne devenait qu'une guerre de gouvernement, etc. Voilà les considérations que Bonaparte alléguait pour justifier sa conduite diplomatique : la plus grave sans doute était la rupture des conférences de Lille, évènement dont l'influence sur la politique

de Vienne pouvait briser la négociation, et imposait peut-être l'obligation de quelques sacrifices. L'État de Venise était le seul que l'on pût offrir : il fut partagé entre la France, l'Autriche et la Cisalpine. Bonaparte ne semblait plus attacher la moindre importance à la conservation de ce gouvernement; il l'avait établi en république démocratique pour l'intérêt de la France, il l'immola à celui de la paix. Voici ce qu'il écrivait au secrétaire de la légation française à Venise, à ce même Villetard, qui avait opéré dans cette ville la révolution démocratique : « La nation vénitienne n'existe pas. Divisé en autant « d'intérêts qu'il y a de villes, efféminé et corrompu, « aussi lâche qu'hypocrite, le peuple vénitien est « peu fait pour la liberté... S'il a la vertu pour l'acquérir, eh bien, qu'il la défende! Il n'a pas eu le « courage de la conquérir sur quelques oligarques... « La république française ne peut pas donner les « États vénitiens, parce qu'il n'est pas dans les principes du gouvernement de donner aucun peuple.... « Si les armées de la république continuaient à être « heureuses contre une puissance qui a été le nerf « et le coffre de toutes les coalitions, peut-être Venise « aurait pu par la suite être réunie à la Cisalpine; mais « je vois que ce sont des lâches. Eh bien! qu'ils « fuient, je n'ai pas besoin d'eux. »

Le 18 janvier 1798, les troupes françaises évacuèrent Venise, et la domination autrichienne y fut apportée par Pesaro lui-même, en qualité de commissaire de l'Empereur. L'ex-doge Manini tomba mort au moment où il allait prêter serment entre les mains de son compatriote. L'exemple de Manini

est plus rare dans l'histoire moderne que celui de Pesaro.

Ainsi périt morcelée, après quatorze siècles d'indépendance, et probablement pour ne se relever jamais, la reine de l'Adriatique qu'on vit si longtemps tenir le sceptre du commerce du monde, qui couvrit toutes les mers de ses flottes soit guerrières, soit marchandes, et qui, devenue par ses armes maîtresse de Constantinople, agita la pensée d'y transporter le siège de sa domination et d'y continuer l'empire d'Orient. La dissolution de cette glorieuse république ne fut pas seulement une concession faite à la raison d'État: elle était encore de la part de Bonaparte un calcul militaire: « *La ville de Venise*, disait-il au Directoire, *renferme, il est vrai, trois cents patriotes... Le désir de quelques centaines d'hommes ne vaut pas la mort de vingt mille Français !* » Néanmoins le conseil des Cinq-Cents honora sa session en élevant la voix contre la destruction de l'État de Venise, et de sa tribune sortirent ces belles paroles, si oubliées maintenant : « *Peut-on faire le commerce des peuples au nom d'une nation qui a proscrit le commerce des hommes ?* »

« *Jamais depuis plusieurs siècles on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons.* » (Lettre de Bonaparte à Talleyrand.) En effet, c'était opposer une immense compensation au mécontentement de la France, généralement indignée de la révolution du 4 septembre, de la rupture des négociations de Lille qu'elle reprochait au Directoire, de la publication des deux lois du 30 septembre qui portaient la ruine dans toutes les classes, l'une par la réduc-

tion de la fortune des rentiers au tiers, l'autre par l'infame rétablissement des loteries dans la républi-que, que de signer un traité qui nous donnait les grandes limites du Rhin, aussi bien tracées par la nature que par la politique, et de réduire la superbe maison d'Autriche à reconnaître la république cis-alpine, formée presque en entier de ses antiques domaines d'Italie. L'orgueil national vint, comme il est toujours arrivé, au secours du gouvernement poursuivi par les cris de la misère et de la haine publiques. Seulement on regrettait de partager avec le Directoire l'honneur d'un tel triomphe, et l'on reportait sur le seul Bonaparte tout le mérite de cette paix, avec le même enthousiasme qui lui dé-cernait depuis deux ans toute l'admiration due à cette grande guerre d'Italie. Mais au milieu d'une joie si vive, la France resta juste, et la cession de Venise fut pour elle un crime contre elle-même. Dès lors commencèrent sur tout l'État de Venise les droits que la maison d'Autriche a réclamés depuis avec tant de succès au congrès de Vienne en 1814, sans toutefois en rappeler l'origine. De ce jour date aussi cette inexplicable faiblesse de Bonaparte pour la cour de Vienne, qui se fera remarquer dans le cours de son histoire. Il semble qu'il ait eu cons-tamment plus de plaisir à accorder la paix à cette puissance qu'à la vaincre; malheureusement il compta sur la réciprocité.

Après la conclusion du traité de Campo-Formio, qui nous assurait une prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome, suivant les phases de l'astre autrichien, reconnut non-seu-

lement la république française, mais encore la république cisalpine. Cette double reconnaissance eut, de la part du Vatican, tout le caractère d'un double sacrifice à la nécessité; son peu de sincérité ne laissa pas long-temps dans le doute la France et son général.

Le 18 septembre, Hoche mourut empoisonné à l'âge de 29 ans, dans un cantonnement, sur la rive droite du Rhin; Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était réformé et remplacé par le héros du 18 fructidor, par Augereau qui, le 23 septembre, passa subitement d'un commandement secondaire de l'armée d'Italie au commandement en chef des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, réunies sous le nom d'armée d'Allemagne. Le Directoire profitait de la paix pour faire la guerre aux supériorités militaires: il réservait à Bernadotte un exil diplomatique, et il écrivait au général Bonaparte : « Si vous n'aviez su que gagner des batailles, « vous n'auriez été qu'un grand général : mais vous « avez aspiré à un plus beau titre; vous avez voulu « être un général citoyen: que ce nom glorieux soit « donc votre première récompense! Le Directoire « exécutif vous en ménage une autre, qu'il croit « aussi digne de vous; c'est de mettre vous-même « la dernière main au grand ouvrage que vous avez « si fort avancé... En quittant, aussitôt que les suites « du traité vous le permettront, le commandement « de l'armée d'Italie, vous devez prendre celui de « l'armée d'Angleterre... Ensuite le Directoire exé- « cutif désire que vous puissiez accélérer assez toutes « les opérations qui vous restent à faire en Italie,

« pour vous rendre à Radstadt... Vous demeurerez « au congrès de Radstadt en qualité de plénipotentiaire de la république française. Vous serez secondé par les citoyens Treilhard et Bonnier, que « le Directoire nomme plénipotentiaires au même « congrès, et qui formeront avec vous une commission dont vous serez le président. » Le but de cette dépêche ne devait pas échapper à un esprit aussi pénétrant que celui de Bonaparte, qui d'ailleurs n'ignorait point que Bonnier, son nouveau collègue, avait été envoyé exprès à Lille, afin de rompre la négociation avec lord Malmesbury. La destination illusoire du commandement d'une armée dite d'Angleterre était loin de pouvoir contenter un général qui, habitué à voir son ennemi, à le suivre, à le battre, se trouvait tout à coup réduit à faire parader sur un rivage des forces de terre coutre des forces navales. Cependant, quelques années après, le premier Consul se souvint de cette pantomime militaire du général Bonaparte, et en fit le roman de cette expédition britannique, dont, par une des merveilles de cette époque, le dénouement eut lieu dans les champs d'Austerlitz.

Le 26 octobre, Bonaparte fut nommé, par arrêté du Directoire, général en chef de l'armée d'Angleterre; Desaix reçut l'ordre d'aller le remplacer provisoirement. Enfin, le 15 novembre, Bonaparte ayant totalement terminé en Italie sa mission de politique et de guerrier, prit congé de ses troupes par cette proclamation :

« Soldats !

« Je pars demain pour me rendre à Radstadt : en « me trouvant séparé de l'armée, je ne serai consolé « que par l'espoir de me revoir bientôt avec vous, « luttant contre de nouveaux dangers. Quelque poste « que le Gouvernement assigne à l'armée d'Italie, « nous serons toujours les dignes soutiens de la « liberté et du nom français. Soldats, en vous entre- « tenant des princes que nous avons vaincus, des « peuples qui nous doivent leur liberté, des combats « que nous avons livrés en deux campagnes, dites- « vous : *Dans deux campagnes nous aurons plus* « *fait encore*. »

Il était difficile de mieux prendre possession d'une armée, au moment de s'en éloigner. L'ordre du jour qui suivit cette proclamation est sans contredit la plus belle page de notre histoire militaire. Bonaparte est l'inventeur de ces diplômes de gloire, par lesquels il ne cessa d'ennoblir les soldats français : il est vrai qu'il inventait aussi la victoire dont il leur décernait les lauriers.

Au quartier-général de Milan, 26 brumaire (9 novembre), an VI de la république.

ORDRE DU JOUR.

« Le général Bonaparte a quitté Milan hier matin « pour présider la légation française au congrès de

« Radstadt. Avant de partir, il a envoyé au Direc-
« toire exécutif, à Paris, le drapeau de l'armée d'Italie
« qui sera présenté par le général Joubert. Il y a sur
« une face de ce drapeau : *A l'armée d'Italie la patrie*
« *reconnaissante*. Sur l'autre côté sont les noms de tous
« les combats qu'a livrés et de toutes les villes qu'a prises
« l'armée d'Italie. On remarque entre autres les inscrip-
« tions suivantes : Cent cinquante mille prisonniers,
« dix-sept mille chevaux, cinq cent cinquante pièces de
« siège, six cents pièces de campagne, cinq équipages
« de ponts, neuf vaisseaux de cinquante-quatre canons,
« douze frégates de trente-deux, douze corvettes, dix-
« huit galères; armistice avec le roi de Sardaigne,
« convention avec Gênes; armistice avec le duc de
« Parme, avec le duc de Modène, avec le roi de Na-
« ples, avec le pape; préliminaires de Léoben; con-
« vention de Montebello avec la république de Gê-
« nes; traité de paix avec l'Empereur à Campo-For-
« mio; donné la liberté aux peuples de Bologne,
« Ferrare, Modène, Massa-Carrara; de la Romagne,
« de la Lombardie, de Brescia, de Bergame, de
« Mantoue, de Crême, d'une partie du Véronais, de
« Chiavenna, Bormio, et de la Valteline; au peuple
« de Gênes, aux fiefs impériaux, au peuple des
« départemens de Corcyre, de la mer Égée et d'I-
« thaque.

« Envoyé à Paris tous les chefs-d'œuvre de Michel-
« Ange, de Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse,
« Corrège, Albane, des Carrache, Raphaël, Léonard
« de Vinci, etc., etc.

« Ce monument de la gloire de l'armée d'Italie,
« suspendu aux voûtes de la salle des séances publi-

« ques du Directoire exécutif, attestera encore les « exploits de nos guerriers, quand la génération « présente aura disparu. »

Tels furent les adieux de Bonaparte à l'illustre armée d'Italie.

FIN DU LIVRE TROISIÈME



LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

(Du 15 Octobre 1797 au 9 Mai 1798.)

CONGRÈS DE RADSTADT. — BONAPARTE REVIENT A PARIS. — SA RÉCEPTION SOLENNELLE AU LUXEMBOURG. — IL PART POUR L'ARMÉE D'ANGLETERRE. — LE DIRECTOIRE FAIT MARCHER DEUX ARMÉES, L'UNE SUR LA SUISSE, L'AUTRE SUR ROME. — CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT DANS CES DEUX ÉTATS. — LE GÉNÉRAL BONAPARTE EST NOMMÉ GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DE TOULON. — AFFAIRE DE BERNADOTTE A VIENNE. — DÉPART DE BONAPARTE POUR TOULON.

BONAPARTE quitta Milan le 15 novembre, et le même jour il alla descendre à Turin chez le citoyen Ginguené, ministre de la république. Il crut convenable, en refusant de paraître à la cour, de se dérober à la reconnaissance du roi de Sardaigne, dont le traité venait enfin d'être ratifié par le Directoire. Il franchit le Mont-Cenis, et se dirigea sur Radstadt par Genève et le pays de Vaud, où on

lui rendit des hommages publics en souvenir de l'indépendance qu'il avait fait donner aux Valtelins: ces hommages étaient intéressés de la part des Vaudois. Ensuite il traversa Berne qui ne pouvait pas l'accueillir avec le même transport, passa le Rhin à Bâle et entra dans Radstadt; il y fut reçu par les plénipotentiaires Treilhard et Bonnier. L'Empire avait trois représentans au congrès : le comte de Metternich, pour l'empereur d'Allemagne; le comte de Erbach, pour le Cercle d'Autriche; et le comte de Cobentzel, pour l'empereur d'Autriche. Tous les princes d'Allemagne avaient aussi leurs fondés de pouvoirs. La Suède, qui paraissait en qualité de médiatrice et de garant du traité de Westphalie, n'avait pas été heureuse dans le choix de son ambassadeur, le comte de Fersen, ex-colonel du régiment français Royal-Suédois, et si connu par son opposition à la révolution : le général Bonaparte lui défendit de reparaître. De grandes difficultés s'annonçaient par la foule des plaintes et des demandes que formaient les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin. La cession de Mayence commença le procès : il fallut toute la puissance autrichienne pour imposer silence sur cette réclamation, dont la justice ne pouvait être contestée. Fatigué déjà de la perspective des obstacles qui devaient à chaque pas entraver la négociation qu'il présidait au nom de la France, Bonaparte se hâta de conclure, le 1er décembre, la convention pour la remise de Mayence aux troupes de la république, et pour la remise de Palma-Nova et de Venise aux troupes autrichiennes. Après la signature de ce traité purement militaire, qui com-

plétant celui de Campo-Formio, il déclara à Treilhard et à Bonnier qu'il regardait sa mission comme finie. Le 5 décembre, il arriva à Paris incognito et descendit dans sa petite maison de la rue Chantereine, que par une délibération spontanée le corps municipal appela rue *de la Victoire*.

Moins indépendant que les municipaux de la capitale, le Conseil des Anciens ne put décréter l'acte par lequel son comité décernait, à titre de récompense nationale, au héros pacificateur, le domaine de Chambord et un grand hôtel à Paris. Le Directoire voulut se charger seul de la reconnaissance publique. Mais bientôt il comprit tout son danger en voyant de quel enthousiasme universel Bonaparte devenait l'objet. Le peuple, les soldats, exprimaient leur admiration par des cris de joie sur son passage, par des chansons où ils célébraient ses exploits. Le Directoire s'effraya justement de cette puissance de la gloire, à laquelle il dut se soumettre lui-même, trop faible qu'il était pour l'honorer dignement ou pour la braver. Toute sa politique se réfugia dans une fête extraordinaire, triomphale, inusitée, dont la pompe excessive montra tout autre chose que de la grandeur. Cette exagération de la gratitude directoriale ne trompa personne, ni celui qu'elle regardait, ni la foule toujours éclairée des spectateurs. La remise du traité par Bonaparte servit de prétexte à cette fête. Elle eut lieu le 20 frimaire (10 décembre) au palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemarck, de la Porte Ottomane, des ministres des républiques batave, cisalpine,

helvétique, ligurienne, genevoise, et des envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort, de Hesse-Cassel. La vaste cour du palais fut disposée pour cette solennité sans exemple, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suffire. Les généraux Joubert et Andréossy y tenaient le drapeau donné par le Corps-Législatif à l'armée d'Italie, et qu'ils ramenaient couvert d'inscriptions, où on lisait en lettres d'or les noms des soixante-sept combats, et des dix-huit batailles rangées, ou affaires importantes, dans lesquelles nous avions vaincu à Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi, Borghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Saint-George, Fontana-Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, à la Favorite, au Tagliamento, à Tarvis, enfin à Neumark, pendant les campagnes de 1796 et de 1797. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis en Italie se déployaient en forme de dais au-dessus des cinq directeurs ; ils étaient pour eux l'épée de Damoclès. Les directeurs, drapés en costume antique, avec une magnificence théâtrale, s'éclipsaient, malgré le luxe de leurs vêtemens, devant le général Bonaparte, vêtu de l'uniforme de Lodi et d'Arcole, qui, par sa simplicité, laissait voir entièrement le guerrier qui le portait. Son cortége se bornait à quelques officiers de son état-major, couverts, ainsi que lui, de l'habit des champs de bataille. Arrivé près de l'autel, Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, en présentant Bonaparte au Directoire, lui adressa un discours empreint du sceau d'un ardent républicanisme, rempli d'admiration pour le vain-

queur, et semé d'éloges pour le gouvernement qui avait su le deviner comme le choisir. On y remarquait ce passage: « Ainsi tous les Français ont « vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est la pro« priété de tous; ainsi il n'est pas un républicain « qui ne puisse en revendiquer sa part. Il est bien « vrai qu'il faudra lui laisser ce coup d'œil qui dé« robait tout au hasard, et cette prévoyance qui le « rendait maître de l'avenir, et ces soudaines inspi« rations qui déconcertaient, par des ressources « inespérées, les plus savantes combinaisons de l'en« nemi, et cet art de ranimer en un instant les cou« rages ébranlés, sans que lui perdît rien de son sang« froid, et ces traits d'une audace sublime, qui nous « faisaient encore frémir pour ses jours, long-temps « après qu'il avait vaincu, et cet héroïsme si nou« veau, qui, plus d'une fois, lui a fait mettre un « frein à la victoire, alors qu'elle lui promettait ses « palmes triomphales. Tout cela, sans doute, était à « lui; mais cela encore était l'ouvrage de cet insatia« ble amour de la patrie et de l'humanité... La « France entière sera libre; peut-être lui ne le sera « jamais. Dès ce moment, un nouvel ennemi l'ap« pelle; il est célèbre par sa haine profonde pour les « Français, et par son insolente tyrannie envers tous « les peuples de la terre. Que par le génie de Bona« parte il expie promptement l'une et l'autre, et « qu'enfin une paix digne de la gloire de la républi« que soit imposée à ces tyrans des mers; qu'elle « venge la France, et qu'elle rassure le monde. »

Ce discours, quoique propre à frapper les esprits, ne fut écouté qu'avec une vive impatience; on voulait

que le héros parlât ; et dès qu'il en manifesta l'intention, un silence presque religieux régna dans toute l'assemblée. Bonaparte s'avança, remit au président le traité de Campo-Formio, et prit la parole. Voici les principaux traits de sa harangue : « Le peuple « français, pour être libre, avait les rois à combattre : « pour obtenir une constitution fondée sur la raison, « il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La « religion, la féodalité, le despotisme, ont successi- « vement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe : « mais de la paix que vous venez de conclure date « l'ère des gouvernemens représentatifs. Vous êtes « parvenus à organiser la grande nation dont le vaste « territoire n'est circonscrit que parce que la nature « en a posé elle-même les limites. Je vous remets le « traité de Campo-Formio ratifié par l'Empereur. « Cette paix assure la liberté, la prospérité et la « gloire de la république. Lorsque le bonheur du « peuple français sera assis sur les meilleures lois « organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Cette prophétie de Bonaparte est encore bien loin de s'accomplir. Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fructidor, que celui-ci avait passé sous silence. En mêlant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine, « la nature, dit-il, a « épuisé toutes ses richesses pour le créer : Bona- « parte a médité ses conquêtes avec la pensée de So- « crate ; il a réconcilié l'homme avec la guerre. » Barras invitait ensuite Bonaparte à aller planter l'étendard tricolore sur la tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus pro-

noncée contre l'Angleterre, avec un faste de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. Le général Joubert et le chef de brigade Andréossy, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les félicitations du Directoire; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs. L'illustre chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, le modeste Jourdan, que le nom de Fleurus immortalise, mit le comble à cette espèce d'apothéose en célébrant avec candeur la gloire des soldats d'Italie, qui semblait pouvoir faire oublier la sienne.

Le Corps-législatif donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut sans contredit celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassini y chanta en l'honneur des victoires dont elle était elle-même un trophée. Les lettres, les arts déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. Le peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou de Lodi: *Non*, répondit Bonaparte, *j'y servais avec toute l'armée. Représentez-moi de sang-froid sur un cheval fougueux.* L'enthousiasme exaltait toutes les têtes. Le cri *vive Bonaparte*! était devenu ici un cri patriotique.

Le Directoire aurait voulu que Bonaparte retournât prendre au congrès de Radstadt la conduite des négociations. Cependant le général de l'armée d'Ita-

lie ne se disposait pas à laisser exiler dans une semblable mission sa fortune et sa popularité. Il pressentit la question de Radstadt avec la sagacité qui, depuis le 18 fructidor, l'avait si justement alarmé sur la politique du Directoire. Il ne voyait plus que des ennemis dans tous les souverains qu'il venait de soumettre par ses armes ou d'attacher par des traités. Nommé au vain commandement d'une nouvelle armée, mais occupé plus que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il avait conçu depuis plusieurs mois d'une expédition en Égypte, Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui occupaient, sous le nom d'armée d'Angleterre, la Normandie, la Picardie et la Belgique. De cette manière il trompait l'inquiète observation du cabinet de Londres; il tenait en échec celle de l'Europe, et procurait du repos à la jalousie du Directoire. On doit rapporter à cette excursion en Belgique l'origine de ces grands établissemens maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il dit lui-même que le canal de Saint-Quentin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Boulogne sur celui de Calais pour une attaque contre l'Angleterre. Ainsi, au moment où il ne devait concevoir d'autre pensée que celle d'aller faire retentir sur les rivages du Nil la gloire de son nom, il semblait prévoir son retour triomphal, et posait les pierres d'attente de l'édifice que déjà sa pénétration lui montrait dans l'avenir. Pendant que la France et l'Europe étudiaient Bonaparte, il se mé-

ditait lui-même, et peut-être ne découvrait-il pas sans quelque trouble la destinée que lui imposait la force d'un génie alors si heureux de la reconnaissance de sa patrie.

Cependant le Directoire, comme s'il eût voulu se venger du traité de Campo-Formio et en préparer la rupture, suivait son esprit belliqueux; et tandis que ses plénipotentiaires négociaient à Radstadt, il mettait en mouvement deux armées: l'une marchait en Helvétie pour rendre, disait-il, l'indépendance au pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentemens, mais surtout afin de placer aussi cette vieille république sous le niveau du gouvernement directorial; l'autre marchait à Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphot, tué le 28 décembre dans une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir du pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Le directeur La Réveillère-Lépaux, en sa qualité de grand-prêtre de la théophilanthropie, portait une haine de parti au souverain pontife, et avait fait décider le rétablissement de la république romaine. Le directeur Rewbell s'était chargé de la révolution helvétique. Les deux opérations furent menées de front. Le 28, le Directoire accorda sa médiation au pays de Vaud, pour le soustraire à la tyrannie bernoise, et bientôt le général Berthier reçut l'ordre d'avancer sur Rome. Le 25 juin 1798, le pays de Vaud se constitua en république indépendante, et le duché d'Urbin, légation papale, se donna à la Cisalpine. Deux jours après, l'armée française

avait envahi la Suisse, dont l'ancienne alliée, la petite république de Mulhausen, enclavée dans la Haute-Alsace, se réunissait au département du Haut-Rhin.

Tout respirait la guerre au milieu des accords de la paix germanique. Le 4 février, le Directoire faisait proclamer une loi qui ouvrait un emprunt de quatre-vingts millions pour la descente en Angleterre. Tous les chantiers de nos ports retentissaient d'immenses préparatifs; le public accueillait avec le plus grand enthousiasme cette expédition illusoire, à la tête de laquelle paraissait l'invincible Bonaparte. En peu de semaines toute l'œuvre de la conquête directoriale est consommée. La Réveillère a détrôné son rival. Jamais conquête ne fut plus légitime; car c'est encore un assassinat qui appelle contre le saint-siége la vengeance de la république. Le Vatican avait promptement oublié l'article du traité de Tolentino, qui lui avait imposé une réparation pour le meurtre de l'infortuné Basseville. Il s'était formé à Rome, et notamment depuis la prise de Mantoue, un parti républicain, qui voulait, à l'exemple des autres républiques de l'Italie, relever, sous la protection de la France, l'autel de la liberté. Ce n'étaient ni les souvenirs, ni les griefs, ni les passions, qui manquaient à ce parti : Joseph Bonaparte, ambassadeur de la république auprès du Saint-Siége, loin d'encourager les espérances de ces patriotes, avait sagement comprimé leurs vœux. Vers le milieu de décembre 1797, ces vœux devinrent si ardens, qu'il eut la loyauté d'informer le cabinet pontifical des projets d'insurrection dont il avait reçu

et repoussé la confidence. Le 28 du même mois, une foule armée, portant les couleurs de la liberté française, s'assembla tumultueusement autour du palais de France, aux cris de *vive la république française! vive la république romaine*! Chargée tout à coup par les troupes pontificales, cette foule se précipite sur le palais de l'ambassadeur, qui en avait fait fermer les portes au commencement de la sédition. Le général de brigade Duphot, fiancé à Pauline Bonaparte, en sortit tout à coup l'épée à la main, ainsi que l'ambassadeur, pour en imposer aux insurgés, et garantir l'asile de la légation française. Mais une décharge de mousqueterie, dirigée contre ce jeune et intrépide général, l'étendit mort auprès de Joseph Bonaparte, qui tout à coup sortit de Rome avec sa légation. Il partit convaincu du machiavélisme de la cour de Rome, qui, en reconnaissance de l'avis qu'il avait eu la loyauté de lui donner, avait elle-même organisé cette insurrection. Un pareil attentat contre le droit des gens méritait un châtiment exemplaire; et le 10 février suivant Alexandre Berthier, qui, depuis le départ de Bonaparte, commande en chef l'armée d'Italie, campa avec dix mille hommes sous les murs du château Saint-Ange. Dès ce jour la révolte du peuple de Rome devint légitime pour la France. Le 15, il prononça l'arrêt du gouvernement pontifical et le décret de sa liberté. Le même jour, le Capitole s'étonna de se retrouver républicain, et la république romaine d'être consacrée dans la basilique de Saint-Pierre par quatorze cardinaux. Berthier occupa le fort Saint-Ange, le Forum, et se vit salué du nom de libérateur par un nouveau peuple romain. Le

pape Pie VI ne quitta Rome qu'après la solennité religieuse qui avait sanctifié à Saint-Pierre la proclamation de la république. Il se retira d'abord à Sienne, dans un couvent, ensuite dans une chartreuse auprès de Florence, où il resta jusqu'au 30 avril 1799, qu'il partit pour Valence en Dauphiné. Mais le séjour de Rome ne fut pas heureux aux conquérans. Nos troupes, victimes d'une administration déprédatrice, qui s'introduisit tout à coup dans l'armée, après le départ de son héros pour Radstadt, devinrent par cela seul des hôtes très-incommodes pour les habitans; il en résulta une double insurrection du peuple contre nos soldats, de nos soldats contre leurs officiers. C'était la fatale époque des réquisitions, exactions violentes, qui contribuèrent puissamment à décrier le gouvernement directorial. Masséna avait remplacé Berthier au commandement. Il n'eut pas le crédit de pacifier la sédition de son armée, qui, à la manière de ces temps orageux, dévoua à la haine publique, par d'énergiques proclamations, ses chefs civils et ses chefs militaires. Masséna, Masséna lui-même, le premier de cette armée après Bonaparte, dut se soustraire à l'insurrection du drapeau qu'il avait honoré tant de fois, et remettre son autorité au général Gouvion-Saint-Cyr, dont la sagesse parvint bientôt à rétablir l'harmonie et la discipline. C'était la première fois, sans doute, qu'un peuple délivré par l'armée qu'il a appelée pour son salut, se révoltait contre elle et avec elle pour réclamer la garantie commune de l'occupation de son territoire. Mais ce ne sera pas le dernier essai républicain que la propagande directoriale improvisera passagèrement dans cette belle Italie, dont

les mœurs ne sont plus en harmonie avec les souvenirs.

Dans la Suisse, les souvenirs sont moins anciens, mais les courages sont plus ardens. Les griefs de la république française, pour être moins caractérisés que ceux qu'elle a vengés à Rome, n'en sont peut-être que plus envenimés; car depuis la fondation de la liberté en France, l'État helvétique a été non-seulement l'asile hostile de l'émigration, mais ses principales villes, Bâle, Berne et Genève, ont été autant d'arsenaux politiques de la contre-révolution. C'est sous le voile de la neutralité, et même sous son exercice rigoureux, qu'ont été ourdis les complots de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'armée de Condé, des généraux Moreau et Pichegru, et du gouvernement bernois lui-même, pour la destruction de la république et le rétablissement du trône en France L'émancipation du pays de Vaud n'était qu'une affaire d'avant-poste politique. La guerre était contre l'oligarchie bernoise, qui se défendit un peu mieux que celles de Venise et de Gênes. A la voix d'un vieux Helvétien, l'avoyer Steyger, trente mille hommes défendirent les approches de Berne, du côté de Soleure, contre Schauembourg; du côté de Fribourg, contre Brune. Deux bataillons de la Côte-d'Or et de l'Yonne, qui font partie d'une colonne de Brune, détruisent avant d'arriver à Morat l'ossuaire qui renferme quelques débris des Bourguignons vaincus par les Suisses à la bataille de Morat, en 1476, sous Charles-le-Téméraire. Ce monument triomphal était pour ces bataillons un outrage de famille. Après deux combats, l'un devant Soleure, l'autre devant Fri-

bourg, Berne se rendit par capitulation au général Brune. Les cantons furent tous désarmés. Ceux de Bâle et de Schotfonn étaient restés spectateurs de cette lutte inégale. L'Helvétie dut proclamer le 22 mars sa contre-révolution directoriale. Cette transmutation violente n'est que le prélude de celle que lui fera éprouver plus tard la contre-révolution consulaire. La politique de la France fut essentiellement propagandiste depuis le commencement de la révolution jusqu'à la chute de l'empire, où la Suisse figura seule comme république impériale. En 1798, l'Helvétie ne cède pas seulement à nos armes : elle ploie sous le joug du traité germanique de Radstadt. Vingt millions et l'un des plus riches arsenaux de l'Europe tombèrent à Berne au pouvoir des vainqueurs. Ces armes, ce trésor, avaient leur destination. Peut-être furent-ils l'objet principal de la guerre d'Helvétie, indépendamment de cet intérêt de vanité si impolitique, qui portait le gouvernement du Luxembourg à sceller du timbre directorial les constitutions des États conquis. La Suisse perdit de plus son intégralité; car indépendamment de la réunion de la Valteline à la Cisalpine, et du petit État de Mulhausen au département du Haut-Rhin, le 26 avril la république de Genève s'incorpora à la grande république, sous le nom du département du Léman. Toutefois cette politique envahissante et convertissante du Directoire, contre l'Helvétie et contre l'État romain, n'était pas sans quelque grandeur, dans le moment où, sous le poids de sa rupture violente avec l'Angleterre, il négociait à Radstadt la paix du continent ; mais il traitait à l'ombre des lauriers d'Italie.

Dès le 1er mars, la députation de l'Empire avait reconnu au congrès toute la rive gauche du Rhin pour limite de la France; et, le 8 avril suivant, fier de tant de succès, le Directoire faisait déclarer par sa légation que ses armées n'évacueraient la rive droite qu'après la pacification de l'Allemagne.

Jamais plus belle, plus solide destinée ne sortit des efforts d'une grande nation qui a conquis son indépendance avec les armes de sa liberté; une telle fortune devait sembler complète: invulnérable par sa nature, elle établissait, pour toujours peut-être, la puissance de la révolution française, si le Directoire avait eu la conscience de sa force et la probité de son triomphe; mais abandonné à des conseils machiavéliques, il ne s'attachait qu'à faire jaillir la guerre de l'œuvre de la paix. Un évènement dont on lui attribuait alors la cause, tant ses vues hostiles étaient peu dissimulées, fut au moment de rappeler l'Autriche et la France sur le champ de bataille. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, où la haine contre les Français brûlait avec l'énergie d'une passion populaire, avait, par l'ordre du Directoire, arboré tout à toup, après plusieurs semaines de résidence, sur la porte du palais de France le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et accompagné de l'inscription: *Liberté, égalité*. Cette innovation, dont cependant le principe trouvait sa consécration dans les habitudes diplomatiques, sembla au peuple de Vienne une provocation ou un abus de la victoire. L'hôtel Bernadotte fut assailli inopinément par la populace, et les insignes de la république arrachés et foulés aux pieds. Le caractère de l'ambassadeur parut

tellement compromis, qu'il se hâta de quitter Vienne, et que le Directoire s'empressa de demander une réparation dont l'*ultimatum* portait ou la guerre ou la paix. C'était bien la guerre qu'il désirait, et il n'y eut plus à douter de cette disposition quand, après avoir appelé le général Bonaparte à un conseil subitement convoqué pour délibérer sur cette affaire, il lui proposa de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne. Bonaparte refusa : il voulait aller conquérir l'Égypte. Mais il se chargea de correspondre à ce sujet avec le comte de Cobentzel, qui avait ordre de sa cour de conjurer l'orage et d'entamer des négociations à Seltz avec François de Neufchâteau.

La méfianceet l'amertume qui régnaient habituellement, dans les conférences du Luxembourg, entre le Directoire et Bonaparte, prouvaient chaque jour davantage la nécessité de terminer une rivalité qui partageait la France et divisait le Directoire lui-même. Aussi l'activité que le gouvernement avait mise à disposer en secret tous les préparatifs de l'expédition d'Egypte, n'était pas étrangère au sentiment d'une sorte de reconnaissance pour le général qui, en s'assurant l'indépendance par une entreprise lointaine, rendait réellement la sécurité au Directoire.

La France apprend tout à coup que trente mille hommes et dix mille marins sont réunis dans les ports de la Méditerranée, qu'un armement immense se fait à Toulon. Treize vaisseaux de ligne armés en guerre, deux en flûte, quatorze frégates, parmi lesquelles huit flûtes, quatre cents bâtimens

de transport, sont équipés pour conduire à une destination inconnue cette nombreuse armée, dont les généraux appartiennent déjà par de hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart à celle du vainqueur de l'Italie. Au nombre des principaux on compte Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Reynier, Lannes, Damas, Murat, Andréossy, Belliard, Menou, le mulâtre Dumas, Baraguay-d'Hilliers, Vaubois, Bon, Dugua, Dommartin et Zayonscheck. La flotte obéit à cet amiral Brueys qui commandait dans l'Adriatique pendant la campagne d'Italie, et aux contre-amiraux Villeneuve, Duchayla, Decrès et Gantheaume. La nation se demande pourquoi la commission des arts et des sciences envoie à Toulon cent de ses membres pris dans chacune de ces classes : est-ce un nouvel Etat que la France veut fonder? Où va-t-elle en même temps porter sa liberté et sa civilisation! On parlait également alors de la Grèce, de l'Inde, de l'Égypte.

Bonaparte a composé son état-major : il prend pour aides-de-camp son frère Louis, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizier, Julien, Lavalette, le fils du directeur Merlin, et le brave Sulkowski, noble polonais qui s'est voué à la fortune du grand capitaine. Les convois de Gênes, de Civita-Vecchia, de Bastia, ont reçu ordre de se rallier à la flotte de Toulon. Bonaparte a tout proposé, les places de l'armement, les lieux de la réunion des troupes, les points de la descente : tous les projets actuels et futurs de la mystérieuse expédition sont son ouvrage; rien n'a été oublié pour la faire réussir. On assure même que Barras, qui en secret souhaite peut-être

plus qu'aucun autre de ses collègues l'éloignement du vainqueur de vendémiaire, a tout écrit sous la dictée de Bonaparte. Enfin, le ministre Talleyrand doit, après le départ de l'armée, aller en ambassade extraordinaire à Constantinople, afin d'amener la Porte à agréer les motifs de l'entreprise, et dans le but de l'intéresser à s'unir à la France, qui veut briser le joug de la domination britannique sur le commerce de l'Inde et de la Méditerranée ; cette mission forme la condition principale du commandement accepté par le général Bonaparte, et le Directoire s'est engagé à la tenir. Bonaparte presse vivement le gouvernement de le faire partir avec les élémens de succès qu'il a créés lui-même, auxquels se joignent les révolutions qui viennent de détruire l'aristocratie helvétique et la puissance pontificale. L'Helvétie et le patrimoine de saint Pierre ont été convertis en démocraties, pour frayer à une armée française la route d'Égypte ; les trésors de trois républiques lui ouvriront les portes du Caire. Berne a fait les fonds à Toulon pour la marine, Gênes pour le convoi qui est dans son port, Rome pour celui de Civita-Vecchia. On dispose encore un armement à Marseille, qui doit porter la division Reynier. La république française ajoute une faible somme aux contributions payées par les républiques vassales. Jamais plus grande, plus importante expédition dans les temps modernes ne coûta moins à un grand État. Tous les obstacles sont aplanis. Bonaparte n'a plus à vaincre que les lenteurs dont le Directoire semble s'étudier à entraver ses desseins. Aussi, fatigué de ce système de torgiversations qui le retient à Paris, quand la

gloire l'appelle à Toulon, il ne peut contenir ses ressentimens, et il exige impérieusement son départ au Luxembourg. Dans une de ces conférences orageuses, il menace de donner sa démission, et le directeur Rewbell, lui présentant une plume, lui dit froidement : *Signez-la, général.* Telle était la position respective du Directoire et de Bonaparte, quand arriva la nouvelle du tumulte de Vienne et de l'outrage fait à l'ambassadeur Bernadotte.

Cette misérable aventure pouvait tout à coup anéantir le grand ouvrage de Campo-Formio, acheté au prix de tant de victoires et de tant de sacrifices, et annuler le projet de la conquête de l'Égypte. Cependant la fortune de Bonaparte veut que le Directoire se décide à opposer tout à coup à la cour de Vienne ce même général, dont il bravait l'impatiente ardeur, tout en redoutant également sa vengeance et son éclatante renommée. On ne voit que Bonaparte pour demander raison à l'orgueilleuse maison d'Autriche de l'injure reçue par celui qui était déjà l'ennemi du héros d'Italie. Bonaparte, presque disgracié la veille, se retrouva, dans un jour, l'arbitre de la destinée de son pays. Investi de pouvoirs sans bornes, il dut rêver alors cette souveraineté que le Directoire semble prêt à abdiquer pour lui dans les momens du péril. Mais toutefois le Directoire entoure encore cette grande confiance de toutes les précautions d'un mandat inquiet et jaloux. La correspondance de Bonaparte avec le comte de Cobentzel offrait un caractère de suprématie qui devait sans doute moins étonner la politique de la cour impériale que les membres du Directoire. Aussi le

gouvernement français, alarmé de la nature des communications dont il surprend la confidence, loin de songer davantage à mettre Bonaparte à la tête d'une armée contre l'Autriche, se hâte d'accepter les satisfactions de cette puissance, et donne au général en chef de l'armée d'Égypte l'ordre de se mettre en route pour Toulon.

CHAPITRE II.

(Du 9 Mai 1798 au 9 Octobre 1799.)

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Pendant son séjour à Passeriano, où fut convenu le traité signé ensuite à Campo-Formio, Bonaparte avait adressé à l'escadre de l'amiral Brueys, stationnée dans la mer Adriatique, cette courte et expressive proclamation : « Camarades, dès que nous au- « rons pacifié le continent, *nous nous réunirons à* « *vous pour conquérir la liberté des mers*. Sans vous « nous ne pouvons porter la gloire du nom français « que *dans un petit coin du continent*. Avec vous, « nous traverserons les mers, et la gloire nationale « *verra les régions les plus éloignées*. » Ces paroles formaient un ordre du jour menaçant pour l'Angle-

terre; elles exprimaient énergiquement le dessein d'aller renouveler dans l'Inde la gloire d'Alexandre, ou plutôt d'aller y détruire la puissance britannique. Sa proclamation du camp de Bassano, le 9 mars 1797, l'avait déjà, en termes précis, révélé à son armée. Le vainqueur de l'Italie demandait un théâtre plus étendu que celui sur lequel il avait brillé jusqu'à cet instant; car, malgré les grandes choses que Bonaparte, consul et empereur, exécuta depuis par la force de ses armes et par la toute-puissance de sa domination sur l'Europe continentale, jamais sa pensée ne fut aussi vaste qu'à cette époque de ses triomphes d'Italie, où il n'avait d'autre politique que son génie; la toge consulaire, la pourpre impériale, renfermèrent plus tard cette passion des hautes entreprises dans cette petite partie de la terre qu'alors il dédaignait. Arrêté tout à coup devant une forte citadelle turque, au milieu de sa course asiatique, et condamné à replier son ambition de conquérant, bientôt il devra soumettre au joug des vieilles traditions de la société européenne l'indépendance démesurée de ses premiers projets, lui qui avait conçu l'idée de devenir le héros du monde sur les ruines britanniques de l'Asie! C'était sous l'empire de cette inspiration gigantesque que Bonaparte entrait dans Toulon, le 9 mai 1798. Il descendit à l'hôtel de la Marine. L'armée, son armée l'attendait. Un discours brusque et énergique salua ses braves d'Italie. Dix jours après, au moment de mettre à la voile, il leur dit: « Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée « d'Angleterre; vous avez fait la guerre des monta- « gnes, des plaines et des sièges, il nous reste à faire

« la guerre maritime. Les légions romaines que vous « avez quelquefois imitées, mais pas encore égalées, « combattaient Carthage, tour à tour sur cette « même mer et aux plaines de Zama; la victoire ne « les abandonna jamais, parce que constamment « elles furent braves, patientes à supporter la fa- « tigue, disciplinées et unies entre elles..... Soldats, « matelots, vous avez été jusqu'à ce jour négligés; « aujourd'hui la plus grande sollicitude de la répu- « blique est pour vous; le génie de la liberté, qui a « rendu dès sa naissance la république arbitre de « l'Europe, *veut qu'elle le soit des mers et des na-* « *tions les plus lointaines.* » Voilà comment l'armée apprit de son général qu'elle allait se battre et cueil- lir de nouveaux lauriers au-delà des mers; mais quelles mers devait-elle franchir, de quelles régions devait-elle s'emparer pour obtenir ce que le général lui avait annoncé en ces termes, le jour de son ar- rivée à Toulon : « Je promets à chaque soldat qu'au « retour de l'expédition il aura à sa disposition de « quoi acheter six arpens de terre » Les troupes, indifférentes sur les promesses, n'acceptèrent que la part du danger et de la gloire, et s'embarquèrent pleines de joie, avec le chef qui les avait conduites tant de fois à la victoire. Par un de ces hasards sin- guliers attachés aux grandes fortunes humaines, le nom du vaisseau amiral, que montait Bonaparte, contenait tout le secret de l'expédition, il se nom- mait *l'Orient*; et le 19 mai, le soleil, qu'on appela si souvent le soleil de Bonaparte, éclaira le majes- tueux départ de la flotte française. La traversée ne fut pas exempte d'alarmes; on craignait à chaque

instant l'apparition des Anglais qui sillonnaient la mer en tous sens pour nous rencontrer. Une fois, Nelson ne se trouva séparé de nos vaisseaux que par une distance de six lieues; une brume favorable déroba les Français à la vue de l'ennemi. Bonaparte mesurait toute l'étendue des conséquences d'un combat naval qui, malheureux, détruirait tous les fruits de nos succès en Italie, ferait avorter l'entreprise, et peser sur son auteur une responsabilité immense; mais, confiant en son génie, soutenu par une espérance pareille à celle de César, il s'occupait dès lors, avec les généraux, du gouvernement de l'Égypte, comme si elle était conquise, ou se livrait aux plus vives discussions avec les littérateurs et les savans qui l'accompagnaient. On eût dit qu'il siégeait déjà au milieu de son nouvel Institut, dans Alexandrie.

Le 9 juin, l'armée parut devant Malte. Le convoi de Civita-Vecchia l'y avait précédée de trois jours : la veille de son arrivée, l'escadre maltaise était revenue d'une croisière sur les côtes de Barbarie; composée d'un vaisseau de 74 et de plusieurs bâtimens de guerre, elle pouvait facilement détruire le convoi escorté par une seule frégate. Une telle imprévoyance donnait Malte aux Français.

Cependant Bonaparte crut devoir tenter d'abord les voies d'accommodement. Il fit demander au grand-maître l'entrée du port pour notre armée navale. La réponse portait que les statuts et les lois de l'Ordre ne permettaient pas à plus de quatre vaisseaux de pénétrer à la fois dans les mouillages de l'île. Bonaparte écrivit que la réponse du conseil équivalait à

une déclaration de guerre ; que les Français n'ignoraient pas la conduite partiale de l'Ordre en faveur des Anglais; que l'escadre était résolue de recourir à la force; et sans perdre de temps, il ordonna à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts qui défendent le port Lavalette. Aussitôt commença le débarquement sur sept points différens des îles de Malte et de Gozzo.

Les premières menaces de Bonaparte, ses fières paroles aux chevaliers, le développement rapide de nos démonstrations hostiles, répandirent la confusion dans la ville de Lavalette, où nous secondait d'ailleurs un parti qui levait la tête à mesure que le gouvernement laissait éclater sa faiblesse; le désordre monta à son comble, et deux jours avant la reddition de Malte, quelques chevaliers de la langue de France furent amenés à Bonaparte : « Puisque vous « avez pu prendre les armes contre votre patrie, leur « dit-il, il fallait savoir mourir; je ne veux point de « vous pour prisonniers : vous pouvez retourner à « Malte, tandis qu'elle ne m'appartient pas encore. » Bientôt cette île, qui avait résisté pendant deux ans à toutes les forces de l'Orient, commandées par l'invincible Dragut, fut au pouvoir de Bonaparte. Une courte et honteuse négociation avait suivi l'échange de quelques coups de canon, qui ne sauvèrent pas l'honneur du pavillon maltais. Le grand-maître, Hompesch, gentilhomme allemand, reçut six cent mille francs de Bonaparte, l'assurance d'une pension de trois cent mille francs, et se retira en Allemagne. Une bonne partie des chevaliers de la langue de France s'attachèrent au vainqueur, prirent du ser-

vice dans l'armée, et le suivirent en Égypte. La division Reynier s'empara de l'île de Gozzo. Le général Vaubois resta à Malte avec quatre mille hommes. Le général Baraguay-d'Hilliers partit pour la France avec les trophées de la nouvelle conquête, sur la frégate *la Sensible*, qui fut capturée par les Anglais. Ainsi tomba l'Ordre de Malte, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint. Sa possession assurait à la république l'empire de la Méditerranée; le drapeau tricolore affranchit alors ce dernier asile de la chevalerie religieuse, dont une autre révolution a fait depuis un port militaire sous pavillon luthérien. Toutefois c'était un prélude bizarre à la guerre des Musulmans d'Égypte, que la prise du couvent réputé inexpugnable des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Avant de remettre en mer, le général en chef rendit à la liberté tous les captifs mahométans qui languissaient dans les bagnes de la religion.

Aussitôt après son entrée dans Malte, Bonaparte en fit répandre la nouvelle par tous les agens français, en Grèce, dans les Echelles du Levant, en Barbarie; il leur prescrivit en outre de signifier aux beys d'Alger, de Tunis et de Tripoli, d'avoir à respecter les habitans de l'île, désormais sujets de la France. Le général Chabot, commandant à Corfou, reçut des avis et des ordres conformes à la circonstance. Bonaparte adressa aussi son aide-de-camp au fameux Ali, pacha de Janina, afin de concerter avec lui un plan du soulèvement de plusieurs provinces de la Grèce. Mais, occupé à combattre Passawan-Oglou, Ali ne put connaître la lettre ni l'envoyé de Bonaparte; et

l'absence de ce pacha dut être considérée comme un malheur; car s'il eût persisté dans ses bonnes dispositions pour la république française, d'heureux résultats devaient éclore de son intelligence avec Bonaparte qui, en s'assurant dès lors un point d'appui en Albanie et en Épire, s'attachait un allié puissant et capable de contribuer à l'exécution de ses grands desseins.

Le 1er juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à l'armée le but de son voyage, et la terre d'Égypte lui fut promise. Trois jours auparavant, la flotte de Nelson, augmentée de dix vaisseaux, était venue annoncer à Alexandrie la flotte française, qu'elle avait inutilement cherchée, et repartit pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : il ordonne le débarquement ; il sait apprécier et il veut mettre à profit cette faveur singulière accordée à ses armes; mais tout à coup une voile est signalée : « Fortune! s'écria Bonaparte, m'abandonnerais-tu ? Je ne te demande que cinq jours. » Cette voile était une frégate de notre escadre. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Égypte, y descend avant tous; Bonaparte et Kléber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabou, où flotta en Afrique le premier drapeau tricolore. Le général en chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il n'ignore pas qu'Alexandrie se dispose à une défense; il a dessein d'étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et de s'assurer, par une conquête utile, du moral de sa propre armée. A deux heures du matin, il s'avance sur trois co-

lonnes et commande l'assaut des murailles; elles cèdent à la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler et se rend aux vainqueurs. La prise d'Alexandrie n'avait coûté qu'un très-petit nombre de soldats et d'officiers français; Bonaparte les fit enterrer au pied de la colonne de Pompée, et voulut que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. Toute l'armée assista à cette cérémonie; elle répandit dans ses rangs tout l'enthousiasme que le héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'exercer un irrésistible ascendant sur les autres hommes. Jamais plus habiles proclamations n'avaient été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues; avant de débarquer, il avait dit aux premiers : « Les « peuples avec lesquels nous allons vivre sont ma« hométans; leur premier article de foi est celui-ci: « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son « prophète. Ne les contredisez pas; agissez avec eux « comme vous avez agi avec les Juifs, avec les Ita« liens; ayez des égards pour leurs muphtis et pour « leurs imans, comme vous en avez eu pour les rab« bins et pour les évêques. Ayez pour les cérémonies « que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même « tolérance que vous avez eue pour les couvens, pour « les synagogues, pour la religion de Moïse et celle « de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient « toutes les religions. Vous trouverez ici des usages « différens de ceux de l'Europe : il faut vous y accou« tumer. Les peuples chez lesquels nous allons trai« tent les femmes différemment que nous; mais,

« dans tous les pays, celui qui viole est un monstre. « Le pillage n'enrichit qu'un très-petit nombre « d'hommes, il nous déshonore, il détruit nos res- « sources, il nous rend ennemis des peuples qu'il « est de notre intérêt d'avoir pour amis. La première « ville que nous allons rencontrer a été bâtie par « Alexandre; nous trouverons à chaque pas de « grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des « Français. » Le 1er juillet, il dit aux Musulmans d'A-lexandrie : « Depuis trop long-temps les beys, qui « gouvernent l'Égypte, insultent à la nation fran- « çaise, et couvrent les négocians d'avanies ; l'heure « de leur châtiment est arrivée. Depuis trop long- « temps ce ramassis d'esclaves, achetés dans le Cau- « case et la Géorgie, tyrannise la plus belle partie du « monde; mais Dieu, de qui dépend tout, a ordonné « que leur empire finît. Peuple de l'Égypte, on vous « dira que je viens pour détruire votre religion; ne « le croyez pas : répondez que je viens vous restituer « vos droits, punir ces usurpateurs, et que je res- « pecte, plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète « et le Koran. Dites-leur que tous les hommes sont « égaux devant Dieu; la sagesse, les talens et les ver- « tus mettent seuls de la différence entre eux.... Y a- « t-il une belle terre? elle appartient aux Mame- « lucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, « une belle maison? cela appartient aux Mamelucks. « Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail « que Dieu leur a fait.... Quadhis, cheicks, imans « Tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes « aussi de vrais Musulmans.... N'est-ce pas nous qui « avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la

« guerre aux Musulmans? N'est-ce pas nous qui « avons détruit les chevaliers de Malte? N'est-ce pas « nous qni avons été, dans tous les temps, les amis « du grand seigneur et l'ennemi de ses ennemis?.... « Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils « prospéreront dans leur fortune et dans leur rang. « Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le « temps de nous connaître et de se ranger avec « nous. Mais malheur, trois fois malheur, à ceux qui « s'armeront pour les Mamelucks et combattront « contre nous! Il n'y aura pas d'espérance pour eux; « ils périront. » L'éloquence populaire caractérise éminemment ceux qui ont subjugué les peuples : Bonaparte possédait au plus haut degré cette éloquence, l'une des premières causes des succès de ses pareils. Il faut du génie pour persuader aux soldats et aux vaincus que les victoires sont à leur profit.

A peine maître d'Alexandrie, Bonaparte imprime au débarquement toute l'activité dont il est dévoré, et qu'il a le talent de communiquer à tout ce qui se réunit sous son drapeau. L'amiral Brueys conduit d'abord l'escadre au mouillage d'Aboukir. Le convoi entre dans le port d'Alexandrie. Quant à l'escadre, elle doit, d'après les ordres donnés à l'amiral Brueys, à Alexandrie, par le général en chef lui-même, être dirigée sur Malte, ou sur Toulon, ou sur Corfou, immédiatement après le débarquement total des munitions de guerre, à moins que le port vieux, où nos vaisseaux seraient si bien en sûreté, n'ait assez d'eau pour les recevoir. Bonaparte, pour qui l'occupation de l'Égypte n'est que la première campagne d'une

autre expédition, attache à l'existence et au voisinage de la flotte l'intérêt du succès de ses vastes desseins, qui repose tout entier sur la coopération de l'armée de terre et de l'armée navale. La crainte des Anglais ne permet aucun retard pour l'exécution de ses dispositions, et le pressant besoin de prévenir et d'effrayer les beys prescrit une marche rapide sur le Caire. Le général Desaix se porte aussitôt dans le désert, avec sa division qui formait l'avant-garde, et se dirige sur Damanhour. Mais pendant cette marche de quinze lieues, sur un sable brûlant et stérile, nos troupes, presque entièrement privées d'eau, éprouvèrent des souffrances telles, que Desaix, si difficile à s'émouvoir des plus grands dangers, écrivait au général en chef: « Si l'armée ne passe pas le désert avec toute la rapidité de l'éclair, elle périra. »

L'armée part d'Alexandrie les 5 et 6 juillet: Bonaparte, quittant cette ville le 7, en laisse le commandement au général Kléber qui a été blessé en montant à l'assaut de ses remparts. Le général Dugua marche d'un autre côté sur Rosette; il est chargé de s'en emparer et de protéger la flottille française qui doit suivre la route du Caire sur le bras gauche du Nil, et rejoindre l'armée à Ramanieh.

Bientôt une chaleur accablante, la faim, la soif plus terrible encore, causèrent des maux inouis à nos soldats; plusieurs y succombèrent. Pour comble de malheurs, le phénomène du mirage, effet de la lumière, inconnu dans nos contrées, montrait à leurs yeux séduits un lac immense où se réfléchissaient les monticules de sable et toutes les inégalités du terrain. L'illusion du mirage est telle, qu'on s'y trompe

pour la dixième fois non moins que la première; et comme elle avait lieu principalement dans la matinée, les Français haletans, épuisés de fatigue, pressaient le pas; mais ils cédaient de nouveau à l'abattement, quand le soleil, dans toute sa force, avait dissipé les eaux imaginaires où ils croyaient trouver un terme à leur douleur. Le sol était enflammé; on souffrait un égal supplice à s'arrêter ou à se mouvoir sur ce brasier ardent. La nuit, au lieu d'amener du calme, apportait d'autres tourmens : il se répandait une rosée froide qui glaçait les membres, et semblait pénétrer jusqu'aux os. Quelle situation pour des hommes accoutumés à faire la guerre sous le délicieux climat de l'Italie! Aussi le murmure gagna-t-il tous les esprits, et les plus dévoués donnèrent presque des signes de désespoir....

Le 8 juillet, Bonaparte arrive à Damanhour, où l'armée réunie oublie les souffrances du désert et les cris séditieux dont elle a menacé son héros; Bonaparte oublie tout également. Le 10, à la pointe du jour, le mouvement s'opère sur Ramanieh : Bonaparte, accompagné de quelques officiers d'état-major, s'écarte à une certaine distance des différens corps, et ne se trouve séparé des Bédouins que par une éminence qui le dérobe à leur vue : il reconnaît le péril auquel il vient d'échapper, et dit gaiement : « Il n'est point écrit là haut que je doive être pris « par les Arabes. » Enfin, après quelques heures de route, le Nil paraît, avec ses deux rives bordées de riches moissons. Le premier mouvement de nos soldats est de se précipiter dans le fleuve qui devient aussi un dieu pour les Français. A peine rafraîchis et

consolés, ils sont rappelés au drapeau par une attaque de Mamelucks; ils y courent, l'artillerie du général Desaix disperse l'ennemi. Bonaparte ordonne un repos à Ramanieh, pour attendre sa flottille où sont les provisions : tout réussit. L'armée délassée, réparée et contente, se met en marche dans la nuit, avec l'ordre et l'espoir de livrer la bataille qui doit lui ouvrir la capitale de sa future conquête. La flottille nous suit, elle vogue sous le pavillon du chef de division Perrée. Le général Andréossy est à bord, ainsi que le général Zayonscheck; ils commandent l'artillerie et les troupes à cheval non montées. La violence des vents entraîne tout à coup la flottille française au-delà de la gauche de l'armée, et la pousse en présence de la flottille ennemie, que soutient le feu de quatre mille Mamelucks, des Fellahs et des Arabes. Un combat inégal, où la valeur supplée au nombre, commence à l'instant, et coûte à l'ennemi ses chaloupes canonnières. Dans ce combat, où le sang-froid et l'intrépidité du général Andréossy contribuèrent beaucoup à la victoire, Monge et Berthollet, qui étaient, comme lui, sur le chebeck de Perrée, montrèrent un courage vraiment français, et rendirent des services essentiels. Cependant Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa flottille est engagée, fait avancer l'armée au pas de charge sur Chébreiss; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi nos forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Reynier, Menou, et Dugua en l'absence de Kléber, composait un carré qui présentait à chaque

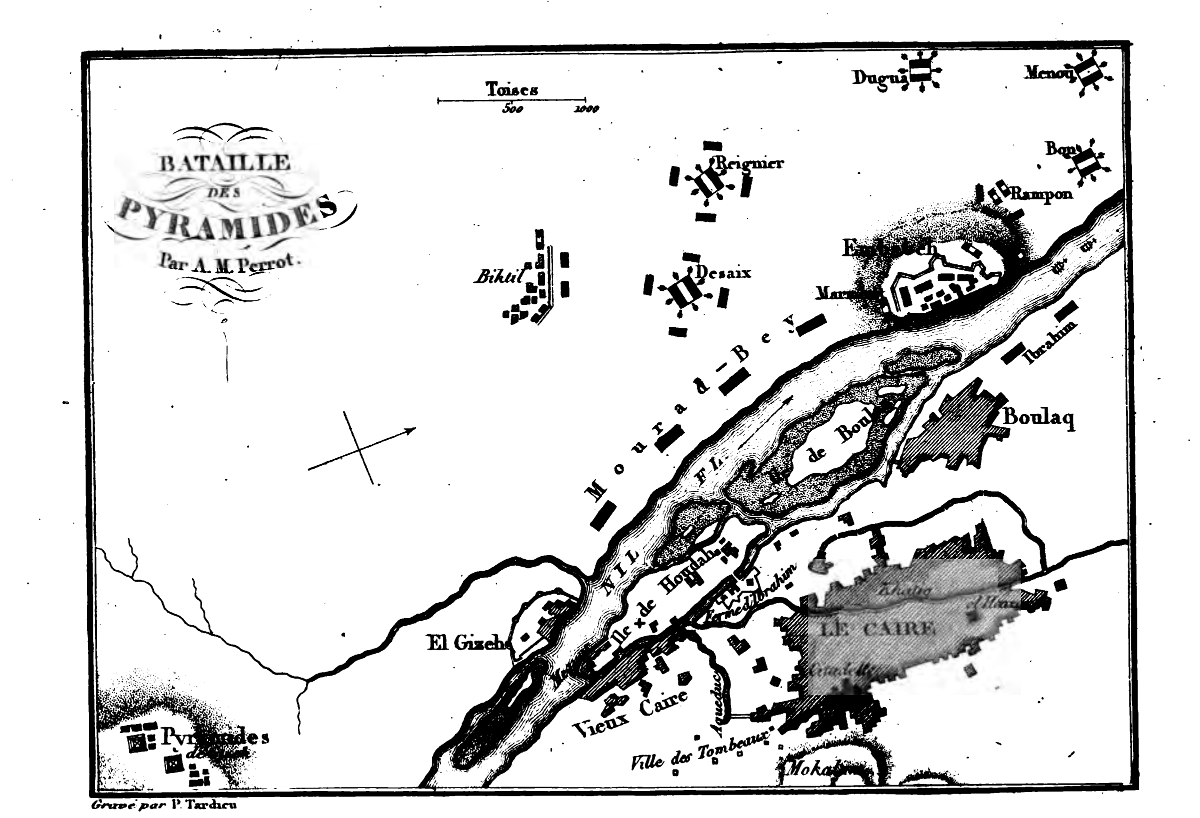
face six hommes de hauteur; les équipages et la cavalerie étaient au centre, l'artillerie aux angles; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque.

A peine l'armée paraît-elle à une demi-lieue des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine; ils débordent nos ailes, caracolent sur les flancs et derrière les Français, et cherchent l'endroit le plus faible pour pénétrer; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme : d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front de l'armée; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe. Alors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille et se retire en désordre vers le Caire; sa flottille, qui prend aussi la fuite, remonte le Nil. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, et reprend la route du Caire, au milieu de toutes privations, à travers des villages abandonnés, sur un sol presque sans végétation alimentaire. Aussi, malgré quelques adoucissemens offerts aux peines de tous, la mélancolie et la tristesse règnent parmi nos soldats; ils regrettent hautement l'Italie et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Bonaparte entend ces plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivac dans les lieux les plus incommodes.

Le 21 juillet, l'armée partie d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après midi à une demi-lieue d'Embabeh, et voit le corps dés Mamelucks se déployer en avant du village. Bonaparte fait faire halte; l'excès de la fatigue et de la chaleur accablait les troupes : un repos d'une heure seulement est le besoin du soldat; mais les mouvemens de l'ennemi leur en commandent le sacrifice, et l'ordre de la bataille devient un besoin plus impérieux.

Tout est nouveau pour les Français. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, ces immobiles témoins des plus grandes fortunes et des plus grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil, brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnifique, l'éclat des armes, la beauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Spartiates contre la fastueuse armée des satrapes; mais il n'y eut pas de Thermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie Bonaparte, songez « que, du haut de ces monumens, quarante siècles « vous contemplent! »

Mourad-Bey appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la hâte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui se prolonge vers les pyramides, comprend



Gravé par P. Tardieu

dix mille Mamelucks servis chacun par trois Fellahs, et trois mille Arabes. Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à présenter plus de feu aux ennemis : Desaix occupe notre droite, Vial notre gauche, Dugua le centre. La reconnaissance du camp retranché nous apprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie qui n'oserait le faire sans canons. Aussitôt Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp : dès-lors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutiles à l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks.

Né avec l'instinct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Mourad sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut l'empêcher à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne paraît ébranlée et même en désordre un moment ; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks, dont la tête seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et se place entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks font des efforts inouis pour nous entamer : ils périssent foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Ces remparts vivans font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les plus braves acculent

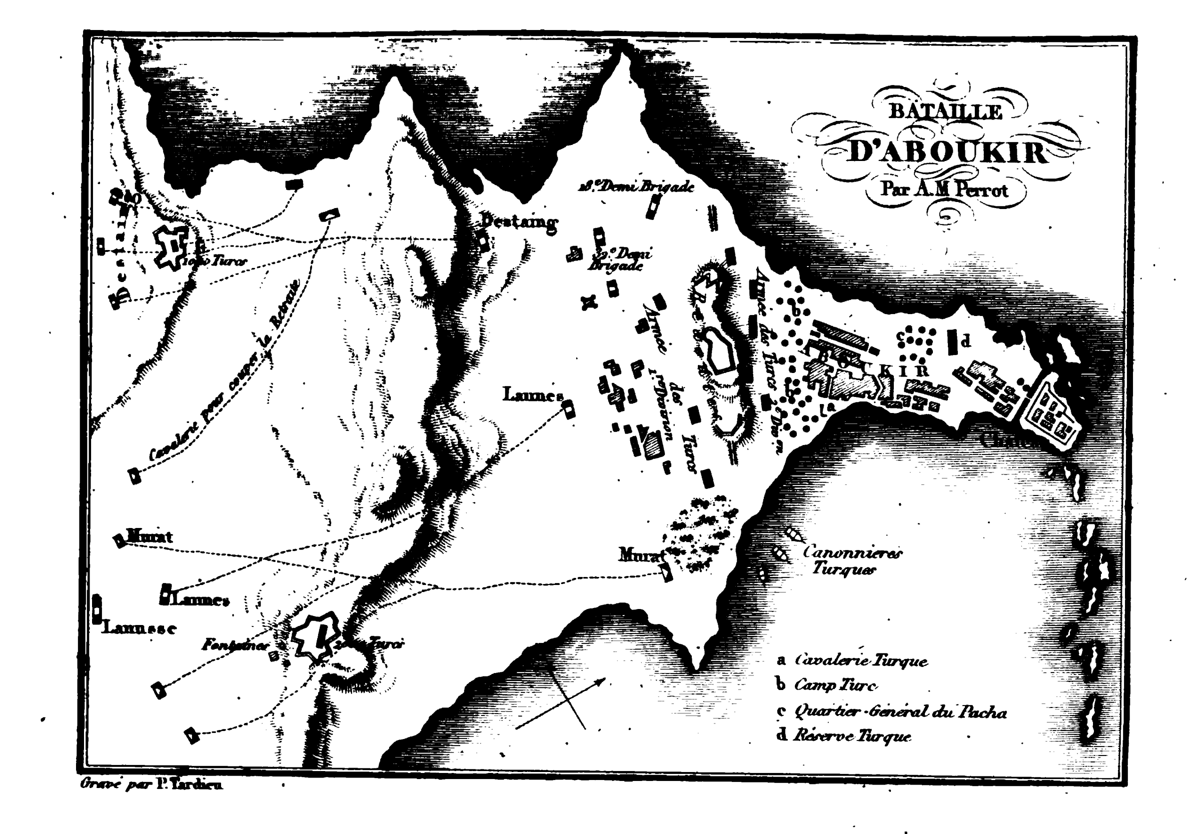
leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux; ils succombèrent tous. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à pénétrer dans les intervalles; dès-lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille et des boulets, une partie rentre dans le camp : Mourad, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur Gizeh, et se trouve ainsi séparé de son armée. Cependant la division Bon se porte sur le camp retranché, tandis que le général Rampon vole occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur l'infanterie, qui, voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Embabeh : un bon nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Nil par le général Vial. Les autres divisions françaises gagnent du terrain; pris entre leur feu et celui des carrés, les Mamelucks essaient de se faire jour, et tombent en désespérés sur la petite colonne du général Rampon; tout leur courage échoue contre ce nouvel obstacle : ils tournent bride; mais un bataillon de carabiniers, devant lequel ils sont obligés de passer à cinq pas, en fait une effroyable boucherie : tout le reste périt ou se noie. Mourad-Bey n'emmène dans sa retraite que deux mille cinq cents Mamelucks sauvés comme lui du carnage. Le camp des ennemis enlevé à la baïonnette, les cinquante pièces de canon qui le défendaient, quatre cents chameaux, les vivres, les trésors, les bagages de cette noble milice d'esclaves, l'élite de la cavalerie de l'Orient, et la possession du Caire, furent les trophées de la victoire d'Embabeh.

Bonaparte, qui connaissait toute la puissance des anciens souvenirs, et aspirait sans cesse à semer sa vie de glorieuses comparaisons avec les grandes choses, voulut donner à cette brillante journée le nom de *bataille des Pyramides*.

Les divisions Desaix, Reynier et Dugua, après avoir poursuivi les ennemis jusqu'à la nuit, reviennent à Gizeh. Déjà les troupes françaises étaient établies dans cette ville, ainsi que dans le camp retranché d'Embabeh, où les divisions Bon et Menou nageaient au sein de l'abondance. Bonaparte habite la maison de campagne de Mourad-Bey. Bientôt il reçoit à son quartier-général une députation des cheicks et des notables du Caire, que le passage des Mamelucks échappés au glaive, et la fuite du pacha Seïd-Aboudeker et d'Ibrahim-Bey, le prudent compétiteur de Mourad, avaient livrés à tous les excès populaires. Déjà, par une proclamation expédiée dans cette ville, on avait cherché à prévenir ce malheur et à répandre la confiance parmi les habitans. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la place, et implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bienveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'intrépide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite du Nil, où brillaient les flammes de soixante bâtimens chargés de richesses, auxquels les Mamelucks ont mis le feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénètrent la nuit dans les murs de la capitale et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les portes sont fermées, toutes les

tort de juger, d'après l'évènement, que si l'amiral conçut l'espérance de résister aux Anglais dans sa position, cette espérance manquait de fondement. Cependant Bonaparte, resté sans nouvelles de la flotte pendant treize jours, parce que la correspondance se trouvait interceptée, croyant au succès des sondes, d'après des avis récens d'Alexandrie, se hâta d'expédier, le 30 juillet, son aide-de-camp Julien, chargé de transmettre à l'amiral, dont on venait enfin de recevoir des lettres, l'injonction d'entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou de partir au moment même pour Corfou. L'officier rencontra dans la route un parti d'Arabes, et périt massacré avec ses quinze hommes d'escorte; au reste, malgré toute la diligence possible, il n'aurait pu arriver à temps pour prévenir le désastre d'Aboukir.

Le 1er août, vers trois heures après midi, on signala l'escadre anglaise, forte de quatorze vaisseaux de ligne et deux bricks. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla commandait notre aile gauche, où se trouvaient *le Guerrier*, *le Conquérant*, *le Spartiate*, *l'Aquilon*, *le peuple Souverain* et *le Franklin*. *L'Orient*, de 120 canons, monté par l'amiral Brueys, était au centre; venait ensuite *le Tonnant*, commandé par du Petit-Thouars; et enfin, à l'aile droite, le contre-amiral Villeneuve avait sous ses ordres *l'Heureux*, *le Mercure*, *le Guillaume-Tell*, *le Génereux*, *le Timoléon*. Le 30 juillet, l'amiral avait appelé ses capitaines à son bord, pour tenir conseil et décider si l'on devait combattre embossé ou à la voile. La majorité fut de l'opinion du capitaine du Petit-Thouars, qui se prononça pour combattre à la voile. Brueys



Gravé par P. Tardieu

soutenait l'opinion contraire, et se prévalut de son autorité pour que l'on s'y soumît. Il s'embossa à deux lieues de terre, laissant derrière sa flotte une passe plus que praticable pour un vaisseau de haut bord, et négligeant d'y faire couler quelques vieux navires pour rendre ce passage impossible à l'ennemi. Il avait également négligé l'armement de la côte, qui eût si heureusement soutenu sa ligne d'embossage; et, par une autre fatalité, il avait envoyé à terre une partie de ses équipages. A six heures l'action s'engage par une violente canonnade; bientôt une partie de la flotte ennemie, doublant la tête de la ligne française, parvient à la couper et à jeter l'ancre entre la terre et nous, tandis que Nelson parcourt notre front avec le reste de ses forces. Deux bâtimens anglais échouent en exécutant ce plan hardi; mais notre centre et notre avant-garde sont placés entre deux feux. De part et d'autre on se bat avec la dernière opiniâtreté. Au bout d'une heure, *le Guerrier*, *le Conquérant*, ont la moitié de leur monde tué, leurs canons démontés, leurs manœuvres hachées, leurs mâts brisés, et succombent tour à tour. La frégate *la Sérieuse*, attaquée par *le Goliath*, oppose la plus vigoureuse résistance; percée de part en part, elle coule, et se défend toutefois jusqu'à ce qu'elle ait obtenu une capitulation. La nuit arrive, et les deux partis n'ont plus, pour éclairer une bataille si acharnée, d'autres lumières que celle du feu de douze cents pièces de canon qui tonnent, et dont la commotion agite la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement, Brueys avait été blessé;

vers les huit heures du soir, il tombe renversé par un boulet. Gantheaume, son ami, veut le faire emporter : « Non, dit-il en lui serrant la main ; un amiral français doit mourir sur son banc de quart. » Il expire au bout d'un quart d'heure. Au même instant, le capitaine de pavillon, Casa-Bianca, ainsi que son capitaine de frégate, sont emmenés au poste des blessés. Malgré ces malheurs, *l'Orient* redouble d'audace et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, criblés de ses boulets, ont été contraints à la fuite. *Le Bellérophon*, qui leur succède, voit ses trois mâts abattus et perd la moitié de son équipage; réduit à l'impossibilité de manœuvrer, le vent l'entraîne sur notre arrière-garde, dont il reçoit toutes les bordées. Près de couler, les cris des Anglais annoncent qu'il se rend : si dans ce moment Villeneuve coupe ses câbles et saisit l'occasion offerte, il s'empare du *Bellérophon* sans coup férir ; il dégage *l'Orient* ainsi que les autres vaisseaux seuls aux prises avec l'ennemi, et change un revers prochain en une brillante victoire. Villeneuve reste immobile, sans qu'alors ni depuis on ait pu expliquer sa conduite. Comme *l'Orient*, abandonnés à eux-mêmes, *le Spartiate*, *le Peuple Souverain*, *l'Aquilon*, combattent avec le même héroïsme et font un mal horrible aux Anglais, dont plusieurs bâtimens ne tirent plus. Mais à neuf heures et un quart, l'incendie éclate sur *l'Orient* : aucun effort ne peut éteindre les flammes au milieu du carnage, au milieu de notre feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume ; l'équipage se jette à la mer ; une partie se noie, une partie se sauve : une demi-heure après,

l'Orient, embrasé dans tous ses quartiers, saute en l'air avec un fracas qui jette les deux flottes dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du matin, il redevient terrible; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Au dire de nos adversaires, Villeneuve pouvait encore décider le succès en notre faveur, même après l'explosion de *l'Orient ;* il le pouvait encore à minuit, s'il fût entré en ligne : au lieu de cela, il partit avant la fin de l'action, avec *le Guillaume-Tell*, *le Généreux* et les frégates *la Diane* et *la Justice*, sans être poursuivi par l'ennemi qui n'était pas en état de l'inquiéter; les trois autres bâtimens de Villeneuve s'échouèrent à la côte et devinrent la proie des Anglais.

La fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouemens sublimes : le jeune Casa-Bianca, enfant de neuf à dix ans, et qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à côté de son père, qu'il refusa de quitter; Thevenard, commandant de *l'Aquilon*, cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir; Blanquet-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : « Tirez; notre dernier coup peut être fu-

« neste à l'ennemi. » Du Petit-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Brueys; un autre boulet lui enleva un bras; ainsi mutilé, il s'écriait : « Équipage du *Tonnant*, « ne vous rendez pas; coulez bas plutôt; clouez le « pavillon; » et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand *le Tonnant* fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau.

La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar marquent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma le chemin de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce même amiral Villeneuve eût exécuté ses ordres et décliné le combat qu'il aurait dû chercher devant Aboukir.

Kléber lui-même, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte; Bonaparte en apprit la nouvelle avec une fermeté à toute épreuve; aucun trouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un évènement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber; demander et obtenir la vérité tout entière sur notre affreux malheur; secourir les vivans dans leur détresse; honorer les illustres morts dans leur tombeau; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une ame mélancolique; rassurer l'armée par des paroles empreintes d'un tout autre génie; rétablir l'ordre partout; ré-

unir, organiser les restes de notre marine; veiller sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée à Malte, et répandre dans tous les cœurs les espérances d'une gloire nouvelle qui allait naître pour l'armée d'Égypte du sein même de cette grande calamité: voilà une faible esquisse des soins du héros dans ces graves circonstances où il fut vraiment la providence de tous les Français abandonnés désormais sur la terre des Pharaons.

Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Egypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à ses sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bords du Nil; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'offriront toujours dans la suite ses volontés et ses desseins. La nature semblait l'avoir créé pour le trône de l'Asie; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout ce qui l'a précipité de celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. Cette royauté forcée et passagère en Egypte développera en lui tous les germes de la puissance absolue, que le sol de la France refusait encore de féconder. En Occident, Bonaparte pouvait balancer entre César, Scipion, Charlemagne et Charles-Quint; mais, dans l'Orient, il ne peut voir qu'Alexandre, Sésostris, et peut-être Mahomet. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut montrer au monde. Il recommencera en Egypte le rôle des Abassides en Espagne : à la tête d'une

armée invincible, entouré d'un état-major de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant; donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte implacable des vaincus, et leur rappelle leur grandeur passée, par la vénération dont il honore les monumens de leur pays. « Nous n'avons plus de « flotte, avait-il dit au moment de la fatale nouvelle; « eh bien! il faut rester ici, ou en sortir grands « comme les anciens. » Dans cet adieu stoïque à la flotte, les soldats acceptèrent toute leur destinée : les habitans furent loin d'éprouver les mêmes sentimens de résignation.

Une fermentation sourde se fit bientôt remarquer dans l'immense ville du Caire. On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature, qui chaque année épanche le Nil sur le sol égyptien, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre depuis tant de siècles en mémoire de ce bienfait. Bonaparte saisit habilement l'occasion de rendre un hommage éclatant à un usage à la fois politique et religieux. Placé sous un pavillon avec le pacha du Caire, il préside à la pompe, dont ce dernier lui abandonne tout l'honneur. Au signal qu'il a donné, la statue de la fiancée du Nil est précipitée dans les flots, la digue est rompue, et les noms de Bonaparte, de Mahomet, se confondent dans les airs. Le général français jette de l'or à la foule, distribue trente-huit cafetans aux principaux officiers, et revêt de la pelisse blanche le nakib-edjah, de la pelisse noire le mollach gardien du meqyas, monument qui renferme le nilomètre. Tout le peu-

ple chantait les louanges du prophète et celles de notre armée, et, maudissant la tyrannie des beys, disait avec transport à Bonaparte : « Oui, vous êtes « venu nous délivrer par l'ordre de Dieu miséricor- « dieux, car vous avez pour vous la victoire et le « plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un siècle. Ce « sont deux bienfaits que Dieu seul peut accorder. » Cette brillante solennité eut lieu quinze jours après le désastre d'Aboukir. La fortune offrit encore au nouveau sultan une circonstance favorable pour asseoir son pouvoir sur le respect des traditions et la croyance de ses sujets. On fête l'anniversaire de la naissance de Mahomet dans plusieurs provinces et au Caire avec la plus grande magnificence. Les processions des fidèles, les chœurs de danse et d'instrumens, les évolutions militaires dirigées par Bonaparte lui-même, une illumination générale, les feux d'artifice, les festins les plus somptueux, animèrent toute la ville pendant quatre jours. Bonaparte parut en public, et donna la pelisse d'honneur au cheick El Bekry, reconnu pour le premier descendant de Mahomet, et nommé le matin même nakil-el-ascheraf, ou chef des cheicks, en remplacement d'Osman-Effendi qui avait pris la fuite; il répandit également de grandes aumônes. Enfin, l'époque non moins religieuse du départ de la caravane du Caire pour la Mecque, vint compléter le cours de naturalisation qu'il faisait faire à l'armée française, et ajouter à la confiance que les cérémonies de l'entrée du Nil au Caire et de la naissance de Mahomet auraient pu inspirer aux Egyptiens. Il recommanda par les ordres les plus absolus la protection des pèlerins;

il écrivit lui-même une lettre très-pressante au chérif de la Mecque.

Mais, au milieu de tous ces soins, il était obligé de céder à l'impérieuse nécessité d'une administration régulière qui assurât la subsistance de ses troupes, qui pourvût à la défense de la contrée, et qui créât un système de contributions. Ce fut précisément à cette dernière partie de sa législation que les habitans accordèrent le moins de faveur; de nombreuses insurrections à main armée signalèrent encore une fois au général en chef les dangers de sa position. Les émissaires des beys, Ibrahim et Mourad, trouvèrent le moyen de soulever plusieurs populations contre lesquelles toute la valeur française dut se déployer. Ainsi l'établissement de la paix et d'un ordre social ramenait les désastres et la guerre. De nombreuses exécutions militaires sur les points de la révolte la comprimaient momentanément; mais elle renaissait des cendres des villages incendiés, et la vengeance répondait à ces actes de justice rigoureuse, comme la haine accueillait toutes les dispositions relatives à la tranquillité et à la prospérité du pays Les Egyptiens étaient aussi peu Français que Bonaparte était peu Musulman : habitués au repos monotone d'une soumission servile, ils se virent tout à coup envahis et troublés par le règne des lois, qui offensait leurs lâches habitudes, comme l'arbitraire offense la liberté. On ne substitue pas aisément l'obéissance raisonnée à l'obéissance passive. L'esclavage est un code sans commentaire qui a ses fanatiques. Le Koran forme ce code tout entier, et réprouvait d'ailleurs comme infidèles les nouveaux

législateurs : ainsi la religion nous opposait une barrière insurmontable. L'armée, condamnée à être presque toujours conquérante pendant son séjour en Egypte, remplit son rôle avec succès, parce que le langage de la force se fait entendre de tous les peuples.

Cependant le 22 septembre 1798 annonça à nos soldats la fête de la fondation de la république. Bonaparte voulut rendre cette fête nationale pour les Egyptiens : il fit construire à grands frais un cirque immense dans la principale place du Caire. Ce cirque était décoré de cent neuf colonnes qui portaient chacune un drapeau, et chaque drapeau le nom d'un département. Au milieu paraissait un obélisque colossal chargé d'inscriptions ; sur sept autels antiques brillaient des trophées, et étaient gravés les noms des braves morts en combattant. A l'entrée s'élevait un arc de triomphe, où l'on avait représenté la bataille des Pyramides ; et parmi les inscriptions arabes, on lisait celle-ci : *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.* Le rapprochement entre le tableau et l'inscription n'avait pas le mérite de la convenance et de l'à-propos ; mais les difficultés qui entouraient Bonaparte le contraignaient de flatter également les vainqueurs et les vaincus. Il disait à ses troupes le jour de cette fête : « Il y a cinq ans, « l'indépendance du peuple français était menacée : « vous reprîtes Toulon ; ce fut le présage de la ruine « de vos ennemis. Un an après, vous battiez les Au- « trichiens à Dego ; l'année suivante, vous étiez sur « le sommet des Alpes : vous luttiez contre Mantoue « il y a deux ans, et nous remportions la célèbre ba-

« taille de Saint-Georges. L'an passé, vous étiez aux « sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de « l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous seriez sur « les bords du Nil, au centre du continent ? Depuis « l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, « jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les « regards du monde. Soldats, votre destinée est « belle...... Dans ce jour, quarante millions de ci-« toyens célèbrent l'ère des gouvernemens repré-« sentatifs; quarante millions de citoyens pensent à « vous..... »

Ce discours est accueilli par les acclamations de l'armée, et le nom de Bonaparte se mêle dans les airs au cri mille fois répété de *vive la République !* Des évolutions militaires appellent ensuite l'attention du peuple égyptien, tandis qu'un détachement va planter à Gizeh l'étendard tricolore sur la plus haute des pyramides. En même temps une table se prépare dans une salle du palais; deux cents personnes sont invitées au banquet : les couleurs françaises et ottomanes flottent confondues au-dessus des convives; le croissant turc et le bonnet de la liberté, la déclaration des droits de l'homme et les tables du Koran figurent ensemble par la plus étrange des réunions, et forment un spectacle que le monde n'aura vu qu'une fois. Des courses à pied et à cheval terminent cette fête, qu'embellit encore une brillante illumination.

Les conquérans ne manquent jamais de poètes. On chantait dans la grande mosquée du Caire : « Réjouissez-vous, ô fils des hommes, de ce que le « grand Allah n'est plus irrité contre vous ! réjouis-

« sez-vous de ce que sa miséricorde a amené les bra-
« ves de l'Occident pour vous délivrer du joug des « Mamelucks ! Que le grand Allah bénisse le favori « de la Victoire ! que le grand Allah fasse prospérer « l'armée des braves d'Occident ! » Cependant *les fils des hommes* conspiraient contre *les braves d'Occident*, pour rentrer sous leur premier joug ; et ils conspiraient dans cet impénétrable silence qui distingue toujours les complots des esclaves.

Toutefois le Caire, transformé en métropole française, offrait, grace à l'infatigable activité de Bonaparte, l'aspect et les ressources d'une ville d'Europe, et semblait, au milieu de la barbarie indigène, une oasis de civilisation et d'industrie qui rendait à l'armée les jouissances de la patrie et trompait son exil. Jusqu'alors la guerre et l'administration militaire avaient rempli la pensée du général en chef; c'était le devoir de la conquête et le besoin de l'occupation. Il fallait enfin caractériser la possession et l'établissement par la formation du gouvernement civil. Le divan du Caire, composé des plus considérés parmi les habitans, suffisait pour ce projet; les autres villes reçurent également le bienfait de l'organisation municipale. La création de l'Institut d'Égypte, le lendemain de la fête de la République, donna à l'expédition ce relief qui devait en faire le plus bel épisode de cet âge de prodiges, et honorer à jamais le fondateur. On comptait dans ce corps, digne de rivaliser avec celui de la mère-patrie, l'habile Fourier, depuis secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences; Berthollet, dont la chimie moderne a consacré la mémoire; Monge, le père de la géométrie

descriptive; Dubois, alors l'espérance de son art, et maintenant l'un des premiers chirurgiens de l'Europe; Larrey, dont le nom sera béni long-temps par les armées françaises; le médecin Desgenettes, déjà connu par son expérience, et depuis illustré par son héroïsme à l'hôpital de Jaffa; les savans Louis Costaz, Champy, Girard, Nouet et Malus; Say, le rival d'Adam Smith; l'industrieux Conté, si utile à la colonie; le peintre Redouté; le poète Parseval-Grandmaison; et d'autres hommes d'élite, parmi lesquels on remarquait les militaires Caffarelli et Sulkowski; et enfin le général en chef, qui rehaussait de tout l'éclat de sa gloire d'Italie et d'Orient toutes ces célébrités européennes. Bonaparte forma anssi quatre classes: mathématiques, physique, économie politique, littérature et beaux-arts. Une bibliothèque, un cabinet de physique, un observatoire, un jardin botanique, un laboratoire de chimie, un musée d'antiquités, une ménagerie, furent établis pour les travaux des classes. Bonaparte, qui n'oublia jamais dans ses proclamations sa qualité de membre de l'Institut national, y joignit alors celle de président de l'Institut d'Égypte. Cette contrée devint la source de grandes et utiles investigations; elle permit à la science, qui eut ses héros comme la guerre dont elle devait assurer les triomphes, d'élever des monumens plus durables encore que les trophées militaires. On mit tout en usage pour acclimater l'armée exilée: il était plus difficile de plier les Égyptiens à nos mœurs. Bonaparte chargea l'Institut de dresser un tableau comparatif des mesures égyptiennes et françaises, de composer un vocabu-

Publié par Furne, à Paris.

laire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, cophte et européen. Ces ouvrages satisfaisaient aux premiers besoins de la société nouvelle : deux journaux, l'un de littérature et d'économie politique, sous le titre de *Décade Egyptienne ;* l'autre de politique, sous celui de *Courrier d'Egypte*, furent rédigés au Caire. Un palais du bey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des boutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures improvisées par les soins de l'ingénieux Conté, des moulins à vent, qui tournaient pour la première fois aux yeux des Égyptiens, des ateliers ouverts par Champy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Europe et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'offrit jamais sous les Ottomans.

L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Europe, depuis la découverte des deux Indes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'âge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines, transplantées en Égypte : trois

mille marins, échappés au désastre d'Aboukir, furent également enrégimentés, et composèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des portes, pour défendre les habitans des attaques des Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. L'événement justifia sa prévoyance.

Quinze jours après, le 21 octobre, pendant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rassemblemens séditieux et armés se forment dans la ville, et surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la victoire des Pyramides, entra le premier au Caire, y périt aussi le premier. Le brave Sulkowski, aide-de-camp chéri de Bonaparte, meurt également massacré hors de la ville; il fut pleuré par le général en chef et par l'armée. Les Français de toute classe, de toute condition, tombent impitoyablement égorgés dans les rues, dans les maisons. Les mosquées deviennent les forteresses de la rébellion; les imans donnent, du haut des minarets, le signal de la destruction des infidèles. Soulevée par les cheicks, l'immense population du Caire a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Elle s'élance avec audace aux portes de la ville, dont elle veut interdire l'accès à Bonaparte. En effet le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé de passer par celle de Boulaq. Jamais il n'y eut de moment plus critique dans la vie d'un conquérant. Mourad-Bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Egypte contre l'infati-

gable Desaix. Les généraux Menou et Dugua contenaient à peine l'Égypte-Inférieure : tout le désert était en armes. Les Arabes secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Le Directoire, malgré sa promesse d'ouvrir des négociations avec la Porte, au sujet de l'expédition, avait gardé le silence, et manqué à sa parole envers Bonaparte, qui n'était parti que sur la foi de cette importante communication. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion dans toute l'Egypte par les Anglais et les émissaires des beys dépossédés, lui apprit tout son péril, ainsi que la criminelle insouciance du Directoire. On lisait dans ce manifeste : « Le peuple français (Dieu veuille détruire son pays de fond en « comble, et couvrir d'ignominie ses drapeaux !) est « une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans « frein... Ils regardent le Koran, l'Ancien-Testament « et l'Évangile comme des fables.... O vous, défenseurs de l'islamisme; ô vous, héros protecteurs de « la foi; ô vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui « croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abder-« Allah, réunissez-vous, et marchez au combat, « sous la protection du Très-Haut ! Grace au ciel, « vos sabres sont tranchans, vos flèches sont aiguës; « vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent « à la foudre ! Dans peu, des troupes aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre, « en même temps que des vaisseaux, aussi hauts « que des montagnes, couvriront la surface des « mers.... Il vous est, s'il plaît à Dieu, réservé de « présider à leur entière destruction. Comme la poussière que les vents dispersent, il ne restera plus

« aucun vestige de ces infidèles, car la promesse de « Dieu est formelle : l'espoir du méchant sera trompée, « et les méchans périront. Gloire au Seigneur des « mondes ! »

C'en était fait, non-seulement de l'Égypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s'était pas montré supérieur à ce danger qui s'élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. Il se souvient sans doute des Pâques vénitiennes. Il pénètre au Caire avec ses braves, donne des ordres, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes à travers les rues, entoure la place de son artillerie, poursuit les révoltés qui s'entassent dans la grande mosquée, et leur offre le pardon : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phénomène très-rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grace : « L'heure de la clémence « est passée, répond Bonaparte ; vous avez commencé, « c'est à moi de finir. » Au signal du général en chef, les batteries foudroient la grande mosquée. La hache en brise les portes, et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français, qui ont à venger leurs camarades lâchement assassinés. Chaque soldat sait d'ailleurs qu'il n'a plus de vaisseau, et il regarde encore la vengeance comme un châtiment politique. Cependant, après cette terrible exécution, le général en chef fit rechercher les principaux instigateurs du complot. Quelques cheicks, plusieurs Turcs et Égyptiens, furent jugés et mis à mort; et afin de punir tous les habitans, Bonaparte

abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire, et imposa une contribution extraordinaire. On afficha dans toutes les villes une proclamation qui réfutait le firman du Grand-Seigneur comme calomnieux et supposé : elle finissait par ces mots : « Cessez de fonder vos espérances sur Ibrahim et sur « Mourad, et mettez votre confiance en celui qui dis- « pose à son gré des empires et qui a créé les humains. « Le plus religieux des prophètes a dit : *la sédition « est endormie ; maudit soit celui qui la réveillera.* » Effectivement, la sédition ne se réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour de Bonaparte en Égypte. Le châtiment fut rigoureux; mais aussi combien était immense la responsabilité de Bonaparte envers quarante mille familles françaises et la patrie tout entière! La défaite d'Aboukir faisait de cette responsabilité une destinée affreuse, une loi barbare.

Sorti de ce péril par la soumission totale du grand Caire, par celle de l'Égypte-Inférieure, et par différens traités avec les Arabes Bédouins, Bonaparte se propose d'aller résoudre à Suez le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et de chercher les traces de ce canal fameux auquel Sésostris a donné son nom. Le souvenir gigantesque de la puissance des premiers rois de l'Égypte ne pouvait dormir dans le sein d'un homme qui, en stipulant un traité de paix dans une petite ville du Frioul vénitien, avait rêvé l'envahissement de l'Inde, par le golfe Arabique. Bonaparte se réserve de vérifier lui-même les récits de la vieille histoire ; mais toujours habile et prévoyant il veut, avant de

partir pour Suez, ne laisser derrière lui aucun vestige de la révolte qu'il a punie, et en gage de réconciliation, il rend au peuple du Caire son divan national : il choisit pour le former soixante habitans; le gouvernement militaire disparaît. Ce n'est plus comme général en chef, c'est comme membre des Instituts de France et d'Égypte que Bonaparte se prépare à tenter sa pacifique expédition. Il emmène avec lui ses collègues, Berthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lepère, et Caffarelli du Falga, pris dans les quatre classes. Les généraux Berthier et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, Bonaparte parvient à Suez, visite la côte, ordonne de compléter les ouvrages de la place, passe la mer Rouge, et va reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submergé, si l'un de ses guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n'eût pas manqué de servir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit à Suez une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l'occasion d'instruire de ce changement le chérif de la Mecque; dans le même moment, une députation d'Arabes vient demander l'amitié des Français. Bonaparte s'occupa beaucoup d'administration pendant son séjour à Suez. Le commerce de l'Inde fixait particulièrement son attention. Il était aussi très-partagé entre les musulmans et les wéchabites, qui sont les luthériens de l'islamisme. Il témoignait un intérêt

assez vif pour ces nouveaux sectaires, chez lesquels il croyait raisonnablement trouver plus de facilités et d'avantages dans les rapports politiques. Le peu de distance qui sépare une réformation d'État d'une réformation de culte n'avait pu lui échapper. Le mot réforme et la réforme armée créaient déjà entre les wéchabites et lui une véritable communauté d'intérêts.

Parseval-Grandmaison, membre de l'Institut, resta à Suez en qualité de directeur des douanes. A deux lieues de cette place, Bonaparte aperçoit les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Mais il en a reconnu l'existence, et il lui suffit que les anciens dominateurs de l'Égypte lui aient laissé un grand exemple à suivre; toutefois, il n'est pas destiné à recueillir l'héritage des Ptolémées. Bonaparte veut connaître les deux routes qui conduisent du Caire à Suez, et il revient par Belbeis, où est le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortée par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Alors il s'arrêta et dit à Eugène Beauharnais, à Édouard Colbert et d'autres jeunes officiers, de monter ces dromadaires; ils s'en tirèrent aussi bien que les Arabes : de là vint la résolution d'avoir un régiment de dromadaires. A Belbeis, il apprend que Djezzar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avant-garde de son armée le fort d'El-Arich, qui défend les frontières de l'Égypte, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Porte et la république n'est plus douteuse. Cette provocation ex-

plique le firman du Grand-Seigneur; mais Bonaparte sait qu'il faut porter la guerre au lieu de l'attendre.

L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre à Salahieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui sera son avant-garde en Syrie comme elle l'est dans le désert. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin l'artillerie, et Caffarelli du Falga l'arme du génie: Daure est ordonnateur en chef de l'armée. Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa et apporter l'artillerie de siège. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peu de jours Reynier paraît devant El Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahim, les attaque, et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour détourner Bonaparte de son projet sur la Syrie; mais il devine le but de cette hostilité, et la dédaigne: il arrive à El Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire. Il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brèche est ouverte, et en deux jours les barbares qui forment la garnison ont capitulé. Une partie prend du service dans les rangs de l'armée française, qui se remet en route.

On fit cinquante lieues dans le désert, et Bonaparte faillit être enlevé, entre El Arich et Gaza, au village de Kayonnio où il y a de l'eau passable. L'ar-

mée s'était égarée; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides : Bonaparte suivait le bon chemin avec une cinquantaine d'hommes, officiers et soldats; mais, à l'approche du village, il fut salué par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahim. Il s'arrêta alors, et découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement le jour disparut. Bonaparte donna ordre de rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne fit qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière on rencontra Bessières avec le quartier-général, et dans la nuit Kléber rallia. Le lendemain, les Français se réjouissent à la vue des belles montagnes de la Syrie, et des plaines de l'antique Gaza qui leur rappellent le sol de la patrie. Gaza qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djezzar abandonnent, envoie une députation au général en chef. L'armée y oublie toutes ses privations. Deux jours sont accordés à son repos et à l'organisation locale. Trois jours plus tard, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire merveilleuse des enfans d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protègent. Djezzar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place qui présente un port à l'escadre, et qui est la clef des États du pacha, ne permet pas d'en retarder le siège. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une

sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué; un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat: tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant *christian*, *christian*, franchissent les remparts, et se précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet évènement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée; le massacre devient général; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Pendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit ceux qui résistaient dans Jaffa. Ses dunes ont vu une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquérans appellent la nécessité. Un millier de malheureux, la plupart compris dans la capitulation d'El-Arich, furent passés par les armes. L'histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre à la postérité. Mais elle offrira pour document la proclamation de Bonaparte aux habitans du Caire, à son retour de Syrie. Là est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires.

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes



pinx — Lefèvre sc.

BONAPARTE A JAFFA.

les habitans de Naplouse. pendant le siége de Jaffa,
le général Damas tenta une malheureuse reconnais-

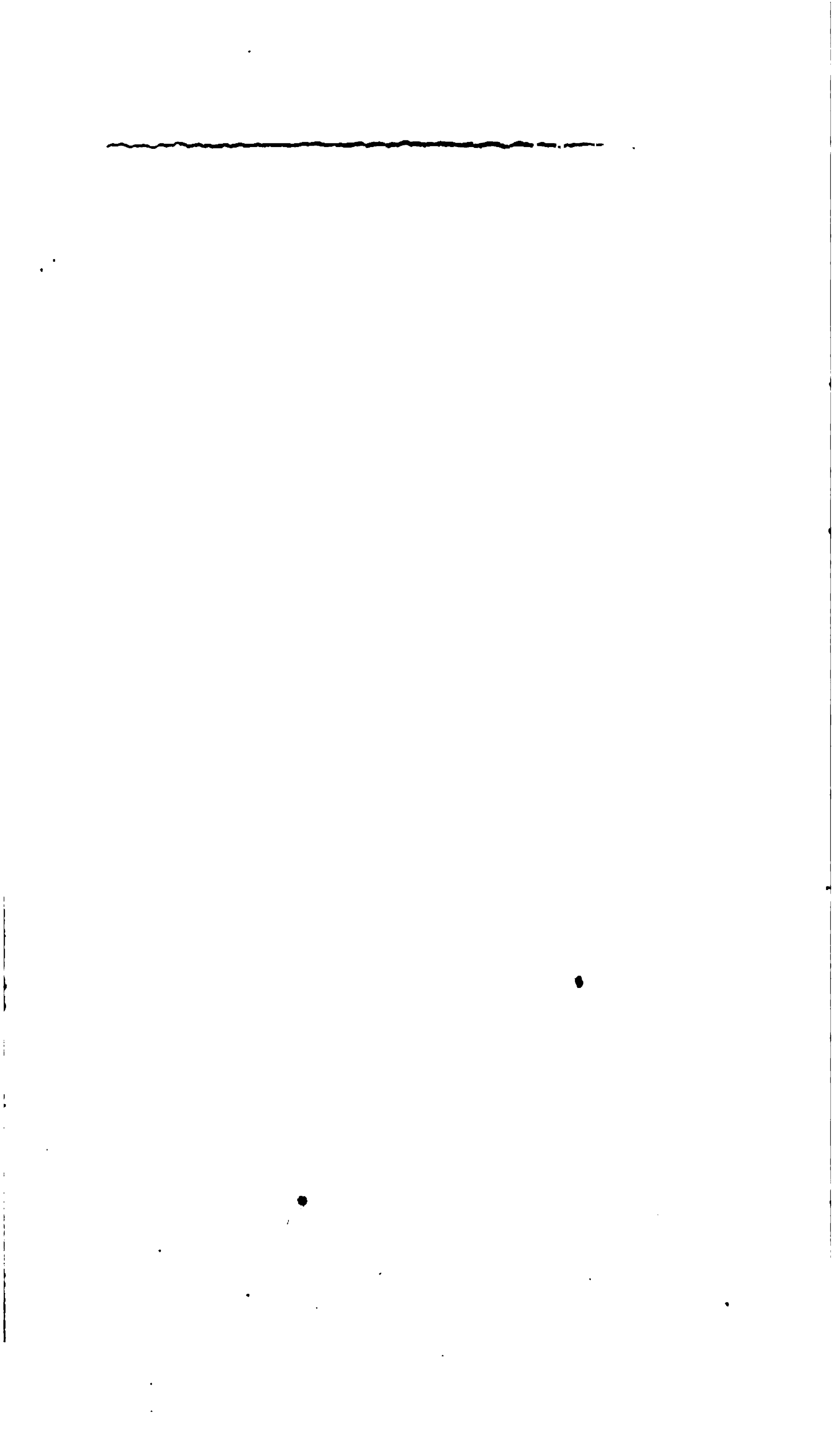
BONAPARTE A JAFFA.

de peste s'étaient manifestés. Plusieurs hommes de la 32e demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation de ce fléau. Alors s'ouvrit à Jaffa l'hôpital des pestiférés, et eut lieu cette scène fameuse dont M. Gros a fait un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Bonaparte entra dans toutes les salles, accompagné des généraux Berthier et Bessières, de l'ordonnateur en chef Daure, et du médecin en chef Desgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : « Vous voyez bien que cela « n'est rien. » Lorsqu'il sortit, on lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : « C'est « mon devoir; je suis le général en chef. » Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'armée, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une aussi horrible calamité; et dès ce moment tous les hôpitaux furent soumis au même régime sans distinction.

L'armée se dirige sur Saint-Jean-d'Acre. Dans sa marche savante et rapide, elle enlève toutes les positions des nombreux ennemis qui l'attaquent; mais elle ne triomphe pas de tous les obstacles. Il y eut une affaire assez meurtrière à son désavantage avec les Naplousains. Nos troupes furent repoussées, et le chef de brigade Barthélemy perdit la vie. C'était la seconde fois que les Français échouaient contre les habitans de Naplouse : pendant le siège de Jaffa, le général Damas tenta une malheureuse reconnais-

sance vers leurs montagnes; il eut le bras cassé, et beaucoup d'hommes hors de combat. En plaine, les Naplousains, comme les peuples à qui la tactique est inconnue, devaient céder à la discipline européenne. Ils ne savaient pas faire la guerre, mais ils savaient défendre leurs foyers dans les fortifications que la nature leur avait données. Cependant Kléber, Lannes, Murat, Junot, Reynier, rivalisent de bravoure et de talent, pour suivre les inspirations audacieuses et les profondes combinaisons du général en chef. La prise de l'importante place de Caïffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisionnemens en tous genres, forme un prélude glorieux aux travaux du siège d'Acre, à la conquête des châteaux de Saffet et de Nazareth, de la ville de Sour (Tyr), aux combats de Loubi, de Sedjarra, et à la fameuse bataille du Mont-Thabor.

Dans cette mémorable campagne de Syrie, tout présente l'empreinte de l'Orient; tout est grand: le danger, la résistance, l'attaque, la vengeance, la barbarie. Soixante jours ont vu la valeur française briser vainement les murs de Saint-Jean-d'Acre, et Bonaparte, devenu plus inébranlable dans son dessein par les efforts de l'ennemi, communiquer toute l'opiniâtreté de sa résolution à des légions que les Romains eussent nommées invincibles. Chaque jour rend le péril plus imminent, la prise d'Acre plus nécessaire. Les firmans du Grand-Seigneur ont soulevé les populations d'une partie de l'Asie; elles descendent des montagnes, et accourent de Bagdad, de Damas, des bords de l'Euphrate, pour la destruction des infidèles; les flottes turques couvrent la mer et portent



une armée qui vient au secours de la Syrie. Une autre se rassemble à Rhodes pour reconquérir l'Égypte, où Mourad-Bey occupe le général Desaix, où l'insurrection agite le Delta. Le pavillon d'Angleterre dirige la tempête maritime; il faut s'emparer d'Acre avant que son port reçoive ces nouveaux renforts. Mais l'artillerie de siège nous manque; enlevée par une croisière anglaise avec notre flottille, elle sert à fortifier les remparts d'Acre. Les deux assauts donnés à la ville ont prouvé la force des ouvrages qui la protègent, et Djezzar, pour seconder les mouvemens de la grande armée de Damas, ordonne contre le camp de Bonaparte une sortie générale, que conduisent et soutiennent les équipages de l'artillerie des vaisseaux anglais. Bonaparte et l'impétuosité de nos bataillons ont bientôt refoulé les assiégés dans la place, et l'artillerie européenne des musulmans n'a servi qu'à rendre les Français plus certains de leur supériorité.

Après cette victoire, Bonaparte part pour le Mont-Thabor. Des hauteurs qui dominent les plaines de Fouli, il découvre l'illustre Kléber, qui, retranché dans des ruines avec deux mille hommes, y brave les vingt mille qui le cernent. En un moment Bonaparte a conçu cette bataille célèbre, à laquelle le Thabor va attacher son nom. Il envoie Murat garder le Jourdain avec sa cavalerie. Vial et Rampon marchent sur Naplouse, et lui-même il se place entre les ennemis et leurs magasins. Son petit corps est divisé en deux carrés, dont la direction, combinée avec la position de la division Kléber, doit enfermer les Turcs au centre d'un triangle. A l'instant d'atta-



KLÉBER.

Publié par Furne, à Paris

les Turcs au centre d'un triangle. A

« d'Acre, j'opérais une révolution dans l'Orient. Les « plus petites circonstances conduisent les plus « grands évènemens; j'aurais atteint Constantinople « et les Indes : j'eusse changé la face du monde. »

L'armée réunie va reprendre la route du Caire; mais la contagion de Jaffa avait continué ses ravages parmi les troupes devant Acre. Le contact des malheureux qui en sont infectés peut détruire en peu de jours les braves qui ont survécu à tant de dangers, à tant d'exploits, et dont le retour est le salut de leurs compagnons d'Égypte. Mais, d'un autre côté, si ceux que la peste a frappés restent en arrière, ils périront égorgés par les Turcs, en représaille du massacre de Jaffa. Rien n'est ordinaire dans cette campagne de Syrie, et tout est extrême dans les différentes positions où se trouvent l'armée et son chef. Le moment devient pressant; il faut dérober à l'ennemi le départ des Français; la nuit le protège encore. Une ambulance, établie près d'Acre, servait de dépôt au grand hôpital du Mont-Carmel. Au premier ordre de la levée du siège, tous les malades du Carmel se dirigèrent sur Tentura et Jaffa, traînés par les chevaux d'artillerie, dont les pièces avaient été abandonnées. Tous les chevaux des officiers, tous ceux du général en chef, furent mis par son commandement, et sous ses yeux, à la disposition de l'ordonnateur en chef Daure, pour le transport de ces infortunés sur Jaffa. Bonaparte est à pied et donne l'exemple. A Jaffa, il fit partir trois colonnes de pestiférés : l'une par mer, sur Damiette, conduite par le commissaire des guerres A. Colbert; et, par terre, la seconde sur Gaza, et la troisième sur

El-Arich. Une soixantaine d'hommes, déclarés incurables, demeurèrent à Jaffa. Plusieurs d'entre eux furent, dit-on, recueillis par les Anglais sur le bord de la mer. Quant à ceux qui suivirent l'armée, ils guérirent en grande partie pendant la route.

La retraite s'opère sous de tristes auspices. L'incendie dévore chaque jour les moissons, les bestiaux, ainsi que les villages qui ont attaqué ou trahi l'armée : la Syrie aussi a son désert. Gaza, seule restée fidèle, est seule épargnée. Au bout de trois jours, les Français rentrent en Égypte ; et le fort d'El-Arich reçoit de Bonaparte de nouveaux développemens, des magasins, une garnison. Il fortifie Tineh, laisse un corps de troupes à Kattieh : ces trois places défendent l'Égypte du côté de la Syrie. Enfin, après quatre mois d'absence, l'armée arrive au Caire, et croit revoir le sol natal : elle a perdu six cents hommes par la peste, douze cents par la guerre, et et a ramené dix-huit cents blessés. Ainsi, après une des campagnes les plus meurtrières et les plus actives, notre armée, accablée par toutes les privations et par un climat homicide, n'a à regretter que dix-huit cents hommes.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit de la destruction de nos braves et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer habilement parti des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux habitans dans sa proclamation : « .... Il est arrivé au Caire « *le bien gardé*, le chef de l'armée française, le géné-

« ral Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet;
« il est arrivé bien portant et bien sain, remerciant
« Dieu des faveurs dont il le comble. Il est entré au
« Caire par la porte de la Victoire; ce jour est un
« grand jour: on n'en a jamais vu de pareil. Tous les
« habitans du Caire sont sortis à sa rencontre; ils
« ont vu et reconnu que c'était bien le même général
« en chef Bonaparte; en propre personne, ils se sont
« convaincus que ce qui avait été dit sur son compte
« était faux..... Il fut à Gaza et à Jaffa : il a protégé
« les habitans de Gaza; mais ceux de Jaffa, égarés,
« n'ayant pas voulu se rendre, il les livra tous, dans
« sa colère, au pillage et à la mort : il a détruit tous
« les remparts et *fait périr tout ce qui s'y trouvait*. Il
« trouva à Jaffa cinq mille hommes des troupes de
« Djezzar; il les a tous détruits!... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls du siége d'Acre. Ils volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mourad-Bey, descendu de la Haute-Égypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Belliard, Donzelot et Davoust. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mamelucks; mais, fidèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert.

Bonaparte se disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée devant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. C'est la guerre de Syrie qui le poursuit en Égypte. Aboukir est un nom fatal;

Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. Il se rend à Giseh sans entrer au Caire, et donne dans la nuit, à ses invincibles généraux, l'ordre des mouvemens les plus rapides pour se porter au devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Seïd-man-Mustapha, soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de quitter Giseh, Bonaparte écrit au divan du Caire : « Quatre-vingts bâtimens ont osé « attaquer Alexandrie; mais, repoussés par l'artillerie « de cette place, ils sont allés mouiller à Aboukir, « où ils commencent à débarquer. Je les laisse faire, « parce que mon intention est de les attaquer, de « tuer tous ceux qui ne voudront pas se rendre, et « de laisser la vie aux autres pour les mener en « triomphe au Caire : ce sera un beau spectacle pour « la ville. » Le général en chef arrive à Alexandrie, et marche sur Aboukir, dont le fort est tombé au pouvoir de l'ennemi, grace à la mollesse et à l'excessive prudence de Marmont. Ce général n'a point secouru notre faible garnison qui, assaillie par terre et par mer, et réduite à trente-cinq hommes, n'a capitulé qu'après soixante heures de combat. Bonaparte blâme Marmont avec l'expression d'un juste mécontentement, et songe à livrer bataille. La position qu'il choisit est inspirée par le même génie qui avait conquis toute l'Italie par sa supériorité sur les tactiques de plusieurs armées de l'Europe. Mustapha doit triompher, ou nul de ses soldats ni lui-même ne pourront se soustraire au vainqueur. Aboukir n'était accessible pour les Français que du côté de la terre, puisqu'ils n'avaient point de marine à opposer à la

flotte anglo-turque qui avait jeté l'ancre à une demi-lieue en mer.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, défendue par une artillerie nombreuse, se couvrit d'une double ligne de retranchemens ; l'une, voisine du fort d'Aboukir, avait pour appui un mamelon retranché sur le rivage, un hameau à son centre, et des chaloupes canonnières à sa gauche. L'autre ligne, moins distante du corps de la place, s'étendait aussi de l'une à l'autre plage ; mais plus resserrée, fortifiée sur plusieurs points, au milieu desquels s'élevait une redoute hérissée de canons, elle était plus formidable encore que la première.

Notre armée ne s'élance pas d'abord avec la furie française tant redoutée en Italie ; mais à peine se trouve-t-elle à portée des ouvrages, qu'une colonne aux ordres du général Destaing se précipite sur le mamelon, à droite de la première ligne, tandis que Murat s'avance rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Premier gage de la victoire, ce mouvement réussit et coûte la vie à deux mille Turcs, tués ou jetés dans les flots sans nous ravir un seul homme. Aussitôt Destaing se porte sur le hameau, que le général Lannes attaque de front ; le généralissime Mustapha détache en vain un renfort considérable. Murat culbute le renfort ; le village est enlevé, et la première ligne de l'ennemi tombe en notre pouvoir. Bonaparte prépare le même sort à la seconde, et veut attirer l'attention des Turcs vers leurs ailes pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre de nouvel assaut, ils viennent à notre

rencontre avec intrépidité. Leur droite est d'abord repoussée; mais Murat, engagé entre le feu des chaloupes canonnières et celui de la redoute, tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la terrible barrière qui l'arrête. A la gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, nous chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, à se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. Là elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de l'ennemi.

Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'elles méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leue coutume barbare, descendent imprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la flotte qui les protège. Bonaparte, dont le génie plane sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre, marqué d'avance dans sa pensée; il engage aussitôt sa réserve, dont il avait eu peine à retenir l'ardeur et l'impatience. Redoute, retranchemens, tout est enlevé en un instant; les Turcs, auxquels le Koran défend de capituler avec des Chrétiens, sont taillés en pièces; beaucoup se jettent dans les flots pour gagner quelque navire: les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élance

avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, combat, blesse Mustapha, qui ose affronter un tel adversaire, et l'envoie prisonnier à Bonaparte.

Treize mille Ottomans périrent pendant l'action; le reste, enfermé avec le fils du pacha dans le fort d'Aboukir, fut réduit à se rendre après huit jours d'une héroïque résistance. Une victoire si complète coûta peu de sang français; immense dans ses résultats, elle sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource. En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mamelucks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grand-visir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kléber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée : « Venez, que je vous embrasse, mon cher « général; vous êtes grand comme le monde. »

Ainsi fut vengée la flotte d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignit pas d'annoncer d'avance son triomphe.

A l'époque du retour de Bonaparte à Paris, après l'inspection de l'armée d'Angleterre, on l'avait, dans plusieurs réunions secrètes, vivement sollicité de se mettre à la tête d'une conspiration contre le Directoire. Elle était formée par tous ceux dont la révolution avait fait ou conservé la fortune, ou qui s'étaient placés à un rang élevé dans l'opinion par d'importans et glorieux services. Cette question fut jugée alors, mais elle dut être ajournée. Pendant le

délai que l'affaire de Bernadotte apporta au départ de l'expédition d'Égypte, Bonaparte répondit à ceux qui le pressaient de prendre la direction du complot : « Les Français ne sont pas encore assez mal« heureux ; ils ne sont que mécontens. On me dit « de monter à cheval ; si je le faisais, personne ne « voudrait me suivre : il faut partir. » On assure que Bonaparte termina la dernière conférence sur le renversement du Directoire par ces mots : *La poire n'est pas mûre.* Il voulait dire, et avec raison, qu'il n'était pas encore devenu assez nécessaire, assez grand pour réussir dans cette entreprise. Voilà, si l'on en croit les récits du temps, le motif qui le décida à aller attendre, en Égypte, la maturité de l'évènement. Une telle prudence mérite d'être remarquée dans un ambitieux de vingt-huit ans.

Mais après la soumission de l'Égypte, après des exploits inouïs, au milieu desquels l'échec de Saint-Jean-d'Acre se trouvait perdu ; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentait que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les journaux qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France humiliée avait éprouvé des revers sur le Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire ; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-Formio, retentissait dans tous les souvenirs et entrait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui ; et cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition que justi-

fiaient sans doute à ses yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la civilisation, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'était achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'une armée sans recrutement, soit comme possesseur inquiet d'une contrée toujours étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochée d'une capitulation inévitable, qui anéantirait en un jour ses triomphes d'Europe et d'Orient. On a parlé, dans plusieurs ouvrages, d'une lettre officielle du Directoire, et de plusieurs lettres confidentielles de Sieyes et de Fouché, qui rappelaient Bonaparte; aucune de ces pièces ne lui parvint. On prétend aussi que ses instructions, en quittant la France, le laissaient maître de son retour; la difficulté que le stationnement perpétuel des forces anglaises dans la Méditerranée devait mettre aux communications, rend cette assertion vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, la raison ostensible de son départ, pour ceux qui vivaient près de lui, fut la lecture des gazettes, et notamment des journaux de Francfort, que le lieutenant de vaisseau Descorches lui apporta de la part de Sidney-Smith. Cet officier était allé à bord de l'amiral pour échanger les pri-

sonniers turcs avec les prisonniers français. Sidney-Smith, en envoyant ces papiers à Bonaparte, voulait lui ôter toute idée de s'embarquer pour la France, battue et bloquée par la coalition; Bonaparte trouva, au contraire, dans les malheurs de nos armées en Italie, et dans la situation intérieure de la république, un nouveau devoir à remplir envers sa patrie, et peut-être l'éveil de la plus haute fortune pour lui-même. Chacun put lire ces journaux de Francfort, dans sa tente, à Ramanieh, lorsqu'il revenait au Caire. Ce fut pour le général en chef un moyen simple de préparer ou d'éclairer l'opinion sur la possibilité de son éloignement. Ceux qui l'appelèrent une désertion, soit en France, soit en Égypte, n'étaient pas dans la confidence du génie ou des engagemens de Bonaparte. Il prit sur lui de quitter l'Égypte, ainsi qu'il avait fait pour la signature des préliminaires de Léoben : l'Orient n'avait pas altéré la puissance de sa volonté. Bonaparte exécuta son projet comme il exécutait un mouvement sur l'ennemi. L'action fut subite, le secret impénétrable. Un voyage dans le Delta servit de prétexte à son départ du Caire.

A cette époque, Desaix occupait la Haute-Égypte, où il était entré après les brillans succès du général en chef. Livré à lui-même, Desaix fit éclater son habileté militaire, et l'art de conduire des soldats français. A la bataille de Sédiman, l'une des plus terribles qui se soient jamais données en Égypte, tout ce que pouvaient le courage, l'intrépidité, la rage et le désespoir des plus braves guerriers du monde, et le talent d'un chef aussi vaillant qu'expérimenté, fut tenté contre nous par les Mamelucks et par Mourad-

Bey. Nous dûmes l'avantage à des prodiges de sang-froid, de constance, de valeur, et surtout au cri de *vaincre ou mourir*, poussé par Desaix au moment de marcher avec ses bataillons sur les batteries ennemies qui menaçaient de les anéantir jusqu'au dernier. Cette affaire nous rendit maîtres de la province du Fayoum. Une autre victoire, remportée à Samanhouth, et la résolution de n'accorder aucun relâche à l'infatigable Mourad, menèrent Desaix jusqu'à l'île de Philé, ancienne limite des possessions du peuple roi.

Cependant Mourad, forcé de se jeter dans l'affreux pays de Bribe, au-dessus des cataractes, nous laissait encore des ennemis derrière lui. Il fallut combattre une partie des Mamelucks qui ne l'avaient pas suivi, et son lieutenant Osman-Bey-Hassan, à Luzor, près des ruines de Thèbes, Kéné, Aboumanah, Siout, nous virent aux mains avec les Arabes soulevés par ce même Hassan, fier du désastre de notre flottille incendiée ou prise à Benhouth, et de l'arrivée du chérif de la Mecque avec de nombreux renforts. Il n'existe pas un autre exemple d'une action comme celle de Benhout, où une faible colonne de mille hommes, aux ordres du général Belliard, vengea notre malheur, et triompha de dix mille mahométans échauffés par l'ivresse d'un succès récent et par le fanatisme le plus exalté. Les Mamelucks et les Arabes furent également défaits : les premiers recoururent à la fuite; les seconds, retranchés dans un bâtiment au centre du village, que nous avions été réduits à livrer aux flammes, chantaient des hymnes religieux au milieu de leur immense bûcher; et, à demi consumés, ils se défen-

daient encore contre nos soldats victorieux. On n'a rien vu de pareil, même dans la fanatique Vendée, où les paysans croyaient ressusciter sur le champ de bataille.

Le manque de munitions ne permettant pas au général Belliard de tenir la campagne, il s'était enfermé dans Kéné; Desaix vint le ravitailler et poursuivre la guerre. D'autres combats à Bardis, à Girgé, à Géhémi, firent ressortir de nouveau toute notre supériorité sur les Arabes et les Mamelucks. Biniadi, où nous trouvâmes jusqu'à des caisses pleines d'or; Abou-Girgé, qui avait maltraité notre envoyé cophte, et repoussé nos paroles de paix, subirent le sort de Benhouth. Un engagement glorieux avec l'ennemi à une demi-lieue de Sienne, et les préparatifs de l'expédition qu'il méditait sur Cosséir, tels étaient l'ensemble et le résultat des travaux du général Desaix dans la Haute-Égypte : il s'y était montré grand capitaine, administrateur éclairé, gouvernant plein de sagesse; et sa conduite lui avait mérité de la part des habitans le nom de *Sultan juste*. Bonaparte, qui lui portait une estime et une amitié particulières, aurait bien voulu emmener un homme dont il pouvait tout espérer, sans en avoir jamais rien à craindre; mais il ne pouvait l'attendre.

Kléber avait, comme on va le voir, dans les instructions que lui envoya le général en chef, l'ordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la lettre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour

« prendre le commandement en chef de l'armée. La
« crainte que la croisière anglaise ne reparaisse d'un
« moment à l'autre, me fait précipiter mon voyage
« de deux ou trois jours. J'emmène avec moi les
« généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes et
« Marmont, et les citoyens Monge et Berthollet.

« Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et
« de Francfort jusqu'au dix juin. Vous y verrez que
« nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, Turin et
« Tortone sont bloquées. J'ai lieu d'espérer que la
« première tiendra jusqu'à la fin de novembre. J'ai
« l'espérance, si la fortune me sourit, d'arriver en
« Europe avant le commencement d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour corres-
« pondre avec le gouvernement, et un autre chiffre
« pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir dans le courant d'oc-
« tobre Junot ainsi que mes domestiques et tous les
« effets que j'ai laissés au Caire. Cependant je ne
« trouverais pas mauvais que vous engageassiez à
« votre service ceux de mes domestiques qui vous
« conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général
« Desaix parte pour l'Europe dans le courant de no-
« vembre, à moins d'évènemens majeurs.

« La commission des arts passera en France sur un
« parlementaire que vous demanderez à cet effet,
« conformément au cartel d'échange, dans le courant
« de novembre, immédiatement après qu'elle aura
« achevé sa mission. Elle est maintenant occupée à
« voir la Haute-Égypte; cependant ceux des membres

« que vous jugerez pouvoir vous être utiles, vous « les mettrez en réquisition sans difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti pour « se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de l'envoyer « en Chypre; il est porteur, pour le grand-visir, « d'une lettre dont vous trouverez ci-jointe la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, et « de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse plus « de doute sur la possibilité de faire passer en Égypte « les fusils, les sabres, les pistolets, les fers coulés « dont vous pourriez avoir besoin, et dont j'ai l'état « le plus exact, avec une quantité de recrues suffi- « sante pour réparer les pertes des deux campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses « intentions lui-même; et moi, comme homme public « et comme particulier, je prendrai des mesures « pour vous faire avoir fréquemment des nouvelles.

« Si, par des évènemens incalculables, toutes les « tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de « mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nouvelles « de France, et si, malgré toutes les précautions, « la peste était en Égypte et vous tuait plus de « quinze cents soldats, perte considérable, puis- « qu'elle serait en sus de celles que les évènemens de « la guerre vous occasioneront journellement, je « pense que dans ce cas vous ne devez pas hasarder « de soutenir la campagne, et que vous êtes auto- « risé à conclure la paix avec la Porte-Ottomane, « quand même la condition principale serait l'éva- « cuation de l'Égypte. Il faudrait seulement éloigner « l'exécution de cette condition jusqu'à la paix gé- « nérale.

« Vous savez apprécier, aussi bien que moi, com-
« bien la possession de l'Égypte est importante à la
« France; cet empire turc, qui menace ruine de tous
« côtés, s'écroule aujourd'hui; et l'évacuation de
« l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand,
« que nous verrions de nos jours cette belle pro-
« vince passer en des mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura
« la république doivent aussi entrer puissamment
« dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez
« reçu de mes nouvelles de France, aux ouvertures
« de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer que
« vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et entamer
« les négociations, persistant toujours dans l'assertion
« que j'ai avancée, que l'intention de la France n'a
« jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; demander
« que la Porte sorte de la coalition et nous accorde
« le commerce de la mer Noire; qu'elle mette en li-
« berté les prisonniers français; et enfin six mois
« de suspension d'armes, afin que, pendant ce
« temps-là, l'échange des ratifications puisse avoir
« lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles
« que vous croyiez devoir conclure ce traité avec la
« Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le
« mettre à exécution qu'il ne soit ratifié; et, suivant
« l'usage de toutes les nations, l'intervalle entre la
« signature d'un traité et sa ratification doit toujours
« être une suspension d'hostilités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est ma
« manière de voir sur la politique intérieure de

« l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les chré-
« tiens seront toujours nos amis. Il faut les empêcher
« d'être insolens, afin que les Turcs n'aient pas con-
« tre nous le même fanatisme que contre les chrétiens;
« ce qui nous les rendrait irréconciliables. Il faut en-
« dormir le fanatisme, afin qu'on puisse le déraciner.
« En captivant l'opinion des grands cheicks du Caire,
« on a l'opinion de toute l'Égypte; et de tous les chefs
« que ce peuple peut avoir, il n'y en a aucun de moins
« dangereux que les cheicks, qui sont peureux, ne
« savent pas se battre, et qui, comme tous les prê-
« tres, inspirent le fanatisme sans être fanatiques.

« Quant aux fortifications, Alexandrie, El Arich,
« voilà les clefs de l'Égypte. J'avais le projet de faire
« établir cet hiver des redoutes de palmiers, deux
« depuis Salahieh à Katieh, deux de Katieh à El Arich;
« l'une se serait trouvée à l'endroit où le général Me-
« nou a trouvé de l'eau potable.

« Le général Samson, commandant du génie, et
« le général Songis, commandant de l'artillerie,
« vous mettront chacun au fait de ce qui regarde sa
« partie.

« Le citoyen Poussielgue a été exclusivement
« chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur et
« homme de mérite. Il commence à avoir quelques
« renseignemens sur le chaos de l'administration de
« l'Égypte. J'avais le projet, si aucun nouvel évène-
« ment ne survenait, de tâcher d'établir cet hiver
« un nouveau mode d'imposition, ce qui nous aurait
« permis de nous passer à peu près des Cophtes;
« cependant, avant de l'entreprendre, je vous con-
« seille d'y réfléchir long-temps. Il vaut mieux en-

« treprendre cette opération un peu plus tard qu'un « peu trop tôt.

« Des vaisseaux de guerre français paraîtront in- « dubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos ou « Damiette. Faites construire une bonne tour à Bour- « los; tâchez de réunir cinq ou six cents Mamelucks « que, lorsque les vaisseaux français seront arrivés, « vous ferez en un jour arrêter au Caire et dans les « autres provinces, et embarquer pour la France. « Au défaut de Mamelucks, des otages d'Arabes, « cheicks-belets, qui pour une raison quelconque « se trouveraient arrêtés, pourront y suppléer. Ces « individus, arrivés en France, y seront retenus un « ou deux ans, verront la grandeur de la nation, « prendront quelques idées de nos mœurs et de « notre langue, et, de retour en Égypte, y forme- « ront autant de partisans.

« J'avais déjà demandé plusieurs fois une troupe « de comédiens : je prendrai un soin particulier de « vous en envoyer. Cet article est très-important « pour l'armée et pour commencer à changer les « mœurs du pays.

« La place importante que vous allez occuper en « chef va vous mettre à même enfin de déployer les « talens que la nature vous a donnés. L'intérêt de « ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront « immenses pour le commerce, pour la civilisation; « ce sera l'époque d'où dateront de grandes révolu- « tions.

« Accoutumé à voir la récompense des peines et « des travaux de la vie dans l'opinion de la postérité, « j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte.

« L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les « évènemens extraordinaires qui viennent de se « passer, me décident seuls à passer au milieu des « escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je « serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès me « seront aussi chers que ceux où je me trouverais « en personne; et je regarderai comme mal employés « tous les jours de ma vie où je ne ferai pas quelque « chose pour l'armée dont je vous laisse le comman- « dement, et pour consolider le magnifique éta- « blissement dont les fondemens viennent d'être « jetés.

« L'armée que je vous confie est toute composée « de mes enfans; j'ai eu dans tous les temps, même « au milieu des plus grandes peines, des marques « de leur attachement. Entretenez-les dans ces sen- « timens : vous le devez à l'estime toute particulière « que j'ai pour vous, et à l'attachement vrai que je « leur porte.

« BONAPARTE. »

Le 23 août 1799, une proclamation instruisit l'armée de la nomination de Kléber au commandement général. L'impression que cette proclamation produisit sur les soldats, fut d'abord hostile contre le chef qui les abandonnait; mais leur colère découvrit bientôt des motifs de s'apaiser dans le choix de son successeur. On ne peut expliquer par quel prodige, au jour où il mit à la voile, et jusqu'à son arrivée en France, la mer se trouva libre pour le passage des quatre bâtimens qui portaient Bona-

parte et sa suite. L'historien qui veut résoudre ce problème balance encore entre la fortune du héros et une politique étrangère. Il ne s'embarqua pourtant pas incognito; une corvette anglaise observa son départ. On la remarquait avec inquiétude. « Ne « craignez rien, s'écrie Bonaparte, nous arriverons; « la fortune ne nous a jamais abandonnés : nous ar« riverons en dépit des Anglais » La flottille entra le 1er octobre dans le port d'Ajaccio, où les vents contraires la retinrent sept jours. Bonaparte y apprit en détail l'état de la France et celui de l'Europe; et ces nouvelles rendirent ce retard insupportable à celui qui, de tous les hommes, savait le mieux apprécier la valeur et calculer l'emploi du temps. Enfin le 7, la flottille appareilla pour la France; mais à la vue des côtes, parurent dix voiles anglaises. Le contre-amiral Gantheaume proposa de virer de bord sur la Corse : « Non, lui dit Bonaparte, cette ma« nœuvre nous conduirait en Angleterre, je veux « arriver en France. » Cette volonté le sauva. Le 9 octobre (17 vendémiaire an VIII) de grand matin, les frégates mouillaient à Fréjus, après quarante-un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut couverte de canots qui se dirigèrent vers Bonaparte. Le général Pereymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la santé, il y avait eu de nombreuses communications sur la terre. Comme il n'existait point de malades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation des réglemens était peut-être moins condamnable. Toutefois rien ne la justifie.

Mais avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage, entre une soumission temporaire qui pouvait lui être fatale, et tout un avenir tel que le sien ; enfin, entre le Directoire et lui. La France l'amnistia pour l'infraction à la loi de sa propre conservation, tant elle avait besoin de sauver son indépendance et sa gloire, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros !

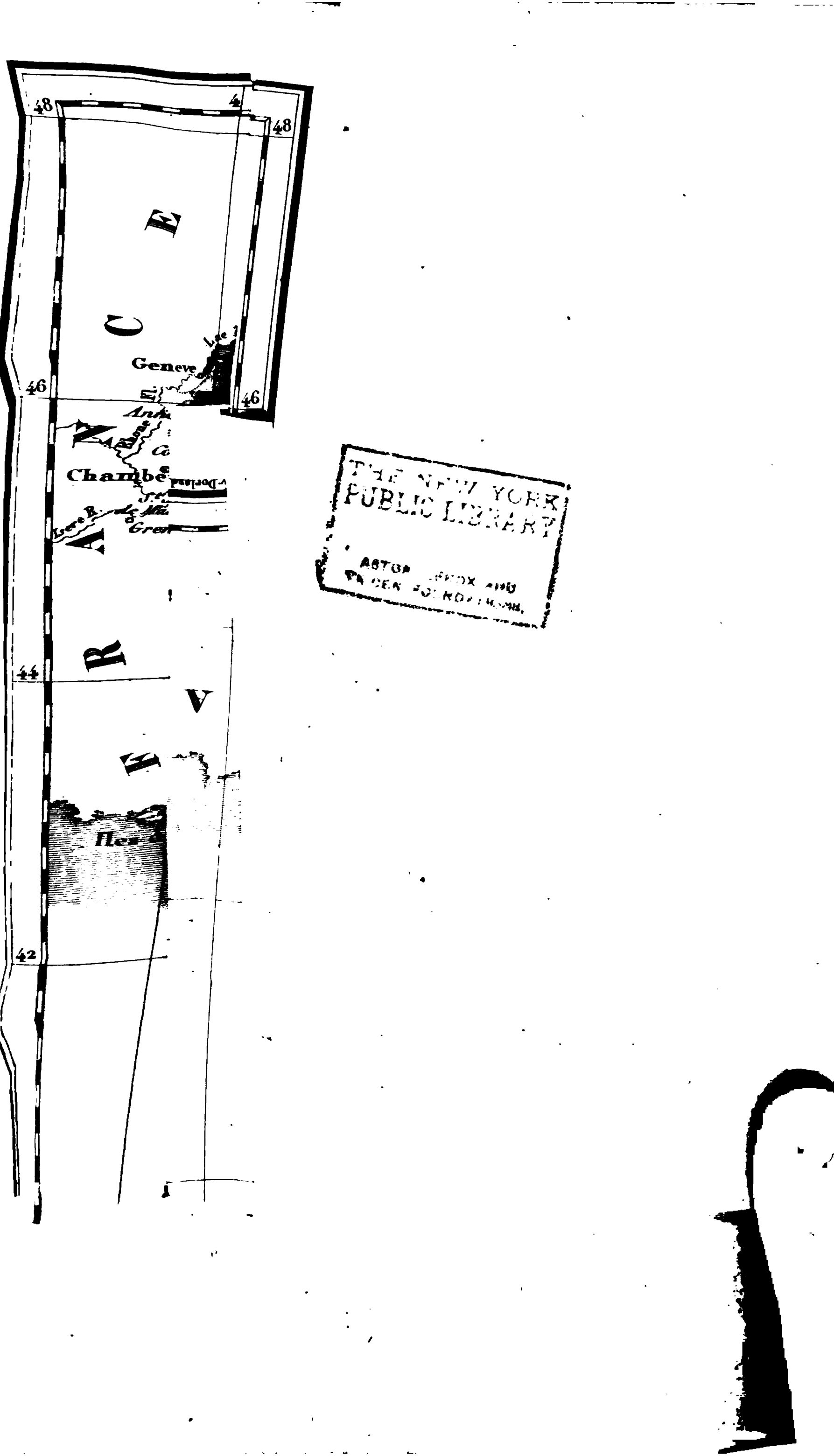
FIN DU LIVRE QUATRIÈME ET DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

LIVRE TROISIÈME.

FIN DE LA TABLE.



48
48
E
C
Geneve
46
46
N
Chambe
A
R
44
V
42

32

31

30







